J2

MAROC

TROIS ANS
DE RÉALISATION
DU PROGRAMME
D'ÉQUIPEMENT
1949 - 1952

UNITED NATIONS
LIBRARY
GENEVA

Cet ouvrage a été conçu et réalisé par la Division du Commerce et de la Marine Marchande (Bureau du Plan) avec le concours des différents Services Techniques

964:330
D618t

DOCUMENTS
Morocco. Division du commerce
et de la marine marchande.

MAROC

TROIS ANS
DE RÉALISATION
DU PROGRAMME
D'ÉQUIPEMENT
1949 - 1952

i

MAROC

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL

Exposer avec franchise l'action entreprise par la France au Maroc dans le cadre du programme quadriennal d'équipement et dégager à la lumière des résultats obtenus des perspectives nouvelles, tel est l'objet de cet ouvrage.

Une œuvre importante a été accomplie. Certes, il reste encore beaucoup à faire, mais le passé est garant de l'avenir. Le « Plan » a pour but final d'améliorer la condition de l'homme en lui permettant, grâce à un surcroit de production provoqué par l'amélioration progressive de l'outillage et par un effort supplémentaire de travail, d'acquérir une quantité toujours croissante de produits et de bénéficier des grands services collectifs qui constituent l'infrastructure d'un pays moderne.

Il affirme en ce sens l'étroite interdépendance de l'économique et du social. C'est ainsi que deux problèmes dont j'ai à plusieurs reprises souligné l'importance, l'agriculture et l'habitat, sont intimement liés. Tous deux se posent avec d'autant plus d'acuité que le Maroc enregistre chaque année, grâce à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants, un accroissement démographique considérable dont les manifestations sont particulièrement accusées dans les villes par l'exode de la population rurale. Aussi bien, la vaste politique de l'habitat qui est au premier rang de mes préocupations ne peut être vraiment efficace que si l'effort d'équipement et de modernisation rurale dont j'ai tracé les grandes lignes attache davantage à sa terre le paysan marocain.

Dans cette perspective, la condition de l'ouvrier marocain et le sort du fellah, ainsi que leur évolution continue vers un niveau de vie de plus en plus élevé sont étroitement solidaires de l'œuvre que poursuit la France au Maroc./.

SOMMAIRE GÉNÉRAL

Liminaire.

Introduction :

TROIS ANNÉES DE RÉALISATION DU PROGRAMME

Rapports techniques.

Récapitulatif :

PRINCIPAUX RÉSULTATS ENREGISTRÉS DE 1949 A 1952
ET SITUATION ACTUELLE

N. B. — Le lecteur trouvera en fin de volume une table des matières détaillée.

LIMINAIRE

En 1948 a été lancé un programme d'équipement 1949-52. Le présent document fait le point de la situation après trois années d'exécution.

De même que les précédents ouvrages [1], *cette mise au point respecte dans ses grandes lignes le plan adopté par les programmes de base, afin de faciliter dans une large mesure les comparaisons. Le lecteur trouvera dans l'introduction une vue d'ensemble des problèmes posés par l'équipement du pays. Les rapports techniques donnent des précisions détaillées sur l'action entreprise dans les différents secteurs économiques et sociaux, cependant qu'in-fine une annexe récapitulative groupe les principaux résultats enregistrés fin 1951.*

(1) Résultats du premier semestre 1949 et du deuxième semestre 1949.

Trois années de réalisation du programme

BILAN ET PERSPECTIVES

A la veille de la seconde guerre mondiale, 25 ans de présence française avaient permis au pouvoir central d'exercer son autorité sur tous les points du pays, garantissant la sécurité et la justice et créant ainsi les conditions premières indispensables au progrès social et à une mise en valeur économique.

Le conflit international, en contraignant le Maroc à vivre dans une relative autarcie, tandis que sa population ne cessait de s'accroître, a placé le Protectorat, au lendemain des hostilités, devant la nécessité de développer considérablement son potentiel pour faire face à des besoins économiques et sociaux toujours plus importants. Alors que la plupart des pays européens, malgré de sévères destructions, bénéficiaient de cadres économiques, fruit d'un effort séculaire, l'infrastructure du Maroc était loin d'avoir atteint sa consistance définitive. Il ne suffisait pas de remplacer purement et simplement ce qui avait été mis hors d'usage, il fallait encore moderniser et substituer à des moyens désuets des techniques neuves et hardies.

Aussi bien, dès que les échanges internationaux ont permis d'augmenter les livraisons de matières premières et de biens d'équipement, le Protectorat s'est-il appliqué à mettre en oeuvre un Plan de Modernisation.

A la suite des accords de coopération économique entre la France et les Etats-Unis, la zone française du Maroc, participant au programme de relèvement européen, a bénéficié de l'aide américaine. Mais c'est essentiellement grâce à l'ampleur de l'effort financier de la Métropole que le Maroc a pu entreprendre, dans un temps relativement court, un programme de travaux important.

L'aide de la France, en effet, ne se limite pas à la substantielle contribution du Fonds de Modernisation et d'Equipement (alimenté en partie par la contre-valeur en francs de l'aide américaine) ; il faut y ajouter la couverture par des capitaux, en très grande majorité français, du déficit de la balance commerciale sur laquelle pèsent les importations massives de biens d'équipement et de certains produits de consommation.

Le Protectorat cependant a su, grâce à un judicieux aménagement de sa fiscalité, augmenter chaque année les ressources affectées aux investissements publics sans pour autant décourager les capitaux privés nécessaires notamment au développement de l'industrie et des mines.

Les résultats atteints sont à la mesure de l'effort accompli. Sans doute ne témoignent-ils

pas tous d'un degré égal de réalisation du programme. Le deuxième rapport semestriel 1949 remarquait déjà qu'il était difficile de juger des progrès accomplis en découpant l'œuvre entreprise en tranches annuelles, la productivité des différents travaux effectués n'étant pas comparable dans le même temps. Cette observation demeure valable et permet une plus juste appréciation des résultats obtenus.

Sous cette réserve, le bilan de ces trois dernières années doit permettre de dégager des perspectives nouvelles.

Le plan n'était pas jusqu'ici un plan de production maximum ; il subordonnait dans certains cas des activités productrices au développement d'une infrastructure qui permette un essor futur plus considérable. Il fallait plus d'électricité, un plus grand nombre de locomotives électriques et de wagons, des ports mieux outillés.

L'action d'envergure qui a été engagée, en transformant l'aspect économique et social du Maroc, a modifié certaines données. Les goulots d'étranglement (communications, énergie) ont été sinon résorbés, du moins réduits sensiblement. Mais les progrès accomplis soulèvent des problèmes nouveaux et découvrent des difficultés nouvelles. L'action ne doit pas seulement être renforcée, mais dans certains cas, il faut en déplacer l'orientation. Des priorités nécessaires doivent être soulignées et c'est la volonté du Gouvernement qu'elles soient inscrites dans les faits.

Ainsi, les résultats enregistrés depuis trois ans démontrent qu'un effort particulier doit être porté sur l'agriculture, qui reste l'activité dominante du Maroc.

« C'est du revenu agricole, insiste le Plan Monnet, que continuera de dépendre la prospérité de la très grande majorité de la population. De cette prospérité dépendent à leur tour les ressources publiques et privées qui permettent de faire fonctionner, d'entretenir et d'améliorer l'équipement économique et social.

« Par ailleurs, les disponibilités en main-d'œuvre dépendent étroitement des méthodes d'exploitation et le rendement des travailleurs est lié à la production des cultures alimentaires ».

Dans cette perspective, l'économique et le social se rejoignent.

Infrastructure

INFRASTRUCTURE

Bien que le Maroc n'ait pas subi directement les dommages de la guerre, les efforts fournis pendant les hostilités et les difficultés d'entretien et de renouvellement de son matériel avaient entraîné une chute appréciable de son potentiel économique. D'autre part, la nouvelle orientation de l'économie marocaine, imposée par l'accroissement démographique et par la nécessité de vivre pendant plusieurs années en vase clos, avait fait naître des besoins nouveaux. L'équipement de base n'était pas de nature à permettre l'expansion économique et sociale attendue.

Ces goulots d'étranglement ont été mis en évidence dans le « Programme d'équipement à long terme » : Citons parmis les principaux l'insuffisance des moyens de communication, la pénurie d'énergie et de matériaux de construction.

Aujourd'hui, l'action entreprise a, dans une large mesure, porté ses fruits, et l'ordre de priorité apparaît, à la lumière des résultats, comme devant être modifié.

Moyens de communication

Les routes

Alors que l'Egypte, avec une superficie deux fois supérieure à celle du Maroc, totalise actuellement 7.000 kms de routes, dont 600 kms asphaltés et bien entretenus, le Maroc compte en 1951 près de 5.600 kms de routes principales et 4.380 kms de routes secondaires ouvertes à la circulation, sur l'ensemble desquelles plus de 8.000 kms sont goudronnés ou bitumés.

A ce chiffre, il faut ajouter les 3.780 kms de chemins tertiaires praticables par tous les temps, sur lesquels plus de 2.000 kms sont à ce jour revêtus. C'est dire que le réseau routier du Maroc est particulièrement satisfaisant, compte tenu en particulier de l'effort entrepris ces dernières années.

Ce sont les autres moyens de communication et en particulier les ports et les chemins de fer, qui constituent des goulots d'étranglement.

Les ports

En ce qui concerne l'équipement portuaire, deux problèmes retiennent particulièrement l'attention : Casablanca et Nemours.

A **Casablanca**, les difficultés ne sont pas nouvelles ; elles ont été cependant aggravées depuis trois ans par l'encombrement croissant dû à l'augmentation du trafic : le nombre de navires ayant fréquenté le port, qui était de 4.620 en 1948, s'est élevé à 6.400 en 1951. Le total des marchandises manipulées est passé dans le même temps de 5 millions de tonnes à 7.250.000 tonnes, soit une augmentation de 50 %. Dans ces conditions, malgré l'effort déjà accompli, les installations existantes ne suffisent plus à assurer une rotation normale des navires. Ceux-ci attendent en rade et la perte de temps représente en 1951 une perte d'argent de l'ordre de deux milliards de francs.

Sans doute l'agrandissement de Port-Lyautey, de Safi et Fédala permettra de dégager sensiblement le port de Casablanca, mais c'est sur ce dernier que l'effort principal doit continuer à porter. Les travaux concerneraient d'abord l'aménagement intérieur du port, et plus précisément le môle intermédiaire ; le prolongement de la jetée Delure, à plus long terme, devant être dans cette perspective, effectué en deuxième urgence.

Moins connu parce que plus récent, le problème de **Nemours** revêt aujourd'hui une importance particulière : l'insuffisance des aménagements de ce port algérien constitue un goulot d'étranglement pour le Maroc Oriental, dont il est le débouché naturel. Les travaux qui vont être prochainement entrepris sont le complément indispensable du développement de cette région sur le plan minier d'abord, sur le plan agricole ensuite.

Les chemins de fer

Un effort important a été accompli depuis 1949 pour équiper et moderniser les Chemins de Fer du Maroc.

Le parc traction s'est enrichi au cours de ces trois dernières années de quatre diesel électriques de 1.500 C.V. (trois autres sont attendues dans le courant du 1er trimestre 1952) et de 14 locomotives électriques de 1.800 C.V., facilitant le transport de matériaux

pondéreux et permettant l'accélération des trains de voyageurs (Casablanca-Rabat : 59 minutes). Cette substitution de la traction électrique à la traction vapeur s'inscrit dans les chiffres de la consommation de charbon, qui diminue très sensiblement : plus de 40.000 tonnes en 1948 et moins de 25.000 tonnes en 1951.

La modernisation du matériel de traction répond au développement du trafic. En 1949, les machines effectuaient 12.000 kms par jour ; en 1951, elles ont parcouru 14.500 kms, soit une augmentation de 21 %. L'accroissement du trafic (tonnes-marchandises + tonnes-voyageurs) est, dans le même temps, de 25 %. Aussi bien, le parc roulant n'est-il plus adapté à ces nouveaux besoins et doit-il supporter un effort considérable. En effet, la moyenne des wagons chargés par jour, qui était de l'ordre de 700 en 1947, est passée à 1.100 en 1951, soit une rotation moyenne de cinq jours par wagon.

Ainsi, si la situation du parc de machines, compte tenu des commandes en cours (notamment de locomotives diesel de manœuvre), ne constitue plus un goulot d'étranglement, **l'augmentation du nombre de wagons ordinaires et de wagons à phosphates s'avère indispensable.**

Cependant, les circonstances font apparaître **l'urgence impérative de certains travaux à réaliser sur la voie.** C'est ainsi que de Casablanca à Sidi-El-Aïdi (point de bifurcation de la ligne Khouribga - Oued-Zem d'une part et de celle de Marrakech, d'autre part) 44 trains circulent par jour. Il est indispensable de doubler la voie sur ce parcours. Déjà, depuis 1951 le tronçon de Casablanca à Sidi-Maarouf est exploité en double voie. De Sidi-Maarouf à Nouaceur, les travaux entrepris en 1951 seront achevés en 1952. Mais ce n'est qu'en 1953 que le doublement pourra être prolongé jusqu'à Sidi-El-Aïdi. Rappelons enfin pour mémoire, les travaux d'achèvement de la ligne Guenfouda-Djérada, qui doit être mise en service vers le 15 mars 1952, améliorant ainsi considérablement l'évacuation du charbon de l'Oriental.

Les transmissions

En ce qui concerne les télécommunications, le lecteur trouvera dans le chapitre s'y rapportant des indications détaillées sur les travaux effectués par l'Office des P. T. T., et en annexe les principaux résultats enregistrés au 31 décembre 1951.

Il convient ici de souligner les difficultés suscitées par la pénurie de techniciens. **L'équipement et l'entretien des centraux automatiques**, par exemple, **souffrent du manque d'ouvriers qualifiés.** Ceux-ci doivent encore être fournis par la Métropole, et dans l'incertitude de pouvoir être logés, ils hésitent à venir. D'autre part, certains retards dans les livraisons de matériel ralentissent le rythme des travaux prévus.

Le nombre de bâtiments postaux est encore insuffisant (1 bureau pour 25.830 habitants). Cependant le nombre de postes d'abonnés au téléphone croît rapidement et passe de 26.000 en 1948 à près de 40.000 en 1951, sans satisfaire pour autant les besoins : 15.000 demandes sont encore en instance. A titre de comparaison, précisons ici que l'Egypte ne compte que quatre postes téléphoniques pour 1.000 habitants, cependant que la zone française du Maroc en compte plus de cinq, en retard encore sur l'Algérie, qui en compte neuf.

Equipement et modernisation rurale

Quatre problèmes principaux conditionnent encore aujourd'hui le développement de la production agricole au Maroc

Hydraulique agricole

En premier lieu, le problème de l'eau demeure une des préoccupations essentielles du Gouvernement.

Dans ce domaine des résultats ont déjà été enregistrés, et les travaux entrepris depuis ces dernières années ont permis d'irriguer en 1951 environ 97.000 h-a. dont 50.000 grâce à des **travaux de petite et moyenne hydraulique** répartis sur l'ensemble du territoire ; quant aux 47.000 autres, ils concernent les **grands périmètres d'irrigation**, et se décomposent de la façon suivante : Sidi-S'limane : 17.000 ; N'Fis : 10.000 ; Beni-Amir : 20.000.

Les cultures pratiquées sur ces périmètres ont donné des résultats satisfaisants ; les rendements moyens obtenus, dans les Beni-Amir en particulier, sont — d'au moins huit quintaux — supérieurs aux rendements moyens de l'ensemble des récoltes marocaines. La réalisation du programme d'irrigation dans les grands périmètres se poursuit, mais elle est souvent retardée par des travaux préliminaires tels que les opérations de triangulation et de remembrement (Abda-Doukkaia), ou encore la mise en eau du barrage d'accumulation (Beni-Moussa).

Moins longs et moins onéreux, les travaux de petite et moyenne hydraulique doivent être développés de plus en plus. Ils se sont poursuivis depuis trois ans sur plusieurs plans : irrigations par épandage d'eaux de crue ; bétonnages de séguias (permettant de récupérer 30 à 50 % de l'eau perdue par infiltration) ; équipement pastoral (points d'eau, bains parasiticides).

La **campagne de forages** entreprise en 1948 a donné des résultats satisfaisants qui témoignent particulièrement de la rentabilité de ces travaux : dans le Maroc Oriental, **Berguent** et sa région immédiate disposaient d'un débit total de 200 litres/seconde. En trois années (1949-1951) 7 forages ont été réalisés, donnant un débit total de 350 litres/seconde.

Exemple plus remarquable : dans les **Hauts Plateaux** du Maroc Oriental, le troupeau qui comptait en moyenne, entre 1934 et 1944, 515.000 têtes (ovins pour 95 %), alors qu'il peut atteindre, s'il est bien abreuvé, 900.000 têtes, a été réduit à 150.000 têtes en 1947, après deux années de sécheresse. Cette région, où les meilleurs pâturages couvrent 15.000 km2, ne comprenait, en effet, jusqu'en 1949, que cinq points d'eau permanents disposant d'un débit total de 7 litres/seconde. De 1949 à 1951, la campagne de forages a permis l'aménagement de 13 points d'eau supplémentaires, portant le débit total à 22 l/s., constituant ainsi, avec le centre de Berguent, une **importante zone de sauvegarde** qui aura pour effet d'atténuer les fluctuations de l'effectif du cheptel.

Défense et restauration des sols

Le second problème à résoudre est celui de la Défense et de la Restauration des sols. L'évaluation précise des surfaces à traiter n'est pas possible. Notons simplement, pour fixer les idées, que leur étendue est estimée par les experts qui se sont penchés sur ce problème, à plusieurs millions d'hectares. Or, c'est seulement dans le courant de l'année 1949 qu'a été créé le Service de la D. R. S. au Maroc : c'est dire que jusqu'ici l'œuvre accomplie n'a pu revêtir une grande ampleur.

Les travaux présentent un double aspect :

— **Lutte contre l'érosion pluviale** : Les périmètres de démonstration font place peu à peu à des travaux plus importants : plus de 1.000 kilomètres de banquettes

de niveau ont été ouverts, près de 2.500 hectares ont été aménagés, 480.000 plants d'essences forestières, 60.000 arbres fruitiers et 19.000 plants et boutures de vigne ont été mis en terre.

— **Les travaux d'amélioration pastorale** : Ils ont été continués dans les steppes du Maroc Oriental, les Doukkala, le Haouz de Marrakech, le Sarrho et l'Anti-Atlas : l'aspect de ces parcelles où, après leur **mise en défens** et un an de traitement peu coûteux, la végétation reparaît sur une terre dégradée et nue, étonne les observateurs.

Il ne faut pas se dissimuler que les deux obstacles au développement immédiat d'un vaste programme de D. R. S. sont d'abord et en tout premier lieu d'ordre politique : vaincre par la persuasion et l'exemple les préjugés de certains propriétaires, qui comprennent mal leur intérêt, et ensuite d'ordre administratif et financier : recruter du personnel d'encadrement.

En ce qui concerne le premier point, la publication de la législation de la Défense et de la Restauration des Sols (dahir du 20 mars 1951) doit permettre d'élargir les travaux chez les particuliers (exécution de travaux, octroi de prêts et de subventions) et d'entreprendre l'aménagement de trois périmètres sur une superficie totale de plus de 18.000 hectares.

D'ailleurs, au cours du dernier semestre 1951, on a déjà enregistré un afflux considérable de demandes émanant de propriétaires européens et marocains, sollicitant une aide technique et financière de l'Etat pour la réalisation sur leurs propriétés de travaux de D. R. S

Méthodes de culture

Indépendamment des travaux d'hydraulique et de D. R. S., la modernisation et l'équipement rural visent à améliorer le rendement et la fertilité des sols en faisant bénéficier l'agriculture marocaine des avantages des techniques culturales modernes. Les terres cultivées appartiennent en effet, pour les 9/10e au fellah. Or, ses procédés de culture demeurent archaïques. **Modifier ces pratiques sans réduire sensiblement le volume de la main-d'œuvre employée, moderniser les méthodes de labour et de préparation du sol plus que les méthodes de récolte et, en conséquence, développer l'emploi des tracteurs et des petits instruments aratoires avant celui des moissonneuses-batteuses, généraliser l'usage des semences sélectionnées, telles sont les grandes lignes de l'action à poursuivre dans ce domaine.**

Ces dernières années ont déjà permis d'enregistrer des résultats qui sont loin d'être négligeables. La demande de **semences sélectionnées** s'est en particulier considérablement développée. La distribution de semences de contrôle technique (C. T.) qui était de 310 quintaux en 1947, a atteint 40.500 qx en 1951. Dans le même temps, les quantités livrées de bon à semer passaient de 25.500 quintaux à 171.000 qx. La diffusion des **engrais**, plus difficile étant donné leur prix d'achat élevé, est pourtant passée de 4.500 qx en 1947-48 à 35.000 qx en 1950-51.

La **mécanisation agricole** se développe à un rythme qui reste inférieur cependant aux prévisions du plan quadriennal : 3.200 tracteurs et 600 moissonneuses-batteuses ont été mis à la disposition des exploitations agricoles de 1949 à 1951 ; les distributions de charrues et de herses sont passées de 2.000 en 1949 à 4.000 en 1951. Le développement de l'équipement rural a provoqué la création de 13 **coopératives de motoculture** depuis 1948, cependant que les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont aménagé un certain nombre d'ateliers de réparation. Sous l'impulsion de moniteurs agricoles, des **exploitations-pilote** proposent aux fellahs des exemples de modernisation rurale : en nombre encore réduit en 1949 (une trentaine environ), elles passent à 350 fin 1951.

Parallèlement, l'action de rayonnement du **Paysanat**, qui portait sur 20.000 hectares en 1948-49, s'est développée sur 40.000 hectares en 1951.

Moyens de stockage

Le dernier problème enfin concernant l'équipement et la modernisation de l'agriculture est posé par l'insuffisance du Maroc en moyens de stockage de céréales. Cette situation coûte au Maroc près d'un milliard et demi par an, perte qui s'inscrit en définitive à la balance des comptes.

En effet, l'impossibilité de régulariser les apports sur le marché local et de réunir et de manipuler les masses de céréales à une cadence suffisante pour répondre aux besoins du commerce extérieur, jointe aux conditions de conservation défectueuses et à la quasi-inexistence dans les entrepôts de fortune de moyens de lutte

contre les parasites, entraînant un gaspillage de main-d'œuvre et la détérioration de plusieurs millions de quintaux de céréales par an.

Le plan quadriennal avait appelé l'attention sur la nécessité d'accroître, pour une première tranche de travaux, de **4 millions de quintaux** une capacité de logement estimée alors aux environs de **7.500.000 quintaux**. Faute de moyens financiers et d'une importante contribution des commerçants et des producteurs, 300.000 qx de logements supplémentaires ont pu être seulement mis en service à l'issue de ces trois années. Encore convient-il de remarquer que sur ce total, le **silo d'Oujda**, réalisé par les coopératives indigènes agricoles, s'inscrit pour 100.000 quintaux.

Sont déjà en cours d'étude les silos de Marrakech, Rabat, Petitjean et Mogador, d'une capacité totale (pour une première tranche de travaux) de près de 350.000 quintaux. Ils doivent être achevés dans le courant de 1953. Eu égard aux besoins, **un programme plus important apparaît nécessaire.**

Qualification professionnelle

Un goulot d'étranglement qui menace de subsister au Maroc pendant de longues années encore est constitué par l'insuffisance du nombre de techniciens et d'ouvriers qualifiés. Dans tous les domaines d'activité ce problème se présente avec plus ou moins d'acuité selon les besoins et les palliatifs qui y ont été apportés.

Il y a peu d'ingénieurs marocains, à peine quelques médecins. La jeunesse marocaine évoluée se dirige plus volontiers vers les carrières libérales ou le négoce. Mais c'est surtout sur l'éducation de la masse de la population active qu'il convient de faire porter l'effort. L'importance de la main-d'œuvre non qualifiée conduit à un véritable gaspillage du capital humain. C'est donc vers une qualification professionnelle plus poussée et un développement des cadres de maîtrise que l'action doit surtout être orientée.

L'essor économique doit être soutenu et nourri par le développement des aptitudes. Or, dans tous les domaines, agricole, industriel et minier, la mécanisation est entravée trop souvent encore par l'insuffisance technique de la main-d'œuvre. L'importation des tracteurs et des machines-outils ne se justifie que dans la mesure où l'on trouve sur place la main-d'œuvre qualifiée qui doit en assurer le fonctionnement et l'entretien. Sans doute une action importante a été entreprise depuis plusieurs années déjà, mais la nécessité de moderniser l'agriculture et d'industrialiser rapidement le Maroc exige qu'un effort particulier soit porté sur l'enseignement technique et professionnel.

L'enseignement agricole est donné à différents stades :

— un établissement d'enseignement supérieur, l'Ecole Marocaine d'Agriculture de Meknès, qui compte, en 1951, 76 élèves, a déjà décerné sept diplômes d'ingénieurs.

— une école pratique : Xavier Bernard, à Saint-Jean-de-Fédala, a accueilli sa première promotion en 1951. Deux autres écoles du même ordre sont en construction et ouvriront leurs portes au cours des deux prochaines années : école d'horticulture de Meknès (octobre 1952); école de cultures irriguées de Souellah (octobre 1953).

— Il semble que ce soit surtout vers des établissements formant des moniteurs agricoles et initiant les marocains à l'usage du matériel moderne que doit s'orienter l'enseignement agricole au Maroc. Citons en ce sens les tentatives intéressantes que constituent la création de stations d'essais de machines (qui se propose d'élargir leur action au moyen de brochures et de films éducatifs) et celle plus récente d'un centre de formation de moniteurs agricoles (22 moniteurs sortis en juillet 1951).

Notons enfin, comme un signe des temps et un exemple à suivre, la création dans le courant du mois de janvier 1952 d'une association des ingénieurs agricoles marocains.

Intéressant une main-d'œuvre moins nombreuse, mais tout aussi impérieux, le problème de la formation de jeunes marins retient également l'attention des Pouvoirs Publics. Le développement de la flotille de pêche, qui est passé de 1.300 unités en 1947 à environ 1.700 en 1951, et son importance dans l'essor industriel du pays, exigent une accentuation de l'effort entrepris en matière d'**apprentissage maritime**. En effet, si les effectifs de marins accusent une forte augmentation depuis la guerre (890 en 1939 — 3.160 en 1950) trop nombreux encore sont ceux qui hésitent à s'éloigner des côtes et qui ignorent l'usage de la carte et du compas.

L'école d'apprentissage maritime de Casablanca compte déjà 140 élèves. A Safi et à Agadir, 51 seulement ont pu suivre des cours dans des locaux provisoires. Des écoles nouvelles à Agadir et à Safi et une deuxième école à Casablanca projetées pour 1952-53 sont indispensables si l'on veut répondre rapidement aux besoins des armements locaux.

Le développement d'une industrie saine et rentable est conditionné dans une certaine mesure par la formation d'ouvriers qualifiés. De création récente l'**enseignement professionnel et technique** a donné des résultats encourageants et appelle un développement plus important.

Sur un effectif sensiblement égal à 10.000 élèves fréquentant en 1951 des établissements techniques, près de 4.000 ont suivi des cours de mécanique, d'électricité

et de menuiserie dans des écoles spécialisées dont les 3/4 préparent au certificat d'aptitude professionnelle. Dans ce dernier chiffre il faut comprendre 2.150 élèves marocains formés dans les principales écoles professionnelles musulmanes. A ces effectifs doivent s'ajouter les élèves s'initiant à l'artisanat dans une quinzaine de centres.

Par ailleurs, quatre centres d'instruction professionnelle accélérée permettent de fournir en 10 mois des ajusteurs-tourneurs et des mécaniciens motoristes. Le total des élèves n'a pu être que de 102 en 1949 et de 178 en 1951. Cependant des cours du soir sont organisés pour des apprentis que l'on prépare au certificat de formation ou d'aptitude professionnelle. Cette préparation a intéressé, de 1949 à 1951, 685 apprentis.

On ne saurait terminer ce chapitre sans évoquer les expériences extrêmement intéressantes tentées dans le cadre des secteurs de Modernisation du Paysanat pour former non seulement des ouvriers agricoles qualifiés, mais aussi des menuisiers, des maçons et des mécaniciens. Ainsi dans la région de Fès, un S.M.P. a formé, fin 1950, 350 ouvriers spécialistes.

Energie électrique

Les besoins en énergie électrique revêtaient en 1948 un degré d'urgence tel que l'équipement du pays en barrages, centrales hydrauliques et centrales thermiques avait été placé au tout premier plan des travaux prévus au programme quadriennal. **L'effort accompli dans ce domaine depuis trois ans a été considérable et les résultats sont satisfaisants.** La puissance totale installée au cours de ces trois dernières années s'est accrue de plus de 80 % (203.000 K.V.A. en 1951), alors que la production effective augmentait dans le même temps de près de 60 % (623 millions de K.W.H. en 1951). Un barrage et son usine hydroélectrique ont été mis en service en 1950 à **Daourat**, sur l'Oum-er-Rbia, cependant que la plupart des usines déjà en fonctionnement (en particulier les centrales d'**Oujda**, de **Petitjean** et d'**Agadir**) ont été dotées de groupes nouveaux : ainsi la production a permis en 1951 de suffire sans à coups à la demande des usagers.

En 1952, la mise en service de nouveaux groupes, notamment à la **nouvelle centrale thermique des Roches Noires-Sud** (40.000 K.V.A.) doit permettre de porter la production à environ 730 millions de Kw.H.

Cependant des travaux à plus longue échéance se poursuivent et notamment les **aménagements hydroélectriques de l'Oued-el-Abid**. Les premiers groupes ne pourront fonctionner qu'à partir de 1953, les difficultés techniques et financières ayant ralenti le rythme des travaux. La mise en service de l'usine d'Afourer, en particulier, prévue à l'origine pour 1952, est conditionnée par l'achèvement du percement du tunnel, ralenti depuis quelques mois par suite de venues d'eaux très importantes. Ce n'est qu'en 1955 que la totalité des groupes d'Afourer et de Bin-el-Ouidane pourra fonctionner à plein, fournissant un appoint se situant entre 550 et 600 millions de kilowatts heure.

Ces grands travaux nécessitent des investissements énormes et les charges financières qui en découlent grèvent lourdement l'exploitation, entraînant un coût élevé du kilowatt-heure. Ce facteur constitue aujourd'hui l'un des obstacles à la création d'une industrie électro-métallurgique qui utiliserait au mieux les richesses minières du pays.

Bilan énergétique

Il a paru intéressant de dresser, à la fin de ce chapitre, un bilan énergétique faisant ressortir pour chacune des trois dernières années les disponibilités du Maroc en énergie, converties en tonnes de houille. Le tableau suivant fait apparaître ces disponibilités, comparées à celles de 1938 et aux objectifs établis en 1948 pour l'année 1952. Elles sont calculées à partir de la production locale, et des importations, déduction faite des exportations.

Il va de soi que ces chiffres ne donnent que des ordres de grandeur.

FORMES D'ENERGIE	ENERGIE CONVERTIE EN TONNES DE CHARBON				
	1938	1949	1950	1951	Objectif 1952
Charbon	285.000	290.000	315.000	260.000	350.000
Energie électrique d'origine hydraulique	80.000	180.000	180.000	270.000	280.000
Produits pétroliers	285.000	600.000	785.000	890.000	975.000
Bois de chauffage	10.000	45.000	45.000	50.000	50.000
Charbon de bois	40.000	80.000	65.000	70.000	70.000
	620.000	1.195.000	1.390.000	1.540.000	1.725.000

L'exploitation des richesses

L'agriculture

Il est trop tôt, pour lire dans les chiffres de production l'œuvre accomplie en matière d'équipement. Dans le domaine agricole, les résultats des dernières campagnes ne traduisent pas toujours avec fidélité les efforts accomplis dans les divers secteurs.

On trouvera dans le chapitre « Production Agricole » des tableaux détaillés concernant les principales productions. Compte tenu des objectifs visés par le programme quadriennal, il convient ici d'insister sur quelques problèmes essentiels.

Les céréales

La culture céréalière qui s'étend sur près de 90 % des terres ensemencées, et qui appartient pour 93 % à des Marocains doit faire l'objet d'une remarque préliminaire.

Si l'on excepte les résultats enregistrés en 1951 pour le blé tendre, **les rendements obtenus en milieu marocain demeurent en général encore insuffisants** : sensiblement égaux aux rendements obtenus pendant les périodes de référence 1934-41 et 1941-48, ils ne dépassent pas 5,5 qx/ha. Cette observation appelle un double correctif : — d'une part les expériences tentées dans le cadre de l'action entreprise par les secteurs de modernisation du paysanat manifestent qu'il est possible d'obtenir une augmentation de l'ordre de 2 quintaux à l'hectare ; — d'autre part la distribution de semences sélectionnées, intensifiée depuis 1950, a donné en particulier pour le blé tendre des résultats probants : les rendements obtenus en milieu marocain, grâce à ces semences, ont doublé, passant de 4 à 8 qx/ha., cependant que la totalité des surfaces emblavées par les Marocains, qui accusaient depuis 1947 un certain recul, se sont accrues de près de 25 % en 1950-51.

Ces résultats s'ils sont accompagnés d'une meilleure répartition des emblavures doivent ouvrir des voies nouvelles à la production céréalière. Dans cette perspective, **la production de blé tendre devrait permettre non seulement d'assurer les besoins de la consommation locale, mais encore de fournir en plus grande quantité aux feilahs des blés de semence sélectionnés.** Par ailleurs, si la production et les exportations d'orge doivent être normalisées aux niveaux actuellement atteints **le Maroc peut devenir largement exportateur de blé dur** dont l'industrie française, notamment, se porte acquéreur.

Le tableau ci-dessous donne les résultats enregistrés ces dernières années pour la production totale des principales céréales :

ANNÉES	BLÉ TENDRE	BLÉ DUR	MAIS	ORGE
		(en quintaux)		
1934-1941	2.935.000	5.149.000	2.618.000	14.753.000
1941-1948	2.668.000	5.051.000	2.854.000	12.692.000
1948	1.922.000	4.828.000	4.662.000	14.328.000
1949	1.738.000	4.661.900	3.999.100	13.678.000
1950	2.191.300	5.355.500	1.268.000	10.750.000
1951	3.873.123	5.385.000	2.147.000	16.171.000

L'arboriculture

Le développement de la production marocaine demeure encore trop souvent entravé par **l'inexpérience du fellah** qui doit se départir de certaines méthodes archaïques dont les effets risquent d'être préjudiciables pendant plusieurs décades. Cette observation est particulièrement valable pour le **palmier dattier** ; des soins plus assidus et l'amélioration des procédés de cueillette devraient permettre d'en augmenter considérablement la production marchande.

L'**Olivaie** marocaine qui comprend sur 11 millions de pieds une importante proportion d'arbres déjà vieux, mal soignés et au rendement faible, appelle un effort de régénération. Depuis ces trois dernières années, le programme entrepris par les services agricoles a déjà permis de rajeunir près d'**un million et demi** d'arbres par une taille appropriée. Les résultats sont très encourageants : dépassant le chiffre maximum de 1948 (plus d'un million de quintaux) la production atteint en 1951 plus du double de la moyenne enregistrée de 1934 à 1947.

Les plantations d'**agrumes** continuent à se développer régulièrement, couvrant en 1950-1951, 25.600 ha. contre 22.000 ha. en 1948-1949 et permettant ainsi une production de l'ordre de 1.900.000 qx.

Notons enfin que l'arboriculture fruitière est stimulée de plus en plus par l'aménagement de **pépinières régionales** qui livrent des quantités accrues de plants aux fellahs et au Service de la Restauration des Sols.

Cultures nouvelles

La culture du **riz** qui ne dépassait pas en 1949 le cadre expérimental s'est étendue en 1951 sur 2.500 ha. donnant une récolte voisine de 80.000 quintaux, et faisant apparaître un rendement moyen supérieur à 30 qx./ha. (15 dans les meilleures terres d'Indochine). Aussi bien, **la production marocaine permet-elle dès à présent de satisfaire largement la demande locale et d'assurer un certain tonnage à l'exportation.**

Des essais effectués en 1944 dans le Rharb et dans les Beni-Amir ont permis d'envisager favorablement les possibilités de développement de la culture du **coton** au Maroc. Elle intéresse en 1950-1951 près de 3.700 ha. donnant une production d'environ 35.000 qx. Il s'agit encore d'une variété de coton longue soie : des essais d'acclimatation du coton moyenne soie sont activement poussés.

Autre culture industrielle dont l'implantation au Maroc revêt une importance considérable, la **betterave à sucre** qui n'est encore cultivée que sur 1.300 ha. en 1951-1952 mais doit être développée sur une grande échelle compte-tenu des résultats satisfaisants. L'intérêt de cette culture est souligné par le récent aménagement d'une **distillerie.**

Industrie

Rappelons que le plan d'équipement quadriennal avait insisté sur le double intérêt qui s'attache à une industrialisation rapide du pays de manière à **résorber en partie le déficit de la balance commerciale, par des exportations de produits transformés, et à assurer d'autre part un emploi rémunérateur à une population urbaine en augmentation constante.**

Depuis trois ans l'essor industriel du Maroc est caractérisé par un double phénomène :

— L'accroissement du nombre d'industries produisant des biens de consommation et surtout des biens de production destinés au marché local.

— L'élargissement des contingents commerciaux à l'importation et à l'exportation ont amené, sous la pression de la concurrence internationale, les industries de transformation, qui s'étaient développées pendant la guerre, à moderniser leurs installations et à rationaliser leur production.

De 1949 à 1951, le nombre d'industries créées pour satisfaire des besoins locaux est en proportion plus important que le nombre d'industries travaillant directement pour l'exportation (en particulier les usines de conserves). 70 % des capitaux s'investissent dans les industries du premier groupe. Plus précisément il convient de noter la progression régulière des industries mécaniques, chimiques, parachimiques et de matériaux de construction. A l'exception de quelques-unes, elles sont encore de dimensions modestes, mais elles paraissent amorcer une étape nouvelle dans l'industrialisation du pays. La demande d'énergie électrique par l'industrie est symptomatique de cette évolution. Le pourcentage d'utilisation par rapport à la consommation totale, qui était de 32,3 % en 1938 est passé à 37,8 % en 1949 et à 41,9 % en 1950. Notons ici que plusieurs industries se préoccupent de fabriquer leur propre courant. (Citons par exemple, une usine de cartons et papiers à Port-Lyautey, qui, avec une puissance installée de 5.500 K.V.A. consomme dès à présent 60.000 K.V.H. par jour).

Les progrès accomplis se lisent dans les chiffres la production de ciment est passée de 266.000 tonnes en 1949 à 377.000 tonnes en 1951; elle atteindra 520.000 tonnes fin 1952 permettant ainsi de satisfaire les 3/4 de la consommation marocaine. Les briqueteries et les tuileries voient de leur côté leur production passer de 90.000 tonnes en 1949 à 150.000 tonnes en 1951, assurant ainsi la totalité des besoins. Le Maroc d'autre part, devient exportateur de superphosphates et d'acide sulfurique dont il produit respectivement 110.000 tonnes et 40.000 tonnes par an. La production de cartons et papier d'emballage, permet dès à présent de satisfaire la demande locale et d'exporter un tonnage annuel de l'ordre de 10.000 tonnes. Enfin, il est intéressant de constater que la fabrication locale d'allumettes, d'une capacité annuelle de l'ordre de 900.000 grosses, suffirait à couvrir largement les besoins du marché.

Les industries de transformation de produits agricoles, qui s'étaient développées depuis 1942 dans un climat d'euphorie et de relative facilité, doivent poursuivre leur effort de compression de prix de revient et organiser systématiquement des réseaux de vente à l'étranger. Les plus importantes d'entre elles (eu égard à la valeur des produits exportés), les conserveries de poissons, semblent avoir atteint un palier. Elles rencontrent quelques difficultés pour les raisons générales citées plus haut et encore accentuées par l'abstention de certains clients traditionnels tels que la Grande-Bretagne et une recrudescence de la concurrence portugaise. Les industries annexes de sous-produits du poisson sont au contraire en développement (1).

D'une façon générale, pour des raisons tant économiques que sociales, et compte tenu de l'amélioration considérable des moyens de communication, il paraîtra souhaitable que les nouvelles entreprises exploitant les ressources locales s'établissent en un lieu proche de leurs approvisionnements en produits agricoles et en matières premières.

---

(1) *Il faut aussi noter le remarquable essor de l'industrie hôtelière : 24 nouveaux hôtels, près de 1.000 chambres supplémentaires, tel est le bilan de ces trois dernières années.*

En effet, **près de 70 % des investissements effectués par les Sociétés industrielles concernent Casablanca**. Au cours de la seule année 1951, une centaine de Sociétés Anonymes ont demandé leur inscription : il est vrai qu'un certain nombre d'entre elles se consacrent uniquement à une activité commerciale. C'est ici le lieu de signaler la **prolifération des Sociétés Commerciales proprement dites** ; de 1949 à 1951 inclus, sur 1894 Sociétés Anonymes créées, 998 ont déclaré une activité purement commerciale. A ce nombre s'ajoute plus d'un millier de S. A. R. L. et, répétons-le, une proportion qui est loin d'être négligeable de sociétés commerciales comprises improprement sous la rubrique « Sociétés Industrielles »

Il convenait en terminant ce chapitre d'évoquer cette **hypertrophie dangereuse de l'appareil de distribution par rapport à l'appareil de production.**

Les Mines

Comparés aux objectifs fixés en 1948, c'est dans le domaine minier que les résultats enregistrés sont les plus satisfaisants. La production phosphatière, avec plus de 4 millions et demi de tonnes, a dépassé en 1951 l'objectif visé pour 1952 (4 million. de tonnes). L'extraction d'**anthracite** est passée de 290.000 tonnes en 1948 à plus de 400,000 tonnes en 1951 ; la création d'un nouveau siège d'extraction et la construction d'un important lavoir doivent permettre de porter la production, conformément aux prévisions du programme, à 600.000 tonnes en 1952. L'extraction du **manganèse** métallurgique est passée, de 195.000 tonnes en 1948, à 340.000 tonnes en 1951. Les productions de **plomb** et **zinc**, qui étaient de 39.000 tonnes et de 3.500 tonnes en 1948, sont passées respectivement en 1951 à 93.000 tonnes et 35.000 tonnes. Les pétroles, suivant une courbe ascendante, atteignent 75.000 tonnes en 1951, soit près de 8 % de la consommation totale du Maroc. L'exploitation des nappes pétrolifères s'effectue d'ailleurs dans des conditions satisfaisantes, le coût du mètre foré ne dépassant pas 11.000 francs, contre 22.000 francs en Algérie, 50.000 en France et plus de 100.000 francs en Tunisie.

Il ne faut pas se dissimuler toutefois que la **conjoncture internationale,** depuis la guerre de Corée, en **provoquant une brusque hausse des cours mondiaux** de matières premières a particulièrement favorisé l'essor rapide de la production minière. **Le problème majeur posé par l'extraction au Maroc demeure le coût élevé de son prix de revient.** Sans doute depuis 1945 les exploitations dotées d'un matériel vieux de 20 ans, ont entrepris à cet égard une modernisation des installations et un perfectionnement des méthodes qui s'est traduit, principalement au cours des trois dernières années, par des investissements très importants. L'installation en 1951 de la laverie de Bou-Beker illustre ce phénomène. Cette dernière, susceptible de traiter 2.000 tonnes de plomb par jour, donne désormais à Bou-Beker la possibilité de devenir dans un avenir très prochain une des 5 premières mines de plomb et de zinc du monde.

Mais le niveau du prix de revient des minerais marocains s'explique surtout par les difficultés d'accès aux gisements, et **le problème des transports** demeure le point critique. Dans ce domaine, certaines actions ont été engagées depuis 1948 ; telles que par exemple, la construction d'un téléférique au Sud de l'Atlas pour l'acheminement du minerai de manganèse, celle d'un tronçon de voie ferrée reliant Djerada, siège d'extraction d'anthracite, au réseau ferroviaire passant à Guenfouda (45 kms), l'accroissement enfin du nombre de pistes minières desservant les gisements les moins accessibles. Les travaux d'agrandissement du port de Nemours envisagés dans un proche avenir faciliteront considérablement l'acheminement des produits miniers de l'Oriental. Tout, pour autant, n'est pas encore résolu, et **le problème de l'évacuation des minerais du Sud de l'Atlas, en particulier, n'a pas trouvé encore une solution définitive.**

Une autre question reste posée en ce qui concerne l'écoulement de certains minerais marocains. Celle d'un premier traitement à effectuer dans une usine locale. C'est ainsi que pour le cuivre, par exemple, l'extraction ne pourra être rentable, eu égard aux débouchés possibles, que lorsqu'une usine d'enrichissement par traitement métallurgique aura été installée au Maroc, la France elle-même ne possédant pas une telle installation. Cette usine viendrait compléter heureusement une industrie naissante qui après l'usine d'agglomération de manganèse de Sidi-Maarouf (1942) a vu la création de la fonderie de plomb d'Oued-el-Heimer (1948) et plus récemment encore la raffinerie de pétrole de Petitjean (1951).

A côté du domaine économique, **l'épanouissement de grandes entreprises minières a posé un problème social important.** Certaines solutions apportées notamment en matière d'habitation méritent d'être notées. La cité minière de Bou-Beker, conçue de façon très moderne, héberge aujourd'hui dans de bonnes conditions plus de 5.000 ouvriers. Quant à l'Office Chérifien des Phosphates, il consacre près du 1/4 de ses dépenses d'équipement à des installations, constructions ou aménagements d'ordre social dans des cités qui comptent aujourd'hui 13.000 habitants à Khouribga et 6.000 habitants à Louis-Gentil.

Un effort de contrôle rigoureux et d'organisation doit être encore fait dans ce domaine pour fournir aux ouvriers mineurs un approvisionnement abondant aux prix les plus étudiés par l'administration des mines.

Equipement social

ÉQUIPEMENT SOCIAL

Le programme d'équipement à long terme fait une large part au secteur social, mais il faut ici dissiper une équivoque : le social ne s'oppose pas à l'économique ; ils sont complémentaires l'un de l'autre. **Le développement de l'équipement social ne constitue une acquisition durable que s'il correspond à un progrès économique.** En d'autres termes, il est vain de prévoir un plan de constructions scolaires ou sanitaires si ces investissements ne peuvent pas être « assimilés » par une économie en expansion. Si l'essor économique ne « suit » pas l'équipement, le pays ne pourra entretenir les écoles et les hôpitaux projetés, ni payer leur personnel, ni même réunir les élèves, sinon les malades, demeurés au stade d'une économie primitive.

Inversement, l'action entreprise dans le domaine de l'enseignement, de la santé ou de l'habitat a une incidence certaine sur la vie économique. En élevant les capacités physiques et intellectuelles de la population, en améliorant ses conditions de vie, l'équipement social ne contribue pas seulement à former des travailleurs modernes et à augmenter leur productivité, mais encore à multiplier les ressources pour répondre à des besoins accrus.

Instruction publique

Le plan quadriennal de l'Instruction publique prévoyait un accroissement annuel des effectifs scolaires qui ressort du tableau suivant :

Catégories d'enseignement	Effectifs au 10-11-48	Taux d'accroissement annuel prévu
Enseignement musulman	86.453	20.000
Enseignement israélite	24.548	2.000
Enseignement primaire	39.704	3.000
Enseignement secondaire	12.200	800
Enseignement technique du 2e degré	2.783	1.000

Au 10 novembre 1951, dernier recensement connu, la situation se présente ainsi :

Catégories d'enseignement		Nombre d'élèves
Musulmans		139.588
Israélites		28.762
Général	Primaire	51.467
	Secondaire	13.402
	Technique du 2e degré	3.711
(non compris les écoles professionnelles dites du 1er degré)		

Il apparaît que **le rythme de scolarisation dans l'enseignement musulman est à peu près conforme aux objectifs fixés.**

En effet si au cours de la première année du programme (1949-50) l'accroissement des effectifs a été inférieur à 15.000 élèves, on a pu enregistrer en 1950-1951 et en 1951-1952 des rentrées supplémentaires respectivement de 18.651 et 19.782. Ces résultats ont été obtenus grâce à un effort qui a permis au Service de mettre à la disposition de cet enseignement près de **1.500 classes supplémentaires en 3 ans.**

Il est intéressant de noter que dans le cadre de l'action sociale entreprise par les secteurs de modernisation du paysanat un enseignement contrôlé par l'instruction publique a permis en 1951 de scolariser 2.000 élèves dans 26 écoles groupant 51 classes.

Dans les grandes villes l'effort de construction se heurte aux **difficultés d'achats de terrain,** de sorte que trop souvent encore les services de l'Instruction publique sont contraints de louer des locaux de fortune pour accueillir une population scolaire impatiente de s'instruire.

Il convient de signaler depuis ces dernières années l'amélioration très nette de la qualité du personnel d'enseignement recruté, d'une part parce que de nombreux jeunes gens de la Métropole recherchent ces fonctions, d'autre part parce que le Maroc commence à produire un assez grand nombre de diplômés. L'amélioration de la qualité du personnel marocain chargé d'enseigner l'arabe dans les écoles musulmanes est particulièrement nette ; trois sections normales pédagogiques ont ouvert leurs portes en octobre 1951.

Il ne faut pas se dissimuler que la construction d'Ecoles Normales et de Centres de formation pédagogique réservés à la formation de ces maîtres est très onéreuse. Leur « rentabilité » certaine n'aura d'effet que d'ici quelques années.

L'enseignement technique n'enregistre pas de progrès aussi marquants. Il convient de rappeler qu'il est de création relativement récente. C'est surtout depuis 1945 que l'on note chez les Marocains un intérêt certain pour les diverses formes d'enseignement professionnel. Les Marocains se sont rendu compte que le certificat d'apprentissage ou le C.A.P. leur permettait de prétendre immédiatement à un salaire rémunérateur. Aussi bien, importe-t-il, compte tenu de ce qui a été dit plus haut sur le manque de techniciens et d'ouvriers qualifiés, de continuer et d'intensifier l'effort entrepris dans ce domaine.

Equipement sanitaire

L'action entreprise par le Gouvernement en matière d'équipement sanitaire s'est déroulée sensiblement selon les prévisions établies en 1948. On trouvera dans le chapitre « Equipement sanitaire » une liste complète qui distingue les Etablissements mis en service, les chantiers en cours et les chantiers à ouvrir en 1952. Bornons-nous à noter que la **capacité hospitalière est passée de 5.500 lits en 1948 à près de 8.400 en 1951.** L'objectif de 11.500 lits prévu pour 1952 ne pourra être atteint que dans le courant de 1953, en raison principalement de difficultés techniques qui ont retardé l'aménagement des grandes formations franco-marocaines de Rabat (600 lits), Meknès (520 lits), Oujda (500 lits), Ben-Smine (320 lits).

Le nombre de **journées d'hospitalisation** a pu ainsi passer de 1.873.500 en 1948 à près de 2.500.000 en 1951, cependant que les **consultations** données dans l'ensemble des formations fixes et mobiles passaient pour la même période de 10.955.000 à plus de 13.500.000 (98 % données à des Marocains).

Les services sanitaires se préoccupent **d'étendre leurs moyens d'action dans le bled.** En 1951 le réseau des formations rurales comportait :

6 hôpitaux ruraux ;
20 groupes sanitaires mobiles ;
73 infirmeries ;
260 salles de visite.

Les achats de véhicules effectués au cours de ces trois dernières années ont porté sur 35 jeep, 19 ambulances et 56 pick-up, camions ou camionnettes.

Compte tenu de l'importance de l'action entreprise, un plus grand effort en ce sens paraît indispensable.

Par ailleurs, un des problèmes essentiels demeure de **pouvoir accueillir davantage de médecins** dont le nombre est encore insuffisant. Ici encore les frais entraînés par la construction de logements, extrêmement onéreux dans l'immédiat, seront rapidement d'une rentabilité certaine.

Parallèlement, l'œuvre entreprise pour former du personnel d'exécution spécialisé doit être continuée. Ces dernières années ont vu la création de **sept écoles régionales d'infirmiers musulmans,** une école centrale d'adjoints techniques, deux écoles d'infirmières israélites, cinq écoles d'accoucheuses marocaines.

L'habitat

Le problème de l'habitat est le plus aigu de tous ceux qui se posent actuellement au Maroc. En effet, malgré les efforts conjugués de l'Administration et de l'initiative privée, le rythme de la construction a été rapidement dépassé par le rythme d'accroissement de la population citadine marocaine, dû surtout à l'exode de la population rurale. Les recensements de 1926 et 1947 mettent en lumière ce **déplacement des campagnes vers les villes.** C'est ainsi qu'en vingt ans le pourcentage de Marocains habitant les villes et les petits bourgs par rapport à l'ensemble de la population active est passé de 14 % à 30 %, cependant que le rythme d'accroissement végétatif se maintient aux environs de vingt mille personnes par an.

Aussi bien, d'après les évaluations récentes, est-ce environ **90.000 logements** qu'il faudrait construire pour résorber les bidonvilles.

L'action entreprise se développe sur plusieurs plans :

Parallèlement au programme de construction élaboré par le **Service de l'Habitat** et la **Compagnie Immobilière,** le **Comité Interprofessionnel du logement** (C.I.L.) se préoccupe de réaliser des habitations pour salariés. Enfin les plus importantes des industries marocaines consacrent une partie non négligeable de leurs investissements à l'édification de cités ouvrières.

Depuis la fin des hostilités l'effort de construction a été contrarié par la pénurie de matériaux ; de juillet 1945 à juillet 1949, 3.240 logements marocains ont pu être seulement édifiés. L'accroissement considérable de la production locale de ciment, de briques et d'agglomérés et un effort d'investissements publics beaucoup plus important ont permis depuis de poursuivre les travaux à un rythme s'accélérant chaque année davantage : en deux ans et demi (juillet 1949 - fin 1951) 2.201 logements ont été livrés, cependant que 3.270 ont été lancés. Ces divers travaux concernent en premier lieu Casablanca où après l'édification d'**Aïn Chock,** l'important chantier des **Carrières Centrales** notamment prévoit l'aménagement de 10.000 logements dont 2.000 seront terminés en 1952. Une première tranche de travaux consacrés à l'habitat israélite a été lancée à Casablanca : citons en particulier un groupe de huit immeubles de 20 logements chacun, entrepris en 1951, et qui doivent être terminés à la fin du premier semestre 1952.

Pour permettre la réalisation de ce grand programme de construction indispensable, d'une part pour empêcher l'extension des bidonvilles, d'autre part pour les résorber progressivement, il faut disposer d'un vaste domaine immobilier. C'est pourquoi d'importants crédits seront consacrés en 1951-1952 aux achats de terrains et à leur équipement (chaussées — égouts — électricité). A Casablanca, ces terrains permettront de créer de véritables cités satellites dont l'emplacement soigneusement étudié par le Service de l'Urbanisme a été choisi en fonction de la position des quartiers industriels. Les Pouvoirs Publics en prenant à leur charge l'ensemble des travaux de lotissement et de viabilité stimuleront ainsi l'effort de construction privée.

Cependant, si importantes que soient les constructions entreprises, elles resteront pour quelques années encore insuffisantes comparées aux besoins. C'est pourquoi un effort tout particulier sera porté en 1952 sur **l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles :** constitution d'une trame sanitaire (eau — égoûts) d'un réseau de voierie minimum et construction le cas échéant de bâtiments nécessaires à l'hygiène. C'est sur les bidonvilles de Casablanca et de Rabat que porteront en première urgence les travaux précités.

Il convient enfin de signaler l'œuvre accomplie par les grandes Sociétés Minières et Industrielles en matière d'habitat. Marquant la liaison étroite de l'économique et du social, le développement de certaines activités productives, industrielles ou minières détermine en raison de leur importance la création de véritables cités marocaines modernes. C'est ainsi que les centres phosphatiers de Khouribga et de Louis-Gentil ont mis respectivement à la disposition du personnel marocain 3.400 et 1.500 logements. De même, après les diverses formules d'habitat expérimentées à Djérada (mines de charbon), une remarquable cité marocaine a été édifiée à Bou-Beker (mines de plomb-zinc), exemple qui mériterait d'être suivi par les Sociétés minières exploitant des gisements au Sud de l'Atlas.

La Compagnie des Chemins de Fer Marocains et la Régie des Tabacs ont de leur côté continué leur programme de construction, imitées en cela par de grandes industries qui, soit par leurs propres moyens, soit en unissant leurs efforts au sein du C.I.L. contribuent dans le cadre de leur activité à remédier à la crise marocaine du logement.

Niveau de vie

Les résultats enregistrés dans le domaine économique et social depuis 1949 ont eu des effets incontestables sur l'élévation du niveau de vie. Sans doute la réalisation de grands travaux tels que barrages, hôpitaux, programme de logements ne peut-elle porter tous ses fruits avant quelques années. Cependant nombreux sont déjà les signes d'une amélioration certaine des conditions de vie.

Dans le domaine de l'**Alimentation** : il faut noter d'abord la substitution progressive du blé à l'orge dans la fabrication du **pain**. Cette substitution qui s'opère plus rapidement dans les villes que dans les campagnes a permis à la consommation de blé d'atteindre 7,5 millions de quintaux en 1950.

D'autres produits clefs ont vu aussi leur demande s'accroître dans des proportions dépassant celles de l'augmentation démographique. C'est ainsi que la consommation de **sucre** est passée de 150.000 tonnes en 1949 à 177.000 tonnes en 1950 et 190.000 tonnes en 1951, cependant que les importations de **thé vert** qui étaient de 9.000 tonnes en 1949 atteignent 10.700 tonnes en 1951.

Signalons que si la consommation de **viande** est de l'ordre de 130.000 tonnes par an, on déplore que la consommation de **poisson frais** soit encore fort réduite. Les ventes de conserves de sardines au contraire qui ne dépassaient pas 13.000 caisses avant la guerre atteignent aujourd'hui 100.000 caisses.

En ce qui concerne l'**Habillement** le développement de l'industrie locale et le programme d'importation de cotonnades ont permis de mettre à la disposition de la population 75 millions de mètres en 1949, 100 millions en 1950 et 122 millions en 1951.

Nous avons dit plus haut l'effort accompli en matière d'équipement sanitaire. Précisons que les importations de **médicaments** qui étaient de l'ordre de 700 tonnes en 1949 se sont élevées à 880 tonnes en 1950 et atteignent sensiblement 1.000 tonnes en 1951.

Il convient de préciser à ce sujet que les laboratoires de produits pharmaceutiques spécialisés dans la fabrication de vitamines, d'antibiotiques et de certains produits chimiques médicaux se développent avec une extrême rapidité au Maroc.

Complétant harmonieusement l'action développée par l'Instruction Publique et par la Santé, le Service de la Jeunesse et des Sports, de création récente, a porté particulièrement son effort, outre le développement de l'équipement sportif, sur l'organisation de **centres d'accueil pour l'enfance marocaine abandonnée** et sur la formation de moniteurs sportifs et de colonies de vacances. Notons ici le succès grandissant des **camps de Jeunesse** en milieu purement marocain (musulmans et israélites). Alors qu'en 1948 sur un effectif total de 5.615 jeunes on ne comptait encore que 1.340 musulmans et 1.100 israélites, en 1951 pour un total de 9.123 jeunes, les camps de vacances ont accueilli 6.084 musulmans et israélites. A ce dernier chiffre doivent s'ajouter près de 2.500 jeunes marocains accueillis dans les colonies de vacances purement musulmanes de l'Instruction Publique.

Le **sport**, au demeurant, se développe très rapidement en milieu marocain et en particulier le foot-ball et le cyclisme. Au cours de ces trois dernières années plus de 150.000 bicyclettes ont été importées ou montées sur place, dont la majeure partie est utilisée par la population marocaine, témoignant d'une évolution intéressante des habitudes de vie de l'élément autochtone.

Enfin deux moyens d'expression de la vie moderne intéressent de plus en plus la population marocaine : le nombre des **postes de T.S.F.** déclarés (musulmans et israélites seulement) qui était de 32.600 en 1949, a dépassé 75.000 en 1951 cependant que le nombre d'entrées dans les **cinémas** est pour cette dernière année de l'ordre de 13 millions et demi.

2

L'équipement et les finances publiques

Pour permettre au Maroc d'accroître sa production agricole, de développer son potentiel industriel et minier, d'élargir le champ de son activité commerciale, la mise en œuvre du Plan d'Equipement a exigé depuis trois ans un effort d'investissement considérable. Le programme des dépenses a permis au cours des exercices 1949, 1950 et 1951, de mettre près de **77 milliards** à la disposition des différents secteurs d'activités. A ce chiffre il convient d'ajouter en outre les quelque **12 milliards** investis par l'Etat dans le secteur semi-public.

Le financement a été assuré par les dotations du Fonds de Modernisation et d'Equipement d'une part et un effort budgétaire local d'autre part.

Le F.M.E., alimenté en partie par la contre valeur en francs de l'aide américaine, a mis à la disposition du pays près de 38 milliards au cours des trois années écoulées. Il a contribué ainsi pour 48 % en 1949, 50 % en 1950 et 49 % en 1951 au financement des dépenses d'investissement public. C'est dire que **sans cette aide de la Métropole, le Maroc serait dans l'impossibilité de mener à bien dans le temps fixé le vaste programme de modernisation dans lequel il s'est engagé.**

Notons ici que pour 1951-52 un crédit de l'ordre de 2,7 milliards de francs prélevé sur le **fonds spécial de l'E.C.A.** (développement des territoires d'Outre-Mer) a été accordé au Maroc pour être affecté au financement de certains grands travaux, dans le cadre du Programme.

Le pays s'équipe et se modernise grâce aussi à son **effort propre** qui est loin d'être négligeable, il finance la totalité de ses dépenses de fonctionnement tout en assumant les frais des dépenses d'investissement à concurrence de près de moitié. L'accroissement de ses ressources a, peu à peu, permis de faire supporter au budget ordinaire une part de plus en plus importante de la charge financière. Sa contribution qui était de 10.800 millions en 1949 est passée à 13.700 millions en 1950 pour atteindre 14.800 millions en 1951. Il faut cependant noter que **les investissements d'ordre social ont pour répercussion immédiate un accroissement important des dépenses de fonctionnement.** Construire des écoles, bâtir des hôpitaux implique nécessairement la formation et l'entretien d'un personnel spécialisé.

Le fonds de réserve où sont versés les excédents budgétaires, la Caisse Spéciale des Travaux Publics alimentée par le produit intégral d'une taxe de 2,5 % ad valorem sur les marchandises étrangères entrant au Maroc, et le produit de l'impôt sur les transports de voyageurs ont constitué une source permanente de recettes pour le développement du pays.

Mais un tel effort ne pouvait être consenti sans recourir à l'emprunt, car il s'avérait impossible de dégager du seul impôt des ressources en rapport avec l'importance des besoins à satisfaire. Aussi l'emprunt local a concouru au financement de l'équipement public à raison de 10,8 % en 1949, de 14,8 % en 1950 et de 12,3 % en 1951.

Le Commerce extérieur

L'évolution des échanges de 1949 à 1951

De 1949 à 1951, les échanges accusent une forte augmentation. Elle est mise en évidence par les indices du volume des importations et des exportations calculés en fonction de données monétaires invariables :

	1949	1950	1951
Importations	100	107	131
Exportations	100	121	127

L'étude des résultats du commerce extérieur appelle quelques remarques :

— De 1949 à 1951, le pourcentage d'accroissement des échanges est sensiblement le même pour les importations (31 %) et les exportations (27 %). Cependant, les 2 courbes ne sont pas comparables : les exportations qui ont connu un remarquable essor en 1950 (21 % de plus qu'en 1949) n'ont augmenté que de 4,9 % de 1950 à 1951, cependant que les importations en augmentation relativement faible en 1950, par rapport à l'année précédente se sont élevées brusquement de 22,4 % de 1950 à 1951.

— Aussi bien, la **couverture des importations par les exportations** est-elle supérieure en 1951, avec 54,6 % au pourcentage de 1949 (51,8 %) et moins satisfaisante cependant qu'en 1950 (57,6 %).

Ce phénomène s'explique :

— à l'importation ; compte tenu d'un accroissement régulier et continu des achats de biens de consommation, par l'augmentation brutale, **à partir de 1950 seulement**, des achats de biens d'équipement et de matières premières et produits semi finis.

— à l'exportation : malgré l'augmentation constante des ventes de produits miniers et de produits agricoles, par la diminution sensible **en 1951** des ventes de conserve.

— Bien que les exportations se soient développées très largement, l'effort d'équipement et l'approvisionnement en biens de consommation se traduisent par un important déficit de la balance commerciale : le solde débiteur qui était de l'ordre de 50 milliards en 1949 et en 1950, se chiffre à plus de 70 milliards en 1951.

Plus précisément, **l'évolution des échanges avec les diverses zones monétaires** peut être analysée comme suit :

— La balance commerciale avec la **zone franc** accuse un déficit dont l'importance relative est sensiblement la même de 1949 à 1951 (57 milliards pour cette dernière année).

— Avec la **zone dollar**, on enregistre une amélioration sensible des échanges, les importations tendant à se stabiliser et les exportations étant en légère augmentation.

— La balance avec la **zone sterling** voit un solde créditeur en faveur du Maroc passer de 4.460 millions en 1949 à plus de 9 milliards en 1951, malgré l'augmentation des achats effectués en Grande-Bretagne.

— Enfin, et c'est peut être le trait le plus caractéristique du commerce extérieur du Maroc, les exportations sur les **autres pays participant à l'O.E.C.E.**, qui dépassaient les importations de 3 milliards et demi en 1949, et de près de 9 milliards en 1950, équilibrent à peine les importations en 1951.

Les importations

PAR PRODUITS

Les importations qui étaient de 103 milliards en 1949, se sont élevées en 1950 à 115 milliards et à peu près à 160 milliards en 1951.

Les achats de biens d'équipement (matériels, matières premières et produits semi-finis) **représentent près de 45 % du montant total des importations.** Notons que les importations de matériels industriels et agricoles proprement dit, sensiblement égales en 1950 à celles de

l'année précédente, se sont élevées de 30 % de 1950 à 1951, cependant que les achats de matières premières et de produits semi-finis accusent, dans le même temps une augmentation de 70 %. Cette différence ne s'explique pas seulement par une hausse des prix sensible dans c secteur ; elle traduit un très fort accroissement des approvisionnements de l'industrie marocaine et des entreprises de travaux publics et de construction.

Les importations de matériels pour l'industrie et les travaux publics se sont élevées en 1951 à près de 29 milliards (soit 18 % de la valeur totale des achats), **cependant que les importations de matériel agricole, avec 2 milliards et demi, représentent à peine 1,6 % du total.**

Il peut être intéressant de noter une constance remarquable au cours des trois années écoulées, des importations de **camions** et de véhicules industriels une nette augmentation des achats de **moteurs électriques** et une diminution très sensible par contre, des importations de **machines outils.** Notons encore la diminution des importations de **machines spécialisées,** destinées à l'industrie alimentaire, déjà bien équipée, cependant que l'industrie textile, d'implantation plus récente, développe ses achats de matériels.

Les achats de machines et de matériel fixe pour les chemins de fer, de l'ordre de 1.100 millions en 1949, se sont élevés à 2 milliards en 1950 et à 2 milliards et demi en 1951.

Parallèlement aux importations de **produits pétroliers** qui sont passés de 380.000 tonnes en 1949 à 516.000 tonnes en 1951, **les importations de matières premières et de produits semi-finis se sont considérablement développées** : avec 38.644 millions, elles représentent en 1951, plus de 24 % de la valeur totale des importations : elles confirment les signes décelés par ailleurs d'un rapide essor des industries mécaniques, chimiques et parachimiques et d'un progrès de la construction.

Les achats de **produits chimiques** ont presque doublé de 1949 à 1951, passant de 24.000 tonnes à 43.000 tonnes, cependant qu'ont augmenté très sensiblement les importations de **produits sidérurgiques bruts ou semi-finis,** qui se montent à près de 5 milliards en 1951. Ce chiffre ne comprend pas les importations de **fer blanc** qui en 1951, pour près de 16.500 tonnes ont coûté plus de 1.420 millions de francs.

On enregistre enfin un fort accroissement des achats de **matériaux de construction,** et plus particulièrement de **ciment,** qui sont passés de 229.000 tonnes en 1949 à 443.000 tonnes en 1951.

Les achats de biens de consommation représentent plus de 50 % de la valeur totale des importations. Ils se sont développés régulièrement au cours des trois dernières années, passant de 51 milliards en 1949 à plus de 80 milliards en 1951. Pour près de la moitié, ils portent sur des produits destinés à l'alimentation. Il convient de citer en particulier les importations de **thé** et de **sucre** qui représentent ensemble, en 1951, **13 % de la valeur globale de nos importations** — la rubrique « **Habillement** » accuse une certaine augmentation : les achats de **cotonnades** continuent à se développer, ils représentent plus de **11 milliards** en 1951.

Parmi les autres biens de consommation, il faut noter le développement très important, surtout depuis 1950, des importations de **voitures de tourisme** : en 1951 ces achats se montent à **6.443 millions.**

PAR ORIGINE

L'examen des échanges par zones monétaires a permi de dégager les grandes lignes de l'évolution dans ce domaine.

Les achats effectués en **France** qui représentaient 58,5 % des importations totales en 1949 sont passés par un maximum en 1950 avec un pourcentage de 60,6 % et ne représentent plus que 56,9 % de l'ensemble des achats en 1951.

Ainsi la France conserve la première place comme fournisseur bien avant les Etats-Unis qui viennent au deuxième rang avec 8,3 % des achats. Cette prépondérance de la Métropole se manifeste pour tous les groupes de produits dont elle fournit de 60 à 80 % à l'exception des produits alimentaires.

Les importations en provenance de France se répartissent pour 40 % en biens de consommation et 60 % en biens d'équipement, matières premières et produits énergétiques.

Les importations en provenance des **Etats-Unis** accusent, compte tenu des hausses de prix, une diminution sensible, passant de 12.538 millions à 13.200 millions.

On trouvera en annexe un tableau détaillé donnant les crédits alloués au titre de l'aide américaine du 1er juillet 1948 au 30 juin 1951.

Les **territoires français d'Outre-Mer** avec des ventes se chiffrant à plus de 11 milliards en 1951 restent au troisième rang des fournisseurs du Maroc. Les importations de deux produits de consommation essentiels, le sucre et le thé, placent **Cuba** et la **Chine** immédiatement après.

Viennent ensuite la **Belgique,** l'**Italie** et la **Grande-Bretagne** dont la part commune dans les importations totales du Maroc passe de 3,1 % en 1949 à 6,8 % en 1951.

Enfin les achats effectués dans les autres pays adhérant à l'O.E.C.E. sont allés sans cesse croissants en particulier les importations en provenance d'**Allemagne** (398 millions en 1949 ; 2.727 millions en 1951) et de Suède (403 millions en 1949 ; 1.525 millions en 1951).

Les exportations

PAR PRODUITS

Les exportations qui étaient de 53.515 millions en 1949 se sont élevées à 66.402 millions en 1950 et à plus de **88 milliards en 1951.**

Il convient de noter la progression importante et régulière des ventes de minerais d'une part et de céréales d'autre part et le fléchissement sensible des expéditions de conserves à l'étranger.

Les exportations de minerais, favorisées ainsi qu'il été dit plus haut par la conjoncture internationale, représentent en 1951, plus de 31,5 % de la valeur totale des exportations (contre 29,8 % en 1949).

Avec 4.417.000 tonnes et 17.870 millions de francs contre 3.491.000 tonnes et 9.564 millions de francs en 1949, les **phosphates** demeurent le plus important des produits à l'exportation. Les principaux acheteurs restant la Grande-Bretagne (677.000 tonnes en 1951), la France (540.000 tonnes) et l'Italie (536.000 tonnes) ; puis viennent selon un ordre qui en 1951 est très voisin de l'ordre des acheteurs de 1949-1950 ; l'Espagne (339.000 tonnes), la Suède (316.000 tonnes), les Pays-Bas (301.000 tonnes), l'Union Sud Africaine (293.000 tonnes), la Belgique (286.000 tonnes) et le Danemark (271.000 tonnes).

Les exportations de **manganèse** dirigées intégralement en 1949 vers la Métropole (225.000 tonnes) voient, en 1951, une partie non négligeable destinée à l'étranger : 52.000 tonnes dont 43.000 sur les U.S.A. sur un total de ventes de 357.000 tonnes.

Les exportations de **plomb** passent de 49.500 tonnes en 1949 à 53.500 tonnes en 1951 pour une valeur supérieure à 2.800 millions. Les ventes de **zinc** connaissent un essor remarquable : de 9.400 tonnes en 1949, elles passent à 17.000 tonnes en 1950, pour s'élever à plus de 34.000 tonnes en 1951, réparties presque également entre la France et la Belgique.

Malgré les difficultés d'exploitation, la production de minerais de **fer** a permis d'exporter près de 545.000 tonnes en 1951 (contre 333.000 tonnes, en 1949) principalement sur la Grande-Bretagne (285.000 tonnes) et les Pays-Bas (223.000 tonnes). Les expéditions de **Cobalt**, qui n'atteignaient en 1949 que 1.560 tonnes, s'élèvent à près de 7.000 tonnes en 1951 pour une valeur de 567 millions de francs.

Enfin les envois d'anthracite portent sur 213.000 tonnes en 1951 contre 160.000 tonnes en 1949 ; notons que des ventes effectuées sur l'Italie et la Belgique atteignent respectivement 57.000 tonnes et 21.000 tonnes.

Les produits agricoles, avec 45 % de la valeur totale des ventes à l'étranger, restent la principale source des exportations du Maroc.

En premier lieu, les exportations de **céréales** se sont élevées à près de 13 milliards de francs en 1951, contre 8.300 millions en 1949. Les exportations d'**orge**, qui étaient de 323.000 tonnes en 1949, sont passées à 335.000 tonnes en 1951 (pour une valeur de 8.700 millions), sur lesquelles 148.000 tonnes ont été dirigées sur la Grande-Bretagne et 107.000 tonnes sur la France. Les récoltes moins satisfaisantes de **maïs** expliquent la diminution des ventes à l'étranger : 335.000 tonnes en 1951, contre 50.000 tonnes en 1950 et 143.000 tonnes en 1949. Les exportations d'**alpiste** qui s'étaient élevées en 1950 à 12.000 tonnes retrouvent avec 8.000 tonnes en 1951 le tonnage atteint en 1949.

Les exportations d'**agrumes** légèrement inférieures à 100.000 tonnes en 1949, ont atteint 112.000 tonnes en 1951 après avoir passé par un maximum de 138.000 tonnes en 1950. Les expéditions sur l'Allemagne qui dépassaient 50.000 tonnes en 1950 ont été réduites à 29.000 tonnes en 1951.

Les ventes de **pommes de terre** et de **tomates** qui atteignaient 43.000 tonnes en 1949 se sont élevées à plus de 60.000 tonnes en 1951 pour une valeur de l'ordre de deux milliards et demi de francs, cependant que les envois de **légumes secs** avec 58.600 tonnes en 1951 contre 51.400 tonnes en 1949 se chiffrent à plus de deux milliards de francs.

Enfin les exportations d'**alfa** et de **crin végétal** respectivement de 23.500 tonnes et de 33.000 tonnes en 1949 ont retrouvé avec 37.000 tonnes et 60.000 tonnes le chiffre des ventes d'avant-guerre, le premier de ces produits étant presque intégralement acheté par la Grande-Bretagne, le second reparti dans un très grand nombre de pays.

Les ventes de conserves à l'étranger, après avoir représenté en 1949 et en 1950, avec 8 milliards et demi et 10 milliards et demi de francs, 16 % de la valeur totale des exportations ne représentent plus en 1951, avec moins de 9 milliards de francs que 10,3 %.

Ce fléchissement est particulièrement sensible pour les exportations de **conserves de sardines** qui, après s'être élevées à 56.000 tonnes en 1950 retombent avec 38.000 tonnes en 1951 au niveau de 1949, pour une valeur totale de 7.400 millions. Les difficultés rencontrées par la pêche, la recrudescence de la concurrence portugaise et l'abstention de la Grande-Bretagne (3.600 tonnes en 1951 contre 20.000 tonnes en 1950) expliquent cette situation.

Contrastant avec la plupart des exportations des produits agricoles transformés, il faut noter la progression des envois de **fruits en conserves** et de **confitures** qui passent de 2.260 tonnes en 1949 à 8.960 tonnes en 1951.

Enfin, si les exportations de **liège ouvré et aggloméré** qui étaient de 2.180 tonnes en 1949 n'atteignent que 4.370 tonnes en 1951, les envois de **liège brut et semi ouvré** passent dans le même temps de 10.400 tonnes à 26.900 tonnes.

PAR DESTINATION

La **France** est avec 1.380.000 tonnes et plus de 35 milliards et demi de francs le plus important client du Maroc. Cependant, par rapport à la valeur totale des exportations, sa part qui avait atteint près de 65 % en 1948 et 49,7 % en 1949 s'abaisse à 36,6 % en 1950 pour ne remonter qu'à 40,8 % en 1951. Plus de 40 % de produits alimentaires fournis par le Maroc sont dirigés sur la Métropole ; ses achats de phosphates sont de l'ordre de 2 milliards de francs cependant que les autres minerais totalisent plus de 6 milliards de francs.

Les exportations sur les **territoires d'Outre-Mer** connaissent une reprise certaine, leur part représentant en valeur près de 11 % du montant total des exportations contre 9,7 % en 1949. D'une valeur de 9 milliards et demi de francs, les ventes effectuées dans ce territoire concernent à raison de 70 % des produits alimentaires.

La **Grande-Bretagne**, avec plus de 12 milliards de francs, voit la valeur de ses achats doubler de 1949 à 1951. Elle reste en deuxième position, immédiatement après la France, avec 14 % de la valeur totale des exportations (contre 11 % en 1949). Ses achats se répartissent presque également entre les produits de consommation d'une part et les minerais et les matières premières d'origine agricole d'autre part.

Les exportations sur l'**Allemagne** ont considérablement augmenté depuis 1949. Elles représentent, avec près de 5.700 millions en 1951, 6,5 % de la valeur totale des ventes du Maroc à l'étranger, contre 3,3 % en 1949, et placent ce pays immédiatement après la France et la Grande-Bretagne au troisième rang des clients du Protectorat.

Viennent ensuite l'**Italie** et les **Pays-Bas** qui ont développé très nettement leurs achats de 1949 à 1951 qui passent respectivement de 1.520 millions à 3.530 millions de francs et de 1.380 millions à 3.315 millions de francs. Les achats effectués par la **Belgique**, par contre, bien qu'en augmentation sensible avec 3.190 millions en 1951 sur ceux de 1949 (2.050 millions) sont en diminution relative, ne représentant en 1951 que 3,6 % du montant total des ventes du Maroc contre 4,3 % en 1950 et 3,9 % en 1949.

Les ventes aux **U.S.A.** après avoir nettement baissé de 1949 à 1950, passant de 1.300 millions à 1.060 millions de francs, sont en progression en 1951 où elles atteignent 2.200 millions. La part des Etats-Unis sur la valeur totale des exportations du Maroc reste cependant avec 2,6 %, encore très faible.

Enfin, il faut citer la **Suède**, le **Danemark** et l'**Espagne**, le premier de ces pays notamment accroissant très sensiblement ses achats au Maroc depuis ces dernières années.

∴

Au terme de cette étude, il convient de dégager certaines caractéristiques du commerce extérieur du Protectorat.

— **Le déficit de la balance commerciale du Maroc est essentiellement un déficit avec la zone franc** (57 milliards sur un déficit total de 70 milliards de francs en 1951), car la France, premier client du Maroc, est aussi son principal fournisseur. Le Protectorat constitue pour la Métropole un débouché qui est loin d'être négligeable : il est souhaitable que les mesures d'encouragement aux exportateurs mises à l'étude par le Gouvernement français aient pour effet d'accroître ce courant d'échanges et de procurer ainsi au Maroc et à la France **des économies de devises.**

— Les échanges commerciaux avec l'étranger, et plus particulièrement avec les pays d'Europe, se heurtent aux **barrières économiques** dressées par ces derniers, du fait de leur politique d'austérité ou en raison de leur situation financière déficitaire à l'égard de l'Union européenne des paiements.

— Quant à la zone dollar, les encouragements donnés aux exportateurs (en particulier la réglementation des comptes E.F.A.C.) doivent permettre de diminuer sensiblement un déficit qui, au reste, n'est pas particulier à la zone française du Maroc.

— Enfin, il faut rappeler que des **capitaux privés**, français en grande majorité, s'investissent au Maroc et couvrent ainsi la plus grande part du déficit de la balance commerciale.

AVERTISSEMENT

Les ouvrages déjà publiés (1) *s'attachent plus particulièrement aux résultats enregistrés en 1949 : il a été jugé préférable d'insister davantage dans les rapports qui suivent sur les réalisations postérieures à cette date. Des difficultés techniques n'ont pas toujours permis de préciser dans les détails l'œuvre accomplie en 1951 ; le lecteur trouvera cependant en fin de volume, dans une annexe récapitulative les principaux résultats enregistrés au cours de cette dernière année, rapprochés des chiffres des années antérieures.*

(1) Rapport sur les réalisations du premier trimestre 1949.
Rapport sur les réalisations du deuxième trimestre 1949.

RAPPORTS TECHNIQUES

SOMMAIRE GÉNÉRAL
des rapports techniques

LA PRODUCTION AGRICOLE.

L'ELEVAGE.

L'EQUIPEMENT RURAL.

LA MODERNISATION RURALE.

LA FORÊT.

LA PÊCHE MARITIME.

LE SOUS-SOL.

LES INDUSTRIES.

L'HYDRAULIQUE.

LES FORCES MOTRICES.

LES COMMUNICATIONS.

LES TRANSMISSSIONS.

L'EQUIPEMENT SANITAIRE.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

LE TOURISME

LA PRODUCTION AGRICOLE

AGRICOLA

LA PRODUCTIONA

I. - Situation d'ensemble

En 1950, l'agriculture marocaine a souffert de périodes prolongées de sécheresse en fin d'hiver et au printemps qui ont partiellement détruit les espoirs formés en début de campagne.

Avec 3.982.000 ha., les superficies ensemencées en céréales avaient presque rejoint le maximum atteint durant la période 1939-45.

La progression est de l'ordre de 400.000 ha. sur 1948 et de 1.200.000 ha. sur 1946, accusant ainsi l'effort continu de redressement de la production accompli par les agriculteurs du Maroc depuis la sécheresse de 1945, qui avait privé un grand nombre d'entre eux de leurs ressources et moyens de travail.

Malgré les circonstances atmosphériques défavorables, le tonnage total de la récolte, bien qu'inférieur à celui de l'année 1949, a cependant, sauf pour le blé, permis au Maroc de faire face à ses besoins de consommation et d'assurer les semences nécessaires à la nouvelle campagne.

Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu sans que le rythme de développement des cultures industrielles ainsi que des plantations d'arbres fruitiers et de vigne, ait été ralenti.

C'est la manifestation, pour la première fois tangible sur le plan général, d'une part des efforts maintenant déployés sur une large échelle pour la diffusion, au delà du milieu des agriculteurs européens, des techniques modernes de culture, d'autre part de l'action poursuivie depuis six ans pour reconstituer, puis développer, l'équipement mécanique de l'agriculture marocaine.

C'est qu'en effet les Services Agricoles sont maintenant à même de promouvoir efficacement l'évolution des techniques agricoles des paysans marocains, grâce au réseau déjà dense de moniteurs agricoles dont plusieurs régions sont maintenant dotées.

On peut relever à l'actif de ces services, entre autres réalisations, les suivantes :

a) 200.000 qx de semences de variétés sélectionnées de céréales contre 82.500 qx en 1949 ont été mis à la disposition des fellahs qui les avaient demandés ;

b) Le recours aux engrais se répand ; les distributions contrôlées ont plus que doublé durant la campagne 1949-1950 par rapport à 1948-1949 ;

c) L'araire rudimentaire traditionnelle cède peu à peu la place aux outils modernes (charrue à versoir, herse, houe à cheval) distribués au nombre de plusieurs milliers (deux fois plus en 1949-50 qu'en 1947-48), tandis que de plus en plus les cultivateurs marocains font appel aux moyens mécaniques que mettent à leur disposition soit les coopératives de motoculture fonctionnant sous l'impulsion des services agricoles, soit les S.M.P. dont il est parlé dans le mémorandum sur le paysanat.

Cette évolution est accélérée par les comparaisons que les paysans marocains ont pu faire sur une large échelle, au cours d'une campagne particulièrement défavorable, entre les résultats souvent décevants de leurs cultures conduites suivant les méthodes traditionnelles et ceux généralement très supérieurs des cultures pour lesquelles ils ont suivi les conseils des services agricoles.

Par ailleurs, les propriétaires ruraux marocains, grands et moyens, poursuivent l'équipement de leurs domaines sur le modèle des exploitations agricoles européennes voisines, dont ils s'efforcent d'appliquer les méthodes.

En trois ans, de 1948 à 1950, ils ont acquis près de 450 tracteurs accompagnés du matériel de culture et de récolte correspondant, malgré l'obstacle que constitue souvent le défaut de liquidité de trésorerie, conséquence de la répugnance que les propriétaires marocains éprouvent à mobiliser au besoin une partie des terres et des troupeaux qui forment l'assiette traditionnelle de leur richesse.

Leurs dispositions sont telles, cependant, que si une belle récolte leur procurait une trésorerie suffisante sans nécessiter de prélèvement sur ces éléments de base de leur richesse, ces agriculteurs marocains concrétiseraient leurs besoins d'équipement, lesquels se limitent encore trop souvent à de simples projets. Il faudrait alors être à même de les satisfaire avant que les disponibilités de trésorerie ne soient absorbées dans de nouvelles immobilisations foncières ou pastorales.

Cet effort de rénovation des techniques, d'amélioration et de développement de l'équipement mécanique, qu'ont entrepris les agriculteurs du Maroc, tant européens que marocains, avec le concours et quelquefois sous l'impulsion directe de l'administration, n'a pas seulement permis au pays d'éviter en 1950 la récolte dangereusement déficitaire que les circonstances atmosphériques défavorables permettaient de redouter.

Il s'est traduit aussi par des réalisations qui sont le signe certain de l'évolution de l'agriculture marocaine vers un meilleur équilibre de ses diverses productions.

Une culture toute nouvelle comme le riz semble durablement implantée et elle apporte un élément de stabilité presque assuré à la production de toute une région dont la vocation n'était pas encore nettement définie.

Des productions, témoins de méthodes d'exploitation plus intensives, continuent à se développer : c'est le cas de toutes les cultures dites industrielles encore récemment à peu près inexistantes : graines oléagineuses (tournesol, carthame, œillette, etc.) ; plantes textiles (coton) ; plantes à parfum et aromatiques ; tabac, etc.

Le vignoble s'est accru de 5.000 ha. par voie de reconstitution de vignobles dévastés par le phyloxera et de plantations nouvelles, tandis que le rythme des plantations fruitières, non encore chiffré définitivement pour 1950 (voir étude spéciale ci-dessous) ne s'est pas ralenti.

Enfin l'essai en grande culture d'espèces ou variétés nouvelles a été poursuivi avec une grande activité : maïs hybrides de première génération, arachides, plantes fourragères, etc... Dès maintenant, dans plusieurs cas, les résultats acquis permettent d'envisager un nouvel essor des productions correspondantes.

Les observations qui précèdent sont chiffrées dans le tableau ci-après qui donne pour l'ensemble de la production agricole végétale un aperçu général de l'effort accompli par l'agriculture marocaine depuis la campagne agricole 1948-1949, par comparaison avec les prévisions du plan d'équipement.

Enfin, pour évaluer les développements prochains de l'agriculture marocaine, il convient de mesurer l'ampleur du programme d'équipement en moyens d'exploitation du sol, en cours de réalisation, en particulier en fonction des commandes de matériel agricole passées au cours de l'année 1950.

Les seules commandes passées dans le cadre des divers programmes et des accords commerciaux (voir annexe VII) représentent une valeur FOB de 5.520.000 dollars sur la base de 575 à 600 francs pour un dollar, en incorporant les frais d'acheminement et de dédouanement et les taux de marque commerciaux. Ce chiffre représente de la part des agriculteurs utilisateurs un effort voisin de 3 milliards 200 millions, qu'il convient d'ailleurs d'évaluer plus exactement à un chiffre proche de 4 milliards en tenant compte des matériels importés de France et sans délivrance de devises.

Ce montant est équivalent au produit de la vente du tiers de la récolte de blé.

II. - Etudes spéciales

A. - *Cultures céréalières*

Bien que les résultats de la récolte 1950 ne soient encore connus que d'après des estimations provisoires qui ne seront confirmées qu'après dépouillement des documents du Tertib, on constate une extension générale des superficies (tableaux annexes I, II et III) malheureusement accompagnée d'une baisse sensible des rendements unitaires et de la production totale imputable à une pluviométrie insuffisante et mal répartie (tableau annexe IV).

Le déficit (cf. tableau annexe V) a été particulièrement accusé pour les céréales secondaires (11.875.000 qx contre 18.700.000 en 1949), en particulier en ce qui concerne l'orge (9.919.000 qx contre 13.678.000 en 1949) et le maïs (1.175.000 qx contre 3.999.100 qx).

L'avoine, par contre, a donné 420.000 qx contre 391.100 en 1949, malgré une baisse du rendement unitaire de 9 qx 02 à l'hectare à 8 qx 43.

Le déficit de la production de blé reste inchangé.

Il est intéressant de noter que les cultures céréalières européennes se sont bien mieux comportées que celles des marocains, ce qui souligne l'intérêt primordial d'une extension chez ces derniers des techniques modernes. En raison des surfaces en cause, toute amélioration, même minime, des procédés culturaux et des rendements consécutifs est de nature à entrainer une augmentation appréciable de la production.

Cette constatation est mise en évidence par le tableau comparatif ci-dessous des rendements unitaires en 1949 et 1950 des principales récoltes céréalières :

Cultures	Rendements marocains		Rendements européens		Différence	
	1949	1950	1949	1950	Marocains	Européens
Blé dur	5,84	4,98	7,12	10,37	— 0,86	+ 3,25
Blé tendre	5,29	4,20	8,68	11,33	— 1,09	+ 2,65
Orge	7,5	4,33	6,4	9,3	— 3,27	+ 2,9
Avoine	7,56	4,92	9,32	8,98	— 2,64	— 0,34
Maïs	8,01	2,58	6,12	4,14	— 5,43	— 1,98

Ces chiffres soulignent l'intérêt des efforts poursuivis pour produire et diffuser des semences de variétés améliorées de céréales, dont 171.500 qx ont été produits en 1950 (tableau VI) ainsi que pour vulgariser les méthodes modernes et les moyens mécaniques de culture.

Deux faits nouveaux ont marqué en 1950 l'évolution de la culture céréalière au Maroc.

En premier lieu, l'essor pris par la culture du riz. Après les essais favorables réalisés en 1949 dans la région du Rharb sur quelques dizaines d'hectares, cette culture y a couvert en 1950 plus de 650 ha. avec une récolte de l'ordre de 25.000 qx.

De nouvelles et importantes extensions sont à prévoir en 1951 grâce à l'aide apportée par l'octroi d'un crédit spécial de 267.000 dollars pour l'importation de matériel agricole au titre du plan Marshall.

Ce crédit a permis de commander en particulier 31 tracteurs à chenilles — 18 moissonneuses-batteuses spéciales et 8 presses à paille ramasseuses ; les superficies prévues sont voisines de 2.000 ha.. si toutefois ces matériels sont livrés à temps, malgré les retards annoncés par les usines américaines dans l'exécution de leurs fabrications.

En deuxième lieu, l'introduction réalisée avec succès des variétés américaines de maïs hybrides de première génération.

Cette nouvelle technique est de nature à modifier profondément certains aspects de la production marocaine du maïs, jusqu'à présent laissée presque exclusivement aux mains des fellahs, les agriculteurs européens n'y ayant en général porté qu'un intérêt et des soins très réduits.

Des quantités importantes de semences ont été commandées, notamment aux Etats-Unis, et permettront d'ensemencer plus de 20.000 hectares, spécialement chez les Européens.

B. - *Graines oléagineuses*

Les cultures de graines oléagineuses ont continué à tenir une place importante dans l'économie agricole du Maroc.

Le tableau ci-dessous rend compte de l'évolution des superficies affectées aux principales de ces cultures au cours des trois dernières campagnes.

SURFACES CULTIVEES (en hectares)

Cultures	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50
Lin	29.217	49.056	128.611	62 500
Tournesol	4.034	4.000	9.000	18.700
Carthame	—	—	1.000	7.200

Le lin oléagineux qui avait atteint un maximum d'extension en 1949 est en nette régression ; c'est la conséquence d'une part des exigences de cette culture qui ne peut revenir sur une même sole que tous les 5 ou 6 ans au minimum, d'autre part de la faible pluviométrie qui a pu entraver dans une certaine mesure les ensemencements, et enfin de l'abaissement du coefficient de rattachement du prix de la récolte à celui du blé, d'où la crainte d'un écoulement difficile de la récolte ; de surcroît les rendements ont été anormalement faibles et la récolte a été inférieure à 110 000 quintaux.

Par contre, les oléagineux alimentaires, tournesol et carthame en particulier, se sont largement développés. Leur aire de culture est en effet plus étendue que celle du lin. Ils permettent d'obtenir des rendements élevés qui rendent leur culture rémunératrice et ils trouvent plus facilement que le lin place dans les assolements grâce à leur caractère de plantes sarclées ou étouffantes.

Le colza, l'arachide, l'œillette ont continué à faire l'objet de petites cultures dont les rendements se sont parfois révélés intéressants.

Au total, la récolte a été évaluée à plus de 10.000 tonnes de graines auxquelles il y a lieu d'ajouter environ 1.000 tonnes de graines de coton.

C. - *Plantes à fibres textiles*

Le coton demeure la principale culture textile du Maroc. Ses superficies ont presque doublé en 1950, passant de 1.000 à 1,800 hectares.

La récolte a atteint un rendement brut d'environ 79,5, soit au total près de 14 000 quintaux correspondant à une production de plus de 400 tonnes de fibre et d'environ 1.000 tonnes de graines.

La sécheresse printanière a malheureusement compromis les essais de culture sèche de variétés moyenne soie « Cocker 100 » et « Acala Roger's », dont les semences avaient été importées des Etats-Unis et dont la production pourrait présenter un grand intérêt en vue de l'approvisionnement en matière première des filatures dernièrement créées au Maroc.

Par ailleurs, les plantations de sisal de la région de Mogador développent lentement leur production.

Le chanvre reste stationnaire avec à peine plus de 400 ha. et une production de filasse inférieure à 400 tonnes.

La ramie en est toujours à la période des essais restreints. Le prix de revient des irrigations et l'absence de matériel de récolte mécanique suffisamment au point ne permettent pas encore de passer au stade de la culture industrielle.

D. - Les cultures industrielles diverses

La sécheresse a gravement réduit la production des cultures de betterave à distillerie de la région du Rharb. On attend néanmoins beaucoup de l'installation d'une distillerie de betteraves dans la région de Meknès dont l'économie agricole pourrait de ce fait être grandement améliorée.

Les cultures de plantes à parfum et aromatiques ont pris une certaine ampleur au cours de la campagne écoulée, notamment la menthe (851 ha.), le géranium rosat (306 ha.) et l'anis (125 ha.).

Tabac

CULTURE. — Les superficies consacrées à cette culture ont porté, en 1950, sur 1.850 ha. contre 1.600 ha. en 1949.

La récolte a atteint 2.170 tonnes dont 315 tonnes de zlag, contre 1.870 tonnes dont 300 tonnes de zlag en 1949.

Cette augmentation régulière de la production, de même que l'amélioration constante des qualités obtenus doivent permettre une réduction assez sensible des importations, tout en maintenant une proportion raisonnable pour la constitution des mélanges.

PRIX D'ACHAT. — Le prix d'achat moyen des tabacs à fumer, payé aux planteurs, qui était de 165 francs le kg. en 1949, a été porté en 1950 à 170 francs le kg.

Pour les tabacs à priser, les prix sont restés les mêmes qu'en 1949, à savoir : première catégorie, 90 francs le kg. ; quatrième catégorie, 30 francs le kg.

FABRICATION. — Le tonnage de tabacs en feuilles mis en œuvre s'est élevé à 3.530 tonnes dont 1.930 tonnes de tabacs exotiques et 430 tonnes de zlag.

CONSOMMATION :

	Tonnage	Valeur en Frs
	—	—
En 1949	2.942 t.	4.545.000.000
En 1950	3.202 t.	5.080.000.000

IMPORTATIONS. — Tabacs en feuilles : 2.610 tonnes (dont 680 t. de tabacs algériens) contre 2.638 t. en 1949 ; produits fabriqués : 160 tonnes contre 81 tonnes en 1949.

Dans ces chiffres sont comprises les importations réalisées au titre du plan Marshall qui sont de l'ordre de 448 tonnes correspondant à une valeur approximative de 318.000 dollars.

INVESTISSEMENTS. — Les dépenses d'investissement engagées au cours des années 1948, 1949 et 1950 ont été : 1948 : 68 millions de francs ; 1949 : 137 millions de francs ; 1950 : 198 millions de francs, sur lesquels 103 millions ont été consacrés à l'achat de matériel nouveau, le reliquat représentant des dépenses de construction et d'aménagement de magasins.

Le programme d'investissement prévu pour 1951, se chiffre à environ 100 millions, dont 40 pour le perfectionnement des installations techniques.

E. - La viticulture

L'effort déployé par la viticulture pour la reconstitution et le développement du vignoble s'est poursuivi.

Plus de 4.000 hectares ont été plantés au début de l'année et les défoncements effectués sur des superficies du même ordre en vue des plantations de 1951.

La superficie du jeune vignoble atteint 19.000 hectares, cependant que les vignes anciennes qui représentent encore près de 18.000 hectares donnent des signes de fléchissement.

La superficie en production, vignes de plus de trois ans, s'est élevée à 29.000 hectares environ et la récolte à 713.000 hectolitres approximativement, permettant de satisfaire largement les besoins de la consommation et l'exportation d'un contingent fixé à 100.000 hectolitres.

F. - Production fruitière et maraîchère

1) Cultures arboricoles fruitières

Bien que l'importance exacte des plantations nouvelles réalisées au cours de l'année 1950 ne puisse encore être déterminée, il est permis de s'en faire une idée approximative et d'avancer provisoirement les chiffres suivants :

	Situation fin 1949	Evaluation provisoire des plantations 1950
Oliviers	103.100 ha.	10 à 15.000 ha. env.
Amandiers	56.000 ha.	mémoire
Agrumes	23.800 ha.	1.500 ha. environ
Divers	155.100 ha.	mémoire

Le développement de la production fruitière notamment en milieu marocain, où elle est susceptible de contribuer d'une manière déterminante à l'équilibre de l'économie agricole, fait d'ailleurs l'objet des préoccupations des Services agricoles,

C'est ainsi que grâce à la création d'importantes pépinières régionales, il a pu être distribué, en 1950, 50.000 plants d'arbres fruitiers dont 23 000 oliviers, et que les dispositions sont prises dès maintenant pour porter très rapidement ces chiffres à un montant annuel de 450.000 plants, dont 180.000 oliviers.

OLEICULTURE. — La récolte d'olives s'est révélée faible, ne dépassant pas 60.000 tonnes par suite du parasitisme et d'abondantes chutes de fruits à la suite notamment de violentes perturbations atmosphériques.

FRUITS FRAIS. — La consommation locale a continué à absorber la presque totalité de la production fruitière, à l'exception des agrumes.

Ces derniers couvrent environ 25.000 hectares dont 7.000 hectares de jeunes plantations. Les exportations de la campagne 1949-1950 ont atteint 128 000 tonnes au total contre 81.000 tonnes.

CULTURES MARAICHERES. — La production des légumes a continué à assurer les besoins du pays, sauf en ce qui concerne les pommes de terre, et les marchés sont restés normalement approvisionnés. En outre, les exportations, pour la presque totalité constituées par des primeurs, se sont élevées à 66.000 tonnes au lieu de 49.000 tonnes en 1949.

Sur ce tonnage, les exportations de tomates ont porté en 1950 sur 42.000 tonnes contre 27.900 tonnes en 1949.

Les pommes de terre ont, pour leur part, représenté 14.750 tonnes, soit un chiffre légèrement supérieur à celui enregistré en 1949.

Les surfaces consacrées à ces cultures, en 1950, ne pourront être précisées qu'après dépouillement des documents du Tertib.

G. - Les cultures fourragères

Une des préoccupations essentielles des Services agricoles demeure le développement de la production fourragère qui conditionne l'amélioration et la stabilisation de la production animale, ainsi que l'amélioration des moyens de traction dont dispose la masse des cultivateurs marocains et dont l'insuffisance constitue un grand obstacle à la généralisation de l'emploi des instruments de culture améliorés.

En 1949, les cultures fourragères ne couvraient que 18.800 hectares en majorité en milieu européen.

Cela montre l'ampleur de la tâche entreprise, dont le succès dépend en grande partie de l'aménagement et de la mise en valeur des périmètres irrigués ainsi que de l'action incessante poursuivie en tribu par les moniteurs agricoles.

Actuellement, les cultures fourragères sont principalement représentées par la luzerne et le berssim, ainsi que par des superficies réduites de céréales secondaires, orge, seigle ou avoine, associées ou non à des légumineuses (vesces) et coupées en vert.

III. - L'équipement en matériel agricole

L'effort de renouvellement de l'équipement mécanique des exploitations agricoles, soumis à une usure accélérée durant la deuxième guerre mondiale, a été poursuivi en 1950, en même temps que son développement en vue d'atteindre les objectifs fixés par le programme d'équipement.

Le tableau ci-dessous fait apparaître. en tonnage, le montant des importations réalisées depuis la mise en application du programme d'équipement par comparaison avec les importations réalisées, d'une part au cours de la période décennale antérieure à la guerre, d'autre part au cours des deux années 1938-1939, enfin au cours des années 1944 à 1948, depuis la reprise des importations jusqu'à la fin du régime du prêt-bail :

ANNEES ET PERIODES	Tracteurs agricoles	Machines agricoles et pièces détachées	TOTAUX
	(Tonnes)	(Tonnes)	(Tonnes)
Périodes décennales 1930 à 1939	6.366	16.083	22.449
Moyenne des années 1938 et 1939	1.140	2.031	3.171
Période de 1944 à 1948 :			
Année 1944	448	1.100	1.548
1945	316	1.409	1.725
1946	1.220	1.963	3.183
1947	1.955	3 910	5.865
1948	4.375	5.306	9.681
Totaux pour la période	8.314	13 688	22.002
Programme d'équipement :			
Année 1949	3 929	5.755	9.784
1950	3.768	4.656	8.424
Totaux des deux premières années	7.697	10.411	18.288

Par ailleurs, on trouvera ci-dessous le tableau des crédits devises engagées au cours de l'année 1950 pour les importations de tracteurs et de matériels agricoles destinés à l'équipement des exploitations agricoles suivant détail figurant au tableau annexe VII.

Aux commandes passées à l'aide de ces crédits s'ajoutent les commandes passées sans délivrance de devises, ou sur compte E.P.A.C. ainsi que celles qui ont été faites en France.

Pays fournisseurs	Devises	Crédits devises engagés en 1.000 unités	Equivalent en 1.000 $
Etats-Unis	Dollar	4.169	4.169
Canada	Dollar C	351	331
Grande-Bretagne	Livre	576	1.612
Allemagne	D.M.	1.703	405,4
Autriche	F.F.	16.000	45,7
Belgique	F.B.	1.118	22,4
Danemark	C.D.	211	30,5
Hollande	Fl.	14	3,6
Hongrie	F.F.	7.000	19,6
Italie	Lires	123 000	194
Suède	C.S.	1 516	293
Suisse	F.S.	20	4,6
Tchécoslovaquie	C.T.	21	0,4
Total en 1 000 dollars			7.131,2

Les importations de tracteurs agricoles et de machines agricoles, réalisées au cours de l'année 1950, se répartissent comme il suit, en tonnage et en valeur taxée en douane.

Catégorie de matériel	Tonnage en tonnes	Valeurs en douane en 1.000 fr.
Motoculteurs	2	777
Matériel de préparation du sol et pièces détachées	2.496	388.513
Semoirs et distributeurs d'engrais	320	64.177
Matériels de récolte et de fenaison	1.163	256.135
Matériel de battage et de pressage	223	52.692
Appareils pour le traitement des végétaux	170	75.761
Matériel d'intérieur de ferme	157	48.572
Tracteurs agricoles	3.768	971.327
Roues et pneus	116	20.212
TOTAUX	8 424	1.878.166

On notera que ces chiffres, extraits de la statistique douanière, comprennent quelques appareils importés pour des besoins autres que ceux de l'équipement des exploitations agricoles qui fait l'objet de la présente étude; ces chiffres peuvent donc présenter certaines différences avec les chiffres cités plus loin et qui concernent les matériels effectivement livrés aux exploitations agricoles.

C'est ainsi que l'effectif des gros matériels de base mis à la disposition des exploitations agricoles durant l'année 1950 et depuis l'application du programme d'équipement s'élève aux chiffres suivants :

	1949	1950	TOTAL	Programme 1948-1952	% de réalisation
Tracteurs à chenilles.....	306	462	768	3.000	25,6
Tracteurs à roues.....	722	750	1.472	3.600	40,88
Moissonneuses-batteuses	199	206	405	2.000	20,25

Il résulte des éléments statistiques cités ci-dessus que le rythme de réalisation de l'équipement est en net progrès sur 1949.

C'est le résultat de la part croissante prise dans les importations marocaines de tracteurs et de matériel agricole par les matériels de fabrication européenne.

Dès maintenant l'Europe, et spécialement la France, est le seul fournisseur du Maroc en matériels à traction animale et en matériels de ferme.

De même, parmi le matériel à traction mécanique : les déchaumeuses multidisques, les pulvériseurs à disques de modèles courants, les charrues à socs, la plupart des cultivateurs légers. les batteuses à poste fixe, un grand nombre de types de tracteurs à roues ne sont plus achetés qu'en Europe. Celle-ci commence même à fournir quelques tracteurs à chenilles et quelques moissonneuses-batteuses.

Mais, pour ces catégories de matériels ainsi que pour les presses à pailles, les charrues à disques et divers autres appareils, les Etats-Unis et le Canada demeureront les fournisseurs obligés du Maroc jusqu'à ce que les fabricants européens soient à même de fournir, en nombre et qualité suffisants, aux agriculteurs de ce pays des machines réellement adaptées à leurs besoins.

Grâce aux livraisons des pays d'Europe, les utilisateurs du Maroc peuvent dès maintenant se procurer facilement la plupart des types de matériels dont ils ont besoin. Seuls demeurent l'objet de compétitions certains matériels d'origine américaine tels que tracteurs à chenilles, moissonneuses-batteuses, presses pick-up, tracteurs row-crop, soit que l'Europe n'en fournisse pas l'équivalent en nombre suffisant, soit que les marques européennes n'aient pas encore fait complètement la preuve de leur robustesse et de leurs qualités dans les conditions spéciales d'emploi au Maroc.

On notera cependant qu'en 1950, il a été livré aux exploitations agricoles du Maroc 52 tracteurs agricoles à chenilles et 45 moissonneuses-batteuses de fabrication européenne contre 94 et 4 respectivement en 1949.

En définitive l'effectif des gros matériels agricoles de base a atteint en fin 1950 les chiffres suivants :

	Tracteurs agricoles			Moissonneuses-batteuses
	à chenilles	à roues	Totaux	
— Matériel importé avant 1943 et encore en service effectif évalué à.....	1.060	510	1.570	1.120 environ
— Matériel importé de 1943 au 31 décembre 1948.....	841	1.943	2.784	578
— Matériel importé en 1949 et 1950.....	768	1.472	2 240	405
TOTAUX.....	2.669	3.925	6.594	2.100 environ

Sur cet effectif, 1.600 tracteurs et plus de 1.100 moissonneuses-batteuses, soit la totalité du matériel importé avant et au début de la guerre, devront être remplacés en raison de leur état d'usure et de vétusté.

Pour atteindre l'effectif prévu au programme d'équipement à long terme, il reste donc à mettre à la disposition de l'agriculture marocaine durant les années 1951 et 1952 les quantités approximatives suivantes de gros matériel :

a) **Tracteurs agricoles :**

Tracteurs à chenilles.....	1.400
Tracteurs à roues.....	1.600
TOTAL des tracteurs.....	**3 000**

pour porter l'effectif à un minimum de 8.000 tracteurs de toutes puissances de moins de 10 ans d'âge.

b) **Moissonneuses-batteuses : 1.000**

pour porter l'effectif à 2.000 machines récentes.

Tableau annexe I

Superficies des principales cultures de céréales

(en milliers d'hectares)

Années	Blé tendre	Blé dur	Orge	Maïs	Avoine
1947	370	850	1.500	473	41
1948	293	693	1.572	547	42
1949	264	783	1.832	502	43
1950	322	936	1.691	522	59

Tableau annexe II

Culture des céréales - Superficies

(en hectares)

Années	Marocains	Européens	TOTAUX
1934-38	3.383.000	364.000	3.747.000
1939-45	3 869.000	262 000	4.131.000
1946	2.418.000	300.000	2 718.000
1947	3.108.000	266.000	3.374.000
1948	3.055.000	283.000	3 338 000
1949	3.338.000	261.000	3.599 000
1950	3.679.000	303.000	3 982.000

Tableau annexe III

Culture céréalière européenne

(en milliers d'hectares)

Années	Blé tendre	Blé dur	Orge	Maïs	Avoine
1947	109	45	58	12	34
1948	107	53	62	17	36
1949	100	50	55	14	36
1950	117	50	49	14	46

Tableau annexe IV

Cultures céréalières - Evolution des productions

(1.000 quintaux)

	1948	1949	1950	Différence de production 1949-48	Différence de production 1950-49
Céréales panifiables	6.800	6.393	6.651	— 407	+ 258
Céréales secondaires	19.800	18.759	11.896	— 1.041	— 6.863
TOTAL céréales	26.600	25.152	18.547	— 1.448	— 6.605

Tableau annexe V

Balance du commerce extérieur des principales céréales

(milliers de tonnes)

	Blé dur	Blé tendre	Orge	Maïs	Avoine
Année 1949 :					
Importation	—	61,8	—	—	—
Exportation	32.6	31,4	322,7	142,7	11,6
Balance	+ 36,2	— 30,4	+ 322,7	+ 142,7	+ 11,6
Année 1950 :					
Importation	5,6	50,3	—	—	—
Exportation	22,3	20,2	283,5	49,9	39
Balance	+ 16,7	— 30,1	+ 283,5	+ 49,9	+ 39

Tableau annexe VI

Production des semences agréées au contrôle technique (C.T.) et à la multiplication contrôlée (M.C.)

(en quintaux)

Années	Blé dur		Blé tendre		Orge	Avoine	TOTAUX	
	MC	CT	MC	CT	CT	CT	MC	CT
1947	953	17.497	1.638	56.639	3.210	2.380	2.591	79.726
1948	2.762	32 885	700	62.087	4.470	880	3.462	100.322
1949	600	25.000	2.000	84 000	6.500	3.300	2.600	118.800
1950	3.000	58.000	3.500	110.000	2.000	1.500	6.500	171.500

L'ÉLEVAGE

I. - Situation sanitaire

A. - *Action du climat*

Les Marocains, propriétaires de la très grande majorité des troupeaux, pratiquent pour la plupart l'élevage extensif, sans abris, à peu près sans réserves fourragères à l'exception des résidus de battages et des chaumes de céréales. C'est dire que les animaux sont réduits aux ressources de la végétation naturelle et soumis aux rigueurs du climat. Dans le cycle annuel, le bétail connait normalement quelques mois d'abondance.

La sécheresse du printemps, qui avait fait peser une sérieuse menace sur le cheptel de la moitié sud du pays, n'a pas eu pour conséquence la pénurie de viande fraiche redoutée pour l'automne. Si quelques pertes ont été enregistrées sur des animaux déjà affaiblis par l'âge et la maladie, l'ensemble du troupeau n'a pas souffert des rigueurs du climat : les terrains de parcours ont pu satisfaire les besoins essentiels des troupeaux et la lutte intensive menée contre les maladies parasitaires leur ont permis d'affronter les intempéries avec une résistance accrue : le troupeau marocain, dans son ensemble, a terminé l'année 1950 dans une forme que l'on peut considérer comme satisfaisante.

B. - *Maladies virulentes*

Le cheptel du Maroc vit sur un terrain profondément infecté, où ses incessants déplacements favorisent les contagions. Les mesures de prophylaxie sanitaire sont trop souvent négligées par les éleveurs, ce qui favorise la fréquence et la virulence des épizooties : le charbon bactérien, le charbon symptomatique, la clavelée, la tuberculose animale, la rage, la dourine et la peste aviaire, parmi les principales, ont été cependant combattues par les techniciens du Service de l'Elevage et, dans l'ensemble, le bétail n'a pas connu d'épidémies désastreuses.

Seule la peste aviaire, bien qu'en régression, reste installée sur l'ensemble du territoire.

Les cas de rage sont encore trop fréquents avec 308 animaux reconnus atteints et abattus.

Enfin, on a noté 57 cas de dourine.

Dans le cadre de la lutte contre les maladies infectieuses, on a enregistré au cours de l'année : 34.671 consultations gratuites et 2.546.577 vaccinations dont :

1.081.152 contre le charbon bactérien,

383.350 contre le charbon symptomatique,

979.389 contre la clavelée.

C. - *Maladies parasitaires*

Le manque d'hygiène, la sous-nutrition saisonnière ont eu, comme chaque année, pour conséquence le pullulement des parasites qui entraine une misère physiologique souvent mortelle. La prospérité du bétail exige de la part du Service de l'Elevage une lutte constante contre les parasites internes et externes. On est toutefois obligé de constater que, malgré les conseils donnés aux propriétaires, les animaux sont, la plupart du temps, replacés dans le milieu porteur de germes et sont ainsi exposés à se réinfecter immédiatement après leur guérison.

L'effort principal a porté sur la lutte contre les maladies parasitaires : 2.901.541 animaux ont été traités contre les parasites internes. A cet effet, le fonds commun de lutte contre les maladies du bétail, constitué par les S.I.P. a consacré 25 millions de francs à l'achat de phénotiazine au cours de l'année 1950.

D'autre part, la campagne des bains parasiticides a permis de traiter 5.175.026 animaux dans 119 installations réparties sur l'ensemble du pays. Les produits à base d'H.C.H. ont donné entière satisfaction. La campagne d'évarronage a porté sur 912.500 bovins ; environ 4.000 kilos de larves ont été recueillies et 1.634.480 francs consacrés à cette lutte.

D. - *Laboratoires - Constructions*

Les laboratoires ont sans cesse épaulé et éclairé l'action des vétérinaires inspecteurs. Les recherches ont été poursuivies tandis que de nouveaux médicaments étaient soumis aux essais.

Le Laboratoire de Recherches du Service de l'Elevage a effectué, en 1950, 6.448 analyses, dont 1.030 microbiologiques et 5.418 chimiques.

Près de 134.000 doses de vaccins ont été préparées à la demande des vétérinaires.

Le Service de l'Elevage a poursuivi l'équipement du territoire. Une station de monte a été construite. En outre, en accord avec le Service de la Mise en Valeur, 18 bains parasiticides et de nombreux points d'eau ont été installés.

II. - Action zootechnique

Production équine et mulassière. La saison de monte a été ouverte, comme chaque année, du 15 février au 15 juin. 58 stations de monte ont fonctionné dont deux nouvelles à Aïn Aicha et Foucauld ; la station de N'Kheil a été supprimée ; une construction nouvelle est prévue pour 1951 près du souk de la Jacqueline.

Les reproducteurs des stations, étalons de pur-sang arabe, de sang arabo-barbe, bretons et baudets ont été mis à la disposition des éleveurs sous le contrôle des chefs de stations.

Des concours d'élevage pour les espèces chevaline et mulassière ont été organisés dans 54 centres et des courses ont été réservées aux élevages locaux avec attribution de primes dont le montant a atteint 5.596.300 francs.

EXPERIMENTATION. — Les fermes expérimentales ont produit quelques géniteurs et cédé aux éleveurs des juments et poulains de race bretonne, des taureaux et vaches de race Tarentaise, Limousine, Oulmès, Noir Pie, des béliers et brebis de race Mérinos précoce et des boucs d'Angora. La surveillance des haras privés a été assurée et le contrôle de la production a permis la répartition des primes de conservation allouées aux éleveurs, sur les fonds provenant des prélèvements effectués sur le pari-mutuel urbain marocain.

IMPORTATION DE GENITEURS. — Les importations de géniteurs ont porté sur :

43 baudets poitevins,
348 vaches hollandaises,
14 » flamandes,
6 » normandes,
21 » tarentaises,
3 taureaux Simenthal,
6 béliers Mérinos précoce,
4 verrats Large White.

Enfin, en vue de la sélection par castration, les agents du Service de l'Elevage ont traité près de 120.000 animaux.

III. - Situation économique

La sécheresse du printemps sur la moitié sud du pays a provoqué un afflux d'animaux sur le marché, suivi d'une baisse sensible des cours. Aussi, pour éviter des pertes de bétail, dues au manque de nourriture, le Protectorat a-t-il autorisé les exportations d'ovins et 200 tonnes de bœuf congelé ont-elles été prélevées sur le stock de sécurité et cédées à l'Intendance des Troupes du Maroc.

Les divers marchés ont été normalement approvisionnés en viande de boucherie, à des prix qui se sont maintenus, par la suite, stationnaires jusqu'aux dernières semaines de l'année. Même alors, la hausse n'a été sensible que pour les animaux gras.

En fin d'année, des dotations de viandes congelées de bœuf et de mouton ont été mises à la disposition des municipalités de Casablanca et de Rabat. Malgré son prix avantageux et sa qualité, cette marchandise a été d'un écoulement difficile.

5.755 carcasses de mouton réfrigéré ont été exportées par Casablanca tandis que plus de 20.000 moutons vivants sont sortis par Oujda. La faible marge bénéficiaire actuelle entre les cours marocains et les cours métropolitains freine les transactions.

Les exportations de porc et produits dérivés ont atteint :

Porc congelé	1.400	tonnes
Lard	35	»
Saindoux	167,5	»
Salaisons	161	»
Charcuterie	122	»
Conserves	129	»

Les exportations de porcs ont contribué à encourager les éleveurs en empêchant une chute excessive des cours à la production.

Le ravitaillement de Tanger en viande a été assuré, selon les accords passés, par des expéditions qui ont porté sur :

4.701 bovins,

5.162 ovins,

2.084 porcs.

Evolution du cheptel d'après les résultats du Tertib

ESPECES		1948	1949	1950	1952	Pourcentage de réalisation du programme 1948-52 pour l'année 1950
Bovins	Européens.	118.267	109.999	101.661		
	Marocains.	1.431.024	1.162.192	1.840.429		
	Total...	1.549.291	1.762.191	1.942.090	2.750.000	32,71 %
Ovins	Européens.	325.635	283.486	287.549		
	Marocains.	8.148.355	8.865.172	10.087.361		
	Total...	8.473.990	9.148.658	10.374 910	13 000 000	41,99 %
Caprins	Européens.	51.590	45.893	43.065		
	Marocains.	5.957.469	6.759.092	7.307.300		
	Total...	6 009.059	6.804 985	7.350.365	8.000.000	69,83 %
Porcins	Européens.	56.511	103.116	83.807		
	Marocains.	121	302	107		
	Total...	96.632	103.418	83.914	non précisé	
Equidés	Européens.	25.025	23.706	21.991		
	Marocains.	270.937	285.933	306.693		
	Total...	295.962	309.639	328.684	400.000	31,35 %
Chevaux	Européens.	6.594	6.342	6.055		
	Marocains.	44.817	50.058	57.418		
	Total...	51.411	56.400	63.473	non précisé	
Juments	Européens.	5 433	5.105	4.781		
	Marocains.	98.308	103.884	111.154		
	Total...	103.741	108..989	115 935	non précisé	
Mulets	Européens.	12 998	12.259	11.155		
	Marocains.	127.812	131.991	138.121		
	Total...	140.810	144 250	149.276	non précisé	
Asins	Européens.	4.414	3.898	3.895		
	Marocains.	550.500	611.268	683.752		
	Total...	554.644	615.166	687.647	non précisé	
Camelins	Européens.	875		614		
	Marocains.	164 526	182.300	193.642		
	Total...	165.401	182.974	194.256	non précisé	

SOMMAIRE

L'ÉQUIPEMENT RURAL

SOMMAIRE

Avant-Propos

PREMIERE PARTIE

Grands périmètres d'irrigation et d'assainissement

I. — Grands périmètres d'irrigation.
II. — Périmètre d'assainissement du Rharb.

DEUXIEME PARTIE

Petite et moyenne hydraulique

I. — Assainissement.
II. — Irrigations par eaux de crues.
III. — Irrigations pérennes.
IV. — Forages et recherches d'eaux profondes.
V. — Equipement pastoral.
VI. — Alimentation en eau potable et aménagement des centres ruraux.
Récapitulation des investissements.

TROISIEME PARTIE

Stockage et Transformation des récoltes

A. — Chaîne du Froid.
B. — Stockage des céréales.
C. — Coopératives diverses.
Récapitulation des investissements.

QUATRIEME PARTIE

A. — Locaux de service et logements.
B. — Etablissements de recherches et d'expérimentation - Fermes stations - Pépinières régionales.
C. — Equipement social.

Avant-Propos

L'effort consacré depuis deux ans à l'équipement rural dans ses diverses branches a été poursuivi en 1950. Le total des dépenses engagées a été voisin de 2.550 millions, dont la liquidation, conformément aux recommandations du Plan, s'est effectuée par tranches successives. Les engagements consentis au titre de la moyenne et de la petite hydraulique montrent un accroissement important. Il s'agit, en effet, de travaux répartis sur l'ensemble du pays, immédiatement rentables, n'entraînant pas de dépenses parallèles d'équipement public, très appréciés des autochtones, tant au point de vue économique que social.

Au contraire, les dépenses consacrées au conditionnement, à l'entreposage ou à la transformation de produits agricoles ont subi un léger ralentissement, dû notamment :

- *à l'achèvement du premier programme d'équipement des secteurs oléicoles les plus reculés en huileries coopératives ;*
- *au délai nécessaire pour la mise au point des dispositions du bloc abattoir-marché aux bestiaux - frigorifique et centrale laitière de Marrakech, délai qui a retardé la mise en chantier du troisième entrepôt frigorifique régional ;*
- *à l'insuffisance de l'aide financière accordée jusqu'à présent aux coopératives, notamment aux coopératives d'entreposage des céréales.*

Un effort des milieux agricoles pourrait s'amplifier dans les années à venir, en particulier, avec la mise en train d'un important programme de construction de locaux modernes de stockage.

Le Gouvernement a poursuivi l'examen d'une nouvelle organisation pour la mise en valeur rationnelle des grands périmètres d'irrigation. L'aboutissement de cette réforme, qui doit normalement permettre aux services techniques qualifiés de jouer un rôle à l'échelle de leurs responsabilités, permettra sans doute, dans un avenir proche, d'intensifier les efforts dans ce domaine capital du programme d'équipement.

PREMIÈRE PARTIE

Grands périmètres d'irrigation et d'assainissement

I. - *Grands périmètres d'irrigation*

Dans l'ensemble des six grands périmètres d'irrigation, l'étude des conditions du milieu et des mesures indispensables de conservation des sols, les levés topographiques, les prospections hydrogéologiques et l'élaboration des programmes de la mise en valeur ont été poursuivis au cours de l'année 1950.

Les opérations de parcellaire, d'immatriculation, parfois avec remembrement simultané, ont été étendues sur une échelle encore plus grande que pendant les années précédentes.

Elles concernent notamment :

— L'exécution de 63.000 ha. de levés parcellaires dans les périmètres de Sidi-Slimane, des Doukkala, des Beni-Moussa et du Haouz, tandis que le travail se poursuit sur 50.000 ha. environ dans les Triffa et la région de Sidi-Slimane.

— L'achèvement, sur 62.000 ha., des levés altimétriques dans les mêmes périmètres, travaux qui sont, en général, menés en même temps que les opérations de parcellaires. Les levés se poursuivent actuellement sur 30.000 ha. dans les périmètres de Sidi-Slimane et du Haouz.

— Le remembrement dans certains périmètres expérimentaux. L'extrême morcellement de la propriété foncière marocaine rend nécessaire, avant toute mise en irrigation, l'exécution de cette réorganisation qui se heurte à diverses difficultés d'ordre juridique et social ; aussi l'étude d'une législation particulière a-t-elle été effectuée pour faciliter cette opération.

Dans le périmètre de Sidi-Slimane, 300 ha sont en cours sur la rive gauche de l'oued Beth.

Dans les Doukkala, 120 ha. sont achevés et 550 ha. sont en cours.

— Des études systématiques dans le périmètre du Haouz concernant la reconnaissance des droits d'eau et l'inventaire des ressources économiques de la région.

Les problèmes d'organisation générale et de taxation des eaux ont continué à faire l'objet d'études qui ont permis de préciser les divers aspects de ces grands problèmes et de proposer des dispositions nouvelles, dont la promulgation ne saurait tarder.

L'expérimentation d'hydraulique agricole a été continuée en plusieurs points (notamment aux Beni-Moussa) et les premiers résultats obtenus paraissent pleins d'intérêt. Par ailleurs, deux nouvelles stations d'expérimentation agricole ont été aménagées au cours de la même période (Bou Laouane dans les Doukkala, Souellah dans le Haouz).

En outre, des travaux d'équipement ont été poursuivis dans plusieurs Secteurs de Modernisation du Paysanat situés dans les grands périmètres et appelés, en fait, à jouer le rôle de véritables secteurs pilotes.

De nouveaux types de matériel de nivellement et d'irrigation ont été essayés en divers points, notamment dans un but de conservation des sols dans les parties les plus irrégulières et les plus menacées des grands périmètres.

Dans l'ensemble, au cours de l'année 1950, 143 millions de crédits ont été engagés au titre des grands périmètres et 105 millions ont été liquidés. Dans ces relevés ne figurent pas les frais comptabilisés dans d'autres chapitres, notamment les travaux de sondages, d'aménagement des stations expérimentales et de recherches dans les grands périmètres.

II. - *Périmètre d'assainissement du Rharb*

Sur la rive droite du Sebou, l'étude approfondie des délicates conditions de mise en valeur des marais côtiers (10.000 ha. environ, appartenant au domaine public) a été poursuivie en liaison avec un groupement technique métropolitain spécialisé. A ce titre, notamment, des sondages profonds ont été effectués.

Sur l'ensemble de la plaine, les formalités de constitution de groupements des usagers de 61.000 ha. en quatre vastes associations syndicales (A.S.A.P.) ont été poursuivies et le cadastre des propriétés est en cours de révision.

L'examen des projets de collecteurs secondaires et les projets d'établissement de drains tertiaires ont été poursuivis activement. Il est ainsi permis d'envisager l'exécution en 1951 d'une tranche de 4 à 5.000 ha.

La mise à jour des états parcellaires est en cours, en vue d'une répartition équitable des charges financières incombant aux intéressés.

Au total, et non compris les travaux de forages qui figurent ailleurs, les dépenses engagées au titre du périmètre d'assainissement du Rharb ont atteint 48 millions, dont 21 ont été liquidés en 1950.

DEUXIÈME PARTIE

Petite et moyenne hydraulique

Petite et moyenne hydraulique

C'est encore en ce domaine qu'ont plus spécialement porté en 1950 les efforts de l'Administration, déjà soulignés en 1949.

Comme on le verra plus loin, plus de 900 millions ont été engagés au 31 décembre 1950, sur un crédit total de 1.062 millions disponibles au 1er janvier 1950, y compris les reports. Néanmoins, les crédits accordés demeurent toujours insuffisants eu égard au nombre important d'affaires nouvelles qui surgissent chaque jour et auxquelles on est dans l'obligation de donner une certaine priorité, comme la remise en état d'ouvrages et réseaux d'irrigation emportés ou dégradés par les crues subites de certains oueds.

L'un des tempéraments à cette situation réside dans une participation croissante des usagers aux dépenses, soit en capital, soit au moyen d'avances de l'Etat à moyen et à long terme et à un taux relativement bas. Cette dernière formule a rencontré l'accord de la Direction des Finances et certains projets importants ont commencé à en bénéficier.

I. - Assainissement

Parmi les plus importants travaux de cette nature entrepris ou réalisés cette année, il faut citer ceux dont les 2/3 intéressent la zone côtière de Skrirat et les travaux effectués en certaines zones marécageuses du périmètre des Beni-Mousa. Dans l'ensemble, 1.250 ha. de terres de grande valeur ont été rendus à la culture.

Leur influence au point de vue sanitaire (régression du paludisme) s'étend sur 30.000 ha. ; 70 km. de canaux ont été exécutés, 18 km. d'oueds côtiers ont été régularisés, ce qui a permis de récupérer un débit de 150 litres/seconde utilisables pour l'irrigation de 400 ha.

II. - Irrigations par eaux de crue

Des travaux de cette nature ont été exécutés cette année dans les régions d'Oujda, de Meknès, de Marrakech et d'Agadir.

On peut citer entre autres ceux qui intéressent les secteurs ci-après :

— le périmètre de Botmat el Djemaa (450 ha.) et le
— périmètre de l'oued Isly (2 000 ha., région d'Oujda) ;

— le périmètre du Rehill à Tinerhir (Ouarzazate).

Près de 4.000 ha. entièrement nouveaux vont pouvoir profiter de ces irrigations périodiques ; ils représentent une quarantaine de kilomètres de canaux en terre permettant d'absorber, au total, des crues de l'ordre de 40 m³/seconde.

L'aménagement de banquettes destinées à lutter contre l'érosion a été entrepris, entre autres régions, sur 700 ha. (Taguent) et sur 3.000 ha. (oued Isly).

Sous cette rubrique, 89 millions ont été engagés et 59 millions liquidés. En outre, un gros effort a été fait dans ce domaine, pendant les derniers mois de l'année 1950, où les violentes crues de septembre-octobre avaient détruit une grande partie du réseau d'irrigation du Tafilalet. Près de 4 000 ha. ont ainsi fait l'objet de travaux de réaménagement.

III. - Irrigations pérennes

Ces travaux consistent le plus souvent à bétonner, en améliorant leur tracé, les réseaux de séguias irriguant d'anciens périmètres de cultures irriguées indigènes, réseaux qui étaient faits de simples séguias en terre sommairement aménagées ; 50 kilomètres de séguias ont été ainsi bétonnées, principalement celles du Fogha, Taghat et Timouilit, dans le Tadla, celle de Boujendir, dans la région de Meknès et la séguia Guéfarat, dans la région de Sefrou. Ainsi, grâce à la récupération d'un débit d'environ 800 litres/seconde, représentant plus de 2.000 ha. nouveaux, la superficie des terres irriguées a pu s'étendre d'environ 30 %.

Dans le programme de la petite hydraulique, les principaux aménagements ont été les suivants :

Oujda : Périmètre des Zekkara, de Debdou et d'El Aioun.

Fès : Les importants travaux de Skoura ont dominé l'activité du secteur. La séguia principale de 7 km. de long est achevée et elle arrive maintenant au niveau des premiers périmètres irrigués. L'étude du projet d'irrigation du périmètre du Tendit est également activement poursuivie.

Meknès : L'activité a porté principalement sur les zones du Tafilalet, les environs immédiats de Meknès et la région d'Azrou, où les travaux préliminaires à l'irrigation de la plaine du Tigrira ont été poursuivis.

Rabat, Casablanca, Marrakech, Agadir : En dehors des régions de Marrakech et du Tadla, les ressources en eaux pérennes sont assez faibles et les travaux trop peu importants pour être cités ici.

Au total, les crédits engagés ont porté sur 252 millions, sur lesquels 127 millions ont été liquidés.

IV. - Forages et recherches d'eaux profondes

Les efforts effectués dans ce domaine furent, en général, couronnés de succès.

Une quarantaine de forages ont été exécutés sur l'ensemble des régions avec une nette prépondérance pour les secteurs des hauts plateaux de l'Oriental et du Rharb, qui représentent chacun une quinzaine de trous.

Le nombre de mètres linéaires forés s'élève à environ 6.000. Le débit récupéré représente 260 litres/seconde artésiens et 320 litres/seconde semi-artésiens demandant un pompage à des profondeurs qui n'excèdent pas, en général, une trentaine de mètres.

Dans les hauts plateaux, notamment, les heureux résultats enregistrés près de Berguent vont permettre de lancer un important programme de travaux de mise en valeur, qui modifiera très sensiblement l'économie de ce pays particulièrement deshérité.

L'un de ces forages donnant plus de 100 litres/seconde, sera affecté aux mines de Djerada qui cherchent depuis plusieurs années à résoudre le problème de leur alimentation en eau. La plus grande part de ces débits doit permettre, outre l'exécution de points d'eau alimentés par pipe-line, la constitution de petits périmètres irrigués, formant, notamment sur les Hauts-Plateaux, des centres de réserves fourragères pour le cheptel. Dans les autres régions, les débits recueillis sont nettement moins abondants et serviront presque exclusivement à l'alimentation, soit de l'homme, soit des animaux.

Dans le Rharb, l'importante campagne amorcée en 1949 a été poursuivie dans le but de donner, en été, un appoint d'irrigation aux zones dont l'assèchement, indispensable en hiver, pourrait compromettre les riches cultures.

Ces résultats obtenus, très encourageants, ont incité les colons à effectuer à leurs frais des forages d'exploitation, sous le contrôle technique des services intéressés. Dans ce but, certains se sont déjà groupés en associations (A.S.A.P. de Sidi Yahia du Rharb).

A Agadir, enfin, un forage a donné 5 litres/seconde artésien au centre situé au km. 4 de la route de Taroudant.

Dans ce domaine, les prévisions d'investissements ont été largement dépassées, mais, devant les succès remportés de toutes parts par les différentes campagnes de sondages, il était nécessaire de ne pas arrêter des travaux qui se sont révélés aussi fructueux.

C'est ainsi que 200 millions ont été engagés et 137 liquidés, alors que les prévisions ne dépassaient pas 135 millions.

La rentabilité de ces investissements a été soulignée, tout récemment, par un résultat concret : dans le Rharb, pendant les campagnes 1949 et 1950, 600 litres/seconde ont été mis à jour pour 70 millions de francs.

V. - Equipement pastoral

Les efforts, consacrés depuis plusieurs années à l'exploitation des nappes d'eau souterraines déjà reconnues et à la poursuite des recherches en vue de l'aménagement des multiples ouvrages disséminés sur l'ensemble du territoire, ont été poursuivis en 1950.

a) **Points d'eau.**

200 points d'eau entièrement nouveaux ont été mis en service. La plupart représentent soit des captages de sources (80), soit des forages de puits (60). Les autres se répartissent à peu près également entre les adductions d'eau par conduite, l'équipement de forages, l'aménagement de citernes, voire même des dérivations de séguias d'irrigation. Le cheptel intéressé par ces nouveaux points d'eau peut être estimé à environ 800.000 têtes, ovins pour la plupart.

Un nombre à peu près équivalent de points d'eau, déjà existants, mais pratiquement inutilisables, soit qu'ils aient été aménagés sommairement à la mode indigène, soit qu'ils soient restés longtemps sans être entretenus, ont été remis en état (captage ou cuvelage de puits repris, abreuvoirs refaits, installation ou changement de pompes et d'aéromoteurs, etc.).

b) **Bains parasiticides.**

20 bains à moutons, entièrement nouveaux, ont été exécutés. Il s'y ajoute un bain spécial pour bovins, mobile, de conception américaine ; une quarantaine de bains ont été réaménagés.

Les prévisions du programme, qui portaient sur 85 millions, ont été largement dépassées : 230 millions ont été engagés et 140 liquidés.

VI. - Alimentation en eau potable

Cette rubrique englobe de nombreuses affaires ayant le même but, mais dont le mode de réalisation peut être très différent. Il s'agit, tantôt de l'équipement d'un souk où, à côté de l'abreuvoir, sont réalisés quelquefois pont bascule et abreuvoir rustique, tantôt d'une véritable adduction d'eau dans un petit centre rural déjà constitué.

C'est ainsi qu'une vingtaine de souks ou petits centres ruraux ont bénéficié de ces adductions d'eau potable, dont l'importance, encore que limitée, intéresse néanmoins une population évaluée à plus de 10.000 habitants et qui avait auparavant de grandes difficultés à se procurer l'eau d'alimentation indispensable à ses besoins.

Sur des prévisions chiffrées à 76 millions, 42 millions ont été engagés et 22 millions liquidés.

RÉCAPITULATION

PETITE ET MOYENNE HYDRAULIQUE (Crédit du Secteur Public)

Crédits	Assainissement	Eaux de crues	Irrigations	Forages	Hydraulique pastorale	Alimentation en eau potable	Total
Engagés	90	89	252	200	230	42	903
Liquidés	45	59	127	137	140	23	531

Signalons enfin que des collectivités diverses (S.I.P., S.M.P., A.S.A.P., etc.) ont, par des investissements substantiels, montré l'intérêt qu'elles portent aux travaux de petite et moyenne hydraulique qui, pour elles, sont d'une rentabilité immédiate.

TROISIÈME PARTIE

Stockage et transformation des récoltes

A. - Chaîne du froid

A Fès, l'entrepôt frigorifique de 11.000 m³, dont la construction avait commencé en 1946, a été achevé et, après divers aménagements complémentaires et finitions, est entré en service.

Celui de Meknès, de 10.000 m³, a vu sa construction et son équipement pratiquement achevés en fin décembre.

A Casablanca, le Laboratoire du Froid et de la Conserve, dont la construction a commencé en 1949, poursuit ses installations et on peut attendre la mise en service de cet établissement de recherches pour 1951.

Quelques petits travaux de confortation ont été exécutés à l'Entrepôt provisoire du port de Casablanca dont l'activité a porté, en 1950, sur 7.255 tonnes, doublant ainsi le chiffre de 1949. Cet entrepôt provisoire, dès lors trop petit, est destiné à être remplacé par l'entrepôt définitif portuaire, en cours d'étude.

Enfin, un concours technique important a pu être apporté à quelques réalisateurs d'entrepôts frigorifiques privés de Casablanca et, dans les hôpitaux, à des chambres froides. L'étude de l'entrepôt frigorifique de Marrakech a été poursuivie et les travaux doivent, en principe, commencer vers le milieu de l'année 1951.

Au total, les crédits engagés au titre du secteur public ont atteint 357 millions, sur lesquels 232 millions ont été liquidés.

B. - Stockage des céréales

(secteur semi-public)

Le plus gros effort en la matière s'est traduit par l'achèvement et la mise en service du silo moderne de la C.I.A. d'Oujda de 100.000 quintaux, dont la construction avait commencé en 1949.

Il a pu commencer à stocker des grains en Octobre, tandis que se terminaient des travaux d'équipement. Les autres coopératives ont poursuivi quelques constructions de magasins, installations de condit'onnement de grains et logements pour le personnel, notamment à Ben Ahmed et Boucheron. L'étude d'autres silos coopératifs importants a été continuée pour répondre aux besoins du Maroc en locaux modernes, mais rien d'important ne pourra être entrepris sans une aide financière importante de l'Etat. De nouveaux crédits ont été demandés dans ce but au titre du prochain exercice.

Enfin, la construction d'une rizerie coopérative, la première du Maroc, a été commencée dans le Rharb. Dans l'ensemble, les dépenses engagées à ce titre par diverses coopératives ont atteint 143 millions et les dépenses liquidées 75 millions.

C. - Huileries coopératives

(secteur semi-public)

Après l'effort entrepris au cours des dix dernières années, aucune construction nouvelle n'a été entreprise en 1950. Différents travaux ont porté sur l'achèvement d'améliorations, l'exécution de grosses réparations et le remplacement de matériel dans diverses huileries déjà existantes.

D. - Autres industries agricoles

(secteur semi-public)

Les travaux de construction, d'extension ou d'aménagement de caves coopératives ont été poursuivis, notamment à Sidi Slimane, Camp Marchand, aux Aït Souala et au Souk el Tleta du Rharb.

Diverses études et plusieurs aménagements d'importance variable ont été entrepris et exécutés pour le compte de coopératives diverses et avec le concours gratuit du Génie Rural, notamment la Centrale dattière d'Erfoud, diverses extensions dans les stations de conditionnement et d'emballage de fruits et de légumes, et les tabaccops du Rharb, etc...

Au total, 274 millions ont été engagés à ce titre et le montant des dépenses liquidées a atteint 96 millions.

L'aide de l'Etat s'est traduite, en outre, par la prise en charge des honoraires des hommes de l'art, pour les travaux les plus délicats ou les plus complexes.

Récapitulation des investissements en matière d'industries agricoles

(secteur public et secteur coopératif)

Crédits	Chaine du froid	Stockage des céréales	Autres industries agricoles	Totaux
Engagés	357	143	304	804
Liquidés	252	75	96	423

Ces chiffres accusent une légère régression par rapport à l'activité enregistrée dans ce secteur en 1949.

Un effort tout particulier reste à poursuivre en faveur des locaux de stockage de céréales, notamment par la construction de quelques silos importants au titre de l'équipement portuaire et coopératif.

Ce programme doit pouvoir, en 1951, entrer dans la phase des réalisations, grâce au concours financier du Fonds de Modernisation et d'Equipement.

QUATRIÈME PARTIE

Equipement Administratif et Social

A. - Locaux de service et logements

Dans ce domaine, les crédits très insuffisants, inscrits au budget 1950, n'ont permis que le lancement d'affaires prévues au programme de 1949.

Grâce à des avances de la Caisse Centrale des S.I.P., il a quand même pu être construit des logements pour moniteurs agricoles.

Il faut signaler également la construction à Rabat, par l'Office Chérifien Interprofessionnel des Céréales, d'un très important immeuble à usage de logements et de bureaux.

Le montant des crédits engagés au titre du secteur public a été de 178 millions, sur lesquels 110 millions ont été liquidés.

B. - Etablissements de recherches et d'expérimentation
Fermes et stations. Pépinières régionales

Cette activité, essentielle pour le Maroc, où il est absolument nécessaire d'étudier et d'adapter au sol, au climat, à l'homme enfin, les découvertes faites en France et dans d'autres pays, s'est exercée dans les domaines les plus variés touchant l'agriculture.

Parmi les affaires les plus importantes, il faut citer :

— la Station de Défense des Végétaux à Casablanca ;

— la pépinière régionale d'Aïn Médiouna, près de Fès ;

— la pépinière régionale d'Annoceur ;

— la pépinière régionale de Souellah ;

— le Centre de Recherches et d'Expérimentation du Génie Rural à Rabat ;

— la quatrième tranche du bâtiment de la Station Horticole de Meknès ;

— un bâtiment pour stagiaires à la Station d'Aïn Taoudjat ;

— de nouveaux bâtiments à la Station de Dar Bouazza ;

— les concours pour la construction du bloc agricole de Souellah.

Les crédits engagés à ce titre ont porté sur 262 millions, sur lesquels 101 millions ont été liquidés.

Dans ces chiffres ne sont pas comprises les dépenses engagées pour les Stations Expérimentales d'Hydraulique Agricole dans les grands périmètres.

C. - Equipement social

Aux travaux déjà en cours à l'Ecole Marocaine d'Agriculture de Meknès et au Centre Xavier-Bernard sont venus s'ajouter, en 1950, l'Ecole Professionnelle Musulmane Maritime d'Agadir, l'Ecole Hôtelière de Rabat, la Ferme-Ecole de Souellah et la Ferme-Ecole d'Horticulture de Meknès.

L'avant-projet de l'Ecole Professionnelle Musulmane Maritime de Casablanca a fait l'objet d'une première mise au point avec les services intéressés.

Les crédits engagés ont été de 166 millions, sur lesquels 98 ont été liquidés.

D. - Divers

Un premier Atlas Agricole du Maroc a été établi et publié. Il groupe en un seul document les diverses statistiques agricoles (moyennes 41-48).

LA MODERNISATION RURALE

Il convient de rappeler au début de cette étude que les « Secteurs de Modernisation du Paysanat » (S.M.P.) ont été créés par dahir du 5 juin 1945. D'après ce texte organique, ils ont pour but d'assurer la mise en valeur agricole de périmètres ruraux déterminés et de constituer dans ces périmètres, un équipement à caractère économique et social.

Ce sont des établissements publics dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière et qui fonctionnent sous la tutelle de l'autorité locale de contrôle et du caïd.

Tous les moyens techniques propres à assurer une mise en valeur moderne de l'agriculture et de l'élevage marocain, dans ces périmètres, sont assurés par la « Centrale d'Equipement Agricole du Paysanat » (C.E.A.P.) créée par dahir du 26 janvier 1945, qui est également un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Action des S.M.P.

Trois nouveaux secteurs ont été créés en 1950 : à Tedders, à l'oued Isly et à Oued Zem. L'action des 32 S.M.P. actuellement répartis dans tout le Maroc revêt des aspects extrêmement divers allant de l'exploitation directe, rappelant la grosse ferme européenne, à la station de machine destinée à effectuer, pour les agriculteurs marocains et à leur prix de revient, des travaux à façon les plus divers. Ils exercent, en outre, une action de rayonnement autour de leur principal établissement, par des conseils donnés aux fellahs pour mener leurs propres exploitations et par la surveillance des cultures qu'ils entreprennent. Ce sont des fermes-pilotes dont le rayonnement est financé par leurs recettes.

Il va sans dire que les fellahs restent intégralement propriétaires tant des récoltes obtenues sur les surfaces de rayonnement que des récoltes provenant des surfaces ayant bénéficié de travaux à façon. Ils doivent simplement acquitter le prix de ces travaux. Enfin, parmi les terres cultivées directement par les S.M.P., la moitié environ est louée ou donnée en association par des fellahs ; l'autre moitié est constituée par des terres collectives dont les produits sont répartis entre le secteur pour ses frais généraux (comprenant la main-d'œuvre recrutée sur place parmi les membres de la collectivité) et la collectivité propriétaire qui reçoit, à titre de rente du sol, une part fixée à l'avance, généralement proportionnelle à la récolte. C'est ainsi que la valeur des produits répartis aux fellahs ou versée aux collectivités soit à titre de rente du sol, soit à titre de loyer ou de part d'associé aux propriétaires privés, a atteint, pendant les années écoulées, les chiffres suivants :

En 1945-46	2.649.720	francs
1946-47	10.352.327	»
1947-48	22.007.902	»
1948-49	29.046.858	»
1949-50	32.000.000	»

Extension de l'action des S.M.P.

Les résultats acquis sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Campagnes	Nombre de S.M.P. en fonctionnement	Superficies cultivées (ha.)			Superficies surveillées (rayonnement)	Valeur des produits des superficies cultivées directement et recettes des travaux à façon
		directement ou en association	à façon	Total		
1945-46	21	2.000	—	2.000	1.000	12.000.000
1946-47	27	4 500	1.500	6.000	6 000	55 000.000
1947-48	28	7.000	4.000	11.000	10.000	187 000.000
1948-49	29	9.000	8.000	17.000	20.000	200.000.000
1949-50	32	10.000	13.000	23 000	35.000	225 000.000
1950-51 (prévisions).....	39	11 000	13.000	24 000	40.000	350 000 000

Il convient de remarquer que les 11.000 ha. cultivés directement en 1950 se répartissent de la façon suivante :

Terres collectives mises à la disposition des S.M.P. sans limitation de durée, moyennant le paiement d'une rente du sol.....	4.600 ha.
Terres collectives mises à la disposition des S.M.P. en association temporaire (de 1 à 6 ans).....	860 —
Terres Melks exploitées sous forme de contrats de location ou d'association, librement débattus...	4.800 —
Terres en pleine propriété (S.M.P. ou C.E.A.P.).	370 —
Terres domaniales faisant l'objet de baux.....	340 —
	10.970 —

Au total, l'action en superficie des organismes de la modernisation rurale a porté sur 56 000 ha.

En raison directe d'une pluviométrie insuffisante, les rendements ont été médiocres. Mais une enquête du service des impôts ruraux (tertib) dans la Chaouïa a montré que, malgré cette faiblesse de la pluviométrie, le rendement moyen des superficies cultivées par les fellahs dans certains secteurs de rayonnement a accusé, sur ceux des années antérieures (les mêmes secteurs alors non surveillés), une augmentation de l'ordre de deux quintaux à l'hectare pour l'orge et d'un peu plus de 1 quintal à l'hectare pour le blé.

Comme, d'autre part, des régions plus favorisées par les précipitations ont eu des rendements encore supérieurs, on peut affirmer que, sur les 33 000 hectares de rayonnement des S.M.P. c'est un supplément d'au moins 60.000 quintaux, ou leur équivalent en cultures sarclées, dont ont bénéficié les agriculteurs marocains de ces secteurs.

Bien qu'encore modestes, les résultats acquis montrent, par leur progression constante, que les buts poursuivis : éducation du fellah, extension des emblavures et amélioration des rendements font le plus grand honneur à cette entreprise.

Prévisions pour la prochaine campagne

Le programme de la campagne 1950-1951, arrêté au début de l'été 1950, a été lancé au cours du dernier trimestre 1950. Il comprend la création de trois nouveaux secteurs et doit porter sur les superficies suivantes :

1° Superficies cultivées directement ou en association :
Terres collectives mises à la disposition des S.M.P. 5.000 ha.
Terres Melks, objets d'un contrat de location ou d'association ..... 8.500 ha.
Terres en pleine propriété..... 370 —
Terres domaniales louées..... 340 —
14 210 —

2° Superficies travaillées à façon..... 16.000 —
3° Rayonnement de 35 S.M.P. ..... 40.000 —

Soit au total une augmentation de 14.240 hectares sur la campagne précédente, portant, en superficie, l'action des S.M.P. sur plus de 70.000 hectares.

Action sociale des S.M.P.

Dès que les bases économiques d'un secteur sont assurées, une infirmerie et une école sont construites et leur fonctionnement est assuré en liaison avec les Directions intéressées qui fournissent le personnel technique et le matériel.

Le succès de ces formations est considérable : le nombre des écoles est passé de 18 en 1949 à 22 en 1950, groupant plus de 2.000 enfants. Les infirmeries ont reçu en 1950 près de 450.000 consultations. Des équipes sanitaires mobiles sont chargées plus spécialement des consultations maternelles et infantiles et des évacuations d'urgence. Enfin des ouvroirs ont été créés où sont initiées les femmes marocaines.

Pour la formation des futurs cadres ruraux, deux centres ont été créés où de jeunes Marocains, sortant des écoles rurales des S.M.P., reçoivent un complément d'éducation, puis d'instruction technique spécialisée tant en mécanique agricole qu'en agriculture moderne et en arboriculture, ce qui les prépare à leur rôle futur de cadres d'une agriculture évoluée. Les résultats acquis sont encourageants et incitent à prévoir la création d'autres centres analogues.

Dans le cadre des prévisions d'extension de l'action sociale des S.M.P., il a été prévu, pour la campagne 1950-1951, la création de 8 salles de classes, 7 annexes scolaires et 4 logements pour instituteurs ; la construction de 6 salles de visites, de 2 infirmeries et de 2 logements. Sont également prévus la création d'un nouveau centre de formation des cadres ruraux, l'achèvement de l'équipement de 2 centres existant actuellement et des aménagements divers (adduction d'eau potable, lavoirs, hammam, etc.).

Ainsi l'œuvre de la Modernisation Rurale progresse-t-elle chaque année vers l'enrichissement général des populations rurales qu'elle contribue à fixer sur des activités proprement agricoles.

LA FORÊT

LA FORÊT

Les réalisations enregistrées au cours de l'année 1950 au titre du programme d'équipement, dans le domaine des activités forestières, peuvent se résumer comme il suit.

I. — EQUIPEMENT GENERAL DES FORETS POUR LA MISE EN EXPLOITATION DE NOUVELLES SURFACES ET LE MAINTIEN ET L'AMELIORATION DE LA PRODUCTION DES SURFACES EN EXPLOITATION

Dans cette rubrique sont compris :

— les travaux de pénétration (ouverture de routes et de pistes ; amélioration et entretien des chemins existants ; construction de maisons forestières, de lignes téléphoniques ; aménagement de points d'eau ; démasclages, etc.) ;

— les travaux dits de conservation (ouverture et entretien de tranchées pare-feu ; installation de postes vigie pour la surveillance contre les incendies) ;

— les travaux de reboisement, de défense et de restauration des sols, qui tendent tous à l'extension des surfaces boisées.

1° - *Ouverture de chemins d'accès et d'exploitation*

Dans le courant de l'année 1950, il a été ouvert 101 km., 3 de routes et de pistes d une largeur égale ou supérieure à 3 m. 50. En outre, 85 km. de pistes muletières et cavalières ont été tracés et construits. Des travaux d'amélioration consistant principalement en l'élargissement des chemins existants ont été exécutés sur 80 km. Enfin, 3.655 km. de routes et pistes ont nécessité des travaux d'entretien divers.

2° - *Construction de maisons*

Les constructions de maisons ont été activement conduites : 11 maisons forestières, 1 bureau avec logement de commis, 11 maisonnettes et logements de cavalier ont été terminés pendant l année. Les travaux ont été poursuivis sur quatre autres chantiers commencés en 1949 ou début 1950.

Enfin il a été ouvert 17 nouveaux chantiers de construction de maisons forestières, 5 de maisonnettes de cavalier et 1 de bureau de circonscription.

Des travaux d'amélioration comportant l'agrandissement des maisons existantes, la construction de dépendances, des adductions d'eau ont été exécutés sur 35 maisons et postes forestiers Enfin 101 maisons forestières ont fait l'objet d'entretiens et d'aménagements divers.

3° - *Autres constructions*

Un atelier de débitage a été installé près d'un important centre de stockage de bois et de charbon.

Diverses améliorations ont été faites à la station de pisciculture d'Azrou qui, en outre, a achevé, pour l'installation de ses centres d'alevinage, la construction d'un barrage, de bassins à truitelles et d'une pêcherie.

4° - *Lignes téléphoniques*

Il a été construit 167 km. de lignes nouvelles. Des travaux d'entretien ont porté sur 763 km. de lignes anciennes.

5° - *Aménagement de points d'eau*

Cinq aéromoteurs ont été mis en place et terminés. En outre, les premiers travaux d'installation de cinq nouveaux aéromoteurs ont été commencés. Ces aménagements sont non seulement destinés à alimenter en eau les postes forestiers et les pépinières, mais aussi les troupeaux des usagers de la forêt ; à cette intention, des réservoirs et abreuvoirs ont complété les installations.

6° - *Démasclage*

En dehors des opérations de coupes (éclaircie, dépressage, recépage) qui entrent dans le programme de mise en valeur de la forêt, un gros effort a été réalisé dans la suberaie. Les démasclages ont porté, de mai à août, sur quelque 341 000 arbres, ce qui porte à près de 7 millions le nombre de chênes-lièges actuellement aptes à fournir du liège de reproduction.

7° - *Surveillance contre les incendies*

6 km. de nouvelles tranchées pare-feu ont été ouverts, tandis que près de 200 km. de tranchées anciennes étaient entretenus et desherbés.

8° - *Autres travaux de mise en valeur et conservation des forêts*

Le service des aménagements, créé en 1949, a poursuivi ses travaux, principalement dans la suberaie. L'aménagement de l'importante forêt de la Mamora (135.000 ha) était pratiquement achevé au 31 décembre 1950. Ordonnant les exploitations et définissant les méthodes culturales les plus appropriées, ce travail répond au double but de la conservation et de l'amélioration du capital boisé, tout en permettant d'assurer le rendement économique le plus élevé. Signalons enfin que les délimitations de forêts domaniales ont été activement poursuivies.

9° - *Repeuplement - Reboisement*

a) Reboisements en terrains domaniaux et collectifs.

En raison de l'extension des reboisements, de nombreuses pepinières situées notamment à proximité des périmètres à restaurer ont été aménagées et agrandies, tandis que deux nouvelles pépinières ont été créées. En novembre 1950, près de 4.500.000 jeunes plants, prêts à être mis en terre, existaient dans les pépinières de l'Administration. Commencées durant les deux premiers mois de 1950, les plantations nouvelles ont été poursuivies dès la chute des premières pluies d'automne.

Dans les périmètres de reboisement, le bilan des travaux exécutés pendant l'année 1950 s'établissait comme suit :

	Plantations nouvelles (surfaces plantées)			Nombre de plants utilisés pour les plantations nouvelles			Nombre de plants utilisés en regarnis dans les plantations			Nombre de plants utilisés au total
	en terrains domaniaux	en terres collectives	Surface totale	en terrains domaniaux	en terres collectives	Nombre total	en terrains domaniaux	en terres collectives	Nombre total	
	ha.	ha.	ha.							
Reboisements industriels	873,5	382,5	1.256	934 927	454 840	1.389.767	93.994	21.000	114.994	1.504.761
Autres périmètres	232,0	0	232	251 078	0	251.078	60.020	0	60.020	311.098
Total	1.105 5	382,5	1.488	1.186 005	454 840	1 640.845	154.014	21.000	175 014	1.815.859

Des repeuplements et enrichissements de forêts ont été réalisés sur plusieurs centaines d'hectares, soit par voie de plantation (plus de 200.000 plants ont été mis en place), soit par voie de semis de graines d'essences les plus diverses (cèdres, pin d'Alep, genévrier, pin pignon, noix d'argan, glands de chênes, etc.).

Enfin, 61 700 plants ont été mis en terre autour des postes forestiers et 188.700 ont été cédés à des particuliers et à diverses administrations (contrôles civils, T.P., S.M.P., Armée, etc.).

Dans les régions de Mogador, Agadir et Azemmour, les travaux de fixation des dunes ont été continués ; 202 ha. de dunes ont été fixés tandis que près de 200.000 plants d'essences forestières et 45.000 boutures de tamarix étaient utilisés tant en regarnis de dunes déjà boisées qu'au reboisement de 200 hectares.

Au total, 3.470.000 plants (non compris les plants utilisés dans les secteurs de défense et restauration des sols et les périmètres dits « d'améliorations pastorales ») fournis tant par les pépinières d'Etat que par celles des collectivités, ont été utilisées dans le courant de l'année 1950.

b) Reboisements particuliers.

Les reboisements entrepris par le secteur privé se poursuivent à un rythme soutenu. La campagne de plantation prévue pour 1949-1950 a, en définitive, porté effectivement sur 1.801 ha. (dont 1 000 d'acacias à tanin et 801 d'eucalyptus) ; pour la campagne 1950-1951, les prévisions portaient sur 1 250 ha. (dont 625 d'acacias et 625 d'eucalyptus) ; d'après les renseignements les plus récents, les réalisations correspondent à peu près à ces prévisions.

10° - *Restauration des sols*

Les travaux ont continué dans les périmètres installés dans les régions de Marrakech, Amizmiz, Tamanar, Ouezzane et Oujda, ou une soixantaine de parcelles de démonstrations étaient installées ; par ailleurs, de nouveaux secteurs ont été ouverts, les plus importants d'entre eux étant ceux de Fès-Sefrou, de Mechra ben Abbou et de l'oued Beth. Les premières réalisations ont éveillé l'intérêt des populations autochtones et il est particulièrement réconfortant de constater que la plupart des notables marocains invités à visiter les secteurs de D.R.S., soit au Maroc, soit en Algérie, se sont acquis à l'intervention du service dans leur zone d'influence. Certains d'entre eux, grands propriétaires terriens, mettant à profit les méthodes généralisées par l'Administration ont d'ailleurs demandé l'aide technique des services de la D.R.S.

Les inondations catastrophiques, dont a souffert récemment le Maroc, ont suffisamment démontré l'ampleur de la déforestation et la nécessité de l'installation de secteurs de D.R.S. dans toutes les zones à protéger.

A cet effet, de vastes périmètres ont été délimités dans l'Oriental et à proximité de centres tels que Sefrou et Settat ; les travaux commenceront dans ces secteurs dès le début de 1951.

Dans le courant de 1950, 400 km. de banquettes ont été établis, tandis que des labours en billons ont été exécutés sur 300 ha. de terrains à plus faible pente ; la surface totale ainsi traitée est approximativement de 1.000 ha. Enfin, plus de 3.500 petits barrages ont été édifiés pour retenir les eaux et provoquer des atterrissements dans les thalwegs et les ravins.

300.000 plants ont été mis en place dans les périmètres de restauration. En complément, on a procédé sur les banquettes et bourrelets à des semis de graines d'arbres forestiers et fruitiers (noix d'argen, châtaignes, graines de pin, de cèdre, de caroubier, de genévriers, amandes, etc.). Parallèlement, on a cherché à assurer la réinstallation d'une abondante couverture vivante herbacée, non seulement pour protéger les sols, mais pour fournir également un appoint four-

rager aux troupeaux locaux ; c'est dans ce but qu'ont été exécutés, dans la plupart des périmètres, d'importants semis d'Eragrostis cervilla et légumineuses rustiques, des plantations de raquettes d'opuntia inerme (215 quintaux), des boutures de Saccharum biflorum, de jujubier (25.000 environ) et de luzerne arborescente.

A l'exception des secteurs du Maroc oriental, pour lesquels il fut fait appel à l'entreprise privée disposant de moyens mécaniques puissants, les travaux, dans tous les autres périmètres, furent exécutés de main d'homme. Un premier effort d'équipement mécanique des services de la D.R.S. a toutefois été réalisé au début de 1950 par l'achat de deux gros tracteurs à chenilles munis d'angle-dozer, d'un tracteur à roues et de plusieurs motoculteurs.

Enfin, sur les crédits de la D.R.S., des travaux de repeuplement ont été exécutés dans les forêts très dégradées du Sud du Maroc. Des semis de graines de pin, de caroubier, de pistachier, de noix d'argan, de tizrah ont été effectués dans près de 17.000 potêts, tandis que plus de 3.000 plants forestiers et 1.400 boutures de jujubier étaient mis en terre.

Parallèlement aux travaux de D.R.S. proprement dits, l'Administration forestière a continué dans plusieurs régions ses expériences dites d'améliorations pastorales par la mise en défens de parcelles en terres collectives, la reconstitution artificielle ou naturelle de la végétation et, notamment, l'introduction de graminées appréciées du bétail ; 270 ha. ont été ainsi traités par des semis de pastèques fourragères, de Napier, d'Eragrostis, de Ricin, et par des plantations de boutures de Saccharum, de Tamarix et de raquettes d'Opuntia ; 2.750 plants d'arbres divers ont, en outre, été introduits dans ces secteurs.

Les travaux d'équipement ainsi effectués par l'Administration, y compris ceux afférents aux reboisements en terrains collectifs, ont entraîné en 1950 des dépenses de l'ordre de 283 millions de francs.

Par ailleurs, on peut estimer que les investissements consentis pour les reboisements privés du Rharb représentent près de 35 millions de francs.

II. — ENSEIGNEMENT TECHNIQUE — CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE LABORATOIRES ET DE CENTRES DE RECHERCHES ET D'EXPERIMENTATION (Stations de recherches forestières)

L'école forestière d'Ifrane, construite en 1949, a ouvert ses portes à un deuxième groupe d'élèves (25 élèves préposés) qui, pendant trois mois, ont reçu l'enseignement spécialisé indispensable à leur formation technique. La construction des bâtiments du centre de recherches et d'expérimentation forestières a été achevée.

Il ne reste plus qu'à compléter les installations des différents laboratoires de chimie et de biologie et des ateliers d'étude mécanique des bois.

Dans le cadre du programme de mise en valeur et d'augmentation de la productivité, on peut signaler que la station de recherches forestières a poursuivi l'étude et la construction d'une machine à récolter l'alfa.

Parallèlement, elle a subventionné un constructeur privé ayant, de son côté, mis au point un prototype qui, aux essais, a donné des résultats assez satisfaisants. On peut donc espérer que le problème posé par la récolte de l'alfa sera résolu.

Les dépenses correspondantes ont été de 12.250.000 francs (crédits d'Etat) pendant l'année 1950.

III. — EVOLUTION DES APPROVISIONNEMENTS EN PRODUITS FORESTIERS AU COURS DE L'ANNEE 1950

a) *Bois d'œuvre*

La production locale se maintient au chiffre des années précédentes.

Il a été exploité et sorti des forêts 25.010 m³ de bois dits « d'exploitation marocaine » (madriers, chevrons et gouizes de cèdre, de thuya, de pin d'Alep. etc.), le cèdre s'inscrivant à lui seul dans cette production pour 23.500 m³ contre 23.210 m³ en 1949.

Les scieries européennes ont débité 26.430 m³ de sciages de résineux dont 24.165 m³ de sciages de cèdre, contre 24 900m³ en 1949. La production de sciages de bois durs reste faible : 500 m³.

Les importations de bois d'œuvre continuent à être importantes.

Le Maroc a reçu :

109.500 m³ de grumes et sciages de résineux dont :

- 13.500 de bois rouges du Nord ;
- 51.550 de sapin et d'épicéa ;
- 44.450 de pin des Landes.

7.665 m³ de grumes et de sciages de bois coloniaux, 5 500 m³ de grumes d'okoumé étant destinés à la Société des Contreplaqués et Emballages du Maroc pour ses fabrications.

16.655 m³ de grumes et sciages de bois durs divers et de peuplier

Il convient d'ajouter à ces chiffres les importations de contreplaqués (2.455 m³), de panneaux en fibres compressées (692 m³), de placages (220 m³), de douelles de châtaignier et de chêne (535 m³).

b) *Bois d'industrie*

1° **Bois de mine :** La production locale reste faible : 6 885 m³ ; les importations sont, par contre, importantes : 46.950 m³.

2° **Poteaux de télécommunication et de transport de force :** Les forêts locales ont fourni 6 600 poteaux correspondant approximativement à un volume de près de 400 m³ ; il s'agit avant tout de perches pour les lignes d'intérêt secondaire. Le Maroc a importé 6.470 m³ de poteaux, la majeure partie étant des bois à l'état brut.

3° **Traverses de chemin de fer :** Alors qu'en 1947 et 1948, les scieries locales débitaient annuellement quelque 4.000 m³ de traverses, elles n'ont fourni en 1950 que 825 pièces pour voie normale et 19.500 pour voie étroite, correspondant globalement à 671 m³ réels. La désaffection marquée, en partie injustifiée, des compagnies de chemin de fer pour les bois sous rails en chêne du pays explique, conjointement à un emploi de plus en plus large des traverses métalliques, la regression des fabrications locales. Les importations ont atteint, pour l'ensemble de l'année 1950, 4.270 m³ achetés en totalité dans la Métropole.

4° **Autres bois d'industrie :** Les importations de perches et d'étais d'échafaudage ont porté sur 1.812 m³, celles de bois à défibrer sur plus de 2.900 m³, ces derniers étant surtout destinés à la fabrication de panneaux et briques à base de copeaux et de fibres agglomérés à du ciment.

La situation des approvisionnements en bois d'œuvre et d'industrie est restée satisfaisante dans l'ensemble. Il y a lieu, toutefois, de signaler les difficultés de plus en plus grandes rencontrées pour se procurer des sciages de sapin et d'épicéa, notamment en Métropole. En outre, les prix qui étaient restés stables depuis le début de 1948 ont subi dans le courant du deuxième semestre 1950, des hausses considérables. A la fin de décembre, les cours du sapin, de l'épicéa et des bois du Nord traduisaient une augmentation de 50 % sur ceux pratiqués en juillet.

Au cours des dernières années, 90 % des résineux importés étaient d'origine métropolitaine ; or, les cours intérieurs français, qui étaient restés très inférieurs aux cours mondiaux, sont désormais à parité. Compte tenu également des disponibilités réduites du marché métropolitain (pin des Landes excepté), le Maroc a dû revenir à ses anciens fournisseurs d'Europe centrale et orientale. Pour la première fois depuis plus de dix ans, d'importants achats ont été faits en Yougoslavie et Tchécoslovaquie.

c) *Emballages*

Les besoins en emballages restent en majeure partie couverts par l'importation de 44.650 m³. L'approvisionnement a été largement assuré. La Métropole continue à être le principal fournisseur ; cependant quelques commandes portant sur des caisses floridiennes ont été passées au Portugal.

d) *Combustibles ligneux*

Les productions de charbon et de bois de chauffage ont porté en 1950 sur 433.800 qx et 393.000 stères contre 762.000 qx et 522.500 stères en 1949, elles-mêmes en diminution de 20 % par rapport à 1948. Le marché continue à maintenir des prix très stables.

e) *Autres productions importantes*

Tanin : Pour l'ensemble de l'année 1950, la production de tanin de chêne-liège a été de 1.780 tonnes et celle de tanin d'écorce de mimosa de 1 340 tonnes, qui couvrent entièrement les besoins du pays. Cette dernière production provient des plantations d'acacia decurrens effectuées en 1939-1940.

Liège : La récolte de liège mâle a été de 106.000 qx contre 97.060 en 1949 et, pour le liège de reproduction, de 55.900 qx contre 56 090 en 1949.

Les exportations de produits bruts et ouvrés ont été, en valeur et en tonnage, les plus importantes que le Maroc ait connues puisqu'elles approchent de 30.000 tonnes, d'une valeur FOB de plus de 830 millions de francs contre 439 millions en 1949.

Alfa : Au 31 décembre, la récolte avait atteint 37 300 tonnes contre 15 500 tonnes d'alfa sec en 1949.

LA PÊCHE MARITIME

I. - Composition et équipement de la flottille de pêche

Pendant le courant de l'année 1950, la flottille de pêche, malgré quelques pertes, dont celle d'un chalutier de gros tonnage, le « Zahime », disparu en Mer du Nord en octobre 1949 et radié officiellement des matricules en avril 1950, s'est accrue de quelques unités.

Le tableau ci-dessous donne la situation comparée de la flottille au 1er janvier des années 1940, 1950 et 1951.

	1er janvier 1940		1er janvier 1950		1er janvier 1951	
	nombre	tonnage	nombre	tonnage	nombre	tonnage
Chalutiers et assimilés...	15	530	96	4.910	103	5.083
Sardiniers	123	1.283	219	3 058	255	3.788
Palangriers	564	777	1 085	1.188	1.216	1.394

L'augmentation constatée du nombre de palangriers résulte, non pas de constructions neuves, mais surtout du recensement et de l'immatriculation des barques utilisées dans les centres de pêche situées au sud d'Agadir. En ce qui concerne les chalutiers, le quart seulement de la flottille est exclusivement armé à la pêche au chalut ; les autres bâtiments ne pratiquent cette pêche que pendant l'intercampagne de pêche industrielle.

Le tonnage moyen de ces chalutiers est en augmentation : il est passé de 35 à 50 tonneaux ; de même pour celui des sardiniers qui, de 10 tonneaux en 1940, est passé à 14 tonneaux en 1950 et à 15 tonneaux au 1er janvier 1951.

La presque totalité des chalutiers et plus de la moitié des sardiniers est composée de navires de construction récente.

De nombreux armateurs ont équipé leurs navires d'appareils de radio et certains commencent à les doter de sondeurs ultra-son ; c'est ainsi que sur 100 sardiniers attachés au port d'Agadir, 47 sont équipés de postes de radiophonie et 2 possèdent des sondeurs électro-magnétiques. Il reste évidemment des améliorations à réaliser, notamment dans l'aménagement des cales qui doit permettre d'amener le poisson au port dans de meilleures conditions.

II. - Rendement de la pêche

Pour la première fois cette année, l'approvisionnement des usines en fer-blanc, huile, etc., s'est effectué sans difficultés, aussi la pêche a-t-elle pu être autorisée sans limitation.

Le tableau ci-dessous donne, pour la zone française du Maroc, les résultats totaux de la pêche et la destination donnée au poisson pendant l'année 1950, comparativement aux chiffres des deux années précédentes.

(Chiffres exprimés en kilogs)

	1948	1949	1950
a) Consommé à l'état frais dans la zone française	12.728.885	16.733.810	13.414.950
b) Expédié à l'état frais hors de la zone française	662.155	570.003	785.956
c) Livré à la conserve	42.222.580	75.449.322	108.748.305
d) Utilisé comme appât pour les pêcheurs	220.000	215.000	235.000
Résultats de la pêche	55.833.620	92.968.135	123.184.211

Il a paru intéressant de donner un aperçu du rendement de la pêche dans les différents ports du Maroc.

A PORT-LYAUTEY

Les apports sont en augmentation sur l'année 1949, notamment en ce qui concerne le rendement des deux madragues calées en face de la lagune de Moulay-Bouselham. Au total, 2.029 tonnes ont été pêchées contre 1933 en 1949. Les principales espèces capturées ont été les suivantes :

Le thon rouge	1.277.230 kgs	contre	1.106.211 kgs en 1949
La sardine	201.523 kgs	»	152.915 kgs »
La bonite et le melva	86 434 kgs	»	120.398 kgs »
Le merlan	59.679 kgs	»	45.317 kgs »
L'ombrine	23.215 kgs	»	37.289 kgs »
La sole	11.566 kgs	»	15.806 kgs »

Le poisson industriel capturé a reçu la destination suivante :

Poisson usiné	thonidés :	715.947 kgs
	sardines :	179.540 kgs
Poisson exporté en dehors du Maroc	thonidés :	673.993 kgs

Le reste a été consommé en frais localement.

A FEDALA

Le rendement total de la pêche a été de 1.117 tonnes de poissons divers dont 597 tonnes de poisson industriel livré aux usines.

A CASABLANCA

Le rendement total de la pêche au chalut a été de 10.940 tonnes de poisson contre 15 174 en 1949. Les causes de cette diminution sont, d'une part, le dépeuplement des côtes, d'autre part l'armement d'un nombre de plus en plus grand des chalut era-sardiniers à la pêche industrielle, enfin le départ de nombreux chalutiers étrangers attachés l an dernier au Maroc, qui ont regagné leur pays.

Les sardiniers ont mis à terre 3 600 tonnes de poisson industriel destinées aux usines et 368 tonnes ont été vendues pour la consommat on en frais, soit au total un rendement de la pêche industrielle de 4.168 tonnes contre 6 425 en 1949, année déjà particulièrement défavorable. Il faut remarquer que ce faible rendement a été obtenu malgré la mise en œuvre de moyens scient fiques de recherche du poisson, ce qui confirme l'opinion affirmée depuis déjà plusieurs années par les profess onnels de la pêche selon laquelle le poisson industriel s'est effectivement détourné de la zone casablancaise et fédalienne.

A MAZAGAN

La découverte du poisson en novembre a attiré de nombreux sardiniers dans ce petit port, qui alors a abrité quotidiennement plus de 100 bateaux.

3.356 tonnes de poissons ont été pêchées dont 2.756 de sardines.

A SAFI

Safi a enregistré son record de production. 51.000 tonnes de sardines ont été débarquées dans ce port, dont 44.000 par les sardiniers de la flottille de Safi, le reste provient des sardiniers déplacés des autres ports du Maroc.

Il faut noter qu'en septembre et octobre la sardine a déserté les abords de Safi pour apparaître plus au sud et de nombreux bateaux se sont alors déplacés à Mogador.

9 000 tonnes environ de sardines ont été débarquées dans ce port par les bateaux saflots et acheminées par voie de terre sur les usines de Safi.

La production totale comprend :

Conserves	1.500.000 caisses
Salaison	500 tonnes environ
Huile de poisson	850 tonnes
Farine de poisson	4.500 tonnes
Essence d'Orient	700 kilogs

Il est incontestable que des résultats meilleurs encore peuvent être obtenus.

A MOGADOR

Le rendement a été également brillant.

Près de 22 000 tonnes de poisson dont 21.618 de poisson industriel ont été pêchées. Le port a reçu en septembre et octobre jusqu'à 150 sardiniers en même temps, créant ainsi une situation particulièrement délicate pour la sécurité des bateaux abrités. Ainsi se trouve posé une nouvelle fois le problème de l'agrandissement de ce port.

A AGADIR

30 139 tonnes de poisson ont été débarquées dont 28.900 tonnes de sardines. Si l'on tient compte de l augmentation du nombre des unités (100 au lieu de 77 en 1949), la campagne a été moins fructueuse que la précédente et surtout beaucoup plus irrégulière. De nombreux sardiniers ont dû être déplacés sur Mogador pour permettre un approvis onnement normal des usines.

Les usines de sous-produits dans ce port ont traité plus de 19.000 tonnes de poisson et de déchets, tandis que la conserve a absorbé environ 15.000 tonnes de poisson représentant quelque 500.000 caisses de conserves.

Le rendement de la Madrague de Bou Irden a été pratiquement nul, par contre la pêche artisanale dans les centres situés au sud d'Agadir a été satisfaisante ; un groupement corporatif des artisans pêcheurs a été créé dans ce secteur, donnant une nouvelle impulsion à cette branche de l'artisanat.

⁂

En résumé : bien que les prévisions d'approvisionnement en sardines des usines aient été largement dépassées en tonnage, les besoins de cette industrie n'ont pu être entièrement satisfaits. A Agadir, le poisson a été généralement de qualité médiocre (écaillé ou de petit moule) et a disparu avant le terme habituel de la campagne.

Malgré la création de la Société Coopérative pour le développement de la pêche dans le nord du Maroc et la mise en service d'un bateau pilote dont les recherches ont été le plus souvent infructueuses, le rendement a été également insuffisant. Seuls les apports de Safi et de Mogador ont permis d'améliorer cette situation.

Au cours de l'année, des essais d'une pompe à poisson ont été entrepris à Safi par une société privée. Les résultats n'ont pas été aussi concluants qu'il était permis de l'espérer.

Des mesures on dû être prises au cours de l'année dernière pour protéger les fonds chalutables. Elles portent, d'une part, sur le tonnage des chalutiers autorisés à pratiquer leur industrie dans les eaux territoriales et, d'autre part, sur le maillage des filets dont l'emploi est admis dans ces mêmes eaux.

Une surveillance accrue de la pêche a permis de constater et de réprimer un grand nombre d'infractions. La mise en service prochaine du chasseur garde-pêche « Albatros » permettra d'obtenir des résultats meilleurs encore.

Parallèlement les ports s'équipent en installations frigorifiques, à Agadir, Safi et Casablanca notamment. Ces installations permettront de régulariser le marché intérieur du poisson de marée et même de rechercher des débouchés étrangers.

Il convient en outre de signaler l'existence, à l'embouchure de l'oued Tensift, de l'abri naturel de Soueyra Quedima, où des aménagements sont activement poussés pour la construction d'appontements et d'une usine de conserves de poisson.

III. - Formation professionnelle des marins

A CASABLANCA

L'Ecole d'Apprentissage Maritime a permis la formation pendant l'année 1950 de 135 élèves dont 22 ont terminé cette année leur cours d'apprentissage.

A la rentrée d'octobre, l'école recevait 138 élèves. Ce nombre avait dû être volontairement limité en raison de l'exiguité des locaux.

Des cours pour l'attribution des brevets de patron de pêche, patron au bornage et de conducteur de moteur ont été organisés.

Le projet de construction d'un nouvel établissement scolaire qui groupera les cours d'apprentissage et l'école technique supérieure est à l'étude.

A SAFI

L'école se trouve maintenant dotée d'un personnel et d'un matériel momentanément suffisants. Des résultats substantiels ont déjà été enregistrés, tant en ce qui concerne la formation des apprentis qu'en ce qui concerne le perfectionnement des patrons et des seconds.

A AGADIR

L'école, provisoirement abritée dans des locaux de fortune, a déjà donné des résultats et attiré des jeunes gens vers la profession de marin.

La construction d'un immeuble destiné à abriter à la fois le quartier maritime et l'école vient d'être commencée.

LE SOUS-SOL

SOMMAIRE

I. — **Les phosphates.**

— Production et ventes.

— Etat de réalisation des programmes.

II. — **Bureau de recherches et de participations minières**

— Equipement.

— Travaux de recherches.

— Prévisions de travaux.

III. — **Le pétrole.**

IV. — **L'anthracite.**

— Production et vente.

— Programme d'équipement de Djérada.

— Gazéification.

V. — **Plomb et zinc.**

VI. — **Manganèse.**

VII. — **Mines diverses.**

VIII. — **Le sel.**

I. — Phosphates

a) PRODUCTION ET VENTES

La production de phosphates pour l'année 1950 s'est élevée à :

Khouribga	2.891.737	tonnes
Louis-Gentil	980.504	»
Total.....	**3.872 241**	»

réalisant largement les prévisions.

Il est à noter que ces chiffres représentent la production de phosphates effectivement séchés. L'extraction a été sensiblement supérieure, la capacité de séchage des fours n'étant pas encore suffisante pour suivre le rythme de la production. Evaluée en produits secs, l'extraction a été la suivante :

Khouribga	2.964.000	tonnes
Louis-Gentil	1.068 000	»
Total.....	**4.032 000**	»

Le cap des quatre millions de tonnes se trouve donc d'ores et déjà dépassé.

L'évolution de l'extraction journalière au cours des trois dernières années a été la suivante :

1948 :	Khouribga	7.602	tonnes
	Louis-Gentil	3.056	»
	Total.....	**10 658**	»
1949 :	Khouribga	9.150	»
	Louis-Gentil	3.280	»
	Total.....	**12.430**	»
1950 :	Khouribga	10 115	»
	Louis-Gentil	3 553	»
	Total.....	**13 668**	»

Le programme 1951 prévoit 4 millions de tonnes dont 3.200.000 tonnes pour Khouribga.

La prévision des ventes était de 3.800.000 tonnes. Une très grosse demande a eu lieu en fin d'année et les ventes réelles se sont élevées à 4.090.416 tonnes dont :

3.065.956 tonnes pour Khouribga
et 1.024.460 tonnes pour Louis-Gentil.

Au port de Casablanca, les embarquements ont été de 365 000 tonnes pour le seul mois de décembre.

La répartition de ces ventes est la suivante :

1.	Grande-Bretagne	682.926	tonnes, soit	16,7 %
2.	France	532.010	» »	13,0 %
3.	Afrique du Sud	371.511	» »	9,1 %
4.	Hollande	333.596	» »	8,2 %
5.	Belgique	296.929	» »	7,3 %
6.	Espagne	283.478	» »	6,9 %
7.	Suède	258.055	» »	6,3 %
8.	Allemagne	254.137	» »	6,2 %
9.	Danemark	242.805	» »	5,9 %
10.	Italie	231.456	» »	5,6 %
11.	Portugal	160.928	» »	4,1 %
12.	Pologne	100.095	» »	2,4 %
13.	Finlande	85 674	» »	2,1 %
14.	Maroc (ventes locales).....	57.705	» »	1,4 %
15.	Norvège	45.933	» »	1,1 %
16 à 24.	9 autres pays	153.178	» »	3,7 %

b) ETAT DE REALISATION DES PROGRAMMES EN COURS D'EXECUTION

L'Office Chérifien des Phosphates s'était proposé deux objectifs principaux :

1° Amélioration des installations existantes et doublement de la production en quatre ans.

2° Modernisation de l'équipement pour réaliser une augmentation de rendement.

Comme nous l'avons déjà signalé dans les précédents rapports, le premier objectif peut être considéré comme intégralement atteint.

La réalisation du second objectif se poursuit activement : il s'agit non seulement d'améliorer l'équipement des installations actuelles, mais également de créer et équiper de nouvelles recettes.

1° — *Modernisation de l'équipement*

Le rendement général de Khouribga et Louis-Gentil s'est élevé à :

1.020 kgs en 1948
1.224 kgs en 1949
1.290 kgs en 1950.

Cette amélioration sera rendue encore plus sensible lorsque les réalisations effectuées au cours de l'année et notamment l'achèvement du nouveau criblage central à Khouribga auront porté leurs fruits.

a) Au fond.

La poursuite de l'équipement en compresseurs, marteaux-piqueurs et perforateurs, a permis de faire passer le rendement dans les traçages de 2,23 en 1948 à 2,66 en 1949 et 4,32 en 1950.

La rationalisation du transport du minerai au fond était un objectif important : après avoir réalisé au début de 1950 l'équipement d'un quartier d'essais avec convoyeurs à bandes, l'Office Chérifien des Phosphates a préparé et lancé les commandes nécessaires de ce matériel pour l'équipement des nouvelles recettes. Le matériel doit être livré dans le courant de l'année 1951.

Une réalisation tout à fait originale a été la création, à Khouribga, d'un quartier d'essais destiné à expérimenter à la fois le matériel et les méthodes susceptibles de fournir les meilleurs rendements. Ce quartier a été équipé en convoyeurs à bandes et entièrement électrifié. Les différentes méthodes d'abattage et de desserte, à la fois dans les traçages et en dépilage, ont été systématiquement étudiées.

On a entrepris récemment des essais de chantiers élargis, le but à atteindre étant l'extraction de 100 tonnes-poste par unité de travail.

b) **Au jour.**

La réalisation la plus importante de l'année a été l'achèvement du nouveau criblage de Khouribga. Il a pu entrer en service à la fin du mois d'octobre 1950. La capacité de criblage se trouve portée à 12.000 tonnes journalières. Outre l'amélioration de la séparation des stériles et la réduction du personnel d'exploitation et d'entretien, l'avantage essentiel réside dans l'économie des transports extérieurs : 90 % des transports par voie de 0 m. 60 se trouvent supprimés.

L'Office Chérifien des Phosphates a reçu une locomotive Diesel de 725 CV à voie normale et 30 wagons autovideurs à voie normale, de 50 tonnes de capacité. En 1951, il doit entreprendre la transformation de ses wagons tombereaux de 50 tonnes pour les rendre également autovideurs et ainsi bénéficier des dispositions du nouveau criblage.

A Louis-Gentil, le montage du téléférique qui doit relier la recette III à l'usine de séchage est en cours et doit s'achever dans le deuxième semestre 1951. Le criblage de Louis-Gentil sera mis en service en même temps que le téléférique.

La transformation complète des fours sécheurs à Khouribga n'a pu être achevée en 1950 ; elle se poursuivra durant le premier semestre de l'année 1951. Dès maintenant, les modifications réalisées permettent d'assurer intégralement un programme de séchage de 3 millions de tonnes par an.

c) **Construction de logements.**

Le programme de construction de logements pour le personnel titulaire est pratiquement achevé. Pour le personnel journalier, un gros effort reste à fournir pendant quelques années encore. En outre, étant donné le déplacement des sièges d'extraction, chaque année devra comporter un programme soutenu de constructions pour le personnel.

Il a été réalisé dans les neuf premiers mois de 1950 :

118 logements pour titulaires
492 » » journaliers.

2° — *Préparation de nouvelles recettes destinées au remplacement des recettes en voie d'épuisement.*

Khouribga. — L'aménagement de la recette Hatane est terminé : on est maintenant entré dans la phase d'exploitation. Dès octobre, la production journalière était de 1.500 tonnes. Le rythme prévu pour 1951 est de 3.000 tonnes/jour, soit autant que les deux recettes actuelles I et III. En 1952, la production doit être portée à 4.000 tonnes.

Trois nouvelles recettes viennent de s'ouvrir : ce sont Grouni et les recettes V et VI. La recette Grouni, dont l'aménagement a débuté en mai 1950, doit être équipée avec le matériel le plus moderne ; on prévoit une production de 200.000 tonnes en 1952, soit 600 à 700 tonnes/jour.

Louis-Gentil — La préparation de la recette III se poursuit et doit être assez avancée pour donner dès 1951 un appoint de tonnage de l'ordre de 200.000 tonnes, qui doit délester d'autant la recette I.

Essais d'exploitation en découverte.

A Khouribga, on a poursuivi les essais dans le panneau de Sidi Daoui pour déterminer, en fonction de la nature des terrains, la méthode de décapage et d'enlèvement du phosphate, avec la dragline Bucyrus 120 B.

La dragline Bucyrus 9 W de 7,5 m³ de godet, qui est commandée, doit être livrée au début de l'été 1951. Son montage durera quatre mois.

Cette recette doit commencer à produire en 1952.

A Louis-Gentil, l'O.C.P. a achevé l'exploitation du Massif de Djebourat. Il ne semble pas que la méthode puisse être utilisée en d'autres parties du gisement.

II. -- Bureau de recherches et de participations minières.

I. — EQUIPEMENT

a) **Matériel.** — Le B.R.P.M. est maintenant en possession d'un matériel lui permettant d'activer les recherches. Aucun crédit spécial n'a été demandé au titre du matériel pour 1951.

b) **Bâtiments.** — La base technique de Rabat (Zaers) est complètement terminée et permet notamment la réparation de tous les matériels mécaniques, la fabrication de certains matériels neufs, l'étude gravimétrique et de flottation des minerais qui devaient auparavant être expédiés en France ou aux U.S.A.

Les nouveaux bureaux de l'avenue Urbain-Blanc, communs avec la Société Chérifienne des Pétroles, ont été terminés et occupés au cours du 1er semestre.

II. — TRAVAUX DE RECHERCHES EFFECTUES EN 1950

L'activité du B.R.P.M. a été essentiellement marquée au cours de l'année 1950 :

- Par le développement des recherches de houille, principalement dans la région de Tiouli, à l'Est du bassin d'anthracite de Djerada.
- Par la poursuite des études géologiquea et de recherches minières portant sur les gites métalliques — plomb et zinc, tungstène, molybdène, cuivre et sur des gisements d'amiante.
- Et par le développement des forages, poursuivis soit dans un but de recherches minières proprement dites, soit pour la détermination et la mise en valeur des nappes d'eau souterraines, notamment dans le Rharb, le Saïs et sur les Hauts-Plateaux de la région de Berguent.

a) **Combustibles.**

Les travaux de sondages entrepris sur le prolongement oriental du bassin de Djerada ont porté essentiellement sur la partie Nord de la cuvette. Trois sondages ont atteint le houiller à 600 mètres.

Un forage géologique est également entrepris dans la région de Berguent.

D'autre part, des sondages ont été effectués dans les vallées du Ziz et du Guir en vue de rechercher des hydrocarbures.

b) **Plomb et zinc.**

L'étude de la région du Taouz ainsi que l'exploitation ont été poursuivies : 1.200 mètres de galeries ont été tracées dans le filon du M'fis. Un nouveau chantier a été ouvert au Tizi N'Ressas. La mine a produit 1.159 tonnes de concentrés au cours de l'année.

Parmi les autres recherches de plomb, le gisement du Tissaf a été abandonné, ne donnant pas les résultats recherchés. De nouvelles recherches ont été entreprises à L'Bamega dans les Djebilet et à Immouzer des Marmoucha.

c) **Wolfram.** — L'étude du gisement d'Hassiane el Diab s'est poursuivie. On continue à trouver du wolfram, mais il est encore trop tôt pour conclure à l'existence d'un gite exploitable.

d) **Molybdène.** — Les recherches de molybdène ont été poursuivies dans le Massif du Tichka pendant la plus grande partie de l'année. Elles ont été abandonnées en octobre. On envisage d'explorer une zone à l'Est du Massif, au Tizi N'Israken.

D'autre part, le B.R.P.M. a suivi la reconnaissance du gisement de molybdénite du Tisgui, situé immédiatement au Nord de celui d'Azegour.

e) **Cuivre.** — Les gisements de cuivre du Sarrho Central ont fait l'objet d'une campagne de sondages peu encourageante. Le B.R.P.M. a entrepris d'autre part l'étude par sondages du gisement triasique d'Argana-Bigoudine, dans l'Atlas Occidental, dans lequel des reconnaissances géologiques avaient montré l'existence de plusieurs couches.

f) **Amiante.** — Dans le gisement de N'Kob, des bandes minéralisées ont été reconnues et on a pu faire un essai d'exploitation. L'essai a été interrompu pour installer et mettre au point un atelier de traitement. Une piste est également en construction.

D'autre part, un nouveau gisement est étudié à Tif Drâ au Nord du Siroua.

g) **Forages hydrogéologiques.** — 3.400 mètres de sondages de recherches d'eau ont été exécutés au cours des dix premiers mois de l'année 1950. Des nappes profondes ont pu être ainsi mises en évidence. En particulier, deux sondes, exécutées sur les Hauts-Plateaux de Berguent, donnent chacune 130 litres/seconde et permettent, en particulier, l'alimentation de Djerada.

III. — PREVISIONS DE TRAVAUX POUR 1951

Les recherches de combustibles constituent encore en 1951 une part importante de l'activité du B.R.P.M. La reconnaissance des prolongements du bassin de Djerada sera poursuivie, tandis que les reconnaissances par sondages du bassin carbonifère du Souss et du bassin lignitifère de Guercif seront commencées.

Les recherches de minerais s'orienteront comme en 1950 vers les minerais qui manquent à l'économie française : zinc, tungstène molybdène, amiante, cuivre.

Enfin les forages pour recherches d'eau seront activement poursuivis.

III. -- Pétrole

SOCIETE CHERIFIENNE DES PETROLES

La mise en œuvre du matériel reçu s'est traduite par un accroissement rapide de l'activité de forage.

Longueur des forages effectuées :

1947	25.000	mètres
1948	55.620	»
1949	64.796	»
1950	77.477	»

soit une moyenne de 6.450 mètres par mois, en 1950.

L'accroissement est particulièrement net avec des appareils puissants, la longueur forée par ce type d'appareils étant passée de 8.340 mètres en 1949 à 15.549 mètres en 1950.

86 forages ont été achevés en 1950, contre 56 en 1949. La profondeur moyenne est de 922 mètres.

Les reconnaissances se sont poursuivies à un rythme accru, particulièrement dans la région de l'oued Beth : à

5 400 mètres au Nord-Est du Champ-Bâton, qui est le principal panneau productif découvert jusqu'à ce jour, un nouveau panneau, Sidi Fili, a été découvert.

D'autre part, deux formations gazéifères ont été mises en évidence et vont passer au stade de l'exploitation.

L une a été découverte en juin 1949, sur la route de Port-Lyautey à S di Yahia du Rharb ; on a poursuivi cette année l'étude de son extension ; le volume de gaz initialement en place a été évalué à plus de 30 millions de m³.

La seconde formation a été découverte en avril 1950, à 10 km. à l'Est de Sidi Slimane.

La m se en exploitation de ces deux petits gisements de gaz méthane pratiquement pur va débuter en 1951. Celui situé pré de Petitjean donnera le combustible de chauffe à la raffinerie, ce qui économisera plusieurs tonnes de fuel par jour.

L'autre, assez vo sin de Port-Lyautey pour justifier la pose d un court pipe-line, pourra donner quelques milliers de m³ de gaz par jour pour la consommation industrielle.

La production d'huile brute s'est élevée pour l'année 1950 a 39 316 tonnes, soit plus de deux fois la production de l année 1949.

Production 1947	2.800	tonnes
1948	13.000	»
1949	17.479	»
1950	39.316	»

Cette production provient des deux panneaux de l'oued Beth et de celui de Sidi Fili.

L'événement le plus important de l'année a été la mise en marche continue, le 10 janvier, de la nouvelle unité de distillation, qui a permis de traiter la totalité de la production de l'année.

Les chiffres suivants donnent la progression de la production marocaine en produits pétroliers :

	1947	1948	1949	1950
	—	—	—	—
Brut traité	2.840	9.250	13.860	38.700
Produits obtenus :				
Essence	740	890	1.050	2 510
Lampant	—	—	—	3.460
Gas oil	350	2.150	2.230	13.330
Fuel oil	1.630	6.100	10.000	18.940

L'amélioration du bilan calorifique par l'installation de trois nouveaux échangeurs à faisceaux permettra de porter la capacité de l'unité à 60.000 tonnes en 1951 et d'abaisser ainsi le prix de revient de la tonne.

IV. -- Anthracite

CHARBONNAGES NORD-AFRICAINS

I. — *Production et ventes*

La production d anthracite, qui provient toujours en presque totalité du bassin Nord de Djerada, a augmenté de plus de 26 000 tonnes par rapport à l'année précédente. La fabrication d'agglomérés est également en progression, l'usine ayant pris à charge le traitement à façon de boulets pour le compte des Hou llères du Sud Oranais.

	Année 1949	Année 1950
	—	—
Anthracite	341.417 tonnes	367.868 tonnes
Briquettes	8.777 »	11 330 »
Boulets	5 834 »	23.243 »

Au total, 315.539 tonnes d'anthrac te ont été vendues, dont 166 331 tonnes au Maroc. Les exportations se répartissent comme l'indique le tableau suivant, où l'on notera l ouverture de marchés nouveaux autres que la Métropole et l Afrique du Nord, et notamment l'Italie.

France	20.662	tonnes
Algérie	66.594	»
Tun sie	11.601	»
Ital e	36 908	»
Portugal	3.185	»
Belgique	8 881	»
Su sse	985	»
Tanger	392	»

Les ventes d'agglomérés comprennent 19.787 tonnes de boulets dont 15.176 tonnes réexpédiées pour le compte des Houillères du Sud Oranais et 10.013 tonnes de briquettes, utilisées principalement par les Chemins de Fer Marocains.

II. — *Programme d'équipement du bassin de Djerada*

Les Charbonnages Nord-Africains s'étaient donnés pour object f de porter la production d'anthracite à 600.000 tonnes en 1953. Le programme qui devait en même temps permettre l'abaissement du prix de revient exigeait notamment :

— La création d'un nouveau siège d'extraction dans le bassin Sud, qui cont ent les réserves les plus importantes, et l'aménagement de nouvelles descenderies équipées de façon moderne.
— L'installation d'un nouveau lavoir sur les lieux mêmes de l'extraction, d'une capacité de 250 tonnes/heure.
— L'aménagement des installat ons du jour pour le service du nouveau puits et pour le lavoir.
— La construction d'une voie ferrée de 45 km. devant relier Guenfouda où se fait actuellement le chargement du charbon au centre de D erada (cette construction étant prise à charge par l'Administration).
— L'équipement d'un poste de transformation 66.000/22.000 V. et l'aménagement du réseau de d stribution électrique correspondant au changement de tension et à l'accroissement d'énergie fournie.

Le programme d'équipement a été poursuivi de façon satisfaisante au cours de l'année écoulée :

Les ouvrages du chemin de fer sont à peu près terminés ; ils comprennent notamment sept tunnels d'une longueur totale de 4 km., le plus long ayant 1.864 mètres. Le chemin de fer pourra être mis en service avant la fin de l'année 1951. On a entrepris d'autre part à Djerada l'aménagement du réseau intérieur de voies ferrées normales, devant relier la gare au lavoir et opérer la jonction du siège n° 1 et des descenderies d'extraction.

Le lavoir a été commandé ; c'est la Société P.I.C. qui le fournira. Sa livraison doit être effectuée pendant le second semestre 1951.

Le fonçage du puits du bassin Sud a été terminé à la profondeur de 425 mètres et un travers banc a été attaqué à une cote supérieure. Ce travers banc a rencontré la couche F de la plateure du synclinal Sud qui s'est révélée exploitable.

D'autre part, une descenderie partant du jour est en cours d'aménagement dans la couche F.

Un programme de construction de logements est également suivi. D'autre part, l'un des sondages hydrogéologiques entrepris à proximité de Djerada, dans le but d'augmenter les disponibilités en eau de ce centre a permis la découverte, au cours du premier semestre, d'un débit très important de 110 litres/seconde.

Enfin, nous avons signalé au chapitre B.R.P.M., que la reconnaissance du prolongement Est du bassin de Djerada, dans la région de Tiouli, était poursuivie activement par cet organisme.

En attendant la réalisation de ce programme, il a fallu, pour permettre l'accroissement actuel de la production, modifier le téléférique dont on a porté la capacité à 100 tonnes/heure. On a recherché, d'autre part, à augmenter le rendement par amélioration du matériel dans les quartiers en exploitation. Des essais de thavages et de foudroyage sur étançons métalliques ont été faits. Ces améliorations et l'ouverture de quartiers entièrement équipés en moyens mécaniques et plus concentrés ont permis de faire passer le rendement de 429 kgs en 1949 à 559 kgs en fin de l'année 1950.

GAZEIFICATION. — On avait déjà effectué en 1949 deux essais de gazéification souterraine sur un panneau choisi dans une couche verticale de 80 cm. d'épaisseur environ. Les essais ont été repris cette année et le panneau est actuellement allumé depuis le 22 août 1950. Le gaz recueilli a un pouvoir calorifique de 750 à 850 calories par m³. Les essais portent non seulement sur la quantité de gaz produit, mais également sur la régularité de cette production et sur les moyens de la diriger.

V. -- Plomb et zinc

ACTIVITE AU COURS DE L'ANNEE 1950

Les importants programmes d'équipement et de modernisation mis en route dès 1948 ont, au cours de l'année, commencé à porter leurs fruits, et on note des augmentations très sensibles de la production de plomb et un rapide essor de la production de zinc.

BOU BEKER : SOCIETE DES MINES DE ZELLIDJA.

Le très important programme d'équipement réalisé permettant une considérable amélioration des méthodes de creusement et d'abatage, par l'emploi généralisé de matériel mécanique tel que scrapers, jumbos, locotracteurs, berlines de grande capacité, etc., a permis de faire passer la production de concentrés de 18.486 tonnes en 1949 à 42 910 tonnes en 1950. C'est donc, en un an, par 2,3 qu'est multiplié le chiffre de production.

Dans ce tonnage figure une importante quantité de minerai de zinc, produit par l'atelier de flottation de zinc terminé fin 1949 ; 17.064 tonnes ont été obtenues, alors que l'ensemble de la production marocaine de 1949 était de 5 578 tonnes.

L'essor se révèle particulièrement sensible si l'on compare les chiffres des deux semestres 1950 :

Année 1949	18.486 tonnes	de minerai de plomb
	0 »	de minerai de zinc
1er semestre 1950.....	10 944 »	de minerai de plomb
	3.115 »	de minerai de zinc
2e semestre 1950.....	14 902 »	de minerai de plomb
	13.949 »	de minerai de zinc
Ensemble de l'année 1950.	25.846 »	de minerai de plomb
	17.064 »	de minerai de zinc.

Sur les tonnages ainsi produits :

18.173 tonnes de minerai de plomb ont alimenté la fonderie d'Oued el Heimer ;

3.008 tonnes ont été exportées en France et 3.760 tonnes en Allemagne.

8.661 tonnes de minerai de zinc ont été envoyées en France.

Ces résultats correspondant au traitement de 1.500 tonnes/jour de minerai tout venant, capacité maxima de l'actuelle laverie, seront considérablement dépassés lorsque l'équipement de la nouvelle laverie sera achevé.

La laverie II doit comporter en effet quatre sections de 1.000 tonnes/jour chacune de capacité. La construction des deux premières sections, commencée en 1949, sera très prochainement achevée. Le démarrage est prévu en mars 1951. On attend, avant de construire les autres sections, de connaître les résultats des essais de « Sink and Float » actuellement en cours ; s'ils se révèlent favorables, on pourra éliminer une partie des stériles avant la flottation.

Dans le domaine de la préparation, les quartiers actuels 1 et 3 doivent être relayés prochainement par deux nouveaux quartiers 2 et 4, et on a pour cela équipé un nouveau puits. Deux futurs grands puits d'extraction, 5 et 6, ont été creusés et la préparation des quartiers correspondants commencée. Ce sont ces deux panneaux qui contiennent les plus importantes réserves.

FONDERIE D'OUED EL HEIMER. SOCIETE PENNAROYA ZELLIDJA.

A la Fonderie d'Oued el Heimer, on a poursuivi l'installation des nouveaux fours Newman et de l'atelier de désargentation. Cinq fours sont installés, cinq autres sont en construction, cinq enfin sont projetés. La capacité journalière d'un four est de 12 tonnes. Un Dwight Lloyd et un Water Jacket doivent être construits pour traiter la scorie grise qui est actuellement exportée telle quelle.

La fonderie a traité au cours de l'année 18.258 tonnes de minerai (11.073 tonnes en 1949).

Elle a produit 12.097 tonnes de plomb d'œuvre (7.073 en 1949) et 3.936 tonnes de scories grises.

Les ventes comportent : 11.546 tonnes de plomb d'œuvre, 2.763 tonnes de scories grises et 248 tonnes de tuyaux de plomb.

TOUISSIT. COMPAGNIE ROYALE ASTURIENNE DES MINES.

Bien que moins importants qu'à Bou Beker, les programmes d'équipement se sont poursuivis à Touissit sur les bases prévues.

La production a été de 14.542 tonnes de concentrés de plomb contre 13.129 tonnes en 1949.

Les ventes ont été de 14.664 tonnes, presque entièrement à la France.

La construction de la nouvelle laverie se poursuit. Cette seconde laverie doit permettre de porter la capacité de traitement du tout venant de 700 tonnes/jour à 1.700 tonnes/jour. La première tranche de 500 tonnes doit être terminée en mai 1951, la seconde tranche en octobre 1951. De plus, cette laverie permettra la récupération du minerai de zinc, qui existe également dans le gisement de Touissit.

Parallèlement, se poursuivent l'aménagement des nouveaux puits et la préparation des nouveaux quartiers d'extraction.

AOULI — SOCIETE DES MINES D'AOULI.

La Société des Mines d'Aouli a porté son principal effort sur les ateliers d'enrichissement d'Aouli et de Mibladen. A Aouli, la capacité de l'usine est passée de 530 tonnes/jour à 700 tonnes ; plus tard, l'adjonction d'un Sink and Float permettra de passer à 1.000 tonnes/jour. A Mibladen, la capacité a été portée de 320 tonnes à 500 tonnes/jour.

La production pour l'année 1950 a été de 16.927 tonnes de concentrés de plomb contre 11.786 tonnes en 1949.

Les ventes se sont élevées à 14.227 tonnes de minerai à la France. La Société a poursuivi la préparation du filon Henri et continué la modernisation des chantiers à ciel ouvert de Mibladen, où plusieurs appareils mécaniques sont en action.

REHAMNA. — SOCIETE MINIERE DES REHAMNA.

La mise au point de l'usine de flottation terminée à la fin de 1949 a permis la production, au cours de l'année 1950, de :

2.237 tonnes	de minerai de plomb	(1.800 tonnes en 1949)
420 tonnes	de minerai de zinc	(266 tonnes en 1949)
1.473 tonnes	de pyrite de fer	(200 tonnes en 1949)

GUNDAFA. — SOCIETE DES MINES DE GUNDAFA.

Les travaux de reconnaissance de l'aval pendage ont été poursuivis à un rythme accéléré. La production s'est élevée à :

3.478 tonnes	de concentrés de zinc	(3.072 tonnes en 1949)
331 tonnes	de concentrés de plomb	(311 tonnes en 1949)

HAUT-GUIR. — SOCIETE MINIERE DU HAUT-GUIR.

Production : 2.307 tonnes de concentrés de plomb
1.009 tonnes de concentrés de zinc.

AUTRES MINES DE PLOMB ET DE ZINC.

La production des mines non mentionnées ci-dessus s'est élevée à : 4.015 tonnes de minerai de plomb et 750 tonnes de minerai de zinc.

RECAPITULATION.

Au total, la production de minerais de l'ensemble des mines de plomb-zinc s'est élevée pour l'année à :

65.874 tonnes de concentrés de plomb,
22.766 tonnes de concentrés de zinc.

En 1949, la production était de :

51.000 tonnes de concentrés de plomb,
5.578 tonnes de concentrés de zinc.

Soit une augmentation de 29 % en ce qui concerne le plomb et de 300 % en ce qui concerne le zinc.

Les ventes ont été faites principalement sur la France.

VI. -- Manganèse

ACTIVITE AU COURS DE L'ANNEE 1950

Pour résoudre le problème de l'évacuation du manganèse des Mines du Sud de l'Atlas, l'Omnium Nord-Africain a décidé la construction d'un téléférique de 28 km. permettant de raccourcir de 30 km. le trajet des camions et d'éviter ainsi la partie difficile de la route du Tichka. L'entreprise Heckel a été choisie pour l'exécution de ces travaux.

BOU ARFA — SOCIETE DES MINES DE BOU ARFA.

La production de l'année 1950 s'est élevée à :

65.973 tonnes de minerai métallurgique,
818 tonnes de minerai chimique,

chiffres sensiblement équivalents à ceux de l'année précédente (en 1949, 66.074 tonnes de minerai métallurgique et 1.152 tonnes de minerai chimique).

Les ventes ont été de :

57.799 tonnes de minerai métallurgique et 2.960 tonnes de minerai chimique, à destination de la France.

L'usine d'agglomération a reçu 23.835 tonnes de minerai brut et a produit 16.018 tonnes de sinter ; 17.230 tonnes ont été expédiées sur la France.

IMINI. — SOCIETE ANONYME CHERIFIENNE D'ETUDES MINIERES.

La production de l'année 1950 s'est élevée à :

126.710 tonnes de minerai métallurgique
28.673 tonnes de minerai chimique

contre 98.644 tonnes de minerai métallurgique
et 10.796 tonnes de minerai chimique en 1949.

C'est donc une très nette progression qui a dépassé d'ailleurs les prévisions et a permis, en fin d'année spécialement, de répondre aux besoins de la France et de la mettre à même d'exporter aux U.S.A. du ferro-manganèse.

L'usine d'agglomération de Sidi Marouf a traité pendant la même période 115.620 tonnes de minerai brut pulvérulent et a produit 91.567 tonnes de sinter.

Les ventes de la S.A.C.E.M. ont porté sur :

12.712 tonnes de minerai pulvérulent sur la France
87.048 tonnes de sinter sur la France
11.989 tonnes de sinter sur les U.S.A.

Les exportations de bioxyde de manganèse (manganèse chimique) ont été de 28.489 tonnes, ainsi réparties :

France	9.918 tonnes,	soit 35	%
Allemagne	7.960 »	» 28	%
U.S.A.	7.136 »	» 25	%
Grande-Bretagne	1.912 »	» 6,7	%
Danemark	981 »	» 3,3	%
Divers	582 »	» 2	%

La S.A.C.E.M. a terminé, au cours du premier semestre, l'installation de la nouvelle centrale qui permettra une marche plus rationnelle des travaux du fond et le fonctionnement de la future laverie. Une station de pompage a été créée dans l'oued Tidli, à 8 km. de Bou Tazoult, assurant un débit de 10 litres/seconde.

La production de l'année a été assurée principalement par le panneau Est de Bou Tazoult. L'année 1951 verra se porter l'effort sur le panneau Ouest que l'on équipe mécaniquement. Cet équipement supposait la possibilité de concentrer tout le minerai sur le même carreau. C'est donc une complète transformation des installations du jour qui a été entreprise, devant améliorer grandement le rendement général.

Une laverie est d'autre part en construction pour enrichir le minerai. Cette laverie sera prête à fonctionner à partir du 1er juillet 1951. La préparation du quartier extrême Sud sera également achevée à cette date.

L'exploitation de la carrière, qui fournit la plus grosse partie du minerai chimique, se poursuit avec la pelle Bucyrus.

TIOUINE. — COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE.

La production, au cours de l'année 1950, s'est élevée à 29.984 tonnes de minerai de manganèse métallurgique (34.598 tonnes en 1949).

Les exportations correspondantes ont été de :

32.979 tonnes de minerai sur la France,
13.400 tonnes de minerai sur les U.S.A.

Un percement entre deux allongements du niveau 1389 a été réalisé au cours du premier semestre, qui a permis la reconnaissance d'un nouveau panneau. La reconnaissance de l'aval pendage de ce niveau a été entreprise.

AUTRES MINES DE MANGANESE.

Leur production d'ensemble a été de 25.108 tonnes de minerai de manganèse de qualités diverses. Un effort a été spécialement fait à la fin de l'année, dans les petites mines de manganèse filonien de l'Anti-Atlas, pour satisfaire les demandes de la France.

RECAPITULATION.

Au total, les mines marocaines de manganèse ont produit au cours de l'année :

257.775 tonnes de minerai métallurgique
29.491 tonnes de minerai chimique.

Les ventes ont été de :

127.782 tonnes de minerai métallurgique
et 104.278 tonnes de sinter à la France,
16.137 tonnes de minerai
et 11.989 tonnes de sinter aux U.S.A.
Enfin, 31.449 tonnes de minerai chimique à divers pays.

VII. -- Mines diverses

ACTIVITE DE L'ANNEE 1950

Les mines qui n'ont pas été citées dans les pages précédentes ont continué leurs travaux de recherches, d'exploitation et d'équipement. Nous donnons ci-dessous les productions et les ventes.

A. — PRODUCTION.

Minerai de	Production 1949	Production 1950
Fer (hématite)	356.818 T.	319.190 T.
Antimoine	1.202 T.	1.217 T.
Cuivre	1.287 T.	70 T. (a)
Cobalt	1.739 T.	3.509 T.
Amiante	402 T.	511 T.
Béryl	160 T.	56 T. (b)

(a) La production de minerai de cuivre ayant été assurée en 1949 par la mine d'Azegour et par celle de Taourirt dans l'Ounein, Azegour a arrêté son exploitation en décembre 1949 et Taourirt au printemps 1950. Par contre, le gisement de Bou Skour, dans le Sarho, est activement étudié et sera bientôt mis en exploitation. La production, qui ne sera effectivement atteinte qu'en fin d'année 1952, sera de l'ordre de 8.000 tonnes de minerais par an.

(b) La production de béryl, assurée par la mine des Zenagas, a été mise en veilleuse provisoirement, l'exploitant ayant porté son effort sur la prospection d'autres lentilles en attendant l'arrivée de matériel mécanique.

B. — EXPORTATIONS. — VENTES.

Minerai	Ventes	Destination	Pourcentage
Fer	313.872 T.	Angleterre	87 %
		Hollande	13 %
Antimoine	1.116 T.	France	66 %
		Angleterre	11 %
		Italie	10,3 %
		U.S.A.	8,1 %
		Belgique	4,6 %
Cuivre	Néant		—
Cobalt	3.183 T.	France	44 %
		Canada	56 %
Amiante	396 T.	France	26 %
		Maroc	74 %
Béryl	120 T.	France	41 %
		U.S.A.	59 %

Le Sel

Le sel existe dans de très nombreux gisements, mais peu d'entre eux peuvent être exploités industriellement. La plus grosse production provient du lac Zima, alimenté par des eaux salées souterraines ; une nouvelle saline, située entre Fès et Petitjean, vient d'entrer en exploitation par dissolution et pompage d'une importante lentille de sel triasique.

Dans la région côtière située entre le Cap Cantin et le Cap Blanc existe un cordon de lagunes long de 65 km. qui communique avec l'océan ; six exploitations y sont en plein développement.

Les productions de l'année 1950 ont été les suivantes :

Lac Zima (Chemaia)	35.000	tonnes
Salines d'El Ayasna (Fès-Petitjean)	11.000	»
— de Taza	4.550	»
— de Sidi Brahim	3.600	»
— d'Ida ou Azza (Tamanar)	1.400	»
— de Fédala	1.000	»
— d'Imarira (Marrakech)	500	»
— d'Imaghène (Marrakech)	450	»
Marais salants d'Oualidia	5.000	»
— — de Sidi Moussa	1.400	»

Soit au total 64.000 tonnes contre 34.000 en 1949, sur lesquelles 47.500 tonnes ont été livrées aux industries chimiques, à l'Agriculture et à la Grande Pêche et le reste à la consommation ; 100 tonnes ont été exportées sur l'A.O.F.

Il convient d'ajouter qu'il existe de petites exploitations indigènes de sel qu'en vertu de droits coutumiers la réglementation minière impose de respecter.

LES INDUSTRIES

SOMMAIRE

A. — Les industries alimentaires

I. — Minoterie industrielle.
II. — Boulangerie.
III. — Pâtes alimentaires. Biscuiterie.
IV. — L'industrie sucrière.
V. — L'industrie chocolatière.
VI. — Les industries de la conserve :
Conserves de poissons.
Conserves de légumes.
Conserves de jus de fruits.
Conserves de fruits, confiture.
Emballages métalliques.
VII. — Industries de la bière et des boissons gazeuses.

B. — L'industrie des corps gras

I. — Huilerie.
II. — Savonnerie.
III. — Commerce extérieur des produits oléagineux.

C. — Les industries des cuirs et peaux

I. — Tanneries.
II. — Peaux brutes.
III. — Fabriques de chaussures.
IV. — Maroquineries.

D. — Les industries textiles

I. — Coton.
II. — Laine.
III. — Bonneterie.
IV. — Confection.
V. — Fibres dures.
VI. — Perspectives d'avenir.

E. — Les industries du bois

I. — Menuiserie. Charpente. Ebénisterie. Tonnellerie. Caisserie.
II. — Autres industries.

F. — Les industries des métaux

I. — Métallurgie des métaux non ferreux.
II. — Fonderies.
III. — Chantiers navals.
IV. — Industries mécaniques diverses.
V. — Quincaillerie.
VI. — Matériel agricole.
VII. — Matériel électrique.

G. — Les industries des matériaux de construction

I. — Ciment.
II. — Produits céramiques.
III. — Matériaux en ciment.
IV. — Fibro-ciment.

H. — Les industries chimiques

I. — Verrerie.
II. — Acide sulfurique. Superphosphates. Engrais.
III. — Matières plastiques.
IV. — Explosifs.
V. — Carbure de calcium.
VI. — Bentonite. Terres activées.
VII. — Caoutchouc.
VIII. — Allumettes.
IX. — Cartons et Papiers.
X. — Industries diverses.
XI. — Gaz comprimés.
XII. — Peinture.
XIII. — Algues marines.

A. - *Les industries alimentaires*

I. -- Minoterie industrielle

La minoterie industrielle poursuit l'exécution du programme de rééquipement entrepris, sous contrôle administratif, en 1946. Grâce à la modernisation de son outillage et de ses installations, la minoterie marocaine disposera, au mois de juillet 1951, d'une puissance d'écrasement de l'ordre de 4.000.000 de quintaux par an.

Cette transformation sera opérée sans apporter de modifications à l'organisation interne de la profession, dont la réglementation de base repose sur la répartition proportionnelle des quantités à triturer entre les usines, dans le cadre des droits reconnus à chacune d'elles.

Des autorisations ont été délivrées pour la création de deux minoteries nouvelles. Une troisième usine, arrêtée depuis vingt ans à la suite d'un sinistre, a été remise en état.

Le souci de l'administration a été de doter le Maroc d'un équipement industriel susceptible de répondre aux besoins de la consommation.

Il y a tout lieu de penser, en effet, que les consommateurs marocains rechercheront de plus en plus la qualité que seule la minoterie industrielle est susceptible de leur assurer.

L'administration veille toutefois à ce que la puissance installée réponde à la consommation, et qu'elle ne la dépasse que dans la limite d'une marge de sécurité indispensable. Un déséquilibre entre le travail et la puissance aurait en effet comme conséquence le relèvement de la prime de mouture, qui pèserait sur le prix du pain.

C'est la raison pour laquelle les demandes d'installation de nouveaux moulins sont examinées avec prudence sur le plan gouvernemental.

En 1950, les écrasements totaux de la minoterie ont atteint 2.608.000 quintaux dont :

979.000 quintaux de blé dur

1.629.000 » de blé tendre.

Les taux d'extraction ont été maintenus, pour les farines de blé tendre et de blé dur, au taux fixé antérieurement de 78 %.

Les prix de vente des farines de blé tendre n'ont pas varié.

Malgré le maintien d'un marché intérieur libre du blé dur, l'Office des Céréales s'est assuré une masse de manœuvre, qui a permis une stabilité des cours durant toute la période de commercialisation effective. Des stocks ont pu être constitués.

L'Office a procédé, compte tenu de ces stocks, à une péréquation générale des prix de revient, pour aligner les prix des produits de blé dur à un niveau voisin de celui des produits de blé tendre.

Le consommateur a le choix entre les produits de blé tendre et ceux de blé dur.

II. -- Boulangerie

La boulangerie panifiant à l'européenne a mis en œuvre, en 1950, 648.500 quintaux de farine de blé tendre.

Le prix du pain n'a subi aucune modification. La marge de panification demeure fixée au taux arrêté le 15 octobre 1949 et les farines sont livrées aux boulangeries au même prix depuis cette date.

III. -- Pâtes alimentaires

Les fabriques de pâtes alimentaires et de couscous ont traité 130.500 quintaux de semoule, et les biscuiteries 15.000 quintaux de farine.

Annexe I. -- Investissements

(Chiffres exprimés en millions de francs)

ENUMERATION DES ACHATS ET TRAVAUX CLASSÉS PAR GRANDS GROUPES	MONTANT DES TRAVAUX EFFECTUES		PREVISIONS
	1949	1950	1951 (1er semestre)
a) Rééquipement de la minoterie industrielle	550	300	150
b) Equipement des industries pastières et biscuitières	150	150	20
c) Equipement des boulangeries	95	100	10
d) Equipement des industries des aliments du bétail	100	0	0
Totaux	**895**	**530**	**180**

Annexe II. -- Valeur des importations de matériel en 1950

(Chiffres exprimés en milliers de francs)

PAYS FOURNISSEURS	MINOTERIES ET GRAINETERIES	FABRIQUES DE PATES ALIMENTAIRES	BOULANGERIES
Allemagne	17.760	323	13.806
Belgique	13.305	—	—
Italie	985	3.677	6.454
Suède	301	—	—
Suisse	15.334	—	—
U.S.A. (Plan Marshall)	6.395 (1)	—	—
Total	**54.080**	**4.000**	**20.260**

(1) Matériel pour amidonnerie.

IV. -- L'industrie sucrière

La consommation totale du Maroc en sucre, qui était tombée en 1945 à 42.000 tonnes, a atteint, en 1950, 177.000 tonnes, soit sensiblement le niveau de la consommation de 1938. Cependant, compte tenu de l'augmentation du chiffre de la population par rapport à 1938, la consommation moyenne par habitant est encore inférieure à celle d'avant guerre : 20 kilogs environ en 1950 contre 25 kilogs avant guerre.

Ces besoins ont été couverts, d'une part par la production des deux raffineries installées au Maroc : Compagnie Sucrière Marocaine et Raffinerie Nouvelle (126.000 tonnes), et d'autre part, par des importations de sucres conditionnés en provenance des raffineries françaises : Saint-Louis, Say, Beghin, Lebaudy-Sommier (40.000 tonnes) et des raffineries étrangères : belges, hollandaises et tchécoslovaques (19.000 tonnes). Il a été importé, en outre, 12.000 tonnes de sucres granulés cubains pour la revente en l'état, principalement aux industries locales de produits sucrés.

Compagnie Sucrière Marocaine

Au cours de l'année 1950, la Compagnie Sucrière Marocaine a continué la réalisation de son programme de modernisation de la raffinerie en vue d'améliorer la qualité de ses fabrications et la productivité de l'usine. Sa capacité de fabrication a été portée, à partir des mois d'octobre et novembre 1950, à 500 tonnes/jour, soit 150.000 tonnes par an.

Les travaux de construction de sa nouvelle usine, dont la mise en service est prévue pour la fin de l'année 1951, ont été activement poussés.

Les dépenses de modernisation et d'extension se sont élevées à 246 millions pour l'année 1950.

Cette société a raffiné et conditionné, en partant de sucres roux importés principalement de Cuba, 120.000 tonnes de sucre dont :

100.000 tonnes pour le Maroc
20.000 tonnes pour l'A.O.F.

Cette production se répartit ainsi :

97.500 tonnes de pains
19.000 tonnes de coupés
3.500 tonnes de granulés.

Raffinerie Nouvelle

Cette société continue à s'équiper pour la fabrication de sucre en pains. Ses efforts, au cours de l'année 1950, ont surtout porté sur la qualité du produit fabriqué qui, après une longue période de mise au point, est comparable tant à celle des sucres fabriqués par la Compagnie Sucrière Marocaine qu'à celle des sucres importés.

Sa production en 1950 a été de 6.000 tonnes de sucres en pains, fabriqués par centrifugation.

Cette usine n'utilise que des sucres granulés raffinés, importés surtout de Cuba. Cependant, elle doit procéder au raffinage des sirops résultant de la centrifugation et elle a dû, à cet effet, installer un nouveau cuiseur lui permettant de traiter 200 tonnes de sirop par mois.

V. -- L'industrie chocolatière

Sur les quatre chocolateries existant en 1948-49, deux ont arrêté leur fabrication. Pour l'une d'entre elles, cet arrêt est momentané et doit lui permettre de s'équiper en matériel moderne importé principalement de Suisse. Pendant cet arrêt, elle fait fabriquer à sa marque par les deux autres chocolateries.

La production chocolatière marocaine s'est élevée à 1 050 tonnes environ de chocolat : 850 tonnes pour la consommation locale et 200 tonnes pour l'exportation.

Cette production est relativement faible comparativement aux capacités de fabrication des usines, la consommation étant faible et les débouchés très restreints.

Les chocolateries ont ajouté à leurs activités la fabrication de confiseries industrielles, dont la population marocaine fait une grosse consommation.

VI. -- Les industries de la conserve

A. — *Conserves de poissons*

L'étude de l'activité de l'industrie marocaine de la conserverie de poissons fait ressortir l'effort considérable réalisé, depuis la fin des hostilités, pour tirer parti des produits de la pêche, qui constituent l'une des principales richesses du Maroc. Il convient de rappeler que les premières installations datent de 1923 et qu'en 1940 on ne comptait que cinquante conserveries. De 177 unités en fin d'année 1949, le chiffre des établissements agréés par les services officiels du Protectorat est passé à la fin de l'année 1950 à 186.

Equipement. — Si l'on peut considérer que le développement de cette industrie a maintenant atteint un palier, et probablement même un plafond, il reste que les entreprises qui se livrent à la mise en conserve du poisson gardent le souci de perfectionner constamment leur outillage et leurs méthodes de travail. La tendance la plus marquée consiste à supprimer, chaque fois que cela est possible, les opérations faites à la main, pour les remplacer par le travail mécanique. C'est ainsi qu'un certain nombre de conserveries sont maintenant pourvues de lignes continues de cuiseurs automatiques accouplés avec des sertisseuses à grand rendement. Après une mise au point rendue difficile et délicate par la nature même de la matière première, ces appareils, de construction française ou belge, donnent d'excellents résultats, et, malgré leur prix élevé, tendent à se généraliser. Il convient de signaler qu'un constructeur d'Agadir vient de mettre au point un cuiseur automatique dont le fonctionnement est basé sur une méthode nouvelle et dont le prix de revient est très inférieur à celui des appareils actuellement sur le marché.

Si, d'autre part, dans la région nord du Maroc les apports de sardines sont depuis quelques années très irréguliers et en nette régression, les conserveurs de cette région n'ont pas hésité à fonder une société coopérative et à armer un chalutier qui, doté des derniers perfectionnements, se livre à la prospection méthodique des eaux et met en œuvre des méthodes scientifiques de détection des bancs de poissons.

Approvisionnement. — Aucun problème particulier ne s'est posé pour les approvisionnements en huile, boîtes, caisses, etc. ; toutefois les apports de la pêche ont été, dans les ports du Sud principalement, très irréguliers, et les fabrications ont subi quelques interruptions. Le tonnage global de poisson livré aux conserveries a néanmoins été de 108.748 tonnes en 1950 contre 75.448 tonnes en 1949.

Production. — Il convient de rappeler que les campagnes de pêche du poisson destiné à la conserve débutant en juin, les chiffres de production embrassent le deuxième semestre d'une année et le premier semestre de l'année suivante. Les productions comparées des trois dernières campagnes sont les suivantes :

Production exprimée en	Campagne 1948-49	Campagne 1949-50	Campagne 1950-51
Caisses de 100 boîtes 1/4 club 30.	1.750.000	2.040.000	2.200.000
Tonnage brut à nu	33.425 T.	39.100 T.	42.000 T.

Exportations. — Les exportations ont porté sur les tonnages suivants :

Année 1949 ..... 40.142 tonnes
Année 1950 ..... 57.671 tonnes

SOUS-PRODUITS DU POISSON

Les entreprises qui utilisent les écarts de triage et les déchets de poisson pour les transformer en farines et en huiles connaissent une activité de plus en plus grande en raison de la demande importante qui est faite de ces produits. Le marché américain, le marché allemand et celui de la Métropole sont, en effet, preneurs de grosses quantités de farines et d'huiles de poisson, et ceci à des prix intéressants. Ici, plus qu'ailleurs, le problème se ramène à des données simples, mais essentielles : qualité impeccable des produits offerts et prix de revient raisonnables. Les exportations sont les suivantes :

Nature des produits	1949	1950
Farines de poisson....	454 T.	14.161 T.
Huiles de poisson.....	7.109 T.	2.197 T.
Déchets de poisson....	961 T.	942 T.

B. — *Conserves de légumes*

Quarante-cinq entreprises se sont consacrées, en 1950, à la conserve de légumes, principalement de petits pois.

20 à Casablanca	3 à Meknès
7 à Fédala	1 à Beni-Mellal
1 à Salé	7 à Marrakech
1 à Port-Lyautey	5 à Safi.

La production, directement liée aux résultats des campagnes agricoles, a atteint, au cours des cinq dernières années, les chiffres suivants (caisses de 50 boîtes) :

1946 : 72.000	1949 : 80.000
1947 : 80.000	1950 : 65.000
1948 : 120.000	

Les exportations des deux dernières années se sont élevées à :

1949 : 3.882 T. 1950 : 2.850 T.

Les condiments.

L'activité de cette industrie est restée soutenue, ainsi que le font ressortir les tonnages exportés :

1949 : 2.079 T. 1950 : 1.855 T.

C. — Conserves de jus de fruits

Après une période de marasme, cette industrie connait une nette reprise ; il serait toutefois téméraire d'affirmer qu'elle a, d'ores et déjà, surmonté toutes les difficultés. La concurrence reste sévère sur les marchés mondiaux, comme en France, où certaines réglementations risquent d'entraver le placement de nos produits. Cette industrie doit donc demeurer vigilante et surtout perfectionner ses méthodes de fabrication et améliorer ses prix de revient. Les exportations sont les suivantes :

	1949	1950
Jus de tomates.....	67 T.	590 T.
Jus d'agrumes	381 T.	269 T.
Jus divers	36 T.	70 T.

D. — Conserves de fruits - Confitures

La situation de l'industrie de la confiture ne s'est guère améliorée de 1949 à 1950. Toutefois, en fin d'année, d'importantes commandes de conserves d'oranges en tranches au sirop ont été enregistrées sur l'Angleterre, débouché qui méritera d'être suivi.

Les exportations réalisées ont été les suivantes :

	1949	1950
Pulpes	2.165 T.	420 T.
Confitures	88 T.	138 T.

E. — Les emballages métalliques

Quatre usines fabriquent au Maroc des boîtes métalliques ; deux autres se livrent à l'impression sur métaux.

Pour satisfaire les besoins croissants de l'industrie de la conserve, de celle de poisson en particulier, elles ont réalisé d'importants investissements :

	1949	1950
	million de fr.	millions de fr.
Constructions	96	205
Equipement	153	248

Les importations en 1950 ont été de :
Fer-blanc imprimé : 10 979 tonnes valant 834 millions
Fer-blanc non imprimé : 9.636 tonnes valant 727 millions.

Le tonnage utilisé a été sensiblement équivalent.

VII. -- Les industries de la bière et des boissons gazeuses

La brasserie s'est complétée à Casablanca d'une nouvelle malterie. Une nouvelle fabrique est en cours d'installation à Fès ; elle produit déjà de la glace et des boissons gazeuses, et commencera à fournir de la bière dans l'été 1951.

Les fabrications de boissons gazeuses à base de jus de fruits se développent et rencontrent un vif succès auprès des consommateurs du Maroc.

B. - *Industrie des corps gras*

I. -- Huilerie

Cette industrie ne comptait au Maroc en 1939, qu'une usine de trituration et deux usines de raffinage. Avant la guerre, en effet, la plus grande partie des corps gras alimentaires était importée sous forme d'huiles brutes et la trituration de graines oléagineuses ne portait que sur de faibles tonnages.

Les nécessités nées de la guerre ont fait surgir, depuis 1940, tout un groupe d'usines se livrant à la trituration, pendant que celles qui fonctionnaient en 1939 élargissaient leur champ d'activité et perfectionnaient leur équipement.

Aujourd'hui, l'industrie des corps gras a atteint son plein épanouissement. Ses possibilités dépassent très largement les besoins de la consommation intérieure. On compte à l'heure actuelle :

8 usines de trituration dont : 5 à Casablanca
1 à Fédala
1 à Port-Lyautey
1 à Fès.

6 raffineries d'huiles dont : 3 à Casablanca
1 à Fédala
1 à Port-Lyautey
1 à Fès.

La plupart de ces entreprises ont achevé leur équipement ; toutefois, les deux huileries créées à Casablanca au cours des années 1948 et 1949 ont investi en 1950 des capitaux importants en constructions et en matériel.

II. -- Savonnerie

L'industrie de la savonnerie, dont l'activité était largement développée en 1939, puisque la capacité de production atteignait 20.000 tonnes de savon par an, a consacré ces dix dernières années à des perfectionnements de ses installations et à l'extension de son activité.

III. -- Commerce extérieur des produits oléagineux

IMPORTATIONS (en tonnes).

A. — Graines.

	1949	1950
	—	—
Arachides brutes (non décortiquées)	..	45
Arachides décortiquées	11 618	14 733
Coprah	2 175	1 364
Amandes de palmistes	4.230	1.332
Soya	13 445	—
Coton	4 791	5 810
Amandes de Karité	835	1 956
Niger	3 974	662
Sésame	3.204	1 457
Diverses	1.236	943
	45.508	28.302

B. — Huiles.

De coton	1.683	—
D'arachides brute	4 391	6 697
De palmes brute	286	1.562
De palmiste	939	976
Beurre de Karité	575	276
D'arachides raffinée	99	95
De grignons d'olives	—	196
D'olives brute	—	4.854
D'olives raffinée	—	325
Huiles diverses	—	296
Acides gras divers	137	310
Graines hydrogénées	—	153
	8.110	15 740

EXPORTATIONS (en tonnes).

	1949	1950
	—	—
Huile d'olives raffinée	951	57
— de lin raffinée	153	—
— de lin brute	544	2 307
— de grignons	282	11
— de coton	343	—
— de coprah	—	3
— d'amandes	20	95
Acides gras divers	—	140
Huiles végétales raffinées diverses	26	2
Tourteaux	—	11.349
	2.319	13.964

C. - *Industrie des cuirs et peaux*

Les efforts poursuivis par les tanneurs et les fabricants de chaussures portent maintenant leurs fruits. Non seulement les qualités sont comparables à celles des autres pays, mais les exportations sont en augmentation, particulièrement celles des peausseries tannées.

1. -- Tannerie

a) *Tanneries industrielles*

Les résultats encourageants obtenus au début de l'année ont été largement confirmés par la suite : comme il ressort du tableau ci-dessous, les exportations de cuirs et peausseries ont augmenté de 150 % sur le chiffre de 1949 et les importations ont diminué de 15 %.

	1949		1950	
EXPORTATIONS	POIDS EN TONNES	VALEUR EN MILLIONS DE FRANCS	POIDS EN TONNES	VALEUR EN MILLIONS DE FRANCS
Cuirs	84	34	44	23
Peausseries ...	109	276	473	704
	193	310	517	727
IMPORTATIONS				
Cuirs	130	47	109	66
Peausseries ...	40	23	33	15
	170	70	142	81

L'effort entrepris depuis plusieurs années par les tanneurs pour rénover leur matériel se poursuit. Les investissements en 1950 sont encore supérieurs à ceux de 1949 et, selon les prévisions, ceux de 1951 seront du même ordre.

b) *Tanneries artisanales*

Un atelier-pilote, qui rencontre un très vif succès auprès de l'artisanat local, a été installé à Fès. Un atelier similaire vient d'être ouvert à Marrakech, ainsi qu'une coopérative d'approvisionnement. L'accueil fait à cette initiative se traduit par l'adhésion de 800 tanneurs marocains sur les 900 existant dans cette région.

Un atelier sera ouvert incessamment à Rabat, et un autre à Meknès, dans le courant de l'année 1951.

2. -- Peaux brutes (exportations)

	1949	1950
Cuirs d'équidés	—	71 T.
Peaux d'ovins	253 T.	824 T

La majeure partie des peaux d'équidés a été exportée sur les U.S.A, alors que la quasi totalité des peaux d'ovins a été achetée par la Métropole.

3. -- Fabriques de chaussures

Quelques usines importantes se sont développées et ont réalisé, avec le concours de la tannerie locale, une amélioration très nette de la qualité ; les exportations sont en légère progression. Mais l'évolution de la population autochtone rend le port de la chaussure de modèle européen de plus en plus courant, et les importations ont néanmoins considérablement augmenté.

IMPORTATIONS D'ARTICLES CHAUSSANTS (en tonnes)	1949	1950
Chaussures entièrement en cuir	140	182
Chaussures en cuir et autres.	32	240
Chaussures en textiles.....	95	83
	267	505
EXPORTATIONS D'ARTICLES CHAUSSANTS (en tonnes)		
Articles chaussants divers.....	213	226
Babouches	111	109
	324	335

L'exportation des babouches a réussi à se maintenir au niveau de 1949, mais on doit craindre dans l'avenir une diminution sensible de ces ventes.

Le Maroc produit maintenant des chaussures à dessus en textiles et à semelles en caoutchouc, très prisées par la population marocaine. La production de ces articles est actuellement de 60 000 paires par mois et passera à 75.000 en 1951.

L'artisanat suit l'évolution des besoins marocains et, devant la réduction de la demande de babouches, s'oriente vers la production de la chaussure. Afin d'aider l'artisanat dans ce sens, un atelier-pilote a été ouvert à Meknès et des progrès sensibles sont déjà enregistrés.

4. -- Maroquinerie

La maroquinerie locale à base de peausserie, bien que très concurrencée par l'importation des articles de luxe et par les fabrications à base de matières plastiques, simili-cuirs, etc, réussit à maintenir une activité comparable à celle de 1949.

	1938	1948	1949	1950
Exportations (en tonnes)..	130	247	235	265
Importations (en tonnes)..	165	41	52	52

Deux ateliers-pilotes de maroquinerie vont s'ouvrir incessamment, l'un à Rabat, l'autre à Marrakech ; ils permettront aux artisans marocains d'apprendre à améliorer la qualité de leurs fabrications.

D. - *Industries textiles*

I. -- Coton

A. — *Fibres de coton*

Production. — On note un très sensible accroissement dans les superficies consacrées à cette culture (1.800 ha. en 1950 contre 1 000 ha. en 1949) et encore plus dans la production (350 tonnes de coton longue soie contre 150 tonnes en 1949).

La prochaine mise en valeur des grands périmètres d'irrigation, prévue au plan d'équipement, permettra de réserver à la culture cotonnière des superficies importantes ; les recherches techniques, la sélection des variétés, l'expérimentation des méthodes culturales nouvelles ont abouti à des résultats probants et les longues soies obtenues ont des qualités en tous points comparables à celles des meilleures variétés produites en Egypte. Par contre, les essais qui ont été entrepris au cours de l'année 1950 sur la culture du coton à soies moyennes n'ont pas donné les résultats espérés.

Importation. — Les importations de coton brut ont été très insuffisantes. Les filatures ont dû puiser dans leurs stocks qui correspondent à deux mois d'activité, et le moindre retard dans les arrivages peut entraîner l'arrêt des ateliers. Les quotas attribués au Maroc sont encore insuffisants, de même que les dotations en dollars U.S.A.

	1948	1949	1950
Importations (en tonnes)	289	1.928	976
Exportations (en tonnes)	71	122	174

B. — *Filatures et tissages*

Les treize ateliers industriels existant au Maroc poursuivent leur équipement. La production locale de filés a fortement augmenté et a atteint 643 tonnes contre 180 tonnes en 1949. La majeure partie des besoins des tissages locaux est ainsi, pour le moment, assurée par les filatures du Maroc. Cependant celles-ci étant destinées à assurer l'approvisionnement de métiers appartenant aux mêmes firmes et non encore complètement installés, dans peu de temps les disponibilités pour les tissages isolés seront insuffisantes. La création d'une filature indépendante s'impose donc davantage. La production de fil à coudre doit aussi être envisagée. La totalité des fils à coudre nécessaires au Maroc doit être importée. Les tonnages nécessaires correspondent sensiblement à la production normale d'une unité de retorderie et la matière première pourra être fournie par la production marocaine de coton moyenne soie.

C. — *Filés de coton*

(en tonnes)

	1948	1949	1950
Importations			
Filés	410	324	173
Fil à coudre	288	164	167
	698	488	340
Production locale			
Filés	—	180	643

En tissage, de nouveaux métiers s'installent chaque mois et 300 nouveaux métiers fonctionneront d'ici peu. Le Maroc disposera ainsi de 1.100 métiers pour le tissage du coton et de la rayonne.

Le Maroc produit maintenant : bâches, toile à matelas, coutil, tissu éponge, drilles, vichy, cretonne, sergé teint, etc... Le total de cette production n'atteint cependant que le 1/10 des importations ; elle peut donc se développer considérablement. Dans un autre domaine, il convient de signaler que le Maroc va disposer incessamment de deux fabriques de coton hydrophile ; l'une est en cours de démarrage à Casablanca, l'autre en construction à Port-Lyautey.

La capacité de production de ces deux fabriques correspond sensiblement aux besoins du Maroc qui sont de l'ordre de 90 tonnes par an.

II. — Laine

L'industrie lainière marocaine n'est pas encore sortie de la crise qu'elle connaît depuis deux ans. Le rééquipement de cette industrie est sur le point d'être achevé, aussi peut-on espérer une amélioration en fin d'année 1951. Certaines usines ont modifié leur orientation ; une nouvelle va démarrer incessamment, portant à huit le nombre des installations importantes.

A. — *Laine brute*

La faiblesse de l'activité de l'industrie lainière ressort nettement des chiffres d'importations ci-dessous :

Importations (en tonnes) :	1949	1950
Laine en suint	599	4
Laine lavée	315	45
Filés de laine	45	94,2

Mais la physionomie des exportations de laines marocaines est toute autre ; après l'arrêt des courants commerciaux pendant la guerre, il a fallu plus de deux ans avant que les acheteurs étrangers adoptent à nouveau les qualités de laines marocaines qu'ils utilisaient avant 1939. Cette reprise des marchés a été puissamment aidée par la très forte hausse des cours sur les marchés étrangers.

Exportations (en tonnes) :	1949	1950
Laine en suint	285	1.549
Laine lavée à fond	44	1.531
Laine renaissance	1.359	1.900

B. — *Filatures et tissages*

La production industrielle de filés a atteint en 1950 le chiffre de 670 tonnes.

Par contre, le tissage n'a produit que 630.000 mètres, contre 700.000 en 1949.

Dans les deux cas, la production artisanale n'est pas comprise ; elle est très difficile à évaluer.

Les tonnages exportés et importés ont été en diminution.

	1949	1950
Importations (en tonnes) :		
Filés	95	16
Tissus	45	37
Exportations (en tonnes) :		
Filés	120	94
Tissus	846	691

C. — *Tapis*

L'année 1950 est assez satisfaisante ; les exportations ont été de 10 % supérieures à celles de 1949, revenant ainsi au niveau de 1948 ; elles sont toutefois encore bien inférieures à celles d'avant guerre, comme le montre le tableau ci-dessous :

1938	137 tonnes
1939	126 »
1948	83 »
1949	73 »
1950	81 »

Les coopératives artisanales fonctionnent à Rabat, Chichaoua, Ouarzazate, Tazenakht ; les ateliers-pilotes de Fès et de Marrakech aident puissamment les artisans à améliorer leurs fabrications.

D'autres ateliers appartenant à des industriels fabriquent suivant les méthodes artisanales avec une main-d'œuvre marocaine de choix.

III. — Bonneterie

Cette industrie se place bien sur le marché local ; la variété des articles fabriqués est de plus en plus grande. On compte actuellement 33 établissements, les uns artisanaux, les autres plus importants, disposent d'environ 400 métiers rectilignes ou circulaires et d'un assez grand nombre de machines spéciales.

Leur production porte annuellement sur 3 millions d'articles de toutes sortes, à l'exception des bas de femmes, et représente un tonnage de plus de 400 tonnes.

On compte 9 ateliers de passementerie capables de satisfaire les besoins artisanaux. La rayonne a conquis une place importante dans l'industrie textile, et ses produits (robes, sous-vêtements, bonneterie) rivalisent avec ceux importés de la Métropole.

Une filature fournit à l'artisanat des filés de fibrane et plusieurs tissages produisent des tissus et des toiles très appréciés par les Marocains.

Une nouvelle firme spécialisée dans la fabrication des chaussettes va démarrer incessamment.

Deux installations mécaniques de broderie, comprenant chacune six métiers, sont installées à Mazagan et à Fès et brodent, pour la population marocaine, les toiles de coton ou de rayonne, produites sur place ou importées.

	1949	1950
Importations	285 T.	357 T.
Exportations	37 T.	65 T.

De nouvelles dispositions douanières mises en vigueur en A.O.F. sont susceptibles de gêner sensiblement les exportations sur ce pays.

IV. — Confection

Concurrencée par les articles de fabrication métropolitaine, dont le fini plaît au consommateur, l'industrie de la confection s'est cependant développée et il existe actuellement une trentaine d'ateliers utilisant un millier de machines à coudre environ et occupant près de 2.000 salariés ; leur équipement se modernise rapidement et une formation plus poussée de la main-d'œuvre permettra progressivement le développement de cette production qui, actuellement, concerne principalement les vêtements de travail, la chemiserie et les vêtements de laine pour hommes et dames. L'exportation est en légère augmentation : 32 tonnes contre 24 t. 5 en 1949.

V. — Fibres dures

La remise en route d'une usine traitant le lin, près de Casablanca, a permis de récupérer 150 tonnes de filasse de lin en 1950.

A Safi, une usine de création récente traite le jute, le sisal, le chanvre, le lin et la ramie ; elle fabrique des articles de sacherie, bâches et toiles industrielles.

L'installation d'une corderie mécanique se poursuit à Mogador ; son approvisionnement sera assuré par la production locale du sisal.

L'industrie du crin végétal a connu en 1950 une très nette recrudescence d'activité ; le nombre des ateliers est passé de 80 à 130 ; la demande est considérable et l'année se termine sur un chiffre d'exportation égal à celui de 1938.

Exportations (en tonnes) :

1938	56.638
1948	27.587
1949	33.722
1950	56.281

VI. — Perspectives d'avenir

Grâce à la mise en valeur prochaine des grands périmètres d'irrigation prévue dans le programme d'équipement à long terme, il est permis de compter, pour 1952-53, sur une extension considérable des cultures.

	SUPERFICIES (hectares)		PRODUCTION (tonnes)	
	1949-50	ESCOMPTÉES EN 1952-53	1949-50	ESCOMPTÉE EN 1952-53
Coton	1.800	2.800	400	850
Chanvre	430	1.500	340	1.500
Sisal	750	1.200	—	2.000

E. - *Les industries du bois*

I. -- Menuiserie, Charpente, Ebénisterie, Tonnellerie, Caisserie

Les industries du bois sont réparties en un grand nombre d'entreprises ; compte tenu de cette dispersion, il n'est pas possible de chiffrer avec rigueur la masse des travaux d'équipement entrepris. Toutefois, on peut affirmer qu'après le gros effort des deux dernières années, les dépenses d'investissement ont marqué une nette diminution au cours de l'année 1950. Les importations de machines ne se sont élevées qu'à 90 millions de francs en 1950, contre plus de 200 millions en 1949. Deux caisseries et six entreprises de menuiserie et d'ébénisterie se sont installées. En tenant compte des dépenses engagées dans les constructions proprement dites (création d'ateliers, amélioration et extension des bâtiments existants) on peut néanmoins évaluer les investissements des industries considérées à près de 180 millions de francs.

II. -- Autres industries

Industrie du contreplaqué.

Une importante usine a été mise en service en octobre 1950. Sa production mensuelle de 320 m³ de contreplaqué (acajou et okoumé) est en mesure de satisfaire la demande locale et a permis des exportations à destination de l'Angleterre et de l'A.O.F. Son équipement a été complété par des machines allemandes et américaines d'une valeur de 5 millions et demi de francs.

Industrie du liège.

a) **Bouchonnerie**. — Une importante usine a transféré et modernisé ses installations ; triplant sa capacité de production, elle sera en mesure de fabriquer 300.000 bouchons par jour. Une nouvelle usine est en cours de construction à Casablanca. Enfin les autres entreprises existantes ont amélioré leurs installations et adjoint à leurs fabrications celle des carrés de champagne et des rondelles.

Au total, l'industrie de la bouchonnerie a une capacité de production de près de 500 millions de bouchons.

b) **Granulés de liège**. — Les dépenses d'équipement se sont poursuivies. Une nouvelle usine est en cours de construction.

c) **Agglomérés**. — Les investissements ont, en 1950, porté presque uniquement sur des machines, notamment sur du matériel de fabrication d'agglomérés blancs et de rondelles en aggloméré, qui n'existait pas encore au Maroc. La capacité de production atteint 35.000 mètres cubes.

Au total, plus de 100 millions de francs ont été investis dans le courant de l'année 1950, pour le développement et l'amélioration des fabrications locales à base de liège ; les matériels proviennent presque exclusivement de France. La capacité de production dépasse désormais les possibilités locales en matière première.

Industrie des panneaux et briques. — Une usine spécialisée dans ces fabrications, dont la construction avait débuté en 1949, a commencé à travailler dans le milieu de l'année 1950. Les matériaux produits, qui présentent des qualités d'isolation thermique et phonique, sont utilisés pour la construction de maisons préfabriquées. Outre celles du marché local, d'importantes commandes ont été passées par l'Afrique Noire et l'Australie.

Scieries ; fabrication de planchettes à crayons en bois de cèdre. — Les scieries sont, depuis 1948, suffisamment équipées pour traiter la totalité des ressources locales. Une nouvelle scierie, d'une capacité de production journalière de 30 m³, sera surtout spécialisée dans le débit des bois d'essences dures, en particulier des bois coloniaux ; par traitement dans des étuves en cours d'installation, elle espère obtenir des résultats avec les bois du pays, notamment l'eucalyptus.

Une usine fabriquant des planchettes à crayons en cèdre, dont l'existence avait été signalée en 1949, travaille actuellement à un rythme normal. Ses fabrications, destinées uniquement à l'exportation sur la Métropole, ont porté sur plus de 52.000 grosses. Elle envisage toutefois de compléter ses installations en 1951 pour fabriquer également des crayons.

F.- *Les industries des métaux*

I. — *Métallurgie des métaux non ferreux*

Fonderie de plomb de Oued-el-Heimer

La production pour l'année 1950 s'établit comme suit :

— Plomb d'œuvre : 12.100 tonnes, exportées vers la France ;

— Tuyaux : 250 tonnes fabriquées à partir du plomb de récupération de fumées.

L'usine compte actuellement cinq fours Newman ; l'installation de cinq autres fours est prévue dans le courant de l'année 1951. La capacité de production doit être portée au mois d'avril 1951 à 2.000 tonnes/mois.

Les essais de la station de désargentation ont commencé au début de l'année 1951.

Affinage de métaux non ferreux

Une usine a été mise en service à Aïn-Sebaa au début de l'année ; sa production est de 150 à 200 tonnes par mois de métaux non ferreux neufs obtenus par affinage de métaux de récupération.

II. — *Fonderies*

En plus des 39 ateliers de fonderie existant, il convient de signaler :

— Le transfert et la modernisation de deux ateliers de fonderie en cours à Casablanca.

— La mise en route, à Skrirat, d'une importante fonderie susceptible de produire de la fonte nodulaire de licence américaine ; elle est équipée pour le moulage de pièces de qualité très constante et très élevée : aciers au carbone, de l'extra doux à l'acier dur, aciers spéciaux au manganèse, au nickel-chrome, au molybdène, etc., fontes spéciales, fontes ductiles.

La production envisagée est de l'ordre de 50 tonnes par mois.

III. — *Chantiers navals*

Au cours de l'année 1950, les chantiers navals ont construit 23 bateaux en bois de plus de 10 tonneaux.

Les tonnages de produits sidérurgiques mis en œuvre par les chantiers navals pendant l'année 1950 ont été d'environ 3.000 tonnes.

Le projet d'aménagement du port de Casablanca permettra l'extension des principaux chantiers qui assurent déjà les réparations et aménagements des navires de commerce et des gros chalutiers.

IV. — *Industries mécaniques et diverses*

Dans cette rubrique ont été groupées les industries diverses de transformation des métaux, comprenant, entre autres, les ateliers mécaniques et les ateliers de constructions métalliques

La réalisation des programmes de grands travaux maintient à un niveau élevé l'activité de ces industries, plus particulièrement en ce qui concerne les constructions métalliques.

En 1950, plusieurs usines nouvelles ont été mises en service ; il convient de citer parmi les plus importantes :

— Une usine à Fédala, qui fabrique des mobiliers et des charpentes métalliques.

— Une usine de fabrication de fûts à Aïn-Sebaa dont la capacité de production journalière est de 500 fûts de vin de 200 litres.

— Une usine de fonderie et de décolletage, dont l'équipement comprend des machines-outils de précision.

V. — *Fabrication d'articles de quincaillerie*

Des usines installées dans la région de Casablanca fabriquent des articles de ménage en aluminium et en tôle galvanisée adaptés aux besoins de la clientèle locale. La production demeure stationnaire, soit :

— Articles galvanisés : 800 tonnes par an ;
— Articles en aluminium : 300 tonnes par an.

Les fabricants ont cependant entrepris la prospection des marchés extérieurs. Les travaux d'installation d'une émaillerie à Fédala se poursuivent. La mise en route est prévue dans le courant du premier semestre 1951.

VI. — *Fabrication de matériels agricoles*

Les importations de matériels effectuées ont réduit l'activité des entreprises locales.

VII. — *Fabrication de matériels électriques*

a) Conducteurs électriques : la câblerie de l'usine de Fédala est entrée en service dans le courant du premier semestre 1950. Sa capacité de production est de 7.500 km. de câbles par an. L'atelier de tréfilerie alimente le Maroc en fils de cuivre nu ; sa capacité de production est de 300 tonnes par mois ; en 1950, la production effective a été d'environ 1.200 tonnes.

b) De nouvelles usines pour la fabrication et la réparation de matériels électriques (moteurs électriques, accumulateurs) sont en cours d'installation à Casablanca.

G. - *Les industries des matériaux de construction*

I. — *Ciment*

La production de ciment, qui avait atteint 265.000 tonnes en 1949, s'est élevée à 321.000 tonnes en 1950.

L'usine de Casablanca a procédé aux travaux d'installation de la nouvelle station de broyage de matières crues qui permettra d'obtenir un accroissement de la production actuelle.

La construction d'une nouvelle usine à Meknès, pouvant fabriquer 100.000 tonnes/an de ciment, a été décidée. Sa réalisation doit être terminée en 1953.

II. — *Produits céramiques*

La production actuelle des briqueteries est de l'ordre de 100.000 tonnes/an, soit 10.000 tonnes de tuiles et 90.000 tonnes de briques et de hourdies. La modernisation et l'équipement des usines actuelles se poursuit : une briqueterie nouvelle a été mise en service à Petitjean au cours du premier semestre 1950 (capacité de production : 700 tonnes par mois).

Apres les réalisations des travaux en cours, la totalité des besoins du Maroc pourra être satisfaite.

III. — *Matériaux en ciment*

L'activité continue à se développer en fonction des besoins constants de la construction. Il convient de mentionner la mise en service à Témara d'une usine exploitant un brevet suisse de fabrication de matériaux légers de construction composés de ciment et de fibres de bois. Cette usine fabrique actuellement 60 m³ de produits finis par jour. De nouvelles machines actuellement en construction seront en service au début de 1951 et permettront de sortir entre 100 et 120 m³ de produits finis par jour.

IV. — *Fibro-ciment*

La production est actuellement de 20.000 tonnes par an de plaques planes et ondulées en amiante ciment ; une part de plus en plus importante est destinée à l'exportation.

L'installation d'une machine à fabriquer des tuyaux doit être entreprise dès le premier semestre de 1951 ; elle doit permettre en 1952 la fabrication de 11.000 tonnes/an de tuyaux de différents diamètres pour l'industrie du bâtiment et les travaux d'irrigation sous basse pression.

H. - *Les industries chimiques*

I. — *Verrerie*

Une usine importante installée à Casablanca fabrique avec du sable importé de Belgique, toutes variétés de qu' courante pour les usages domestiques et industriels ; elle surtout des bouteilles, des flacons, des verres simples ou décorés destinés à la clientèle marocaine. Elle vient de monter un atelier de décoration avec écran de soie pour les verres à thé. Une autre verrerie vient de se spécialiser dans la production des tubes luminescents.

II. — *Acide sulfurique, superphosphates, engrais*

Une seule usine fabrique de l'acide sulfurique et des superphosphates. Elle achève l'installation d'un deuxième atelier pour le grillage du soufre, ce qui lui permet de doubler sa capacité de production. Elle pourra ainsi livrer 40 000 tonnes d'acide par an, qui correspondent aux besoins du Maroc. Cette société va installer d'autre part un atelier de fabrication d'acide nitrique destiné spécialement aux mélanges sulfonitriques.

Une importante société nord-africaine vient d'établir à Port-Lyautey un atelier de pulvérisations et de mélanges pour les divers engrais phosphatés et composés.

Une autre usine de Casablanca complète l'équipement de ses ateliers, qui fabriquent des engrais composés destinés à l'agriculture marocaine et des hyperphosphates dont la majeure partie est exportée.

III. — *Matières plastiques*

Trois usines existent à Casablanca :

Une usine de Casablanca livre sur le marché local, depuis plusieurs années, toutes sortes d'objets, de la bimbeloterie jusqu'aux revêtements des murs et du sol destinés aux nouvelles constructions.

Deux importantes entreprises ont vu le jour depuis 1949 : la première spécialisée dans les tuyaux et gaines isolantes en chlorure de vinyle, polystyrène, etc., la deuxième dont les ateliers de fabrication sont entrés en service en 1950, et qui imprime et façonne des rouleaux de vinylites en provenance d'Angleterre, destinés à des housses, des vêtements, nappes, etc...

La production de ces trois usines a considérablement augmenté, et elles prévoient une exportation de produits finis de l'ordre de 300 tonnes an.

IV. — *Explosifs*

Deux usines de Casablanca fabriquent des explosifs chloratés et nitratés et des mèches de mines. Elles livrent 300 tonnes d'explosifs par mois.

Une troisième société installe à Tit-Mellil une nitroglycérinerie.

V. — *Carbure de calcium*

Il faut mentionner l'installation à Skrirat d'une usine électro-chimique dont le démarrage est prévu pour le premier semestre 1951. Sa production pourra couvrir au moins 50 % des besoins locaux.

VI. — *Bentonites — Terres activées*

Les deux principales usines marocaines se trouvent à Casablanca et à Oujda. Cette dernière achève des installations situées près des gisements d'argiles smectiques du Maroc Oriental.

La production de ces deux usines permet de prévoir des exportations de l'ordre de 2.000 tonnes par an.

VII. — *Caoutchouc*

Une importante usine de caoutchouc industriel est spécialisée dans la fabrication de tuyaux et de plaques, cependant que d'autres établissements confectionnent des articles chaussants et des plaques pour semelles en gommes naturelles et en caoutchouc synthétique. Ces usines sont en plein développement ; leur production couvre largement les besoins du Maroc.

VIII. — *Allumettes*

Il existe deux usines fabriquant des allumettes à tiges souples. La production totale, qui était de 60 millions de boîtes de 50 tiges en 1948, a atteint, durant le deuxième semestre 1950, 11 millions 1/2 de boîtes par mois. Ces deux usines continuent à s'équiper en vue de pouvoir exporter principalement sur l'A.E.F. et l'A.O.F.

IX. — *Cartons et papiers*

Une seule usine existait avant la guerre, qui fabriquait du carton à babouches ; sa production a depuis considérablement augmenté et s'est diversifiée. Pendant la guerre s'est montée à Casablanca une manufacture qui fournit une partie des besoins du Maroc en papier écolier, registres, etc... En 1949, à Port-Lyautey, une très importante usine a été créée dont les ateliers se sont spécialisés jusqu'ici dans la production de caisses en carton. Cette usine, qui vient d'importer un important matériel d'équipement en provenance de France et de Belgique (notamment une machine Thiry de 3 m. 60 de largeur), doit fabriquer du papier et du carton, à partir du deuxième semestre de 1951, au rythme de 19.000 tonnes par an, sur lesquelles 12.000 tonnes pourront être exportées.

Dans l'ensemble, on peut estimer qu'en 1951 le Maroc aura une production en papier ordinaire susceptible de couvrir ses besoins.

X. — *Industries diverses : Projets*

Une très importante usine de produits chimiques a commencé son installation à Port-Lyautey ; son démarrage est prévu pour la fin de l'année 1951 ; elle fabriquera des réactifs de flottation et divers autres produits.

Une autre société projette l'installation d'une cellule à électrolyse du chlorure de sodium, en vue de préparer des hypochlorites.

XI. — *Gaz comprimés*

Deux usines, l'une à Casablanca, l'autre à Meknès, livrent l'oxygène et l'acétylène dissous nécessaires aux besoins des industries marocaines. La production d'oxygène a été considérablement augmentée par l'installation d'une colonne de 400 m³.

XII. — *Peinture*

Cette industrie groupe une dizaine d'établissements, tous situés à Casablanca ; des peintures diverses, des blancs broyés et des mastics, des laques et des vernis y sont préparés.

Les productions comparées des années 1949 et 1950 sont les suivantes :

	1949	1950
Blancs broyés	876 T.	1.284 T.
Peintures à l'huile	837 T.	1.325 T.
Blanc gélatineux	1.090 T.	1.390 T.
Emaux	130 T.	230 T.
Vernis gras	187 T.	345 T.
Vernis à l'alcool	76 T.	154 T.
Vernis glycérophtaliques	32 T.	55 T.
Siccatifs	91 T.	162 T.
Anti-rouilles	43 T.	195 T.
Mastics	127 T.	227 T.
Blanc fixe	60 T.	100 T.

Les exportations sont peu importantes et limitées à l'A.O.F. et à l'A.E.F.

XIII. — *Algues marines*

A Safi a été créée une usine spécialisée dans le traitement industriel des algues marines, et plus spécialement des Laminaires, variété très répandue sur les côtes marocaines, dont il est possible d'extraire des sels minéralisateurs et des alginates ; ce produit est susceptible de recevoir de très nombreuses utilisations dans les industries les plus diverses : papier, textiles, cuirs, corps gras, matières plastiques, peinture, pharmacie, produits de beauté, etc...

Les fabrications d'alginates de soude ont atteint, en 1950, 350 tonnes sur lesquelles 10 tonnes ont été exportées, principalement sur l'Algérie.

L'HYDRAULIQUE

SOMMAIRE

CHAPITRE I

Aménagements hydrauliques ayant pour but la production de force motrice et l'irrigation.

— Périmètre de Sidi Slimane,
— Périmètre des Triffa,
— Périmètre des Béni Amir,
— Périmètre des Béni Moussa,
— Périmètre des Abda-Doukkala,
— Périmètre du N'Fis,
— Périmètre du Saïss,
— Aménagements divers.

CHAPITRE II

Aménagements hydrauliques ayant pour but l'assainissement.

— Rive droite du Sebou,
— Rive gauche du Sebou,

CHAPITRE III

Hydraulique urbaine - Adductions d'eau.

Chapitre I

Aménagements hydrauliques ayant pour but la production de force motrice et l'irrigation

I. - Périmètre de Sidi-Slimane

En vue d'assurer la protection contre les inondations de la basse vallée de l'oued Beth et de diminuer l'importance de celles qui dévastent périodiquement la riche plaine du Rharb, et aussi afin d'irriguer, dans la plaine de Sidi Slimane-Petitjean, un périmètre de 35.000 ha. et d'alimenter une usine hydro-électrique, le barrage d'El Kansera a été établi sur l'oued Beth, en amont de Sidi Slimane.

Cet ouvrage, dont les travaux avaient commencé en août 1927, a été terminé et mis en service en octobre 1935, en même temps que l'usine hydro-électrique dont la capacité de production annuelle moyenne est de l'ordre de 18 millions de KWH.

Les travaux d'aménagement du périmètre d'irrigation sont actuellement poursuivis : le canal tête-morte, de 46 km. de long, a été construit et bétonné partiellement en 1950 ; il alimente un réseau de distribution dont la construction, interrompue en raison des circonstances, a été reprise dès 1946 et activement poursuivie depuis lors.

En 1950 le principal effort a porté sur la continuation des travaux de construction des réseaux tertiaires sur 1.500 ha. environ ; des améliorations diverses et des équipements complémentaires ont été apportés aux réseaux déjà existants.

Le résultat de ces travaux a été d'augmenter d'environ 1.500 ha. la surface des terres livrées à la culture en 1950, ce qui porte à près de 16.000 ha. la superficie totale des terres irriguées de ce périmètre.

II. -- Périmètre des Triffa

Les constructions prévues sur la Moulouya, à Mechra-Homadi, d'un barrage de dérivation de 45 mètres de hauteur, et à Mechra-Klila, d'un barrage dont la retenue atteindra 1 milliard de m³, doivent permettre l'irrigation en zone française d'un périmètre de quelque 40.000 ha. d'excellentes terres dans la plaine des Triffa, dont 5.000 sont actuellement irriguées par pompage. La zone espagnole participe pour 30 % aux dépenses de construction des deux barrages.

L'étude des ouvrages est terminée. Un canal principal de dérivation qui aura 80 km. de longueur, dont 12 dans les gorges calcaires de la Moulouya, est achevé dans sa partie en plaine. Le percement, sur le tracé de ce canal, du tunnel de Teniet el Beqra, dont les travaux avaient débuté en avril 1948, est actuellement complètement achevé. Le percement de deux autres tunnels est activement poussé.

Pour permettre l'accès à l'emplacement prévu pour le barrage, une route de 26 km., qui comporte quelques ouvrages d'art, est en cours de construction, et une ligne de transport d'énergie électrique de 60.000 volts a été exécutée.

III. - Périmètre des Béni-Amir

Le périmètre à irriguer dans les Beni Amir doit s'étendre sur 50.000 ha. et recevoir, d'une part, les eaux de l'Oum er Rebia à partir d'un barrage de dérivation construit à Kasba-Tadla, qui les amène par un canal de 24 km. au barrage de Kasba-Zidania, où est turbinée la part de débit que l'irrigation n'utilise pas et, d'autre part, une partie des eaux de l'Oued el Abid, quand seront terminés l'important ouvrage en construction à Bin el Ouidane et son canal de dérivation.

Pendant l'année écoulée, les travaux ont porté principalement sur le prolongement du canal principal des Beni Amir — terrassements et revêtements bétonnés — et sa surélévation pour en augmenter le débit. En outre, la prise du canal secondaire n° 13 ayant été achevée et l'aménagement du réseau tertiaire activement poursuivi, une nouvelle zone de 3.800 ha. a été livrée à l'irrigation, qui vient s'ajouter aux 15.000 ha. déjà cultivés, mais où l'eau est amenée le plus souvent dans des canaux en terre. Une nouvelle tranche de 3.700 ha. à partir de la prise 17 est en cours d'équipement.

Parallèlement, des travaux de drainage ont été poursuivis dans des zones où la remontée de la nappe phréatique, particulièrement importante, interdisait toutes cultures.

IV. - Périmètre des Béni-Moussa

La superficie à mettre en valeur est estimée à 90.000 ha. Son équipement comprend :

La construction d'un très important ouvrage à Bin el Ouidane, sur l'Oued El Abid, où sera installée une usine hydroélectrique d'une puissance, en année d'hydraulicité moyenne, de 160 millions de KWH.

Un barrage compensateur à Aït Ouarda, à 3.500 m. en aval, qui dérivera les eaux retenues par une galerie en charge de 10 kilomètres jusqu'à Afourer où, après avoir été turbinées dans une usine qui produira 300 millions de KWH, elles seront canalisées vers la plaine des Beni Amir et des Beni Moussa, et celle d'El Kelaa des Shrarna.

Le réseau hydraulique comprendra :

Un canal Est long de 40 km. qui desservira 12.000 ha.

Un canal Ouest qui desservira 31.000 ha. et indirectement 29.000 ha.

— Eventuellement une conduite en charge qui desservira 9.000 ha.

Le creusement des canaux principaux constituant l'ossature générale du réseau distributeur est en cours, et les terrassements d'une première tranche de travaux effectués à l'aide de moyens mécaniques très puissants sont pratiquement terminés.

Le revêtement doit être entrepris prochainement de manière à permettre la mise en eau de ces canaux et aussi l'évacuation des eaux turbinées à l'usine d'Afourer à la fin de 1953, lorsque l'usine sera mise en service.

Parallèlement sont activement poussés, à Sidi Aïssa, les travaux de construction d'une usine devant assurer la fabrication de toutes les canalisations de béton qui seront utilisées, tant dans les Beni Moussa que les Beni Amir.

V. - Périmètre des Abda-Doukkala

Commencée en 1939, la construction de l'important barrage d'Im Fout et de la centrale qu'il alimente est aujourd'hui pratiquement terminée.

Cet ouvrage répondait à un double but :

— la production d'énergie électrique,

— l'irrigation de près de 130.000 ha. formant la vaste plaine des Abda-Doukkala.

Eventuellement, il sera possible d'alimenter la ville de Casablanca en eau, à partir du périmètre des Abda-Doukkala.

La mise en valeur de 130.000 ha. ne pourra toutefois être atteinte que lorsqu'auront été exécutés de très importants travaux qui prévoient la construction, à Cheho, en amont d'Im Fout, d'un baragre sur l'Oum er Rebia d'une retenue de près de 1.500.000.000 de m^3.

Pour le moment, les efforts tendent à la mise en irrigation d'un premier lot de 90.000 ha. dans le périmètre.

Dans ce but, une galerie en charge se développe, à partir du barrage d'Im'Fout et, en direction de Bou Laouane, sur 17 km. Son achèvement peut être escompté pour 1952. Dès sa mise en eau, un premier casier de 4.300 ha. pourra être irrigué.

C'est sur la tête morte et le canal principal qu'ont porté les travaux en 1950, à l'aide d'engins mécaniques modernes et selon le rythme prévu.

En vue de la fabrication sur place des éléments des canaux bétonnés, deux usines sont en cours d'achèvement à Souk el Arba des Aounat ; elles assureront la mise en place de toutes les canalisations jusqu'aux tertiaires, qui alimenteront la zone de 4.300 ha. comprise dans les casiers de Bou Laouane.

VI. - Périmètre du N'Fis et canal de rocade

La construction du barrage de Lalla Takerkoust, sur le N'Fis, a été achevée en 1935. Ce barrage alimente une centrale dont la production annuelle, en année d'hydraulicité moyenne, est de 7 millions de KWH et a permis d'améliorer considérablement les conditions d'exploitation de 30.000 ha. de terres appartenant aux Marocains et de 5.000 ha. de lotissements européens. Mais l'irrigation rationnelle des 60.000 ha. d'excellentes terres que comporte le périmètre du N'Fis ne pourra être assurée qu'en recourant, à l'aide de barrages et de canaux adducteurs aux canaux de crues de deux autres oueds, le Lakhdar et la Tessaout, affluents de l'Oum er Rebia, qui coulent à une centaine de kilomètres à l'Est de Marrakech.

Ce groupe de barrages sera relié au N'Fis par un canal d'une longueur approximative de 120 km.

En 1950, les efforts ont porté sur le commencement du canal en rocade qui reliera le Lakhdar au N'Fis, et sur le canal du N'Fis (raccordement des 3e et 4e lots).

VII. - Périmètre du Saïss

Entre Fès et Meknès s'étend la vaste plaine du Saïss, où 30.000 ha. d'excellentes terres pourront être livrées à l'irrigation quand deux barrages auront été construits en amont de Fès.

Une partie des eaux alimentera une usine hydroélectrique reliée à la ligne Oujda-Oued el Abid, d'une production de 13.000.000 de KWH, l'autre partie sera amenée, par un canal de 30 km., à la plaine du Saïss.

Les études pédologiques et levés de terrains, commencés en 1949, sont poursuivis sans relâche ; on termine actuellement les études du canal.

Les travaux commenceront en 1952.

VIII. - Aménagements divers

Des études générales portant sur l'aménagement de régions où il ne pleut pratiquement pas, avaient été amorcées en 1947 et reçurent un début d'exécution en 1949.

Principaux travaux en 1950 :

- Dans le Souss, aménagements divers et notamment construction d'un drain à Freija.
- Dans le Draa : continuation des travaux sur la rhetara de Sroma, irrigation de Ouarzazate, seguia de crues du Talektaout et petits barrages du haut Taghbalt.
- Dans les oasis du Tafilalet : continuation des travaux de réaménagement du barrage de Moulay-Brahim sur le Gheris, et de la seguia de crues correspondante ; aménagement de drains à Alnif et à El Akkal ; drains et canalisations adductrices à Foum Ghiour et à Imiter ; enfin, défenses des têtes du Jagh Aghor et aménagement de puits au Tizimi.
- Petits travaux divers portant sur la construction d'ouvrages détruits par les crues et équipement de petits réseaux d'irrigation dans les régions de Marrakech, Safi, Meknès, Fès et Oujda.
- Sondages et études hydrogéologiques en vue de la recherche d'eaux souterraines.
- Frais généraux divers et continuation d'études pour la création, l'extension et l'aménagement de périmètres d'irrigation.

Chapitre 2

Aménagements hydrauliques ayant pour but l'assainissement

Assainissement de la plaine du Rharb

I. - Rive droite du Sebou

Il convient de rappeler en quelques mots que le périmètre à assainir, situé dans le triangle limité par Port-Lyautey, Souk el Arba et Moulay bou Selham, est formé par une immense cuvette basse et fermée, sillonnée de petits oueds, qui alimentent des merdjas permanentes et inondent périodiquement de vastes étendues d'excellentes terres alluviales.

Les premiers travaux d'assainissement, commencés en 1928, se sont vite avérés insuffisants. Pour assurer un drainage complet de la région, des études furent activement poussées et, en 1947, les travaux reprirent à vive allure avec des moyens mécaniques de plus en plus puissants.

A l'heure actuelle, la pièce maîtresse est le canal Nador qui relie vers le Nord la merdja Daoura à la merdja Zerga ; il est complètement terminé et permet l'écoulement d'une partie des eaux de la première vers la seconde et de là vers la mer, par le goulet de Moulay Bousselham.

Dans la partie Nord-Est du périmètre, les oueds M'da et Mader ont été endigués et canalisés, et leurs eaux sont amenées par le canal du Segmet dans la merdja Daoura.

Au centre, le canal Merktane assèche la merdja Si Ahmed el Mansour et draine ses eaux vers le Sud. Enfin, le canal Foukroum, qui prend naissance dans la merdja Daoura, assèche les parages qu'il traverse et déverse ses eaux dans le Sebou.

Tous ces travaux d'assainissement (grands collecteurs et canaux secondaires) sont activement poussés ; ils nécessitent également la construction d'ouvrages de franchissement sur les canaux principaux.

Ce réseau de drainage doit, sinon assécher la totalité de l'immense périmètre, du moins résorber très rapidement les débordements du Sebou et des oueds secondaires qui en dévastaient une grande partie.

Les travaux effectués jusqu'ici ont montré que le système de drainage réalisé fonctionnait parfaitement bien et ont eu pour résultat d'assécher environ 10.000 ha. de merdjas qui ont été livrés à la culture, et d'assainir 70.000 ha. de terres périodiquement submergées.

II. - Rive gauche du Sebou

Au milieu du triangle formé par Port-Lyautey, Sidi S'imane et Souk el Arba, la plaine du Moktar présente l'aspect d'un immense bassin marécageux fermé, traversé de quelques cours d'eau au débit très lent et dans lequel d'autres oueds viennent se perdre, contribuant à la formation de nombreuses et importantes merdjas qui sont, en outre, périodiquement alimentées par les débordements du Sebou et du Beth : leur évacuation ne peut se faire qu'avec une extrême lenteur, surtout dans les parties basses.

Le barrage d'El Kansera, sur le Beth, a toutefois permis de réduire l'importance des inondations dues à cet oued.

Commencés en 1948, les travaux de drainage ont permis d'améliorer une bonne partie de la plaine, mais son assainissement nécessite l'exécution d'un très important programme dont la mise au point exige des études préliminaires, qui se poursuivent à une cadence normale.

Pour le moment, des fossés de drainage ont été creusés, pendant la saison sèche, à l'aide d'un matériel puissant, et des drains posés en vue de l'assèchement, en période normale, de diverses dayas.

Chapitre 3

Hydraulique urbaine - Adductions d'eau

L'énorme accroissement des populations urbaines, qui a dépassé les prévisions établies, pose toujours l'important problème de leur approvisionnement en eau potable et fait l'objet des préoccupations des administrations intéressées.

Malgré l'importance des travaux qui ont été réalisés dans ce but depuis 1947, les besoins dépassent parfois de 50 % les disponibilités.

Le programme établi ne pourra, dans l'ensemble, commencer à les satisfaire qu'après l'achèvement des importants barrages dont la construction est en cours en de nombreux secteurs et des réseaux d'adduction.

D'importants travaux on été activement poussés et notamment :

— A Safi, le captage et l'adduction des eaux de l'Aïn Rhor et de l'Aïn Tameï, par des canalisations bétonnées, en grande partie souterraines, dont la longueur dépasse 52 kilomètres. Le raccordement de l'Aïn Rhor au réseau de distribution de la ville est presque terminé ; à l'Aïn Tameï, le matériel destiné à l'équipement définitif des captages est à pied d'œuvre et son installation en bonne voie d'achèvement.

Le volume d'eau supplémentaire ainsi disponible pour la ville sera de l'ordre de 60 litres/seconde.

— A Agadir, dont le développement rapide exige un volume journalier supplémentaire de l'ordre de 20.000 m3, des travaux d'adduction à partir des dunes. Les études pour l'adduction à partir de la plaine du Souss aux Aït Melloul ont été faites.

— En vue d'amener un complément substantiel d'eau potable à Rabat et aux localités qui longent la côte en direction de Casablanca, de nouveaux captages sur le Fouarat et une nouvelle station de pompage. Les canalisations sont raccordées au réseau du Fouarat, construit par la R.E.I.P.

— D'autres projets, dont l'étude est activement poussée, et notamment les adductions de Djerada et d'Ouezzane.

— Des travaux d'adduction dans divers autres centres, Taza, Meknès, Boujad, Taourirt, Moulay Idriss, Moulay Yacoub, Salda, Ifrane, Zagora et Azemmour.

— Enfin des études concernant des sondages et des projets d'adduction d'eau.

LES FORCES MOTRICES

SOMMAIRE

A — Les Centrales Hydrauliques.

B — Les Centrales Thermiques.

C — Production de force motrice.

D — Postes de transformation.

E — Les lignes de transport de force.

F — Electrification rurale et des petits centres.

A. – Les Centrales Hydrauliques

Aménagements sur l'Oum er Rebia

1° Barrage d'Im'Fout

La construction de cet important ouvrage, commencée en 1939, est actuellement terminée et la centrale hydraulique a été, selon les prévisions, mise en service en 1949 ; on a procédé en 1950 aux travaux de finition.

Elle est équipée de 2 groupes de 18.400 KVA chacun, donnant une puissance installée de 36.800 KVA, et sa production annuelle, en année moyenne, est de 130.000 000 de KWH

Le coût approximatif des travaux était estimé à 1.595 millions, sur lesquels 56 millions ont été investis en 1950.

2° Barrage de Daourat

Cet ouvrage, commencé en 1947, en vue de la production d'énergie électrique seulement, a été terminé, selon les prévisions, au début de l'année 1950 et mis en service en avril. L'usine électrique a été équipée de 2 groupes de 10.000 KVA chacun, donnant une puissance installée de 20.000 KVA, et mise en service de Mai à Juillet.

Les travaux de parachèvement sont en cours ; sa production annuelle moyenne est estimée à 70.000.000 de KWH

Le coût approximatif des travaux est estimé à 2.447 millions, sur lesquels 126,4 millions ont été investis en 1950.

3° Barrage de Bin El Ouidane

Cet important barrage, dont la retenue sera de l'ordre de 1.400 millions de mètres cubes, constitue la pièce maîtresse du programme d'aménagements hydroélectriques de l'Oued El Abid, principal affluent de l'Oum er Rebia. Une première centrale, située au pied du barrage, sera équipée pour produire 160 millions de KWH ; ce dispositif sera complété à quelques kilomètres en aval, à Aït Ouarda, par un autre barrage dont les eaux seront dérivées dans une galerie de plus de 10 km., et amenées à une deuxième centrale située à Afourer dont la production annuelle moyenne sera de 300 millions de KWH.

Commencés en 1949, les travaux de construction du barrage de Bin El Ouidane ont été activement poursuivis en 1950 par des fouilles de fondation qui sont presque terminées et le matériel de consolidation des fonds des fouilles est en cours d'installation. Ces travaux ont été étalés sur 7 ans et leur coût approximatif évalué à 8.178 millions, sur lesquels un milliard a été investi en 1950.

En ce qui concerne l'usine proprement dite, la galerie de dérivation et les batardeaux sont en service ; on a procédé à des travaux préparatoires tels qu'aménagement des routes d'accès, logements, installation des carrières et du bétonnage.

Le coût approximatif de ces travaux s'élève à 2.666 millions.

Selon les prévisions actuelles, le barrage pourra être mis en eau en 1952 ; un premier groupe de l'usine sera mis en service en 1953 et 2 autres groupes en 1955.

4° Barrage d'Aït Ouarda

Commencés en 1949, les travaux de ce barrage seront étalés sur 4 ans. Sont en cours d'exécution les travaux préparatoires du barrage et les ouvrages de dérivation provisoire, les batardeaux amont et aval, ainsi que les terrassements de fondation du barrage.

Le coût approximatif a été évalué à 1.844 millions, sur lesquels 298 millions ont été investis en 1950.

5° Usine d'Afourer

Les travaux de percement de la galerie, commencés en 1948, sont poursuivis sur trois fronts d'attaque et seront étalés sur 5 ans. En décembre 1950, la longueur de la galerie percée atteignait 5.250 mètres.

Le coût approximatif a été évalué à 4.501 millions sur lesquels 591,6 millions ont été investis en 1950.

Enfin, pour la centrale d'Afourer proprement dite, dont la construction, commencée en 1949, sera étalée sur 4 ans, les efforts ont porté principalement en 1950 sur les terrassements et divers travaux de génie civil de la conduite forcée et de l'usine.

Selon les prévisions actuelles, la centrale d'Afourer pourra être mise en service en 1954.

Le coût approximatif des travaux est évalué à 2 315 millions, sur lesquels 222,6 millions ont été investis en 1950.

B. — Les Centrales Thermiques

Le programme de renforcement des centrales thermiques actuellement en service a été réalisé selon les prévisions, principalement par des travaux de génie civil et de montage de matériel.

Son financement est partagé entre l'Etat et le Concessionnaire EEM, la part de l'Etat variant entre 1/4 et 3/4 de la dépense.

Le tableau suivant indique, pour les centrales désignées, l'effort financier prévu et réalisé.

	Date de début de l'opération	Durée d'exécution	Cout approximatif des ouvrages	Investissement 1950 (Part de l'Etat + part de l'E.E.M.)
OUJDA	1947	5 ans	3.476 millions	645,4 millions
ROCHES-NOIRES SUD	1948	4 ans	4.650 millions	1.158,6 millions
PETITJEAN	1945	5 ans	423 millions	17 millions
SALE - AGADIR	1941	10 ans	374 millions	37,2 millions

C. — Production de Force motrice

La production totale effective d'énergie électrique est passée de 392.440.489 KWH en 1948 à 448.457.032 KWH en 1949 et à 497.869.705 KWH en 1950

La capacité de production moyenne annuelle (1) est passée de 376.500.000 KWH en 1948 à 507.000.000 de KWH en 1949 et à 578.300.000 KWH en 1950.

La réalisation du programme, en ce qui concerne l'année 1950, apparait dans le tableau suivant :

(Chiffres exprimés en millions de KWH)

MOYENS DE PRODUCTION	CAPACITÉ DE PRODUCTION ANNUELLE MOYENNE au 31-12-48	au 31-12-49	au 31-12-50	Capacité de production ann. moyenne à atteindre en 1952	Augmentation de la capacité de production ann. moyenne obtenue au cours de l'année 1950
Centrale hydrauliques	196,1	278	348	375	70
Centrales thermiques	180,4	229	230,3	427	1,3
Totaux	376,5	507	578,3	802	71,3

(1) On entend par production annuelle :

a) en ce qui concerne les Centrales hydrauliques, la production correspondant à une année normale au point de vue hydraulique.

b) en ce qui concerne les Centrales thermiques, les possibilités de production moyenne annuelle des Centrales thermiques actuellement en service.

Le détail des chiffres concernant la production d'énergie électrique au 1er Janvier 1951 est mis en évidence par les tableaux suivants :

1. - Situation à la date du 1er Janvier 1951

	PUISSANCE INSTALLÉE (en KVA)	PRODUCTION EFFECTIVE (en KWH)		PRODUCTION TOTALE (en KWH)
		D'ORIGINE THERMIQUE	D'ORIGINE HYDRAULIQUE	
Année 1948	114.840	185.590.920	206.849.569	392.440.489
» 1949	171.000	193.394.157	255.062.875	448.457.032
» 1950	185.055	241.698.159	256.171.546	497.869.705

2. - Centrales en service au 1er Janvier 1951

A. — CENTRALES HYDRAULIQUES

COURS D'EAU	CENTRALES	PUISSANCES INSTALLÉES (en KVA)	PRODUCTION MOYENNE ANNUELLE (en KWH)	OBSERVATIONS
Oued Fès Oued Es-Zitoun	*Fès aval*	2 × 1.180 = 2.360		
Oued Fès Oued Es-Zitoun	*Fès amont*	3 × 500 = 1.500 3 × 260 = 780	20.000.000	Ces productions sont celles qui correspondent à une année normale au point de vue hydraulique.
Oued Boufekrane	*Meknès*			
Oum er Rebia inférieur	*Si Saïd Machou*	4 × 6.800 = 27.200	65.000.000	
Oum er Rebia	*Kasba Zidania*	2 × 4.455 = 8.910	28 000.000	
Oued Beth	*El Kansera*	2 × 7.720 = 15.440	18.000.000	
Oued N'Fis	*Lalla Takerkoust*	2 × 5.500 = 11.000	17.000.000	
Oum er Rebia inférieur	*Im'Fout*	2 × 18.400 = 36 800	130.000 000	
Oum er Rebia inférieur	*Daourat*	2 × 10.000 = 20.000	70.000 000	
		123 990	348 000 000	

B. — CENTRALES THERMIQUES

CENTRALES	CONSISTANCE DES INSTALLATIONS EXISTANTES (en KVA)	PUISSANCE DE POINTE (en KVA)	POSSIBILITÉ DE PRODUCTION MOYENNE (en KWH)	OBSERVATIONS
Roches-Noires (actuelle)	4 *groupes turbo-alternateurs* × 6.000	24.000	90.000.000	
Petitjean	2 *groupes diésel* ..... × 4.800	9.600	32.400.000	
Salé	2 *groupes diésel* ..... × 850 1 *groupe diésel* ..... × 600	2.300	6.500.000	
Mazagan	2 *groupes diésel* ..... × 160	320	900.000	
Safi	2 *groupes diésel* ..... × 420 1 *groupe diésel* ..... × 450 1 *groupe diésel* ..... × 500	1.790	5.400 000	
Oujda	1 *groupe turbo* ..... 3.125 2 *groupes turbo* ..... × 6.250	3.125 12.500 (1)	83.000.000	(1) ce qui porte l'équipement d'Oujda à : Vapeur : 15.625 Diésel : 2.380 18.005
Fès	2 *groupes diésel* ..... × 1.000 1 *groupe diésel* ..... × 380	2.000 380	1.500.000	
Agadir *a*	1 *groupe diésel* ..... × 500 1 *groupe diésel* ..... × 180 2 *groupes diésel* ..... × 500	500 180 1.000 (2)	10.600.000	(2) ce qui porte l'équipement d'Agadir à 2.910.
f	2 *groupes diésel* ..... × 420 1 *groupe diésel* ..... × 890	840 890		
		59.425	230 300 000	

3. - *Evolution à prévoir dans l'équipement électrique du Maroc*

A — PERIODE 1951-1952

CENTRALES THERMIQUES

DATE DE MISE EN SERVICE	CENTRALES	CONSISTANCE DES INSTALLATIONS	PUISSANCE DE POINTE (en KVA)	PRODUCTION MOYENNE ANNUELLE ESCOMPTÉE (en KWH)
Septembre 1951	Oujda	1 *Groupe turbo* 12.500	12.500	64.000.000
Fin 1951	Nouvelles R.-Noires	1 *Groupe turbo* 17.500	17.500	60.000.000
Août 1952	d°	d°	id.	id.

B — DATE DE MISE EN SERVICE DES CENTRALES PREVUES AU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DONT LES TRAVAUX SONT EN COURS D'EXÉCUTION, MAIS QUI N'ENTRERONT EN SERVICE QU'APRÈS 1952.

JUILLET 1952	*Mise en eau du barrage de Bin El Ouidane.*
2me SEMESTRE 1953	*Mise en service du 1er groupe de l'usine de Bin el Ouidane.*
1er SEMESTRE 1954	*Mise en service de la Centrale d'Afourer.*
MILIEU 1955	*Mise en service de 2 autres groupes de l'usine de Bin El Ouidane.*
MILIEU 1955	*Mise en service du 3ème groupe Diésel de Petitjean.*
AOUT 1958	*Mise en service de la 2ème tranche de la nouvelle centrale des Roches-Noires.*
A L'ETUDE	*Aménagement du Cheho.*
POUR MEMOIRE	*Aménagement du Haut-Sebou.*

C. — EFFORT FINANCIER A ENVISAGER POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT.

(en millions de francs, estimation faite en Octobre 1950)

EXERCICES	DEPENSES TOTALES	REPARTITION DES DEPENSES	
		A LA CHARGE DU GOUVERNEMENT	A LA CHARGE DE L'E. E. M.
1951	10.061	4.452	5.609
1952	8.244	3.675	4.569
1953	3.414	1.313	2.101
1954 et exercices ultérieurs.	4.399	1.254	3.145
	26.118	10.694	15.424

D. -- Postes de transformation

1. — *Postes de 150.000 V.*

Tit-Mellil : commencés en 1948 et étalés sur 4 ans, les travaux ont été poursuivis en 1950 par une mise en service partielle, pour un départ en 150.000 V. et 5 départs en 60.000 V.

Les travaux de génie civil du reste du poste et les travaux de montage de matériel sont activement poussés.

Afourer : travaux de génie civil et montage de matériel commencés en 1950 et étalés sur 3 ans.

Fès : travaux de génie civil et montage de matériel commencés en 1950 et étalés sur 3 ans.

Oujda : travaux de génie civil et montage de matériel commencés en 1950 et étalés sur 4 ans.

Bin-el-Ouidane : travaux de génie civil et montage de matériel commencés en 1950.

2. — *Postes de 60.000 et 22.000 V.*

Equipement, selon le programme annuel des postes de Berkane, Guenfouda, Fedala et divers.

E. -- Lignes

1. — à 150.000 V.

Mise en service des lignes Daourat-Im'Fout et Im'Fout-Tit-Mellil.

Les travaux se poursuivent sur les lignes Afourer-Fès, Fès-Oujda.

2. — à 60.000 V.

Report de Roches-Noires à Tit-Mellil des lignes Roches-Noires—Skrirat—Salé, Roches-Noires—Salé, Roches-Noires—Sidi-el-Aïdi et deux'èmes lignes de liaison Roches-Noires—Tit-Mellil et Im'Fout—Sidi-Rahal.

3. — à 22.000 V.

119 kilomètres de lignes ont été mis en service en 1950.

Les travaux se poursuivent par des aménagements divers dans les installations actuellement en exploitation.

Le tableau ci-dessous donne, pour les trois dernières années, la longueur en kilomètres du réseau de transport d'énergie électrique :

ANNÉES	150.000 V.	60.000 V.	22.000 V.
Au 1er janvier 1949	—	1.209	920
Au 1er janvier 1950	140	1.277	978
Au 1er janvier 1951	140	1.388	1.097

F. -- Electrification rurale et électrification des petits centres

Les années 1949 et 1950 ont connu l'électrification des centres suivants : Temara, Skrirat, Demnat, Bouskoura, Amismiz, Sidi-Yahia, Tiflet, Petitjean, El-Aïoun, Mehdia ainsi que l'extension des réseaux ruraux des Targas, du Madagh de Saïdia et de Beni-Mellal.

ANNEXE

Note sur la Société Marocaine d'Etude de la houle et du vent

Rappelons brièvement que la SMEHV, société d'économie mixte, a été créée en 1947, en vue d'étudier la possibilité d'utiliser l'énergie de la houle et celle du vent pour la production industrielle d'énergie électrique destinée à être déversée dans le réseau général d'électricité du Maroc.

HOULE

En liaison avec l'Institut de Physique du Globe, la SMEHV exploite les renseignements donnés par un manomètre spécial immergé à Casablanca par 20 mètres de fond et à 2 kilomètres de la côte, relié par câble sous-marin à un galvanomètre enregistreur à miroir installé à terre ; les bandes d'enregistrement servent à la prédiction de la houle et au calcul de son énergie.

La SMEHV a surtout porté son activité sur l'étude des possibilités d'utilisation de brevets pour combattre l'ensablement des ports.

VENT

Utilisation : Une éolienne de 18 mètres de diamètre est installée depuis 1949 à Mogador ; accouplée à une génératrice asynchrone débitant sur le réseau de cette ville, et tournant à une vitesse supérieure à celle du synchronisme, ce système a donné des résultats satisfaisants et prouvé qu'une génératrice asynchrone pouvait marcher en parallèle avec un réseau sans qu'il en résulte pour celui-ci des perturbations, tout au moins tant que la puissance fournie par la génératrice n'est pas trop élevée par rapport à celle du réseau. Bien que ne marchant que le jour, elle a fourni, en un peu moins d'un an, 26.000 KWH au réseau de Mogador.

Mais lorsque le vent tombe au-dessous d'une vitesse telle que celle de la génératrice est inférieure à celle du synchronisme, c'est la génératrice qui entraine le moulin et le fait fonctionner en ventilateur, d'où absorption de courant. Il conviendrait donc de trouver un dispositif tel que la génératrice ne puisse entrainer le moulin, ce qui permettrait la marche de nuit et l'utilisation de vents moyens à rafales, pendant lesquels le changement de marche se produit plusieurs fois par minute.

Cette solution qui permettrait au moulin de Mogador de fournir annuellement au réseau de 50.000 à 60.000 KWH fait l'objet des recherches de la SMEHV.

Prospection : C est l'étude au moyen d'anémomètres spéciaux des emplacements les plus favorables à la pose d'éoliennes ; 4 de ceux-ci dont 2 à Mogador, 1 à Casa et 1 au col du Touahar ont été installés en 1948 ; dix autres sont en cours d'installation au cap Ghir, au cap Cantin, à Azelf près de Mogador, à Taza et à Guercif, qui permettront de déterminer, après des études portant sur plusieurs années, les caractéristiques les plus rationnelles à donner, par la suite, à chaque éolienne qui leur sera éventuellement substituée.

Parallèlement, des études similaires sont poursuivies dans d'autres pays en vue de déterminer les possibilités de transformation d'énergie éolienne en énergie électrique et son utilisation économique. Les plus grands espoirs sont attendus de ces études.

LES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE

I. — LES ROUTES ET LES TRANSPORTS ROUTIERS

A. — Les routes.

1. — Routes principales et secondaires : réalisation de grands itinéraires, construction d'autres voies et de grands ponts.
2. — Voies tertiaires.
3. — Pistes minières.
4. — Matériel.

B. — Les transports routiers.

II. — LES TRANSPORTS FERROVIAIRES.

1. — Matériel tracteur.
2. — Matériel roulant.
3. — Travaux complémentaires sur les voies et les gares.
4. — Lignes nouvelles.
5. — Logements, hôtels, divers.
6. — Trafic ferroviaire.

III. — LES TRANSPORTS MARITIMES.

A. — Les ports.

1. — Port-Lyautey.
2. — Casablanca.
3. — Safi.
4. — Agadir.
5. — Les ports secondaires.

B. — Le trafic portuaire.

1. — Trafic marchandises.
2. — Trafic voyageurs.
3. — Navires entrés et sortis.

C. — La flotte de commerce chérifienne.

IV. — LES TRANSPORTS AERIENS.

1. — Infrastructure.
2. — Trafic aérien.

I. - Les routes et les transports routiers

A. -- Les routes

1. — *ROUTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES*

Réalisations de grands itinéraires

a) Route de Casablanca à la frontière algérienne par Rabat-Oujda

Les travaux d'élargissement et de consolidation des ponts sur l'Oued Mellah et l'Oued Nefifik, commencés en 1949, ont été terminés pendant l'année 1950. De part et d'autre des vallées de l'Oued Cherrat et de l'Oued Yquem, les travaux de déviation de la route ont été poursuivis. Les efforts ont également porté à Meknès sur la route qui contourne cette ville par le Sud. Enfin les travaux de rectification et d'élargissement de la route, à Fès et à Guercif, ont été activement poursuivis

b) Route de Safi à la frontière algérienne par Kasba-Tadla et Berguent.

Les travaux, commencés en 1949, ont porté, en 1950, sur la continuation des tronçons entre Benguerir et El Kelaa, Afourer et Beni-Mellal, Kasba-Tadla et Midelt, Engil et Missour, la reconstruction du pont sur l'Oued Tessaout, au nord-est d'El Kelaa et le radier d'Outat ; enfin l'élargissement de la route entre Afourer et Kasba-Tadla.

c) Route d'Agadir à la frontière algérienne par Ouarzazate, Ksar es Souk et Mengoub.

Les travaux, commencés en 1949, ont été poursuivis entre Taliouine et Ouarzazate, Beni-Tadjit et Mengoub, et par la construction du radier d'Aoulouz.

Au total, le réseau routier, principal et secondaire, atteignait au 1er janvier 1951, 9.694 kilomètres.

Construction d'autres voies

140 km. de routes ont été terminés dans l'année.

200 km. sont en cours de construction.

Les efforts ont porté notamment sur les routes de Meknès à Tetouan, de Ksiri à M'jara, de Petitjean à Dar bel Hamri, de Taza à Sidi Abdallah, le circuit du Zerhoun, les routes de Bir Tamtam à Ahermoumou, de Taourirt à Camp Berteaux, de Bou Izakarn à Goulimine et de Marrakech à l'Ourika.

Construction de grands ponts et de leur accès

Pont sur l'Ouergha : en cours de construction.

Pont sur l'Oued Tessaout : terminé en 1950 et mis en service au début de 1951.

Pont de Mechra ed Dach : terminé en 1950 et mis en service au début de 1951.

La construction de nouveaux ponts est prévue pour 1951, notamment sur le Tensift près de Marrakech, sur le Loukkos à la frontière du Rif, sur l'Ouergha près de M'jara, et sur l'embouchure de l'Oued Yquem.

2. — *VOIES TERTIAIRES*

Les efforts ont porté sur la mise en état et la construction de chemins classés au tableau des voies tertiaires ; 452 km. de chemins ont été terminés et l'aménagement de 300 km. environ d'autres chemins se poursuit. La longueur totale du réseau tertiaire atteignait au 1er janvier 1951 : 3.421 km.

3. — *PISTES MINIERES*

Une piste minière à travers le Djebel Sagho a été construite en 1950 ; la construction du pont de Sidi Flah, sur le Dadès, a été suivie ainsi que de nombreuses petites pistes qui donnent accès à différents gisements miniers.

4. — *MATERIEL*

L'aménagement des parcs et ateliers de Casablanca, Marrakech, Oued Zem et Fès s'est poursuivi. Le parc de matériel a été complété par l'acquisition de trois groupes mobiles de concassage à grand débit, sept motograder, sept appareils de réparation de routes « point à temps », etc...

B. -- Les transports routiers

Circulation routière à la fin de 1950 :

Nombre d'automobiles légères en circulation	38.000
Autres véhicules lourds	26.000

Transports routiers à la fin de 1950 :

Agréments pour marchandises	9.700 tonnes
» pour voyageurs	29.000 places

RECAPITULATION

Routes principales et secondaires.

Longueurs (déduction faite des parties empruntées à une autre voie) en kilomètres

	TOTALES	CONSTRUITES		GOUDRONNÉES OU BITUMÉES
		AU 1-1-50	AU 1-1-51	
Routes principales	6.221,643	5.496,923	5.526,127	4.747,336
Routes secondaires	5.735,778	4.056,969	4.168,227	3.192,374
Totaux	11.957,421	9.553.892	9.694.354	7 939,710

Voies tertiaires

Longueurs (déduction faite des parties empruntées à une autre voie) en kilomètres

	TOTALES	CONSTRUITES		GOUDRONNÉES OU BITUMÉES
		AU 1-1-50	AU 1-1-51	
Région de Casablanca	6 053,250	1.525,284	1 647,694	593,332
» Rabat	3.756,983	221,294	275,359	155,432
» Meknès	5.069,423	271,493	318.427	180,285
» Fès	4 445,799	209,499	229,499	146,499
» Oujda	2.517,069	91,717	116.969	116.969
» Marrakech	8 040,900	609,850	723,450	183,500
» Agadir	5.153,635	40,100	109,933	19,500
Totaux	35 037,059	2 969,237	3.421,331	1 395,517

II. - Les transports ferroviaires

1° Matériel tracteur.

Le programme prévoyait l'acquisition de 14 locomotives électriques de 1.800 CV et de 7 locomotives diesel électriques de 1.500 CV.

Au cours de l'année 1950 ont été effectivement livrées 3 locomotives électriques de 1.800 CV et 2 locomotives diesel électriques de 1.500 CV.

Seront en outre livrées en 1951, six des premières à la cadence de une par mois et deux des autres.

Le matériel de deux sous-stations fixes est commandé. La livraison est attendue incessamment et les sous-stations entreront en service en 1951.

2° Matériel roulant.

Le programme prévoyait l'acquisition de 200 wagons tombereaux de 30 tonnes et de 50 wagons-trémies à phosphate.

La totalité de ce matériel a été livrée au cours de l'année 1950.

L'équipement des wagons P.V. en frein continu s'est poursuivi et sera terminé au cours de l'année 1951.

3° Travaux complémentaires sur les voies et gares.

Le doublement de la voie entre Casablanca et Sidi-Marouf est terminé. Il se poursuivra jusqu'à Sidi-el-Aïdi pour permettre à cette ligne de satisfaire au trafic accru des phosphates et du minerai de manganèse.

En outre, la substitution de rails de 46 kilos aux rails de 36 kilos s'est poursuivie entre Sidi-el-Aïdi et Oued-Zem.

Les travaux de la gare de Sidi-Belyout, au port de Casablanca, entrepris en 1949, sont activement poussés et seront terminés au début de 1951. D'importants aménagements des voies sont en cours d'exécution dans le secteur Casablanca-voyageurs, Aïn-Sebaa et Sidi-Belyout.

4° Lignes nouvelles.

La ligne de Djerada à Guenfouda est en construction sur toute sa longueur ; un lot de 7 kilomètres de terrassement et d'ouvrages d'art est terminé ainsi qu'un tunnel de 1.864 mètres au col du Rhour ; deux autres passages souterrains, sur les sept que comportera la ligne, sont en cours de percement ainsi que de nombreux ouvrages d'art.

5° Ateliers. Magasins. Rechanges.

L'extension des ateliers de locomotives de Casablanca a été terminée en 1950.

6° Logements.

Les logements ci-après pour le personnel ont été terminés : Oujda, 17 logements ; Port-Lyautey, 6 ; Rabat, 12 ; Casablanca, 24 ; Safi, 6 ; Berrechid, 1 ; Khouribga, 2.

En outre, 62 appartements sont en cours de construction à Casablanca.

7° Hôtels.

A Mogador, un hôtel moderne de 24 chambres a été ouvert au public en février 1951.

A Marrakech, extension de l'Hôtel Mamounia (55 chambres), et à Casablanca, extension de l'Hôtel Transatlantique (24 chambres).

A Meknès, aménagements divers à l'Hôtel Transatlantique et à Fès au Palais Jamaï.

8° Divers.

Dépenses diverses et notamment participation des C.F.M. dans la Compagnie des Transports du Maroc (C.T.M.).

9° Trafic ferroviaire.

ANNEES	VOYAGEURS KILOMÉTRIQUES (millions)	TONNES KILOMÉTRIQUES (millions)
1938	268	375
1948	713	1.076
1949	638	1.171
1950	585	1.495

III. - Les transports maritimes

A. -- Les ports

1. — *Port-Lyautey*

Pour répondre aux nécessités d'un trafic sans cesse plus important qui se fera par des navires de plus en plus grands, le programme d'amélioration du port comprend tout d'abord l'approfondissement du chenal pour permettre l'accès, à toute heure de marée, des navires de 5 mètres de tirant d'eau ; à cet effet, une grande drague suceuse-refouleuse de 6.000 mètres cubes heure, commandée en Hollande en 1949, a été livrée en février 1951.

Des travaux et aménagements divers, comportant notamment la réfection des quais de Port-Lyautey et des jetées de Mehedia, vont être entrepris incessamment.

2. — *Casablanca*

Le très vaste programme qui a été élaboré dans le but de satisfaire les besoins commerciaux sans cesse accrus du port de Casablanca, en portant sa surface abritée de 125 à 240 hectares, s'est traduit depuis 1949 par des réalisations importantes qui ont été poursuivies en 1950, et plus particulièrement par :

Le prolongement de la jetée Delure : travaux dans l'avant-port ;

Le môle Chaix : prolongement du quai Est ;

La darse Delpit : achèvement du remblaiement du fond de la darse ;

Les terre-pleins : achèvement des quais et terre-pleins encadrant l'enracinement du futur môle intermédiaire et achèvement de la construction, sur ces terre-pleins, de deux hangars de 8.000 mètres carrés ;

Le môle intermédiaire : commencement des travaux et continuation des fondations du quai ouest de ce môle ;

Forme de radoub : commencement des travaux ;

Divers : ont été réalisées la construction et la mise en service d'un nouveau titan ; enfin, l'achat de matériel d'exploitation, de remorques, et travaux sur engins divers.

3. — *Safi*

L'accroissement du trafic commercial et principalement l'importance de la pêche ont nécessité l'aménagement de ce port ; la démolition de l'épi central a déjà permis au port de pêche de porter sa superficie de 3 à 6 hectares et 200 mètres de quai ont été construits et aménagés.

Dans le port de commerce, où le quai à marchandises doit être prolongé de 140 mètres linéaires, l'avancement des travaux est à 65 %.

Pour l'équipement du quai à minerais, la commande a été passée d'une grue de 12 t. 5.

Enfin, des études sont poursuivies en vue du prolongement de la jetée principale et de la construction d'une nouvelle jetée transversale.

4. — *Agadir*

Les travaux d'amélioration du port actuel ont été poursuivis activement en 1950, par la construction de 257 mètres de quais de rive, de 175 mètres de quais de jetée et le prolongement sur 160 mètres de la jetée principale. L'agrandissement prévu de la cale de halage a été terminé et l'avancement des travaux de la halle aux poissons est à 70 %.

5. — *Autres ports*

A Fedala, le programme de dragage prévu est terminé.

A Mazagan, la prolongation de la jetée nord a été portée jusqu'au P.M. 558 ; deux grues électriques de 8 tonnes ont été installées ainsi que les lignes électriques souterraines pour l'alimentation de ces grues.

A Mogador, les travaux d'approfondissement du bassin et la construction d'une cale de halage sont terminés.

B. -- Le trafic portuaire

1. — *Marchandises manipulées*

(en milliers de tonnes).

ENTREES

PORTS	1938	1948	1949	1950
Casablanca	672	1.704	1.596	1.560
Safi	24	48	48	24
Port-Lyautey ..		60	120	120
Fedala	312	156	240	276
Agadir		48	12	72
Autres ports ..		36	36	12
TOTAL	1.008	2.052	2 052	2 064

SORTIES

PORTS	1938	1948	1949	1950
Casablanca	1.848	3.420	4.164	4.536
Safi	360	984	1.044	1.116
Port-Lyautey ..		84	180	180
Fedala	264	36	72	84
Agadir		36	60	12
Mogador		27	51	52
Autres ports ..		33	21	20
TOTAL	2.472	4.620	5.592	6 000

2. — *Trafic voyageurs*

(Casablanca).

	1938	1948	1949	1950
Entrées	75.564	34.193	36.136	34.757
Sorties	73.456	29.651	30.344	28.165
TOTAL	149 020	63.844	66.480	62.922

3. — *Navires entrés et sortis*

PORTS	1938	1948	1949	1950
Casablanca	4.224	4.608	6.024	6.240
Safi	516	756	1.164	1.632
Port-Lyautey ..	780	552	924	1.020
Fedala	324	312	636	648
Agadir	204	252	348	372
Autres ports ..	768	180	204	192
TOTAL	6.816	6 660	9.300	10.104

C. -- La Flotte de commerce chérifienne

Au cours de l'année 1950, la flotte pétrolière du Maroc s'est augmentée d'une unité, le « Dadès », citerne automotrice destinée à l'avitaillement des navires en carburants dans le port et la rade de Casablanca ; elle vient doubler le « Souss », tandis que l' « El Karim » ravitaille les ports secondaires.

Il convient de signaler la vente, pour la démolition, du « Caïd Hassan » construit en 1893, doyen des cargos marocains qui était affecté au petit cabotage entre les ports secondaires du Maroc ainsi que la perte, par échouement, du « Caïd Fassi », qui faisait le même trafic ; le cargo panaméen « Anfa », affrété en coque nue, a été en compensation affecté au trafic des pondéreux entre le Maroc, la France, l'Espagne et le Portugal.

Dans le cadre du programme d'équipement établi en liaison avec le Ministère français de la Marine Marchande, plusieurs projets d'achats et de construction de navires ont été étudiés. L'un d'eux, en cours de réalisation, prévoit la construction, en Suède, de deux unités de 1.500 tonnes D.W. ; la première doit être lancée dans le courant du deuxième semestre 1951 ; la deuxième sera mise en chantier immédiatement après, sur la même cale.

Un autre projet porte sur la mise en chantier d'un cargo de 2.500 tonnes dont la commande a été passée à un chantier allemand ; trois cargos : le « Khouribga », le « Djerada » et le « Zelidja », armés au long cours, ont fait flotter le pavillon marocain dans les mers les plus lointaines ; pour exploiter la ligne Maroc-Hambourg, sur laquelle le Maroc est placé depuis plus d'un an, trois cargos norvégiens ont été affrétés, destinés principalement au transport des agrumes et des primeurs.

D'autres navires étrangers ont également été affrétés pour les affecter à des lignes et des trafics intéressant particulièrement l'économie du Protectorat, augmentant ainsi le potentiel de la flotte chérifienne ; des caboteurs de faible tonnage ont été mis au service des ports secondaires du Maroc et de la France méditerranéenne pour assurer les liaisons avec l'Italie.

Enfin, trois cargos frigorifiques ont été affrétés pour le transport du poisson congelé, et un petit cargo de 101 tonnes de jauge brute acquis pour d'autres transports frigorifiques.

Parmi les navires-citernes, ceux qui ont été affectés au trafic péticlier ont reçu un aliment régulier ; par contre, les porte-vins n'ont pas toujours trouvé le fret nécessaire et certains d'entre eux ont dû être désarmés pendant des périodes plus ou moins longues ; ils sont restés, pour la plupart, sur les lignes méditerranéennes.

La flottille des engins portuaires s'est augmentée d'une unité, le « Bouskoura », remorqueur de 52 tonneaux de jauge brute, de la Direction des Travaux Publics. Enfin, parmi la flottille des bâtiments de servitude, le « Phosphate IV », remorqueur de 240 tonneaux, a été vendu pour la démolition, mais un remorqueur de haute mer, le « Sidi Belyout », a été récemment acquis et une autre unité dont l'achat est en cours en Italie, viendra prochainement renforcer la flottille des remorqueurs de haute mer.

Situation de la flotte de commerce.

	1er JANVIER 1940		1er JANVIER 1950		1er JANVIER 1951	
	NOMBRE	TONNAGE	NOMBRE	TONNAGE	NOMBRE	TONNAGE
Navires de charge	6	3.110	31	33.397	30	32.920
Batiments de servitude			12	1 667	12	1.479
Total	**6**	**3.110**	**43**	**35.064**	**42**	**34 399**

Ceci illustre la nécessité de poursuivre l'équipement naval du Maroc en dotant sa marine marchande d'unités adaptées au transport des principales productions de ce pays : pondéreux, primeurs, agrumes, conserves, produits frigorifiques, etc...

IV. - Les transports aériens

A. -- Infrastructure

1. — *Aménagement de terrains*

Les travaux de terrassement de l'aérodrome de Fès-civil sont presque terminés ; ceux de l'aérodrome de Port-Lyautey-civil sont terminés ; ceux de Taza-Si-Mamou-Mefta, de Safi et de Rabat-ville se sont poursuivis.

Deux hangars ont été construits à Rabat-ville et un à Port-Lyautey ; d'autres hangars sont en cours de construction à Casablanca-tourisme, à Ifrane et à Safi.

Enfin le revêtement des pistes des aérodromes d'Agadir et de Marrakech a été terminé.

2. — *Bâtiments*

L'aérogare de Rabat-Salé et ses logements de personnel ont été mis en service en juillet 1950 ainsi que les bâtiments de Rabat-ville. La construction des aérogares et bâtiments de service à Ifrane, Oujda, Safi et Casablanca-tourisme s'est poursuivie.

B. -- Trafic

ANNEES	NOMBRE DE PASSAGERS		FRET TRANSPORTÉ (tonnes)	POSTE TRANSPORTÉE (tonnes)
	ARRIVÉE	DÉPART	ARRIVÉE + DÉPART	ARRIVÉE + DÉPART
1948	54.852	56.040	6.008	»
1949	65.412	69.516	7.059	269
1950	70.704	77.616	6.576	262

LES TRANSMISSIONS

SOMMAIRE

I. — TELECOMMUNICATIONS

Télégraphie et téléphonie :

Résultats.

Perspectives immédiates.

II. — RADIOTELEGRAPHIE ET RADIOTELEPHONIE

Résultats.

Perspectives immédiates.

III. — RADIODIFFUSION

Résultats.

Perspectives immédiates.

IV. — CONSTRUCTION DE BATIMENTS POSTAUX

Résultats.

Perspectives immédiates.

V. — SITUATION COMPAREE — 1938 - 1945 - 1950

I. — TELECOMMUNICATIONS.
Télégraphie et Téléphonie

1° Résultats.

Le tableau ci-dessous permet de comparer les situations des réseaux, lignes et centraux de fin 1948 à fin 1950. En général, les pourcentages de réalisation du programme d'équipement sont encore très faibles ; les objectifs de 1952 ne seront certainement pas atteints à l'expiration des délais prévus.

Cet état de choses provient des longs délais imposés par les fabricants de matériels de télécommunications (la situation déjà signalée dans les rapports précédents ne s'est pas améliorée sur ce point) dont l'installation ne pourra être effectuée à un rythme à peu près satisfaisant qu'au cours des années 1951, 1952 et 1953. Néanmoins, les extensions prévues dans le cadre du « Plan » ne seront réalisées entièrement que si l'administration peut disposer de moyens accrus en personnel et en matériel d'abonnés au-delà de 1952.

2° Perspectives immédiates.

Entre le 1er janvier et le 30 juin 1951, on peut escompter les réalisations suivantes :

Lignes aériennes de télécommunication : continuation des travaux de grosses réparations des lignes de l'ancienne zone militaire Sud et pose de 200 à 300 kms de circuits nouveaux.

Lignes aériennes d'abonnés : 2.500 kms de circuits.

Lignes souterraines d'abonnés : 4.000 kms, principalement dans les grandes villes où le tirage des câbles sera confié à une entreprise privée.

Postes d'abonnés : 3.000 (chiffre ne pouvant être dépassé que difficilement faute de personnel qualifié pour les installations).

Equipement de centraux :

— Extension de 500 lignes au central automatique de Port-Lyautey ;

— Extension de 100 lignes au Satellite automatique de Fès-Bab Ftouh ;

— Extension de 500 lignes par « armoires satellites » au central automatique de Rabat ;

— Extension de 200 lignes en automatique rural dans les différentes régions du Maroc ;

— Installation d'un multiple téléphonique à B.C.I. (batterie centrale intégrale) à Safi ; la réalisation de cette installation représentera, outre une amélioration du service, une extension de 800 lignes — la capacité des standards actuels à batterie locale est de 700 lignes.

En outre, les travaux suivants seront poursuivis :

— Installation des centraux automatiques à Meknès-ville nouvelle (3.000 lignes) et Meknès-médina (1.000 lignes) ; la mise en service de ces centraux, prévue pour le début du quatrième trimestre 1951, représentera, outre une amélioration des conditions d'exploitation, une extension de 2.200 lignes ; actuellement il existe 1.800 abonnés au B.C.I.

— Montage de la chaine interurbaine et extension de 1.000 lignes à raccordement direct au central automatique de Casablanca-Lyautey I ; date d'achèvement des travaux : fin 1951.

DESIGNATION DES TRAVAUX PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ	UNITÉ	SITUATION 1948	SITUATION 1949	SITUATION 1950	OBJECTIFS 1952	AUGMENTATIONS 1948-49	AUGMENTATIONS 1948-50	AUGMENTATIONS 1948-52	% DE RÉALISATION DU PROGRAMME
Lignes aériennes de télécommunications	km.	43.000	43.372	43.935	50.000	372	935 (a)	7.000	13,4 %
Lignes aériennes d'abonnés.....	km.	15.000	16.931	19.888	36.000	1.931	4.888	21.000	23,3 %
Lignes souterraines d'abonnés....	km.	30.000	32.912	35.906	74.000	2.912	5.906 (b)	44.000	13,4 %
Câbles à grande distance.....	quarte kilométr.	18.000	30.587	32.911	48.000	12.587	14.911	30.000	49,7 %
Equipement des centraux (lignes de raccordement)	Nombre	31.000	36.560	42.394	74.000	5.560	11.394 (c)	43.000	26,5 %
Postes d'abonnés	Nombre	26.000	29.686	34.857	60.000	3.686	8.857 (d)	34.000	26,1 %

REMARQUES

a) La situation fin 1950 fait ressortir que 935 km. — 372 km. = 563 km. de lignes aériennes nouvelles ont été posées en 1950.

b) Il s'agit de lignes souterraines affectées, c'est-à-dire utilisées pour le raccordement des abonnés au téléphone ; en fait l'extension du réseau souterrain porte sur un plus grand nombre de kilomètres de circuits (19.000 en câbles souterrains posés au cours de l'année 1950).

c) A noter l'extension toute récente de 2.600 lignes à Casablanca résultant de la mise en service du nouveau central automatique de Casablanca-Gare en décembre 1950, ainsi que la mise en batterie centrale intégrale du réseau d'Agadir.

d) En 1950, il a été installé également 4.500 postes supplémentaires.

II. — RADIOTELEGRAPHIE ET RADIOTÉLEPHONIE.

1° Résultats.

Au cours du deuxième semestre 1950, le matériel nécessaire à l'équipement provisoire de la station côtière d'Agadir a été en partie fabriqué ; cette station doit être mise en service au mois de mars 1951.

Un nouvel émetteur ondes courtes de 1 kw. a été mis en service ; il permettra, avec l'installation de la nouvelle salle d'exploitation à la station de réception de Rabat, et dès livraison des meubles de liaison nécessaires, d'améliorer la quatrième voie radiotéléphonique et d'ouvrir très prochainement une cinquième voie.

Au cours de la même période, l'Office des P.T.T. s'est encore livré à une étude d'implantation de nouvelles antennes en vue de la mise en service du deuxième équipement à bande latérale unique dont l'expédition est annoncée.

2° Perspectives immédiates.

- Montage et mise en service d'un émetteur et de deux récepteurs à bande latérale unique qui permettront de porter à six le nombre de voies radiotéléphoniques et à quatre le nombre de voies radiotélégraphiques (l'expédition du matériel commandé en 1947 est annoncée).
- Construction de nouvelles antennes à la station d'émission.
- Amélioration des conditions d'exploitation dans les stations côtières.
- Reprise par l'Office et réorganisation de la station côtière d'Agadir.
- Achat et équipement d'une camionnette de mesures et dépannages pour l'entretien des stations côtières et le contrôle des installations privées.

III. — RADIODIFFUSION.

1° Résultats.

Un studio et une salle d'enregistrement avec locaux annexes ont été édifiés pendant le premier semestre de l'année 1950. La construction d'un immeuble de la Radio à Rabat regroupant les services et comportant quatre studios a été lancée à la fin de l'année. Il a été passé d'autre part commande du deuxième émetteur de 120 kw pour le centre de Sebaa-Ayoun.

2° Perspectives immédiates.

La construction de deux émetteurs de 120 kw du centre de Sebaa-Ayoun sera terminée au cours du semestre, et le matériel sera livré sur le chantier. Les autres installations techniques, pylônes, etc., seront exécutées en partie. Les derniers lots de bâtiments seront adjugés dans la même période. Les travaux de construction de l'immeuble de la Radio à Rabat doivent se poursuivre ; le matériel de studio, pour lequel il faut de longs délais de fabrication, sera commandé.

IV. — CONSTRUCTION DE BATIMENTS POSTAUX

1° Résultats.

Le tableau ci-dessous permet de comparer les résultats obtenus en 1949 et en 1950.

NATURE DE LA CONSTRUCTION	ANNÉE 1949		ANNÉE 1950		PRÉVISIONS POUR 1951		RAPPEL DES RÉSULTATS A OBTENIR POUR L'ACHÈVEMENT DU PLAN	
	Nombre	Surface en m²	Nombre	Surface en m²	Nombre	Surface en m²	Nombre	Surface en m²
Bureaux	6	4.600	11	5.550	15	33.000	62	36.000
Extension de bureaux	2	1.500	5	1.200	1	900	12	4.600
Logements	46	5.200	7	945	46	5.000	80	6.500

2° *Perspectives immédiates.*

L'année 1951 marquera une étape importante dans la réalisation du programme de construction du plan quadriennal.

Les ouvrages qui seront achevés dans le courant de l'année représentent en effet une surface couverte de 39.000 m², se répartissant comme suit :

— Locaux de service ..... 34.000 m²
— Logements pour le personnel ..... 5.000 m²

Les plus importants de ces ouvrages sont énumérés ci-après :

— Hôtel des Postes de Meknès.
— Hôtel des Chèques et des Colis Postaux de Rabat.
— Immeuble de la rue de Toulouse à Rabat.
— Central automatique de la rue Chappe, à Casablanca.
— Bureau de Postes de Casablanca-Oasis, Tedders, Aïn-Leuh, Boulemane, etc.

Par ailleurs, une nouvelle tranche de travaux sera entreprise à l'aide des crédits obtenus au titre du budget de 1951 qui permettront de mettre en chantier 68 logements et 9 bureaux, totalisant une surface couverte de 16.000 m² environ.

V. -- SITUATION COMPAREE : 1938 - 1945 - 1950.

Situation au 31 décembre.

	1938	1945	1950
1° Circuits interurbains (longueur en kilomètres).			
— Aériens (en exploitation : réels, appropriés et combinés)	34.310	51.934	62.679
— Aériens par courants porteurs	1.070	13.716	45.547
— Souterrains	12.232	17.187	24.633
2° Equipement des centraux téléphoniques.			
— Installations réalisées. Nombre de lignes :			
— automatiques	10.800	15.100	26.700
— à batterie centrale	2.400	2.620	4.420
— à batterie locale	4.925	7.100	13.517
— en automatique rural	484	596	3.826
3° Réseau de câbles à grande distance.			
— Longueur en kilomètres des artères souterraines	95	154	813 (dont 351 en service)
— Nombre de stations de relais :			
— en service	2	2	6
— en cours d'installation			7
4° Abonnés au téléphone.			
— Abonnés non marocains. Nombre total	14.098	19.370	27.725
— Abonnés marocains Nombre total	1.398	3.388	7.132
TOTAUX	15.496	22.758	34.857
— Développement du téléphone dans les grandes villes :			
— Casablanca. Nombre d'abonnés	6.346	7.167	11.136
— Rabat-Salé. Nombre d'abonnés	2.346	3.519	5.183
— Nombre d'abonnés par 10.000 habitants (sur population globale)	24	28	42
5° Nombre d'établissements postaux.			
— Toutes catégories, sauf cabines téléphoniques isolées	209	323	365
— Cabines téléphoniques isolées	151	205	300
TOTAUX	360	528	665
6° Nombre d'habitants par établissement postal	25.000	17.000	13.000
7° Radiodiffusion :			
— Puissance des émetteurs (en kilowatts)	20	22,5	43,5
— Nombre de studios	3	4	8
— Nombre de récepteurs déclarés	38.714	54 007	133.143

L'EQUIPEMENT SANITAIRE

SOMMAIRE

I. — EQUIPEMENT HOSPITALIER

1) Etablissements mis en service en 1950.
2) Chantiers en cours en 1950.
3) Chantiers ouverts en 1950.
4) Chantiers à ouvrir en 1951.
5) Chantiers à ouvrir en 1952.

II. — SERVICE MEDICO-SOCIAL

1) Etablissements mis en service en 1950.
2) Chantiers en cours en 1950.
3) Chantiers ouverts en 1950.
4) Chantiers à ouvrir en 1951.
5) Chantiers à ouvrir en 1952.

III. — ACHAT ET CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

1) Logements mis en service en 1950.
2) Chantiers en cours en 1950.
3) Chantiers à ouvrir en 1951.
4) Chantiers à ouvrir en 1952.

IV. — PRINCIPAUX RESULTATS

L'équipement sanitaire

Les principes qui avaient présidé à l'établissement du programme d'équipement sanitaire et qui visaient en particulier à développer parallèlement la construction de centres hospitaliers dans les grandes villes et la création de formations sanitaires disséminées dans tout le Maroc ont été mis en application et ont abouti en 1950 à des résultats très satisfaisants. Grâce à cet effort, les hospitalisations en milieu marocain sont ainsi passées de 96.724 en 1949 à 104.000 en 1950, alors que le nombre de consultations s'accroissait de près d'un million.

L'énumération suivante fait ressortir les résultats atteints en 1950 et notamment les formations mises en service et les nouveaux chantiers ouverts.

I. -- Equipement hospitalier

1° *Etablissements mis en service en 1950*

a) ETABLISEMENTS HOSPITALIERS :

Région de Meknès. — Meknès : Pavillons à l'Hôpital Sidi-Saïd (90 lits).

Région de Rabat. — Salé : Hôpital Ophtalmologique (100 lits).

Région de Casablanca. — Casablanca : Nouvel Hôpital Musulman (Hôpital Maurice Gaud) (médecine, 250 lits).

b) FORMATIONS ANTITUBERCULEUSES.

Région de Meknès. — Azrou : Pavillons supplémentaires du Centre Antituberculeux.

Région de Marrakech. — Marrakech : Modernisation et extension de l'Hôpital-Sanatorium de l'Amerchich (30 lits).

Région de Casablanca. — Benahmed : Maison de cure, 1re tranche (50 lits).

c) FORMATIONS SANITAIRES :

Région d'Oujda. — Martimprey-du-Kiss : Infirmerie.

Région de Rabat. — Petitjean : Nouvelles salles d'hospitalisation (12 lits) ;

Rabat : Pavillon de consultation à l'Hôpital Moulay-Youssef.

Mechra-bel-Ksiri : Nouveau pavillon de consultation.

Souk-el-Arba-du-Gharb : Nouvelles salles d'hospitalisation (16 lits).

Si-Allal-Tazi : Infirmerie.

Rabat : Infirmerie du Palais de S. M.

Rabat : Aménagement de laboratoires à l'Institut d'Hygiène.

Skrirat : Infirmerie.

Région de Casablanca. — Casablanca : Dispensaire Antenne de la rue Larrey.

Casablanca : Service de santé de l'aéroport du Camp Cases.

Oued-Zem : Infirmerie.

Bir-Jedid-Chavent : Infirmerie.

Beni-Amir-Beni-Moussa : Infirmerie (16 lits).

Fquih-ben-Salah : Infirmerie.

Région de Marrakech. — Safi : Service de Santé Maritime.

Salles de visites à : Debdou, M'rirt, Mghzzine, Had-Kourt, Zaouïa-Ahansal, Hadj-Kaddour, Tarzit.

2° *Chantiers en cours en 1950*

a) ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS :

Région d'Oujda. — Oujda, Nouvel Hôpital Franco-Marocain (Hôpital Loustau) (500 lits).

Région de Fès. — Taza : Hôpital René-Darbas, pavillons neufs.

Fès : Hôpital Cocard, 3 pavillons et modernisation (56 lits).

Région de Meknès. — Meknès : Nouvel Hôpital Franco-Musulman (320 lits).

Région de Rabat. — Ouezzane : Nouvel Hôpital.

Rabat : Nouvel Hôpital Franco-Musulman (650 lits).

Région de Casablanca. — Casablanca : Hôpital Jules-Colombani, Centre Anticancéreux Bergonié (30 lits).

Casablanca : Hôpital Jules-Colombani, aménagement des pavillons des enfants.

Marrakech : Hôpital Mauchamp, pavillon chirurgical (20 lits).

Région de Marrakech. — Mazagan : Hôpital, construction de pavillons neufs.

Région d'Agadir. — Ouarzazate : Hôpital.

Taroudant : nouveaux pavillons.

b) FORMATIONS ANTITUBERCULEUSES :

Région de Meknès. — Meknès : Fondation A. Pagnon.

Azrou : Sanatorium de Ben-Smin (320 lits).

Région de Casablanca. — Benahmed : Maison de cure (2e tranche).

Benahmed : Préventorium (1re tranche).

Mazagan : Préventorium de Sidi-el-Ayachi.

Casablanca : Hôpital J.-Colombani, pavillon pour tuberculeux.

c) FORMATIONS SANITAIRES :

Région d'Oujda. — Martimprey-du-Kiss : Polyclinique.

Debdou : Infirmerie.

Région de Meknès — Boudenib : Infirmerie.

Ksar-es-Souk : Salles climatisées.

Region de Casablanca. — Casablanca : Dispensaire Antenne d'Aïn-Chok ; Dispensaire des Roches-Noires ; Cellule d'aliénés à El-Hank ; Ecole d'Infirmières d'Etat (surélévation) ; Dispensaire de la Nouvelle-Médina.

Région de Marrakech. — Aït-Ourir : Infirmerie (1re tranche).

Marrakech : Maternité Marocaine (1re tranche).

Marrakech : Dispensaire Dermato-Vénérologique Arsa Moha

Salles de visites à : Tifrite, Bouaïane, Had-du-Drâa, Mrafina, Aïn-Taoudjat, Had-Mjati, Asni, Bouaboud, Timesgadiouine, Beni-Amar, Aït-Hami.

3e Chantiers ouverts en 1950

a) **ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS :**

Région de Casablanca. — Berrechid : Nouveaux pavillons de l'Hôpital Neuro-Psychiatrique (40 lits).

Région de Marrakech. — Marrakech : Dispensaire Ophtalmologique et Centre de Santé.

Marrakech : Hôpital Mauchamp (1re tranche) (110 lits).

Safi : Nouveaux pavillons à l'Hôpital Henri-David (24 lits).

Safi : Nouvel Hôpital (350 lits).

Mogador : Hôpital (1re tranche Centre de Santé).

Région d'Agadir. — Bou-Izakarn : Extension de l'Hôpital.

b) **FORMATIONS ANTITUBERCULEUSES :**

Région d'Oujda. — Oujda : Dispensaire antituberculeux.

c) **FORMATIONS SANITAIRES :**

Région d'Oujda. — Berkane : Infirmerie.

Région de Fès. — Boulemane : Infirmerie
Sefrou : Infirmerie.
Matmata : Infirmerie (10 lits).

Région de Meknès. — Moulay-Idriss : Infirmerie.

Région de Rabat. — Khemisset : Infirmerie.

Région de Casablanca. — Settat : Infirmerie.
Fedala : Infirmerie.
Sidi-Bennour : Infirmerie.

Région de Marrakech. — Marrakech : Extension provisoire du Dispensaire de Bab-Taghsouth (35 lits).

Région d'Agadir. — Tata : Infirmerie.
Irherm : Infirmerie.
Salles de visites à : Ouled-Saïd, Taghsit.

4e Chantiers à ouvrir en 1951

a) **ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS :**

Région de Fès. — Taza : Hôpital René-Darbas, extension.
Fès : Hôpital Cocard, pavillon israélite.

Région de Casablanca. — Casablanca : Hôpital Jules-Mauran, pavillon pour israélites (90 lits).

Region d'Agadir. — Taroudant : Hôpital Civil, extension et modernisation (10 lits).
Tiznit : Hôpital Civil, extension et modernisation (40 lits).

b) **FORMATIONS ANTITUBERCULEUSES :**

Région de Fès. — Aérium Nesdra-Jorf.

c) **FORMATIONS SANITAIRES :**

Dix-huit unités d'hospitalisation préfabriquées réparties dans huit centres.

Région d'Oujda. — Oujda : Quartier des aliénés à Dar-el-Mehallah.
Taourirt : Infirmerie.
Berkane : Infirmerie.

Région de Fès. — Aknoul : Infirmerie.
Tahala : Infirmerie.
Tissa : Infirmerie.

Région de Meknès. — Erfoud : Infirmerie.
Ksar-es-Souk : Infirmerie.
Midelt : Infirmerie-Pavillon pour Européens.
Khénifra : Infirmerie.
Aïn-el-Jemaa : Infirmerie.
Aïn-Leuh : Infirmerie.
Talsinnt : Infirmerie (extension).

Region de Rabat. — Rabat : Infirmerie du Palais de S. M. (2e tranche).
Rabat : Infirmerie du Méchouar.

Région de Casablanca. — Casablanca : Ecole d'Infirmières d'Etat ; extension du rez-de-chaussée.
Casablanca : Service de Santé Maritime.
Bir-Jedid-Chavent : Hospitalisation Infirmerie.
Sidi-Bennour : Infirmerie.
Boucheron : Infirmerie.

Région de Marrakech. — Marrakech : Maternité Marocaine (2e tranche).
Marrakech : Hôpital Djenan Amerchich, Pavillon des Infirmières.
Marrakech : Centre de Santé d'Arsa Moha.
Aït-Ourir : Infirmerie (2e tranche).
Souk-el-Arba-des-Skours : Infirmerie.
Djemaa-Sahim : Infirmerie.
Chemaïa : Infirmerie.
Tinerhir : Infirmerie.
Taliouine : Infirmerie.

Region d'Agadir. — Agadir : Dispensaire d'Ansa.
Agadir : Dispensaire du quartier industriel.
Tafraout : Infirmerie.
Goulimine : Infirmerie.
Salles de visites à : Saïdia, Beni-Drar, La Jacqueline, Sidi-Redouane, Lalla-Mimouna, Khemisset, Shrirat, Ourika, Hamada, Talaat-N'Yacoub, Moulay-Bouazza, Souk-el-Had-Soualem, Trifia, Souk-el-Had-des-Ouled-Frej, Tit-Mellil, Souk-el-Khémis-des-Zemamra, Aït-Amara, Tléta-de-Arhana, Jemat-Tasrit, Targna, Bab-el-Marouj, Souk-es-Sebt des Ouled-Jemaa, Jachah, Souk-es-Sebt des Zerarda, Ras-el-Oued, Fezzou, Oued-Beraa N'Touchka, Ouizerth, Moulay-Bouchta.

5e Chantiers à ouvrir en 1952

a) **ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS.**

Région de Fès. — Fès : Hôpital Cocard, Pavillon des entrées.

Région de Rabat. — Port-Lyautey : Hôpital Yves-Machoire ; extension.
Port-Lyautey : Hôpital Civil ; extension.

Région de Casablanca. — Casablanca : Hôpital Jules-Colombani ; Nouveau pavillon des enfants.
Hôpital de Mazagan (2e tranche).
Marrakech : Hôpital Mauchamp ; extension (2e tranche).
Hôpital de Mogador (2e tranche).

Région d'Agadir. — Agadir : Hôpital Civil ; extension.
Taroudant : Bloc opératoire.

b) **FORMATIONS ANTITUBERCULEUSES :**

Région de Rabat. — Port-Lyautey : Pavillon de cure pour tuberculeux osseux.

Rabat : Deux pavillons de cure pour tuberculeux osseux.

Région de Casablanca. — Benahmed : Un pavillon préfabriqué U.T. Pulmo.

Région de Marrakech. — Marrakech : Deux pavillons de cure pour tuberculeux osseux.

Marrakech : Hôpital Djenan-Amerchich (3e tranche).

Région d'Agadir. — Inezgane : Préventorium (50 lits).

c) **FORMATIONS SANITAIRES :**

Région d'Oujda. — Berguent : Infirmerie.

Zoumi : Infirmerie.

Région de Fès. — Karia-ben-Mohamed : Infirmerie ; réfection et modernisation.

Matmata : Annexe de l'infirmerie.

Sefrou : Hospitalisation infirmerie.

Rafsai : Réfection et modernisation de l'infirmerie.

Abermoumou : Réfection et modernisation de l'infirmerie.

Fès : Dispensaire Antenne de Bab-el-Hadid.

Région de Meknès. — Meknès : Dispensaire Poulain.

Meknès : Dispensaire israélite M'Rezen.

Rissani : Réfection et modernisation de l'infirmerie.

Goulmina : Infirmerie.

Safsaf : Infirmerie.

Aïn-Leuh : Infirmerie.

Ifrane : Infirmerie.

Région de Rabat. — Arbaoua : Infirmerie.

Région de Casablanca. — Casablanca : Pharmacie Centrale ; extension.

Casablanca : Dispensaire Antenne de Ben-M'Sick.

Casablanca : Dispensaire israélite du boulevard Moulay-Youssef.

Fédala : Infirmerie (2e tranche).

Boulhaut : Infirmerie.

Benahmed : Infirmerie.

Benahmed : Dispensaire.

Beni-Mellal : Infirmerie.

Fqih-ben-Salah : Infirmerie (2e tranche).

Souk-el-Khémis des Ouled-Ziane : Infirmerie.

Région de Marrakech. — Demnat : Dispensaire Antenne.

Tamanar : Infirmerie.

Agdz : Infirmerie.

Région d'Agadir. — Taguelf : Infirmerie.

Tata : Infirmerie.

Inezgane : Infirmerie.

Irherm : Infirmerie.

Salles de visites à : Camp-Berteaux, Haïma, Touissit, Dar-Gueddari, Aïn-el-Aouda, Souk-es-Sebt-Sidi-Bousbeur, Skoura, Souk-es-Sebt des Rhouma, Sidi-Moktar, Tnine-Bouchan, Souk-el-Arba des Aounate, Bouskoura, Souk-el-Khémis de Ouled-Ayad, Souk-es-Sebt des Ouled-Nemaa, Souk-el-Tnine des Chtouka, Zaouïa-Ahanzal (extension), Sebaa-Aïoun, Aïn-Djemaa, Kebbab (extension), N'Trirt, Ida ou Zemsal, Aït-Brahim, Adana, Taghrirt, Oualidia, Dar-Bouazza.

II. - Service médico-social

1° *Etablissements mis en service en 1950*

Région de Casablanca. — Casablanca : Garderie d'enfants du quartier Bourgogne.

Région de Rabat. — Rabat : Dispensaires des Douars Doum et Debbagh.

2° *Chantiers en cours en 1950*

Région de Fès. — Fès : Dar Bouayad, Centre d'éducation sanitaire et familiale.

Région de Rabat. — Rabat : Centre de puériculture Maréchale-Lyautey (finition).

Rabat : Centre d'hygiène scolaire des Orangers.

Région de Casablanca. — Casablanca : Dispensaire central des œuvres d'assistance.

Casablanca : Centre Médico-Social d'Aïn-Chok.

Casablanca : Maison d'enfants de l'Oasis.

3° *Chantiers ouverts en 1950*

Région de Marrakech. — Marrakech : Centre Médico-Social de Bab-Doukkala.

4° *Chantiers à ouvrir en 1951*

Région de Fès. — Immouzer-du-Kandar ; Pouponnière.

Région de Meknès. — Meknès : Dispensaire du Bordj Moulay-Omar.

Région de Rabat. — Port-Lyautey : Centre Médico-Social.

Casablanca : Centre Médico-Social des Carrières Centrales.

5° *Chantiers à ouvrir en 1952*

Région de Fès. — Taza : Centre Médico-Social et Goutte de Lait.

Fès : Centre Médico-Social du Square Maurial.

Fès : Centre d'Hygiène Scolaire.

Région de Rabat. — Khémisset : Centre Médico-Social et Goutte de Lait.

Région de Marrakech. — Marrakech : Centre P.M.I. de garderie d'enfants.

Safi : Centre M.S. et Goutte de Lait.

III. - Achat et construction de logements

1° *Logements mis en service en 1950*

Région d'Oujda. — Oujda : **Logement.**

Région de Rabat. — Port-Lyautey : **Logement.**
Rabat : Logement.

Région de Casablanca. — Sidi-Bennour : **Logement.**
Fquih-ben-Salah : Logement.

Région de Marrakech. — Safi : **Logement.**
Mogador : Logement.
Marrakech : **Logement.**

Région d'Agadir. — Agadir : Logement.

2° *Chantiers en cours en 1950*

Région de Fès. — Sefrou : Logement préfabriqué.
El Aderj : Logement d'infirmier.
Wahirdja : Logement d'infirmier.
Fès : Aménagement d'un garage atelier à l'Hôpital Auvert.

Région de Rabat. — Had-Kourt : Logement du médecin de l'Infirmerie

Région de Casablanca. — Fédala : Logement pour le médecin

3° *Chantiers à ouvrir en 1951*

Région d'Oujda. — Debdou : Logement d'infirmier.
Saïdia : Logement.
Martimprey : Logement.
El-Aioun : Logement.
Oujda : Immeuble de la Santé.

Région de Fès. — Aïn-Kaddous : Extension de la maison du médecin ; trois logements d'adjoints de santé.
Akroul : Logement du médecin.
Fès : Deux logements de médecin à l'Hôpital Cocard.
Bab-el-Morouj : Logement.
Tahala : Logement.

Région de Meknès. — Moulay-Idriss : Logement du médecin-chef.
Aïn-Leuh : Logement du médecin-chef.
Moulay-Bouazza : Logement.
Rich : Logement.
Meknès : Logement dans l'immeuble des P.T.T.
Khénifra : Logement.

Région de Rabat. — Ouezzane : Deux villas de médecins.
Zoumi : Logement.

Région de Casablanca — Benahmed : Maison du médecin-chef.
Casablanca : Logement O.C.L.M.

Région de Marrakech. — Hôpital Mauchamp, Pavillon des infirmières.

4° *Chantiers à ouvrir en 1952*

Région d'Oujda. — Oujda : Immeuble collectif du Service Médico-Social.
Sefrou : Logement du médecin-chef du Groupe Sanitaire Mobile

Région de Fès. — Taounate : **Logement.**
Fès : Immeuble collectif du Service Médico-Social.
Azrou : Logement au Sanatorium de Ben-Smin.

Région de Meknès. — El-Kebbab : **Logement.**
Rissani : **Logement.**
Erfoud : **Logement.**
Meknès : Logement au Nouvel Hôpital Franco-Marocain.

Région de Rabat. — Rabat : Logement au Nouvel Hôpital Franco-Marocain.
Petit Jean : **Logement.**

Région de Casablanca. — Fédala : Logement.
El-Ksiba : **Logement.**
Casablanca : Villa Wates.
Casablanca : Immeuble collectif à l'Hôpital Maurice-Gaud.
Ouaouizarth : **Logement.**
Fquih-ben-Salah : **Logement.**
Azilal : **Logement.**
Beni-Mellal : **Logement.**
Boulhaut : **Logement.**

Région de Marrakech. — Tamanar : **Logement.**
Souk-el-Arba des Skours : **Logement.**
Imi-n-Tanout : **Logement.**

IV. - Principaux résultats

Les chiffres qui suivent donnent un aperçu des principaux résultats enregistrés en 1950, par rapport à ceux des années antérieures :

EQUIPEMENT SANITAIRE	Année 1930	Année 1950
	—	—
Nombre d'hôpitaux	12	37
Nombre d'infirmeries	35	74
Nombre de salles de visites	21	207
Nombre de groupes sanitaires mobiles	15	25

Hospitalisations dans les hôpitaux et infirmeries indigènes :

Année 1930	40.520
Année 1945	96.084
Année 1949	96.724
Année 1950	104.000

Nombre de consultations :

1930	2.627.000
1945	8.628.000
1949	12.125.510
1950	13.060.000

Hygiène scolaire :

	1938	1945	1950
	—	—	—
Effectifs scolaires	58.910	93.391	182.837
Examens généraux	30.026	56.744	131.119
Contrôle de la croissance et d'éducation physique	58.250	44.780	98.344
Examens spéciaux	69.249	89.702	124.906
Soins, consultations et traitements	236.924	340.702	617.814
Vaccination antivariolique	25.656	28.880	47.323
Dépistage tuberculose (tests tuberculiniques)	9.051	11.188	87.037
Dépistage tuberculose (radioscopie)	—	—	33.117

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

L'Instruction Publique

Pour mesurer l'effort accompli par le Protectorat pendant l'année 1950, il est nécessaire, en tenant compte des investissements effectués, d'examiner, en même temps que l'accroissement de l'équipement, l'augmentation des effectifs scolaires, dans chacun des enseignements musulman, israélite, primaire, secondaire, technique et supérieur.

Effectifs scolaires

Le dénombrement, au 10 novembre 1950, ressort des chiffres suivants :

Elèves marocains	149.077
dont musulmans 117.656	
» israélites 31.421	
Elèves français	54.089
Elèves étrangers	9.601
soit au total	212.767

A la même époque, la répartition de ces effectifs dans les différentes branches de l'enseignement au Maroc s'établissait de la façon suivante :

Enseignement musulman	119.806
» israélite	27.617
» primaire	47.808
» technique du second degré.	3.500
» secondaire européen	12.908
» supérieur	1.038
	212.767

Ces chiffres accusent, sur les effectifs de l'année 1949, une augmentation de 28.886 élèves nouveaux, due en presque totalité à l'accroissement des effectifs de l'enseignement musulman (23.844).

Il convient en outre de rappeler, pour assurer une interprétation correcte des statistiques, que les écoles appelées « écoles franco-musulmanes » peuvent, notamment dans les centres ruraux, recevoir des élèves israélites et des français, et que les établissements scolaires dits « européens » reçoivent en nombre toujours plus grand des marocains musulmans et israélites ; les premières appliquent des programmes conçus pour des marocains musulmans, les seconds des programmes des établissements de France avec adaptations locales indispensables.

Extension de l'équipement

L'effort qui a permis cette progression, la répartition de cet effort entre les villes et les campagnes, où les populations très clairsemées sont souvent nomades ou semi-nomades, témoignent du désir d'aboutir le plus tôt possible à la scolarisation totale et posent la question du plan de scolarisation.

Les crédits disponibles ont été répartis suivant les besoins reconnus les plus urgents, en tenant compte des coefficients de scolarisation, du genre de vie des habitants, etc., et d'après les directives données par les chefs de région. Ainsi le bled se couvre peu à peu d'écoles, selon les besoins qui se révèlent sur l'ensemble du territoire.

INVESTISSEMENTS. — Pour l'enseignement proprement dit, les crédits d'équipement engagés au cours de l'année 1950 ont été les suivants :

	(millions de francs)
Enseignement musulman	1.498
Enseignement israélite	145
Enseignement primaire	620
Enseignement secondaire et technique.	645
Enseignement supérieur	142
Total.....	3.050

RESULTATS. — Comparées aux deux années précédentes, les réalisations de l'année 1950 sont, pour chaque branche de l'enseignement, résumées dans les tableaux suivants :

Extension de l'enseignement musulman et israélite

	Musulman			Israélite		
	1948	1949	1950	1948	1949	1950
Construction de classes urbaines ou dans les gros centres	135	193	356	23	13	47
Construction ou aménagement de classes dans le bled	89	132	102	5	4	3
Construction d'internats	1	5	7	0	0	0
Construction de logements	70	100	148	5	3	3

Extension de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire et technique

	Primaire européen			Secondaire et technique		
	1948	1949	1950	1948	1949	1950
Construction de classes urbaines ou dans les gros centres	49	63	75	24	22	80
Construction ou aménagement de classes dans le bled	3	7	5	2	4	0
Construction d'internats	1	1	2	1	0	16
Construction de logements	20	27	26	15	13	26

Service central et services rattachés

Extension de l'enseignement supérieur

	1948	1949	1950
Service Central (bureaux)	5	0	33
Ecole Normale	0	0	13 (a)
Centre d'Etudes Supérieures Scientifiques	0	1 (b)	2 (c)
Institut Scientifique Chérifien (laboratoires)	0	2	0
Chambres pour étudiantes	12 (d)	0	0
Logements pour le personnel	3	0	102

(a) 8 salles de cours, 4 bureaux, 1 internat.

(b) Pavillon de chimie complet.

(c) 2 salles de cours.

(d) Pour loger 24 étudiantes.

Au total, les dépenses affectées en 1950 aux achats de terrains ou de premier établissement se chiffrent par 748 millions de francs, sur lesquels 468 millions, soit près de deux tiers (62,5 %) ont été consacrés à l'enseignement primaire musulman.

Enfin, en ce qui concerne le personnel des cadres de l'enseignement, les augmentations se chiffrent comme suit à la fin de 1950 :

	Français	Marocains
Recrutement dans les différents cadres de titulaires	196	48
Recrutement en qualité d'auxiliaires	157	25
Titularisations dans les cadres enseignants	219	33
Titularisations dans les autres cadres	18	2

Tous les emplois portés ci-dessus sont des emplois de professeurs ou d'instituteurs du cadre particulier en ce qui concerne le personnel enseignant, et des emplois de secrétaires d'administration, de commis ou d'agents publics en ce qui concerne les autres cadres.

Le nombre des Marocains qui seront titularisés en 1951 augmentera sensiblement du fait que, pour la première fois depuis cinq ans, un certain nombre de moniteurs suppléants, admis au Certificat d'études normales du premier degré et bien notés, pourront être titularisés dans leur emploi.

LE TOURISME

LE TOURISME

Au cours de l'année 1950, l'Office Marocain du Tourisme a déployé une activité intense dans les différents secteurs qu'il contrôle : conférences, propagande, réception des visiteurs.

En ce qui concerne l'équipement proprement dit, il faut mentionner les réalisations suivantes :

GITES D'ETAPES

La première tranche du gite d'étapes de Zagora a été achevée et ce gite est ouvert aux touristes ; il continue la série des gites d'étapes prévus et permet la visite d'un pays jusqu'alors difficilement accessible.

Les projets d'agrandissement des gites d'étapes de Tafraout et d'Erfoud ont été mis à l'étude.

La commission itinérante de classement des hôtels de tourisme a effectué de nombreuses visites qui lui ont permis de procéder à certaines modifications de ce classement.

Les résultats de ces travaux constituent la base du document récapitulatif qui vient d'être publié.

CREDIT HOTELIER

Des réunions du Comité de Direction de la C.I.I.M. pour l'octroi de prêts hôteliers ont eu lieu régulièrement et des prêts importants ont été accordés pour la construction et l'extension de certains hôtels, notamment à Agadir et à Marrakech.

ECOLE HOTELIERE

L'Hôtel de la Tour Hassan, à Rabat, a été inauguré comme établissement d'application de l'Ecole Hôtelière et a ouvert ses portes au début de novembre avec vingt-sept élèves qui y effectuent leur formation pratique sous la conduite d'un personnel qualifié.

ANNEXE
RÉCAPITULATIVE

La Production agricole

LES CEREALES. — Par rapport à 1950, la production a accusé un progrès moins sensible cependant pour le blé que pour les céréales secondaires.

	BLE TENDRE	BLE DUR	MAIS	ORGE
	(quintaux)			
1948	1.972.000	4.828.000	4.462 000	14.310.000
1949	1.738.000	4.641.900	3 999.100	13 678 000
1950	2.191.300	5.355 500	1.268 000	10.750 000
1951	3.073.100	5.305.000	2 147.400	16.171 000

LES SEMENCES SELECTIONNEES. — Elles rencontrent un très vif succès depuis près de cinq ans, succès mis en évidence par les chiffres suivants :

	1948	1949	1950	1951
	(quintaux)			
Semences de blé tendre :				
— Contrôle technique	1.000	9.400	15.000	26 000
— Bon à semer	0	14.600	65.000	61.000
Semences de blé dur :				
— Contrôle technique	1 600	11.000	15.000	14.500
— Bon à semer	0	51 700	121.000	110.000

LES GRAINES OLEAGINEUSES. — Le lin oléagineux est passé de 59.000 à 76.000 ha. et la production de 159.000 à 314.000 qx ; en contrepartie, les oléagineux alimentaires accusent une nette régression à laquelle n'est pas étrangère l'instabilité des cours d'achat des récoltes.

Le tableau ci-dessous rend compte de l'évolution des superficies affectées aux principales de ces cultures au cours des cinq dernières campagnes.

SUPERFICIES CULTIVEES
(en hectares)

CULTURES	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951
Lin	29.217	49.056	128.611	59.000	76.000
Tournesol	4 034	4.000	9.000	18.700	12.600
Carthame	—	—	1 000	7.200	5.400

LE TABAC. — Culture : Les superficies consacrées à cette culture ont porté, en 1951, sur 2.061 ha. contre 1.850 ha. en 1950 et 1.600 en 1949.

La récolte de 1951 n'a atteint que 1.700 tonnes contre 2 170 tonnes en 1950 et 1.870 en 1949.

La consommation est passée de 2.942 tonnes en 1949 à 3 202 tonnes en 1950 Les importations au cours de l'année 1950 se sont élevées à 2.610 tonnes de tabac en feuilles (dont 680 tonnes en provenance d'Algérie) contre 2.638 en 1949 et 160 tonnes de produits fabriqués contre 81 tonnes en 1949.

La viticulture : La superficie en production qui ne dépassait pas 29.000 ha. en 1950, pour une récolte de 713.000 hectolitres, est passée à 33.000 ha. en 1951, procurant une récolte légèrement supérieure à 1.000.000 d'hectolitres, ce qui permettra de satisfaire largement les besoins de la consommation et d'exporter un contingent fixé à 400.000 hectolitres.

L'olivaie : Le programme de rajeunissement entrepris par les Services Agricoles donne des résultats très encourageants qui s'inscrivent dans les chiffres suivants :

Campagne 1948-1949	.....	50.000 tonnes
1949-1950	.....	79.000 »
1950-1951	.....	56.000 »
1951-1952	.....	120.000 »

Les agrumes : Les plantations d'agrumes continuent à se développer régulièrement :

1948	.....	4 432.000 pieds
1949	.....	4.757.900 »
1950	.....	5 121.200 »
1951	.....	5.557.844 »

Le riz : La culture du riz permet de satisfaire la demande totale tout en assurant un certain tonnage à l'exportation :

	Superficie cultivée	Production	Taux de rendement
Campagne 1949-50.	700 ha.	24.500 qx	35
1950-51.	2 500 ha.	77.500 qx	31
1951-52.	3.700 ha.		

Coton : Egalement récente, la culture du coton a progressé depuis 1949 dans des conditions très satisfaisantes :

ANNEES	Superficies ensemencées	Production (graines)
1949	1 040 ha.	675 tonnes
1950	1.803 ha.	1 382 tonnes
1951	3.680 ha.	2.170 tonnes

L'Elevage

EVOLUTION DU CHEPTEL D'APRES LES RESULTATS DU TERTIB. — Malgré de lourdes pertes en 1944 et en 1945, l'effort accompli depuis a permis de reconstituer un cheptel sensiblement comparable à celui de 1943.

	1947	1948	1949	1950
Bovins	1.325 317	1.549.291	1 762.191	1.942 090
Ovins	7.422.916	8.473 990	9.148.658	10 374 910
Caprins	5 341 922	6.009.059	6.804.985	7 350.365
Porcins	67.793	96.632	103 418	83.914
Equidés : Chevaux	51.040	51 411	56.400	63 473
Equidés : Juments	101 162	103.741	103.989	115 935
Equidés : Mulets	139.477	140 810	144.250	149 276
Asins	531 500	554.644	615.166	637 647
Camelins	157.132	165.401	182 974	194 256

L'Equipement et la Modernisation rurale

I. -- Petite et moyenne hydraulique

Les travaux intéressant l'assainissement, les irrigations pérennes, les épandages d'eaux de crue, la recherche d'eaux profondes et l'équipement pastoral par la création de points d'abreuvement et de bains parasiticides ont pris un développement considérable au cours des dernières années.

En 1951, les travaux exécutés se répartissent ainsi :

a) ASSAINISSEMENTS

L'effort a, comme les années précédentes, surtout porté sur la poursuite de l'assainissement de différents secteurs de la région côtière et quelques vallées à l'intérieur. On peut citer notamment :

— Dayas de Skhrirat (Rabat) : 4e tranche (1 250 ha., 16 km. de canaux) ;
— Oued el Hassar (Casablanca) : 3e tranche (25 km.) ;
— Oued Day (Tadla) : 2e tranche (2,2 km.) ;
— Réfection de la digue de la Merdja Kébira (Rharb) : (10 000 m3).

b) IRRIGATIONS.

On se bornera à citer les principaux travaux suivants :

— Irrigation par eaux de crue :
— L'équipement du périmètre de l'Oued Isly (Oujda) : 2e tranche, 1.200 ha. (7 km. et 100.000 m3 de terrassement).
— L'aménagement du périmètre de l'Oued Arhbal (Oujda) : 2e tranche, 500 ha. (principalement ouvrages d'art) ;
— Construction de séguias du périmètre I'Mad (Agadir) : 1re tranche, 4 000 ha. (4 km. de séguias) ;
— Barrage du périmètre de l'Oued Targa (Agadir) : 3.000 ha. (3 km. de canal).
— Irrigation par eaux pérennes

Les travaux qui intéressent pour 90 % les populations rurales marocaines, ont surtout consisté dans le bétonnage de séguias existantes ou l'aménagement de prises pour des périmètres existants. Parmi les plus importantes on relève :

Région d'Oujda :

Debdou, 6 bassins, 2 km. de seguias ;
El Aioun, 100 ha., 30 L/S ;
Madarh, 26 km. de seguias, 330 L/S, 620 ha.

Région de Fès :

Seguia de Gueffafat dans l'Oasis de Sefrou, 3.2 km., 250 L/S ;
Périmètre de Skoura (3e tranche), 4.000 ha., 2 m3/S,
Oued Bittit, 7 km., 500 L/S.

Région de Meknès :

ASAP de Bou Allouzène, 3 km. 15 L/S ;
Equipement du bassin de l'Arrougou, 100 L/S, seguia de l'Arrib n'Teroua, 6 km. 100 L/S ; seguia de Boujenir, 4 km. 6, 471 L/S ; Ain Soltane, 3 km. 120 L/S

Région de Rabat :

Réseau des Haouafat, pompage dans le Sebou, 7 km., 200 L/S.

Région de Casablanca :

Seguias de l'Aïn Mordeifa, 2 km. ;
Seguia Timoulit, 6 km., 180 L/S ;
Aménagement hydraulique de Taghzirt (ouvrages de prise).

Région de Marrakech :

Réseau d'irrigation de l'Olivette de Guenassa, 2.000 ha.
A.S.A.P. de Tajoujet (partiteurs).

Région d'Agadir :

Aménagement de seguias dans la vallée de Tassila (seguia Oursfen, 1,1 km.).

c) FORAGES PROFONDS.

La campagne de forages, entreprise en 1948, s'est poursuivie vers le sud des hauts plateaux en vue de la création de points d'eau dans toute la région déshéritée qui s'étend de Berguent à Bou Arfa. On rappellera que dans la cuvette de Berguent, un débit de 350 L/S artésien a été mis à jour. En 1951, il a été réalisé sept nouveaux forages pour création de points d'eau (1.200 m. de forages environ).

La prospection des eaux profondes du Rharb s'est poursuivie sur l'ensemble de cette région dans le but de connaître les ressources et de passer au stade d'exploitation rationnelle de ces eaux. Les résultats obtenus ont incité divers groupements d'agriculteurs à effectuer à leurs frais divers forages d'exploitation, sous le contrôle technique du Génie Rural, dont une A.S.A.P., à Sidi Yaya du Rharb, qui se propose d'exécuter dix-neuf forages en vue de trouver environ 500 L/S.

Dans la région de Meknès, une campagne de forages a été entreprise dans la vallée du R'Dom pour compléter le débit d'étiage disponible pour les irrigations. Malgré le succès des forages exécutés, les travaux ont dû être interrompus tant que l'alimentation en eaux de Petitjean ne sera pas définitivement réglée. Il a été trouvé 40 L/S artésien. D'autre part, l'alimentation en eau de nombreuses fermes de la plaine de Boufekrane a été ainsi résolue.

Au sud de Fès, près de l'Aïn Cheggag, un forage artésien, terminé récemment, a donné 120 L/S.

Dans les régions d'Agadir et de Marrakech, dix forages de prospection ont été exécutés qui permettent d'opérer une exploitation plus intensive des nappes profondes de ces régions.

d) ALIMENTATION EN EAU ET EQUIPEMENT DES CENTRES RURAUX

Cette rubrique englobe de nombreuses affaires ayant le même but, mais dont le mode de réalisation peut être différent. Tantôt, il s'agit d'équipement d'un souk, où à côté de l'abreuvoir sont réalisés quelquefois pont-bascule et abat-

toir rustique, tantôt d'une véritable adduction d'eau dans un petit centre rural déjà constitué.

Ont été ainsi réalisées, où sont en cours de réalisation, les adductions des centres de Madagh, Berkine, Goulmina, M'Rirt, El Kbab, Arbaoua, Téroual, Valgrave, Taghzirt, Souk el Tleta de Boulhaut, Sidi Rahal, Amizmiz, Ouled Teima.

e) EQUIPEMENT PASTORAL.

Points d'eau. — En 1950, près de 400 points d'eau ont été créés ou aménagés dans tout le Maroc, cette cadence s'est poursuivie en 1951.

Deux cents autres points d'eau partiellement détruits ont été remis en état.

Parallèlement un gros effort a été fait pour assurer l'entretien des nombreux points d'eau existants.

D'autre part, 25 citernes ont été mises en service dans les régions de Marrakech et d'Agadir.

Bains parasiticides. — En 1951, la réalisation du programme a été achevée. Il comportait la construction de 25 nouveaux bains parasiticides.

La construction d'une nouvelle série de 25 ouvrages de ce type a été entreprise. La participation des S.I.P. permet chaque année la construction de trois ou quatre d'entre eux.

Le nombre de bains en service en 1951 atteint 120 environ et plus de 3 millions d'animaux (ovins et caprins) y sont maintenant traités chaque année.

f) CONSERVATION DES SOLS EN PERIMÈTRES IRRIGUÉS

Les aménagements ont été poursuivis sur le périmètre de Skoura, 600 ha. (180 km. de banquettes). Leur rentabilité a pu être ainsi démontrée. Des travaux similaires sont poursuivis dans les régions d'Oujda, Oued Isly, Bothma et Djemaa et Agadir.

II. -- Stockage et transformation des récoltes

a) CHAINE MAROCAINE DU FROID.

L'entrepôt frigorifique régional de Meknès (10.000 m3 environ) a été complètement terminé en 1951.

Le Laboratoire du Froid et de la Conserve (Section Froid) a été achevé et mis en service en octobre 1951. La section Conserves est en cours d'équipement, en liaison avec la Fédération Marocaine de la Conserve et l'Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux.

En outre, la mise au point du projet du Frigorifique de Marrakech (4 000 m3 environ) a été achevée et les premiers travaux ont commencé.

Au titre de l'exploitation, le trafic du frigorifique provisoire du port de Casablanca s'est affirmé, tandis que l'entrepôt de Fès a eu déjà une très notable activité en 1951. Actuellement, sont entreposées 300 tonnes de viande et 200 tonnes de divers, le bloc viandes fraiches étant en outre régulièrement plein.

b) STOCKAGE DES CEREALES.

Un programme détaillé sur l'équipement du Maroc en locaux de stockage de céréales a été établi en liaison avec l'O.C.I.C. Il aboutit à la conclusion qu'il est nécessaire et urgent d'aménager des silos et magasins corrects pour une capacité globale de 4 millions de quintaux au cours des prochaines années. Les investissements correspondants seraient de l'ordre de 500 millions par an.

Les études et travaux ci-après ont été poursuivis en 1951.

Coopératives européennes. — Le concours pour le matériel destiné à une importante installation de conditionnement de semences pour les docks-silos de Port-Lyautey a été jugé le 3 décembre.

En dépit de difficultés multiples, la construction de silos à Salé, pour les Docks-Silos de Rabat, semble sur le point d'aboutir.

Coopératives marocaines. — Le silo d'Oujda (100.000 qx) a été terminé dans le courant de l'année. Par ailleurs, a été achevée pour le compte de la S.G.A.M. de Casablanca et de celle de Mazagan, avec leurs moyens propres, la réalisation de quatre petits centres d'achat d'une capacité de l'ordre de 10.000 quintaux (Boulhaut, Foucauld, Berrechid, Ouled-Fredj).

Un programme d'équipement de plusieurs petits centres en matériel de conditionnement de semences est en cours d'étude ou même déjà partiellement réalisé (Safi, Marrakech, Casablanca).

Le matériel destiné au silo de Marrakech (100.000 qx) est commandé.

III. -- Action des S. M. P.

1° Sur le plan économique. — Aux renseignements contenus dans le corps de l'ouvrage, nous nous contentons d'ajouter les chiffres de l'année 1951 qui confirment en grande partie les estimations antérieures.

Nombre de S.M.P. en fonctionnement.....	37
Surface cultivée en ha., à façon.....	15.000 ha.
— — — directement	11.000 ha.
Superficie surveillée	40.000 ha.
Valeur des produits	380.000.000 de fr.

1° Sur le plan social. — A la fin de l'année 1951, les réalisations sont les suivantes :

— 23 infirmeries et salles de visite qui ont donné 400 000 consultations dans l'année ;

— 26 écoles groupant 51 classes et scolarisant 2.000 élèves;

— 2 centres de formation de cadres ruraux marocains, destinés à dégager sur un plan essentiellement pratique des élites rurales.

En outre, le Paysanat a accordé, depuis sa création, 83 bourses à des jeunes Marocains désireux de poursuivre des études agricoles en France, huit sont sortis avec les diplômes d'ingénieurs agricoles ou horticoles des Ecoles Nationales d'Agriculture, trois poursuivent leurs études en deuxième année à l'Institut National Agronomique.

Enfin, certains secteurs ont pris en main l'amélioration des conditions d'hygiène rurale dans leur zone d'action, notamment en ce qui concerne la lutte antipaludique, tandis que d'autres, qui doivent aborder des problèmes d'habitat rural, provoquent la création, dans le bled, de nouveaux centres ruraux.

Le Sous-sol

C'est dans ce domaine que, comparés aux objectifs fixés en 1948, les résultats sont les plus satisfaisants, dépassant même parfois les prévisions du programme.

La demande extrêmement vive et les cours orientés à la hausse ont stimulé l'extraction et développé les ventes

INDICE GENERAL DE LA PRODUCTION MINIERE ET EFFECTIFS OUVRIERS

ANNEES	Indice	Effectifs ouvriers	Dont à l'O.C.P.
1938	100	15.302	5.466
1948	192	31.297	11.261
1949	221	34.633	11.617
1950	238	32.885	11 896
1951	300	37.791	12.861

PRODUCTION COMPAREE DES PRINCIPAUX MINERAIS MAROCAINS

	1938	1948	1949	1950	1951	Objectifs 1952
Phosphates secs	1.487.520	3.226.323	3.692.958	3.872.241	4.716.779	4.000.000
Anthracite	141 050	290 100	341.417	367.868	393.855	600.000
Pétrole brut	3 204	12.916	17.479	39 316	75.667	80.000
Manganèse métallurgique	79.543	195 416	221.877	257.775	334.189	400.000
— chimique	5.811	18.996	11 948	29.491	38.064	35.000
Plomb	25.964	39.183	50.999	65.874	93.001	110.000
Zinc	5.531	3.575	5.578	22.766	36.662	80.000
Cuivre	—	1.794	1.287	70	47	—
Fer	262.171	301.300	356.818	319.190	545.434	500.000
Cobalt	6.541	2 094	1.739	3.509	6.255	7.500
Béryl	—	51	160	56	84	—

Les Industries

L'essor industriel du Maroc, en raison du statut particulier du Protectorat et de sa position géographique, est en pleine évolution et en constante progression. Il suffit pour s'en rendre compte d'analyser rapidement :

I. -- Les industries alimentaires

1° **Conserves de poissons.** — Le nombre des conserveries est passé de 135 en 1949 à 193 en 1951. Les expéditions annuelles qui s'étaient élevées à 13.000 tonnes de 1938 à 1940 ont atteint 28.000 tonnes en 1948 pour dépasser 57.000 tonnes en 1950 pour une valeur de 10 milliards de francs. En 1951, le problème des débouchés s'est présenté sous un aspect beaucoup moins favorable.

2° **Légumes et fruits.** — 45 usines marocaines traitent les légumes et fruits, principalement des petits pois. Les expéditions de conserves de légumes sont sensiblement du même ordre qu'en 1939 et s'inscrivent pour 300 millions de francs dans le montant des exportations pour 1951.

3° **Les corps gras.** — L'industrie des corps gras a connu depuis 1938 un essor très important. Pour traiter les olives en particulier, le Maroc disposait en 1938 de 81 huileries, il en compte 168 en 1951.

II. -- Les autres industries

1° **Le liège.** — Le développement et la modernisation des usines permettent au Maroc d'exporter depuis 1946 des produits finis ou semi-finis (liège aggloméré-granulé).

L'industrie de la bouchonnerie a produit en 1950, 210 millions de bouchons. La capacité de production annuelle qui est de 500 millions dépasse les possibilités locales en matières premières

2° **Cuirs et peaux.** — Cette industrie connait un nouvel essor du fait du développement des tanneries industrielles et d'une demande accrue de la population marocaine.

Des ateliers artisanaux pilotes utilisent de plus en plus des peausseries d'origine industrielle. Bien que la quasi-totalité de la production soit absorbée par le marché local, les exportations de cuirs et peaux qui étaient de 100 tonnes en 1938 ont atteint 525 tonnes en 1951.

3° **Industries textiles.** — Quasi inexistante avant la guerre, l'industrie textile connait un grand développement. Le Maroc dispose de 1.100 métiers pour le tissage du coton et de la rayonne.

4° **Ciment.** — Comme tous les pays neufs qui s'équipent, le Maroc voit sa population se déplacer et grossir à un rythme tel que l'habitat est aujourd'hui devenu un problème d'une importance capitale. La construction moderne pose naturellement le problème du ciment. Le Maroc a fait un gros effort de production encore insuffisant pour pallier à ses énormes besoins dont les chiffres sous-indiqués montrent l'importance :

	1938	1948	1949	1950	1951
	(en tonnes)				
Production	157.000	262.200	266.100	321.400	377.000
Importation	47.000	115.300	208.200	206.600	340 000
Disponibilité	204.000	377.500	474.300	528.000	717.000

En ce qui concerne les produits céramiques, la production marocaine est passée de 79.000 tonnes en 1948 à 150.000 tonnes en 1951, comprenant des tuiles, des briques et des hourdies. La totalité de besoins du Maroc est ainsi satisfaite.

5° **Les industries diverses.** — De création récente, ces industries connaissent un grand développement. Il faut noter en particulier l'essor des industries chimiques et parachimiques. L'amélioration a été particulièrement sensible en ce qui concerne les allumettes dont la capacité de production pourrait suffire à la demande locale et les superphosphates qui s'assurent déjà des débouchés à l'extérieur :

	1948	1949	1950	1951
Allumettes (grosses)	352.466	449.470	562 110	615.660
Superphospahtes (T.)	50.000	55.000	75.000	110.000

L'hydraulique

Grands périmètres d'irrigation

PERIMETRE DE SIDI-SLIMANE

Au cours de l'année 1951, on a poursuivi l'aménagement des canaux secondaires et tertiaires sur 1.500 ha. environ et l'aménagement d'une zone de 3.600 ha. au-dessus du canal principal et alimentée par pompages.

Réalisations prévues pour 1952 :

L'équipement de la zone de 3.600 ha. située au-dessus du canal principal sera achevé ; on équipera rationnellement une zone de 1.000 ha. actuellement irriguée avec des canaux en terre.

PERIMETRE DES TRIFFAS

Au cours de l'année 1951, les travaux de perforation des souterrains sur le tracé du canal principal ont été poursuivis et une partie de ces souterrains a déjà été revêtue. La route d'accès du barrage Mechra-Homadi a été achevée et l'entreprise a commencé en fin de semestre l'installation de son chantier.

Réalisations prévues pour 1952 :

Le barrage de Mechra-Homadi sera poursuivi. Les deux galeries de dérivation de l'oued seront mises en eau fin 1952. L'exécution du canal sera poursuivie activement. Des ouvrages d'art (bâches, siphons) seront commencés. 1.500 mètres de souterrain sur le tracé du canal seront entrepris et un lot de 6 km. du canal dans sa partie amont, où le terrain est accidenté, sera lancé.

PERIMETRE DES BENI-AMIR

Dans le courant de l'année 1951, l'aménagement de la prise 17 s'est poursuivi, cette zone vient d'être livrée à l'irrigation.

Réalisations prévues pour 1952 :

L'aménagement des nouvelles prises 14, 15, 16, irrigant 1.500 ha. sera lancé. On exécutera la surélévation du canal principal dans les derniers kilomètres pour lui permettre d'amener l'eau à un nouveau lotissement privé de 4.000 ha. Le drainage de la zone basse sera poursuivi.

PERIMETRE DES BENI-MOUSSA

Les terrassements des canaux principaux ont été achevés et des ouvrages d'art sur le canal ont été commencés. La machine destinée à revêtir les canaux effectuera ses essais incessamment. L'usine de Sidi-Aïssa a achevé la fabrication des canalisations qui seront utilisées tant dans les Beni-Amir que dans les Beni-Mousa.

Réalisations prévues pour 1952 :

Le revêtement des canaux principaux sera entrepris avec les machines Dingler.

PERIMETRE DES ABDA-DOUKKALA

Les travaux de terrassement et de bétonnage du tunnel d'Im'Fout ont été poussés activement. Un lot de terrassement du canal principal a été entrepris sur 5 km. 500.

Réalisations prévues pour 1952 :

Le souterrain d'Im'Fout sera achevé. Les terrassements du canal principal seront poursuivis sur 20 km. environ. L'équipement d'une zone de 4.300 ha. dans le secteur du Bou Laouane sera commencé.

PERIMETRE DU N'FIS ET CANAL DE ROCADE

Les travaux du premier lot du canal de rocade ont été achevés, et un deuxième lot de travaux de terrassements sur une longueur de 28 km. a été entrepris. Les travaux du canal du N'Fis se poursuivent et doivent s'achever sous peu.

Réalisations prévues pour 1952 :

Le canal de rocade sera achevé sur une longueur de 20 km. D'autres lots de terrassements seront commencés. L'équipement du périmètre sera lancé.

PERIMETRE DU SAISS

Entre Fès et Meknès s'étend la vaste plaine du Saïss où 35.000 ha. d'excellentes terres pourront être livrées à l'irrigation quand seront exécutés les aménagements prévus de deux barrages, d'un canal adducteur et d'une usine hydro-électrique d'une production de 180 millions de Kw.H. Les études pédologiques et levers de terrains commencés en 1949 se sont poursuivis sans relâche, on termine actuellement les études du canal.

AMENAGEMENTS DIVERS

Au cours de l'année 1951, les travaux du drain de Freija ont été poursuivis à la cadence de 100 mètres par mois. Dans le Tafilalet, un barrage sur le Guéria, à Kadoussa, a été entrepris. Un barrage de dérivation sur l'oued Massa a été également commencé.

Réalisations prévues pour 1952 :

Dans la région de Fès on exécutera le souterrain du Taddert qui doit permettre d'irriguer une zone de 4.500 ha. en bordure de la Moulouya. Des canaux d'irrigation à partir du Bou Zemlane seront commencés. Le barrage du Massa et les canaux principaux en dérivant seront poursuivis.

Dans le Drâa, les travaux d'amélioration à l'aval d'Iffly et dans les palmeraies de Taghbalt et de Tifoultout seront effectués.

Dans le Souss, les drains d'Igli, d'Icht et le puits des Aït Yassa seront mis en service.

Dans le Tafilalet, les ouvrages importants de l'Amerbah, du barrage de Moulay Brahim, du barrage de Kadoussa seront exécutés. Les drains d'Imiter, Alnif du Foun Ghiour seront entrepris ou poursuivis.

Le puits de Tiz'mi sera mis en source.

DRAINAGES

I. — Rive droite du Sebou. Au cours de l'année 1951, les travaux ont été poursuivis par la réalisation des ouvrages d'art sur les canaux principaux pratiquement terminés. Les canaux de colatures secondaires et tertiaires sont en cours.

II. — Rive gauche du Sebou. Les fosses de drainage ont été creusées pendant la saison sèche à l'aide d'un matériel puissant et des drains posés en vue de l'assèchement en période normale de diverses dayas. Les gros travaux n'ont pas été entrepris mais les études de son aménagement sont en cours.

HYDRAULIQUE URBAINE — ADDUCTION D'EAU

Les travaux de Safi ont été activés, la conduite de l'Aïn Tha a été mise en service. A Ouezzane et à Djerada, les travaux d'adduction ont été poursuivis.

Réalisations prévues pour 1952 :

La conduite de Djerada sera mise en service. L'adduction d'Agadir à partir des Aït Melial sera poursuivie. Celle de Mazagan sera achevée.

Les Forces motrices

Le tableau ci-dessous résume l'effort accompli dans ce domaine depuis 4 ans

	1938	1948	1949	1950	1951
Puissance installés (en K.V.A.) :					
— **Hydraulique**	43.000	70.450	102.380	123.990	122.790
— **Thermique**	37.000	44.750	67.675	59.425	80.105
Total	**70.000**	**115.200**	**170.055**	**183.415**	**202.895**
Production brute effective (en millions de K.W.H.) :					
— **Hydraulique**	111.100	206.849	255.063	256.171	388.294
— **Thermique**	35.507	185.590	193.394	241.698	235.488
Total	**146.607**	**392.439**	**448.457**	**597.869**	**623.782**

A. — SITUATION ACTUELLE :

Dans le domaine de l'électricité, la consommation a continué de se développer très rapidement, passant de 497.000.000 de kwh. en 1950 à 550.000.000 de kwh en 1951, soit près de 4 fois celle enregistrée en 1938. Les besoins du pays ont pu être satisfaits sans trop de difficultés tant par suite d'un accroissement sensible des moyens de production que d'une bonne hydraulicité.

1° Aménagement hydroélectrique :

Les travaux de l'oued El Abia sont poussés activement. La construction du barrage de Bin el Ouidane poursuit sa cadence accélérée et 180.000 m3 de béton, soit environ 50 % du cube total, ont été mis en place. La mise en service d'un premier groupe est prévue pour juillet 1953.

Les travaux du tunnel d'Afourer ont malheureusement subi quelques retards par suite de venues d'eaux très importantes. Les installations de l'usine et du poste de transformation d'Afourer sont en bonne voie ; leur achèvement est prévu pour 1953.

2° Installation de moyens de production thermique :

Ont été réalisées :

— l'installation d'un groupe turbo-alternateur de 10.000 kw. à la Centrale d'Oujda ;
— l'installation de trois groupes diesel de 1.500 CV à Salé ;
— l'installation d'un groupe diesel de 2.800 CV à la Centrale d'Agadir ;
— l'installation d'un premier groupe turbo-alternateur de 17.000 kw. à la Centrale des Roches-Noires-Sud.

3° Lignes 150.000 volts :

Ont été réalisées les lignes suivantes :

— lignes Fès-Oujda, 284 km. ;
— ligne Daoura-Tit Mellil, 89 km.

4° Lignes 60.000 volts :

87 km. de lignes ont été posés dans la région de Casablanca et dans celle d'Oujda principalement.

5° Lignes 22.000 volts :

72 km. ont été établis dans diverses régions du Maroc.

En outre, divers petits centres ont été électrifiés avec des groupes indépendants.

B. — REALISATIONS PREVUES EN 1952 :

1° Aménagements hydroélectriques :

Le barrage de Bin el Ouidane sera pratiquement achevé, la mise en eau commencera en octobre 1952.

Les travaux se poursuivront dans la galerie d'Afourer, à l'usine de Bin el Ouidane et dans celle d'Afourer.

2° Installation de moyens de production thermique :

Installation d'un deuxième groupe de 17.000 kw. à la Centrale des Roches-Noires-Sud.

3° Electrifications rurales :

Les premières électrifications rurales entreprises, en application de l'arrêté viziriel en cours d'approbation, seront achevées.

Les Communications

A. -- Les routes

Le réseau routier qui ne s'étendait en 1938 que sur 5.820 km. goudronnés ou bitumés est passé à 12.005 km. en 1951.

Outre les routes principales et secondaires, un réseau de 36.000 km. est en voie d'être rendu carrossable par tous les temps.

Le tableau ci-dessous en donne la répartition :

ROUTES	1938	1948	1949	1950	1951
PRINCIPALES :					
— construites	4.494	5.480	5.499	5.526	5.588
— goudronnées ou bitumées	3.737	4.471	4.546	4.747	
SECONDAIRES :					
— construites	3.149	3.962	4.057	4.168	4.379
— goudronnées ou bitumées	2.083	2.601	2.847	3.192	
TERTIAIRES :					
— viabilité non permanente	20.000	31.829	32.254	35.037	36.021
— empierrées	—	2.799	2.990	3.421	3.781
— goudronnées ou bitumées	—	213	624	1.375	2.038

B. -- Les Chemins de fer.

Le tableau suivant donne les principaux résultats de l'effort accompli depuis 1948 pour équiper et moderniser les chemins de fer du Maroc.

		1938	1948	1949	1950	1951
Longueur du réseau (en km.)	Electrifié	—	690	690	690	690
	Non électrifié	—	1.005	1.005	1.005	1.005
	Total	1.713	1.695	1.695	1.695	1.695
Parc tracteurs	Vapeur	101	110	110	110	110
	Consomm. charbon (T.)	28.518	43.118	40.367	27.731	26.226
	Diesel électr. (M.)	—	17	17	19	21
	Consomm. gasoil (L.S.)	—	4.836.230	5.251.102	6.695.831	8.679.819
	Electrique	43	44	45	50	57
	Consomm. électr. (Kw.)	28.128.794	57.716.982	62.482.620	60.310.750	77.054.429
	Total des machines	144	171	172	179	188
Trafic (en millions de tonnes)		2.961.293	7.183.000	6.851.000	7.044.000	8.457.000

Situation actuelle. — Au cours de l'année 1951 on a noté une augmentation sensible de l'activité des C.F.M.

Par suite des programmes envisagés notamment pour les phosphates, le manganèse, le charbon, et en vue de chercher à maintenir leur clientèle en accélérant les trains de marchandises et les trains de voyageurs, les Compagnies ont poursuivi la réalisation de l'équipement des réseaux.

Les chemins de fer ont un parc wagons, insuffisant et manquent de locomotives Diesel électriques de manœuvres.

La question des logements n'est pas encore entièrement résolue.

C. -- Les Ports.

L'importance du trafic portuaire est à la mesure du développement économique et industriel du pays et les chiffres croissants du tonnage manipulé au cours des quatre dernières années donnent une idée de la vitalité du Moroc : Casablanca en particulier se classe parmi les premiers ports de l'Atlantique.

Le tableau suivant fait ressortir l'activité des ports marocains durant les années 1948 à 1951 comparativement à l'année 1938.

TRAFIC PORTUAIRE

(Marchandises manipulées à l'entrée et à la sortie)

(en milliers de tonnes)

PORTS	1938			1948			1949			1950			1951		
	E	S	Total	E	S	Total	E	S	Total	E	S	Total	E	S	Total
Casablanca	617	1.850	2.527	1.706	3.356	5.062	1.594	4.162	5.756	1.558	4.539	6.097	2.315	5.888	8.203
Safi	25	363	388	21	1.00	1.024	42	1.049	1.091	22	1.112	1.134	19	1.588	1.607
Port-Lyautey ..	120	148	268	64	80	144	117	179	296	133	176	309	215	237	452
Fedala	100	38	138	155	40	195	239	74	513	27[illegible]	82	359	281	131	412
Agadir	41	3	44	51	4	55	53	12	68	69	16	85	85	29	114
Autres ports ..	41	70	111	1	54	55	-	114	-	-	71	71	15	6[illegible]	79
	1.004	2.472	3.476	1.998	4.557	6.535	2.048	5.590	7.638	2.059	5.996	8.055	2.930	7.937	10.867

SITUATION ACTUELLE

a) **PORT-LYAUTEY :**

Conformément aux prévisions, la drague commandée en Hollande a été livrée fin février 1951 ; après mise au point et essais, elle a été mise en service en amont de Mehdya en vue d'approfondir le chenal et a déjà dragué 500.000 m3.

b) **CASABLANCA :**

Les travaux de prolongement de la jetée Delure se sont poursuivis à la cadence très insuffisante permise par les crédits ;

Un gros effort a été réalisé pour la construction du nouveau môle : 400 mètres de quais pourront être mis en service très prochainement avec 30.000 mètres carrés de nouveaux terre-pleins ;

On achève un magasin de 5.000 mètres carrés ; un autre de 7.000 mètres carrés est en cours de montage ;

La gare maritime Delande a été réaménagée ;

L'outillage de manutention s'est accru de six grues électriques de 6 tonnes et de quatre-vingt-dix remorques de 2 t. 5 ;

Un quai de 50 mètres pour allèges a été construit et est en service ;

Les travaux de la forme de radoub ont été entrepris : les travaux préparatoires sont achevés et les terrassements en bonne voie d'achèvement ;

Un portique et une grue de 12 t. 5 pour le parc à charbon et à minerais ont été commandés ; leur montage est prévu pour la fin de l'année.

c) **SAFI :**

Un marché vient d'être passé, après concours, pour l'exécution de grands travaux d'extension comportant notamment :

— Le prolongement, sur 200 mètres, de la grande jetée ;
— La construction d'une nouvelle jetée transversale ;
— La construction du quai Est du môle central ;
— Le doublement des quais de pêche (130 m.).

Les travaux ci-dessous ont été achevés :

— Le prolongement du quai du Commerce sur 120 m. l. et les terre-pleins correspondants ;
— La construction d'un frigorifique qui est mis en service.

L'outillage de manutention s'est accru de 10 remorques.

d) **AGADIR :**

Les grands travaux d'extension du port, adjugés en 1950, se poursuivent avec rapidité ;

La nouvelle jetée transversale est construite sur près de 600 mètres et des dragages du nouveau bassin sont activement menés (plus d'un million de mètres cubes dragués sur 2 m. 2 prévus au marché).

Indépendamment de ces grands travaux, les travaux suivants sont en voie d'achèvement :

Halle au poisson ;

Travaux divers d'amélioration ; empierrement et revêtement de 20 000 mètres carrés de terre-pleins ; réfection de l'alimentation en eau potable ;

Acquisition de matériel d'exploitation ; 10 remorques de 12 tonnes, 1 remorqueur de 300 CV.

Les Transmissions

SITUATION ACTUELLE

Le développement de l'activité des services de l'Office des P.T.T. s'est poursuivi en 1951 pour s'adapter aux besoins économiques du pays.

Certaines réalisations importantes méritent d'être signalées.

Dans le domaine des télécommunications, il convient de citer l'installation de 4.172 abonnés au téléphone, la mise en service d'un multiple à batterie centrale à Safi, identique à celui dont dispose Agadir depuis décembre dernier, celle toute récente de deux centraux automatiques interconnectés à Meknès-Ville nouvelle et Meknès-Médina, l'extension de 5 à 6 du nombre de circuits radiotéléphoniques Maroc-France, la mise à la disposition de l'Agence France-Presse de Rabat d'un circuit radiotélétype avec l'Agence France-Presse de Paris et l'installation à Casablanca-Télégraphes d'un dispositif pour transmission des télinogrammes.

Dans le domaine de la radiodiffusion, les émissions françaises et arabes ont été constamment améliorées.

La chaine arabe assure, comme la chaine française, neuf heures trente d'émissions par jour, suivies par un nombre accru de Marocains ; avec 16.000 nouvelles adhésions en 1951, le nombre d'auditeurs marocains s'élève maintenant à 75.000.

TRAVAUX EN COURS

Malgré les nombreuses installations téléphoniques réalisées depuis le début de l'année, il reste près de 17.000 demandes en instance, dont plus de 9.000 pour la seule ville de Casablanca.

Les travaux en cours susceptibles d'améliorer cette situation sont donc activement poussés et notamment ceux concernant :

- la création de centraux automatiques à Casablanca (12 000 lignes) et à Rabat (8.000 lignes) ;
- l'équipement des stations de relais du câble nord-africain ;
- l'installation des équipements terminaux du câble Casablanca-Rabat II ;
- l'installation d'un câble téléphonique souterrain Casablanca-Mazagan.

	Unité	1948	1949	1950	1951
Désignation des travaux par branche d'activité :					
— Equipement des centraux (lignes de raccordement)	N	31.000	36.560	42.394	48.394
— Installation d'abonnés (postes principaux)	N	26.000	29.686	34.857	39.057
— Lignes aériennes d'abonnés.....	Km.	15.000	16.931	19.888	22.488
— Lignes souterraines d'abonnés (circuits en service).....	Km.	30.000	32.912	35.906	44.406
— Lignes souterraines d'abonnés (circuits de câbles posés)).....	Km.	31.500	35.800	54.000	64.000
— Câbles en grande distance.....	Quarte km.	18.000	30.587	32.911	33.107
— Lignes aériennes interurbaines...	Km.	43.000	43.372	43.935	45.715

L'Equipement sanitaire

I. -- Service de la Santé Publique.

Evolution des consultations et des hospitalisations

	1938	1948	1949	1950	1951
Consultations données dans l'ensemble des formations fixes et mobiles.....	7.559.111	10.953.849	12.185.510	13.055.903	13.564.000
Hospitalisations dans l'ensemble des formations	71.135	91.240	93.592	100.454	117.536
Nombre de journées d'hospitalisations...	1.793.683	1.873.429	1.956.579	2.201.544	2.449.206

Injections thérapeutiques diverses :

— 2.142.416 dont 2.092.389 à des malades marocains.

Interventions chirurgicales (hôpitaux) :

1951 (9 mois) 17.328
1950 ..... 20.061

Accouchements (maternités et services obstétricaux des hôpitaux) :

1951 (9 mois) 10.242
1950 ..... 12.856

(dont 7.021 musulmanes).

Le recrutement du personnel technique a été intensifié : ont été recrutés cette année :

— 68 médecins : 36 médecins ou pharmaciens fonctionnaires, 32 médecins conventionnés ;
— 23 assistantes sociales ;
— 135 adjoints de santé ;
— 100 infirmiers.

L'outillage des formations sanitaires existantes a été modernisé, notamment dans le domaine chirurgical et radiologique : pour ce qui est des installations radiologiques, 26 installations nouvelles ont été faites en 1951. L'équipement des formations qui se sont ouvertes en 1951 a été d'autre part réalisé suivant les normes les plus modernes de la technique hospitalière.

La consommation des principaux antibiotiques a été la suivante :

— 267 000 ampoules de pénicilline ;
— 155.000 ampoules de streptomycine ;
— 39 000 ampoules de chloromycétine ;
— 51.000 ampoules d'auréomycine, etc...

Formations ouvertes en 1951 :

— 1 centre de santé ;
— 2 hôpitaux ;
— 3 dispensaires urbains ;
— 2 formations antituberculeuses ;
— 3 infirmeries rurales ;
— 1 hôpital ophtalmologique rural ;
— 8 salles de visite rurales ;
— 3 centres médicaux sociaux ;
— 2 aérariums ;
— 1 crèche ;
— 2 dispensaires de protection maternelle et infantile.

Ont été agrandis et modernisés :

— 1 formation antituberculeuse ;
— 1 maternité ;
— 5 hôpitaux ;
— 3 dispensaires ;
— 8 infirmeries rurales ;
— 4 dispensaires de protection maternelle et infantile ;
— 2 centres d'hygiène sociale.

La capacité hospitalière (lits d'hôpitaux et d'infirmeries) est passé de 7.355 lits à 8.314 lits ; elle sera de 9.284 lits en 1952 ; l'accroissement annuel est de 1.000 lits environ.

II. -- Services d'assistance.

Les services d'assistance ont manifesté comme les services de soins une activité accrue en 1951.

Assistance aux aliénés musulmans :

Malades marocains traités à l'hôpital neuropsychiatrique de Berrechid :

— en 1951 (au 1er novembre) : 1.152 Marocains admis et 444 rendus à leur famille ;
— en 1950 : 1.061 Marocains admis et 595 rendus à leur famille.

L'ouverture en octobre du maristane de Fès est à signaler.

Assistance aux femmes enceintes marocaines :

Les femmes musulmanes enceintes qui désirent accoucher dans les formations sanitaires ou services spécialisés y sont reçues gratuitement au même titre que les autres malades.

Assistance aux enfants marocains abandonnés et orphelins:

Les enfants abandonnés ou orphelins sont confiés par le Service de l'Assistance, aux frais du Protectorat, à la garde d'œuvres privées qui reçoivent dans ce but des bourses d'entretien.

Orphelinats musulmans de Casablanca, Rabat, Taroudant, Fès, Oujda, Marrakech, Midelt, Meknès, Azemmour, Mogador.

Nombre d'enfants marocains assistés :

— en 1951 (au 1er novembre) 1.187
— en 1950 ..... 1.354

De nouveaux établissements destinés à l'enfance abandonnée sont actuellement en cours de construction à Casablanca, Salé, Port-Lyautey, Mazagan, Agadir et Ouezzane.

Assistance aux vieillards et incurables marocains :

Deux établissements pour les vieillards musulmans :

— à Oujda, pour le Maroc Oriental ;
— à Ben Ahmed pour le Maroc Occidental.

A signaler la construction en cours d'un asile de vieillards musulmans à Rabat.

Nombre de vieillards assistés par l'Etat (bourses d'entretien) :

— en 1951 ..... 361 Marocains
— en 1950 ..... 300 —

L'Instruction publique

A. -- Effort de scolarisation

La scolarisation, et notamment celle des jeunes Marocains, s'est poursuivie à un rythme rapide au cours de l'année 1951. Les effectifs scolaires recensés au 10 novembre 1951 font apparaître un total de 236.930 élèves pour l'ensemble des établissements relevant directement de la Direction de l'Instruction Publique. Ces effectifs se décomposent comme suit de 1948 à 1951 :

	1948	1949	1950	1951
Marocains :				
Musulmans	87.812	98.725	117.656	136.241
Israélites	26.616	26.508	31.421	32 967
Total	114.428	125.233	149.077	169.208
Français	42.672	49.232	54.089	57.652
Etrangers	9.328	9.416	9.061	10.070
Total	52.000	58.648	63.150	67.722
Total général ...	166.428	183.881	212.227	236.930

Ils représentent, par rapport aux effectifs du 10 novembre 1950, une augmentation de 24.246 élèves dont près de 20 000 Marocains musulmans représentant à eux seuls l'effectif de plus de 400 classes, ce qui revient à dire qu'au cours de l'année écoulée, la Direction de l'Instruction Publique a ouvert, pour les jeunes enfants marocains, très sensiblement plus d'une classe nouvelle par jour.

Pour accueillir le nombre sans cesse croissant des élèves, un effort très considérable de construction a été accompli. Il a fallu édifier des classes, construire et équiper des ateliers, ouvrir des internats. Le relevé des constructions qui ont été ainsi soit achevées, soit mises en chantier, soit mises à l'étude entre le mois de janvier et le mois de décembre 1951, fait ressortir un total de plus de 1.220 classes, 60 ateliers, 30 internats ou parties d'internat.

B. -- Effort de recrutement

Il ne suffit pas de construire des classes, il faut encore y installer des maîtres. La Direction de l'Instruction Publique a donc dû se préoccuper de recruter les professeurs et les instituteurs nécessaires pour instruire les élèves dont le nombre grandit chaque année.

C'est ainsi qu'en 1951, et pour la rentrée d'octobre, 579 professeurs, professeurs techniques, instituteurs, maîtres de travaux manuels, etc., ont été recrutés. Ainsi, la Direction de l'Instruction Publique administre-t-elle actuellement un ensemble de 8.665 fonctionnaires et agents, dont 2.597 Marocains.

La Direction de l'Instruction Publique s'est-elle efforcée, pour sa part, et dans la mesure des moyens budgétaires qui lui sont alloués, d'assurer le logement de son personnel. En 1951, la construction de près de 700 logements destinés au personnel enseignant a été soit achevée, soit mise en chantier, soit mise à l'étude. Ces chiffres s'ajoutent à ceux des années précédentes, et de 1945 à 1951, en six ans, 1.978 logements ont été construits. Ici encore l'effort se poursuivra en 1952, année pour laquelle est prévue l'édification d'environ 420 logements, dont un nombre important (200) est destiné aux moniteurs de l'Enseignement musulman en service dans les écoles rurales.

C. -- Enseignement technique

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE INDUSTRIEL

Un effort important a été accompli au Maroc depuis la création du Service de l'Enseignement Technique en 1945. Cet effort ne s'est pas ralenti depuis le dernier bilan, qui s'arrêtait au 1er octobre 1950. Il se traduit d'abord dans l'équipement simple, mais moderne, des ateliers d'enseignement technique qui étaient plus de 100 au 1er janvier 1951.

Machines en service

	1946-1947	1949	1950	1951	Prévisions pour 1952
Machines - outils, mécanique générale	174	409	499	568	654
Machines - outils, atelier de menuiserie	100	128	148	162	184
Total.....	274	537	647	730	838

Dans le même temps, un effort considérable était fait pour le recrutement et la formation d'un personnel de qualité. De la Section Normale des Maîtres de Travaux Manuels créés à l'Ecole Industrielle de Casablanca sortent maintenant chaque année d'excellents techniciens pour nos Ecoles Professionnelles.

Les résultats sont attestés pas l'accroissement des effectifs, que l'on peut résumer dans le tableau suivant :

Etat des effectifs (garçons et filles)

ETABLISSEMENT	1947	1948	1949	1950	1951
Second degré	2.600	2.783	3.106	3.500	3.711
Premier degré :					
Musulman	3.667	1.805	2.121	5.352	5.808
Européen	434	597	670	766	821
Israélite	83	104	105	115	104
Alliance	500	871	978	1.184	1.603
Total.....	5.284	6.160	6.980	10.918	11.949

Jeunesse et Sports

Outre le fonctionnement du service et son action auprès des groupements sportifs et des organisations de jeunesse, l'attention et l'effort du Service de la Jeunesse et des Sports se sont portés plus précisément sur trois points principaux :

I. — STAGES EDUCATIFS

L'enseignement vise à former des aide-moniteurs, moniteurs, entraîneurs, instructeurs qui constituent des cadres qualifiés pour les divers aspects de leur tâche. Pour la seule année 1951, 358 stagiaires ont reçu une formation complète dans les centres d'entraînement prévus à cet effet.

II. — ENFANCE MUSULMANE DELAISSEE

Ce problème n'a pas encore reçu de solution entièrement satisfaisante. Ce n'est encore qu'un embryon de créations indispensables qui a été réalisé dans les centres d'accueil — si l'on considère l'énorme masse de jeunes Marocains qui ont besoin d'une aide matérielle et morale, mais cela laisse augurer favorablement de l'avenir. Signalons la création des foyers Yacoub el Mansour, à Rabat, et celui tout récent des Carrières Centrales à Casablanca. Leur fonctionnement deviendra plus facile avec les nouvelles constructions entreprises.

III. — CAMPS ET COLONIES DE VACANCES

Les travaux d'agrandissement, l'adduction d'eau, l'augmentation du matériel ont permis des progrès sensibles qui se reflètent dans le tableau suivant :

EFFECTIFS ACCUEILLIS DANS LES CAMPS DU SERVICE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

	1948	%	1949	%	1950	%	1951	%
Français	3.176	56,5	2.785	40,3	2.990	34,6	3.039	33,3
Musulmans	1.339	23,9	1.930	27,9	2.041	23,7	2.884	31,7
Israélites	1.100	19,6	2.200	31,8	3.608	41,7	3.200	35,0
Total.....	5.615	100	6.915	100	8.639	100	9.123	100

REALISATIONS PREVUES POUR 1952

Des tâches nombreuses sont encore à poursuivre :

— L'équipement sportif du Maroc qui est loin d'être terminé ;

— La nécessité d'accroître encore la capacité des camps et colonies de vacances ;

— La nécessité d'augmenter et de perfectionner l'encadrement des groupes ;

— Les centres d'accueil pour la jeunesse musulmane ne suffisant pas, le nouveau centre de Fquih-Ben-Salah s'ouvrira en 1952 en même temps que les travaux de construction d'un foyer d'apprentis à Rabat, d'un autre à Casablanca, d'un autre de délinquants à Fès ;

— Enfin la mise en place de nouveaux agents, la construction d'immeubles, l'aménagement de centres d'hébergement à Oujda, Fès, Mazagan, Agadir, Marrakech, l'ouverture d'une maison de jeunes à Beni-Mellal, vont ouvrir une nouvelle gamme de possibilités.

Le Tourisme

A. — ACCUEIL ET RECEPTION

La création de bureaux d'accueil a été réalisée et étudiée au cours de l'année 1951. **A Casablanca, outre le bureau de** la gare maritime Delpit, qui fonctionne depuis un an, un nouveau bureau a été ouvert à la gare Delande.

A Oujda, le bureau d'accueil de la gare routière a pu être mis en service et des agrandissements y ont été apportés.

La création de nouveaux bureaux sera réalisée dans le courant de l'année 1952 dans les limites des crédits alloués à l'office (Salé, Arbaoua, Fès).

B. — PROPAGANDE ET RENSEIGNEMENTS

L'office s'est préoccupé, en 1951, de compléter son matériel de propagande et de renseignements par l'édition de brochures illustrées sur les villes de la côte. Il a continué l'impression des fiches de renseignements qui vont être remplacées très prochainement par des dépliants pour chaque ville du Maroc pourvue d'un Syndicat d'Initiative.

C. — GITES D'ETAPES ET ECOLES HOTELIERES

L'office a inauguré en janvier 1951 l'hôtel de la Tour Hassan, partiellement rénové, comme établissement d'application de l'Ecole musulmane professionnelle d'Hôtellerie. L'adjudication des travaux d'agrandissement prévus pour 1952 a eu lieu en décembre 1951.

En ce qui concerne les gites d'étapes, le gros œuvre de la deuxième tranche du gite de Zaara est actuellement en voie d'achèvement. L'adjudication du gite d'Erfoud vient d'être lancée.

D. — HOTELLERIE

L'office a contribué à faire transférer au Maroc plusieurs dommages de guerre et à faire obtenir des prêts aux particuliers pour la construction d'hôtels. Cette action a contribué à la construction de 24 nouveaux hôtels disposant de 665 chambres et à l'agrandissement de 8 autres avec 300 chambres. On peut citer notamment les hôtels : Astoria, Monopole, Noailles, Astrid, à Casablanca ; de la Manoura à Marrakech ; Mahraba à Mazagan ; Saada à Agadir.

STATISTIQUES DES TOURISTES

Le nombre des touristes venus au Maroc est allé constamment croissant au cours de ces quatre dernières années. Nous avions avancé dans notre précédent ouvrage des chiffres qui correspondaient à l'époque à une conception du touriste « stricto sensu », mais il s'est avéré depuis que cette conception n'était pas tout à fait conforme à celle retenue par l'Office International du Tourisme.

Des statistiques fournies à l'Office par les services compétents, il ressort, sur les nouvelles données, que le nombre des touristes entrés au Maroc s'est élevé de 40.000 en 1947 à 150.000 en 1949, pour atteindre 200.000 en 1951.

Finances et Commerce extérieur

INVESTISSEMENTS PUBLICS — SOURCES DE FINANCEMENT

MOYENS DE FINANCEMENT	1949	%	1950	%	1951	%
Fonds de Modernisation.....	10.250.000	48,3	13.700.000	49,8	13.664.900	48,6
Bons d'Equipement	2.300.000	10,8	4.070.000	14,8	3.460.000	12,3
Financement spécial (Agadir).....	—	—	—	—	300.000	1
Contribution budget ordinaire.....	5.429.900	25,6	4.441.700	16,6	3.540.000	12,6
Fonds de Réserve	1.313.400	6,2	2.756.500	10	3.715.200	13,2
Caisse spéciale plus impôts F.M.E.	1.912.700	9,1	2.513.800	8,8	3.382.000	12,3
Total.....	21.206.000	100 %	27.482.000	100 %	28.062.100	100 %

PART DE L'EQUIPEMENT DANS LES DEPENSES PUBLIQUES

	Dépenses de fonctionnement (1)	Dépenses d'équipement (2)	TOTAL (3)	% 2/3
1949	24.338.467	21.206.000	45.544.467	46,50
1950	28.904.130	27.482.000	56.386.130	48,70
1951	38.885.513	28.062.100	66.947.613	41,90

CREDITS ALLOUES AU MAROC AU TITRE DU PLAN MARSHALL (1)

1er JUILLET 1948 - 30 JUIN 1951

PRODUITS	1948-1949	1949-1950	1950-1951	TOTAL
I. — APPROVISIONNEMENT.				
Semences	—	—	30	30
Coton brut	1.990	893	850	3.645
Sisal et ficelle-lieuse	340	25	—	365
Tabac	625	330	350	1.305
Thé vert	700	—	—	700
Produits chimiques et parachimiques	690,8	889	745	2.325,8
Amiante	95	166	130	391
Fer-blanc	2.768	2.240	2.440	7.448
Pneumatiques	1.075	938	1.979	3.992
Cotonnades	—	—	3.000	3.000
Divers	—	—	62	62
Total	8.193,8	5.483	9.587	23.263,8
II. — EQUIPEMENT ET PIECES DE RECHANGE.				
Générateurs et moteurs	149	145	25	319
Moteurs et turbines	20	244	50	314
Appareils électriques	227	226	60	513
Machines-outils	28,6	215	78	321,6
Matériel industriel. Divers	1 126	757	765	2.648
Machines et matériel T.P.	2.351	2.938	580	5.869
Matériel auto	587	1.270	82	1.939
Matériel ferroviaire	160,5	601	135	896,5
Matériel naval	—	65	—	65
Matériel avion (rechange)	30	447	—	477
Matériel scientifique	14	20	—	34
Appareils cinéma	—	71	—	71
Tracteurs	1.608	1 310	899	3.817
Matériel agricole (sauf tracteurs)	774	846	825	2.445
Pièces de rechange (tracteurs et machines agricoles)	1.018	1.891	605	3.514
Total	8.093,1	11.046	4.104	23.243,1
TOTAL GENERAL	16.286,9	16.529	13.691	46.506,9

(1) N. B. — Les crédits destinés à l'achat de corps gras, charbon, produits pétroliers en vrac et cuivre, délégués à des organismes métropolitains qui effectuent les achats pour le compte des territoires d'outre-mer, ne sont pas compris dans cette liste.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS COMPAREES, PAR GRANDES CATEGORIES DE PRODUITS EN TONNAGE ET VALEUR.

	1949				1950				1951			
	Tonnages	%	Valeurs	%	Tonnages	%	Valeurs	%	Tonnages	%	Valeurs	%
IMPORTATIONS												
Energie	488.120	28,23	4.710.509	4,56	582.713	31,74	6.264.672	5,43	609.703	26,12	8.152.261	5,10
Matières premières et demi-produits.	746.122	43,12	24.869.824	24,08	732.393	39,88	23.498.853	20,40	1.111.241	47,61	39.940.546	25,03
Moyens d'équipement	93.576	5,40	22.277.291	21,56	87.518	4,77	24.121.658	20,94	121.239	5,18	31.334.062	19,62
Produits de consommation	402.156	23,25	51.462.945	49,80	433.504	23,61	61.348.028	53,23	492.146	21,09	80.253.600	50,26
	1.729.974	100	103.320.269	100	1.836.128	100	115.233.211	100	2.334.329	100	159.680.489	100
EXPORTATIONS												
Energie	160.121	2,96	641.258	1,20	149.465	2,51	685.291	1,04	231.352	3,33	1.136.164	1,30
Matières premières et demi-produits.	4 347.501	80,64	20.524.285	38,36	4 986.493	83,27	30.772.193	46,35	5.864.209	84,58	46.330.099	53,16
Moyens d'équipement	1.305	0,02	254.233	0,47	924	0 01	158.887	0,23	1.335	0,02	360.569	0,41
Produits de consommation	882.769	16,38	32.095.800	59,97	850.477	14,21	34.786.246	52,38	836.475	12,07	39.331 735	45,13
	5.391.696	100	53.515.576	100	5.987.359	100	66.402.617	100	6.933.371	100	87.158.567	100

VALEUR DES EXPORTATIONS PAR PRODUITS

	1949		1950		1951	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
I — PRODUITS AGRICOLES :						
a) Mat. prem. et demi-produits	6.714.836	12,54	9.976.212	15,02	11.726.685	13,45
b) Céréales	8.827.810	16,50	8.055.006	12,13	12.798.142	14,68
c) Autres produits	10.087.373	18,85	10.828.386	16,30	14.972.944	17,18
Dont agrumes	(3.457.686)		(3.167.449)		(1.840.097)	
II — PRODUITS MINIERS	14.918.668	27,88	19.593.073	29,50	28.098.072	32,25
Dont phosphates	(9.563.886)		(13.275.677)		(17.870.776)	
III — PRODUITS INDUSTRIELS ET ARTISANAUX	12.966.889	24,23	17.958.940	27,05	19.562.724	22,44
TOTAL	53.515.576	100	66.402.617	100	87.158.567	100

VALEUR DES EXPORTATIONS DES PRODUITS AGRICOLES

(En milliers de francs)

	1949	%	1950	%	1951	%
I. — MATIERES PREMIERES ET PRODUITS SEMI-FINIS						
Alfa	163.972		170.708		768.372	
Laines et poils	139.995		1.990.039		2.078.140	
Graines de lin	2.633.241		1.792.710		231.396	
Crin végétal	669.322		1.250.319		1.531.023	
Liège brut	186.838		571.886		899.806	
Cuirs et peaux brutes	62.534		264.709		690.064	
Boyaux	179.374		408.905		577.696	
Divers	2.679.560		3.518.536		4.950.188	
Total	6.714.836	12,5	9.976.212	15	11.726.685	13,4
II. — PRODUITS DE CONSOMMATION						
A) Céréales						
Blé dur	795.906		555.333		512.719	
Blé tendre	719.481		466.268		677.106	
Orge	4.691.057		4.781.458		8.699.433	
Avoine	183.483		661.576		684.149	
Maïs	2.007.092		789.416		1.078.513	
Millet	126.313		201.062		373.947	
Alpiste	277.901		507.538		420.064	
Autres céréales	26.577		92.355		352.211	
Total	8.827.810	18,8	8.055.006	16,30	12.798.142	17,1
B) Autres produits						
Agrumes	3.457.686		3.167.449		3.657.204	
Tomates	1.134.540		1.781.238		1.840.097	
Pommes de terre	307.058		448.179		623.750	
Légumes à cosses	1.808.055		597.612		2.092.211	
Œufs	517.504		628.026		563.172	
Vins en fûts	25.277		134.774		1.031.960	
Fruits secs	822.286		977.232		968.544	
Viande fraîche	161.758		337.346		67.286	
Divers	1.853.209		2.756.530		4.128.720	
	10.087.373	16,6	10.828.386	12,10	14.972.944	14,7
TOTAL GENERAL	25.630.019	47,9	28.859.604	43,40	39.497.771	45,2

VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS INDUSTRIELS ET ARTISANAUX

(Milliers de francs)

	1949		1950		1951	
		% par rapport à la valeur globale des expor. tations		% par rapport à la valeur globale des expor. tations		% par rapport à la valeur globale des expor. tations
Conserves de poissons	7.981.769	14,90	9.979.621	15,02	7.763.728	8,90
— de viande	106.294	0,20	79.265	0,11	148.451	0,18
— cornichons câpres	121.873	0,23	101.646	0,15	83.454	0,10
— légumes	237.903	0,45	193.547	0,30	263.036	0,30
— fruits confitures	120.068	0,22	172.876	0,26	735.156	0,86
Sucres	1.446.480	2,71	1.809.400	2,76	1 918.493	2,20
Liège ouvré	114.111	0,21	258.957	0,40	467.151	0,54
Cuirs et peaux tannés	311.681	0,58	730.225	1,09	1.344.160	1,56
Produits divers	2.526.710	4,72	4.633.403	6.97	6.839 095	7,80
	12.966.889	24,23	17.958.940	27,05	19.562.724	22,44

VALEUR DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS MINIERS

(Milliers de francs)

PRODUITS	1949	%	1950	%	1951	%
Fer	306.716		306.750		680.435	
Manganèse chimique	118.764		412.288		631.588	
— métallurgique	1.395.239		1.986.470		3.283.174	
Cuivre	78.689		1.399		18.110	
Plomb	2 379.201		2.177.004		2.803.467	
Zinc	128.325		314.943		717.855	
Antimoine	41.537		65.751		147.397	
Cobalt	115.979		260.343		567.230	
Anthracite	640.726		658.291		1.101.288	
Phosphates	9.563.886		13.275.677		17.870.776	
Autres produits minéraux	149.606		134.158		269.752	
Total	14.918.668	27,88	19.593.073	29,50	28.098.072	32,25

LES ECHANGES PAR ZONES MONETAIRES (1)

(Millions de francs)

ZONES	1949			1950			1951		
	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde
ZONE FRANC	70.434	31.788	— 38.646	78.463	30.876	— 47.587	102 211	45.074	— 57.137
Dont France	60.448	26.578	— 33.872	69.902	24.274	— 45.628	90.914	35.576	— 55.338
ZONE DOLLAR	17.347	1.830	— 15.967	16.458	1.397	— 15.061	19.853	2.721	— 17.132
Dont Etats-Unis	12.538	1.293	— 11.245	9.515	1.063	— 8.452	13.220	2.199	— 11.021
ZONE STERLING	3.306	7.766	+ 4.460	2.462	11.263	+ 8.801	5.339	14.346	+ 9.007
Dont Grande-Bretagne	1.777	6.019	+ 4.242	1.945	9.401	+ 7.456	3.191	12.093	+ 8.902
AUTRES DEVISES	12.233	12.582	+ 349	17.850	22.866	+ 5.016	32 278	25.018	— 7.260
Dont part. O.E.C.E.	6.470	9.967	+ 3.497	10.663	19.386	+ 8.723	20.289	20.277	— 12
	103.320	**53.516**	**— 49.804**	**115.233**	**66.403**	**— 48.830**	**159.680**	**87.159**	**— 72.521**

(1) La composition des zones a été ramenée à celle adoptée en 1951.

Table des Matières

PREFACE DU GENERAL D'ARMEE GUILLAUME, Commissaire Résident Général de France au Maroc

LIMINAIRE

INTRODUCTION : Trois ans de réalisation du Programme

— Bilan et perspectives XIII
— Infrastructure XV
— L'exploitation des richesses XXIX
— L'équipement social XXXVII
— Niveau de vie XXXXIII
— L'équipement et les finances publiques .. XXXXV
— Le commerce extérieur XXXXVII

RAPPORTS TECHNIQUES

— Production agricole 1
— Elevage 13
— Equipement rural 19
— Modernisation rurale 43
— Forêt 47
— Pêche maritime 53
— Sous-sol 58
— Industries 71
— Hydraulique 91
— Forces motrices 103
— Communications 115
— Transmissions 127
— Equipement sanitaire 135
— Instruction publique 143
— Tourisme 147

ANNEXES RECAPITULATIVES 151